

UNIVERSITÉ DE PARIS. — FACULTÉ DE DROIT

DE LA
PROTECTION DU POINT D'HONNEUR
DEVANT LES TRIBUNAUX

THÈSE POUR LE DOCTORAT

PAR

EDMOND SANDOZ

AVOCAT A LA COUR D'APPEL

LAURÉAT DE LA FACULTÉ DE DROIT DE DIJON

(CONCOURS DE 1892 ET DE 1893)

PARIS

LIBRAIRIE NOUVELLE DE DROIT ET DE JURISPRUDENCE

ARTHUR ROUSSEAU, ÉDITEUR

14, RUE SOUFFLOT, ET RUE TOULLIER, 13

1897



Digitized by the Internet Archive
in 2026

THÈSE

POUR LE DOCTORAT

La Faculté n'entend donner aucune approbation ni improbation aux opinions émises dans les thèses; ces opinions doivent être considérées comme propres à leurs auteurs.

UNIVERSITÉ DE PARIS. — FACULTÉ DE DROIT

DE LA
PROTECTION DU POINT D'HONNEUR
DEVANT LES TRIBUNAUX

THÈSE POUR LE DOCTORAT

L'ACTE PUBLIC SUR LES MATIÈRES CI-APRÈS

Sera soutenu le mardi 27 avril 1897, à 8 heures 1/2

PAR

EDMOND SANDOZ

AVOCAT A LA COUR D'APPEL

LAURÉAT DE LA FACULTÉ DE DROIT DE DIJON

(CONCOURS DE 1892 ET DE 1893)



Président : M. LE POITTEVIN, professeur.

*Suffragants : { MM. PLANIOL, professeur.
SALEILLES, agrégé.*

PARIS

LIBRAIRIE NOUVELLE DE DROIT ET DE JURISPRUDENCE

ARTHUR ROUSSEAU, ÉDITEUR

14, RUE SOUFFLOT, ET RUE TOULLIER, 13

1897

A MA GRAND'MÈRE

A MON PÈRE ET A MA MÈRE

LA PROTECTION DU POINT D'HONNEUR

DEVANT LES TRIBUNAUX

AVANT-PROPOS

Le titre de cette étude en indique tout ensemble l'objet positif et le but d'ordre législatif. Selon qu'on donne, en effet, au mot *protection* un sens restreint ou bien, au contraire, un sens absolu, ce titre se réfère à la détermination de la mesure dans laquelle cette protection est assurée par notre loi, ou bien à l'ensemble des *desiderata* que nous serons amené à formuler dans nos conclusions : Quelle est la loi ? Que devrait-elle devenir pour accorder une véritable *protection* à cette personnalité morale que les progrès de l'esprit moderne enseignent tous les jours à respecter davantage, et en admettant *a priori* que cette protection par la

s. — 4

voielégale fût toujours possible, efficace, ou même désirable?

Quant à cette expression de *point d'honneur*, à laquelle on donne souvent un sens un peu spécial, souvent aussi un sens péjoratif, il nous a paru cependant qu'elle seule pouvait servir à désigner sans périphrase et sous des réserves à déterminer, cette conception particulière, cette forme de l'honneur que les mœurs imposent, que la société consacre et que le législateur, par conséquent, devrait en principe protéger toujours. Le terme plus simple et plus compréhensif d'*honneur* serait susceptible en effet, nous le verrons, de trop d'interprétations différentes pour permettre de préciser les bornes et les tendances de ce travail.

La *protection du point d'honneur devant les tribunaux*, c'est enfin tout à la fois l'indication d'un sujet juridique et l'énoncé d'un vœu législatif.

INTRODUCTION

L'HONNEUR ET LA SOCIÉTÉ. — LE POINT D'HONNEUR ET LA LOI.

1. — L'honneur est autre chose qu'un pur *concept* vide de portée pratique, sinon de sens appréciable. Et ce terme d'*Honneur* — pour vague et compréhensif qu'il apparaisse, — n'est pas qu'un vain mot, dans les acceptions multiples, bien différentes parfois, où le prennent tour à tour philosophes, légistes et gens du monde.

Des esprits en mal d'originalité, parmi ces philosophes, ont pu ne trouver dans l'honneur qu'un *rien estimé*, on n'y voit encore qu'un *αδιαφορον* indigne d'une recherche ou d'une appréciation. D'autres, comme Schopenhauer ou Hartmann, déclarent que « le sentiment de l'honneur, l'estime publique, dépendent de l'opinion des autres et, par conséquent, reposent uniquement sur l'imagination » : c'est une chimère. — Que ces apôtres du pessimisme fassent donc table rase, s'ils le veulent, d'une telle *imagination* ; qu'ils la condamnent, au nom de la Raison, dans leurs traités dogmatiques. Le lieu serait ici mal choisi pour de longues discussions sur le terrain de la philosophie. Mais que, dans la réalité des choses, mais qu'au regard du Droit

on ne dénie pas toute valeur positive à cette *opinion des autres* qui soutient et récompense tant d'hommes de bien, comme elle peut aussi rendre insupportable l'existence de celui qu'elle a flétri, ou qu'elle discute, tout simplement.

Et si l'on peut contester dans ses détails la classification des Scolastiques qui, faisant figurer la *fama* au nombre des *bona exteriorum rerum*, paraissent, comme Hartmann, négliger l'*honneur interne*, faire consister l'honneur uniquement dans l'opinion des autres, dans la considération extérieure, il n'en est pas moins juste d'applaudir à leur division du patrimoine humain en trois classes de biens :

Bona exteriorum rerum, bona animæ, bona corporis. Ils n'ont envisagé l'honneur qu'au point de vue de la renommée du dehors ; mais ils en ont fait un bien, ils lui ont réservé une place au soleil juridique.

II. — En tous temps d'ailleurs, et dans les images mêmes du langage, nous trouvons cette comparaison, cette assimilation presque de l'honneur, aux biens physiques, matériels qui seuls tombent d'abord sous le sens dans les sociétés primitives. On rapproche celui qui s'attaque à l'honneur de celui qui s'attaque au corps ou à la propriété : « *non corporis, sed honoris sanguinem effundit* », dit l'Écriture : c'est un assassin et, au XVIII^e siècle, Jousse voit encore dans son acte *une sorte d'homicide*.

Le moyen âge nous a transmis aussi l'expression plus douce déjà de *larron d'honneur*. Et si, de nos jours, on

ne parle plus guère de *ravir l'honneur* que dans les tragédies et les tirades mélodramatiques, si les expressions imagées deviennent plus rares que les mots d'*atteinte à l'honneur*, communément employés, c'est que le Droit, en se détachant des formes du matérialisme, a pu rendre familière cette conception des biens purement immatériels dans leur nature, comme la propriété littéraire, la réputation... à côté des biens d'ordre physique, et répandre cette idée que l'honneur est au premier rang de ceux-là.

Mais, aujourd'hui comme dans le Droit de tous les âges, que l'atteinte au droit d'autrui se manifeste :

Par le mépris de sa personnalité physique, frappée dans son existence, dans sa santé ou dans sa liberté ;

Par le mépris de ses biens soustraits ou détruits ;

Ou par le mépris de sa personnalité morale, inquiétée dans son honneur, dans son repos :

Dans tous ces cas, il y a lésion d'un droit.

Et si la Société, s'arrogeant le monopole de la répression, veut interdire au citoyen de se faire justice lui-même, elle n'y sera légitimement fondée qu'autant que, dans leur ensemble, elle saura protéger avec efficacité tous les droits de ce citoyen. En ce qui concerne particulièrement les atteintes à l'honneur, son devoir de protection apparaîtra d'autant plus étroit que ce sera cette Société elle-même qui, en imposant à ses membres, dans l'intérêt de sa propre sécurité, la notion de l'honneur, en lui accordant une portée définie, un sens spé-

cial qui ne sera pas toujours celui de l'Ethique, aura fait de cet honneur ainsi conçu un bien dont l'intégrité sera devenue nécessaire au moins autant que la fortune au bonheur social et au repos.

L'honneur est donc bien un patrimoine, plus précieux qu'un autre parce que la perte en est souvent irrémédiable, plus sacré parce qu'il est plus personnel, digne enfin d'une égale protection parce qu'il est également nécessaire.

III. — Si l'on distinguait encore des *biens nobles*, l'honneur serait le premier de tous et il faut soigneusement en assurer la sauvegarde contre toutes les entreprises. Dans le domaine intellectuel ou moral, en effet, comme dans le domaine physique ou matériel, le principe immuable et fondamental règne toujours, *alterum non lædere* : le droit de l'homme au libre exercice des facultés de son esprit ou de son corps, s'arrête devant le droit réciproque d'un autre homme au repos et au respect de sa personnalité.

Or, sans insister sur les définitions philosophiques de l'honneur, nié par les uns, nous l'avons vu, exalté par les autres, on peut s'arrêter à cette idée simple et large que l'honneur, pris dans son acception la plus étendue, est à la personnalité morale ce que le bien-être, la santé sont à la personnalité physique : il en est le but, *la fin*, et l'on ne saurait, sans droit, s'opposer à la réalisation de cette fin. De même, aussi, que la perception nette de ce qu'il faut entendre par : *santé, bien-*

être, n'existe en nous qu'après la maladie ou l'indigence, de même qu'on ne *sent* son cœur ou ses poumons que lorsqu'ils sont atteints, de même nous n'avons pleine conscience de notre honneur que par l'outrage qui le rend sensible comme un organisme blessé, qui le « fait crier », dit-on quelquefois. C'est l'atteinte à l'honneur, c'est l'outrage, ou la pensée de l'outrage qui nous révèle les exigences de l'honneur en puissance seulement jusqu'alors.

IV. — Cet outrage, de même qu'une atteinte à la propriété ou à la personne physique, peut résulter de voies de fait ; mais plus souvent encore et avec des variantes infinies comme la malice humaine, il peut se manifester par un écrit ou par des paroles. Et c'est là ce qui rend si délicates, si subtiles et si complexes en même temps la plupart des questions qui se rattachent aux délits contre l'honneur. Selon l'expression de Méry : « On ne raisonne pas sur l'honneur, on le sent. » L'écriture, le langage, en effet, ne sont que des manifestations de la pensée, et la pensée, semble-t-il, doit rester libre, hors des atteintes d'une répression par la loi : « *Cogitationis pœnam nemo patitur* », proclame Ulpien.

Sans doute, mais en se manifestant, en s'extériorisant, cette pensée sort du domaine purement intellectuel pour entrer dans le domaine des actes. « *Qui maledicit, malefacit* », dit Julius Clarus, et Blackstone dans ses Commentaires sur les lois anglaises : « *scribere est agere* ». Et dès lors, comme tout autre acte la pensée,

dans son expression écrite, parlée ou mimée, devient justiciable des tribunaux de répression dès qu'elle a causé méchamment une lésion de droit.

Mais, de la nature immatérielle conservée par ses attaques ainsi que du caractère moral gardé par le dommage immédiat que provoqueront celles-ci, il restera toujours une difficulté spéciale soit à déterminer l'instant précis où la pensée, cessant d'être innocente, tombera sous le coup de la loi, soit à fixer dans son quantum la réparation due pour ce dommage. A cette difficulté s'en ajoute une autre qui tient à ce qu'au contraire de la notion de propriété ou de respect pour la personne physique, qui reste sensiblement la même chez tous, la notion de l'honneur est toute relative : elle varie avec l'individu et tel se déclarera blessé dans son honneur par un acte qui deviendrait ainsi dommageable et contraire au droit, alors que tel autre restera insensible à ce même acte.

En outre, indépendamment des différences de conception qui tiennent à la nature de chacun, l'honneur se présente à nous tous sous un certain nombre d'aspects distincts ; il existe en quelque sorte plusieurs émanations de l'honneur et il nous faut déterminer maintenant à laquelle de ses diverses formes il semble juste que la société accorde sa protection en cherchant à la préserver de toute atteinte.

V. — En effet, ces termes d'*honneur*, d'*atteinte à l'honneur*, sont trop larges pour être précis et ceci nous

amène à dégager la notion de *point d'honneur*. L'honneur est chose toute différente selon que, pour l'envisager, on se place au point de vue philosophique, au point de vue légal, ou au point de vue social.

L'honneur, dans l'acception philosophique du mot, l'honneur en soi, n'est qu'un sentiment intime, une sorte de phénomène psychique et, si respectable qu'il puisse nous sembler, il ne saurait prêter à des applications juridiques.

L'honneur légal est celui que la loi conçoit et protège, l'honneur tangible, en quelque sorte, qui, de lui-même, s'impose et prend corps sur la balance de la justice. L'étude des atteintes à cette forme de l'honneur ne comporterait donc qu'une simple revue de textes.

L'honneur au point de vue social, enfin, véritable *bien, valeur* susceptible d'une certaine détermination, c'est non plus ce que la morale ou la loi, mais ce que tout le monde, ce qu'on *regarde comme touchant à l'honneur, comme intéressant l'honneur*.

Et ce sont là les termes mêmes de la définition que l'Académie nous donne du *point d'honneur*. C'est l'honneur que, dans notre milieu social, on nous fait un devoir de garder intact. C'est l'honneur pratique opposé à l'honneur de la morale ou à l'honneur du Code.

Logiquement, les règles de ce Code, sur l'honneur, devraient s'identifier avec celles de la Société dont il est l'organe, dont il doit faire respecter toutes les institutions. Et cependant l'expérience de tous les jours

montre suffisamment que ces deux conceptions de l'honneur sont loin de concorder : les mœurs, la littérature, le théâtre en accusent le contraste.

C'est ce contraste entre la conception légale et la conception sociale de l'honneur, entre le point d'honneur et la loi, que nous cherchons à préciser au point de vue juridique, à comprendre et à discuter au point de vue législatif.

VI. — Développons au préalable notre définition du *point d'honneur* pour en tirer les caractères propres qui serviront à le faire reconnaître et à fonder le principe de sa protection par le pouvoir social, pour dégager les notions que ce point d'honneur renferme en lui, pour fixer enfin les degrés qu'il comporte et les limites dans lesquelles, *a priori*, il semblerait pratiquement possible à la loi de le protéger.

Remarquons d'abord qu'il nous faut ici nous borner à des principes généraux car, dans une matière où tout devient relatif au premier chef, dès qu'on touche à l'étude des espèces, il est impossible de préciser d'une façon absolue toutes les exigences du point d'honneur : ce qu'elles sont aujourd'hui, elles ne le seront plus exactement demain et quelques siècles qui passent bouleversent à leur égard l'opinion des hommes.

Les courtisans de François I^{er} n'avaient point, par exemple, sur le désintéressement en amour les idées qui nous paraissent élémentaires aujourd'hui. Sous Louis XIV, sous Louis XV, les Mémoires de Dangeau,

ceux de Grammont nous apprennent que l'art de tricher au jeu était fort en honneur parmi les seigneurs de la Cour. Aujourd'hui, cependant, est-il plus sanglantes injures que l'imputation de tirer profit d'une femme et celle de trop bien connaître les cartes ?

Inversement, Bouchel (V^o *Calomnie*) rapporte un arrêt de la Tournelle, du 8 mai 1557, « qui condamne le lieutenant général de Senlis en 200 livres parisis envers le lieutenant criminel de robe courte et en 100 livres d'amende (sans néanmoins marque d'infamie !) pour avoir dit témérairement audit lieutenant criminel qu'il n'allait point à confesse et ne communiait point ». *O tempora, o mores*, quel est l'homme parmi nos contemporains dont, en pareille occasion, l'honneur blessé se vengerait devant les tribunaux ?

Le point d'honneur varie donc avec chaque époque : il varie de même avec chaque pays, avec chaque localité parfois. Pierre Mathieu, dans son *Histoire sur la vie d'Henri II*, raconte que le Cardinal Ferrare avait répondu au duc de Guise : *non e vero*, « manière de parler assez ordinaire aux Italiens et qui ne se prend pas pour une injure entre eux ; sur quoy le duc de Guyse n'entendant pas raillerie, lui donna un soufflet sur la joue ». Vérité en deçà des Alpes, erreur au delà.

Les idées qui ont cours, cours forcé souvent dans le monde, dominant et modifient sans cesse cette notion du point d'honneur, lui donnant pour chaque époque et pour chaque lieu le degré de détermination, l'unité

compatible avec les différences de caractères, de situations, qui divisent les individus.

« C'est donc, dit M. Chassan, dans son *Traité sur les délits de la parole, de l'Ecriture et de la Presse*, c'est donc l'état des esprits, les circonstances politiques, les mœurs du pays, les croyances, les préjugés mêmes de la population qui doivent être appréciés pour déterminer l'une des conditions essentielles de ces délits ».

VII. — A toutes ces causes de fluctuations pour le point d'honneur, s'ajoutent celles qui tiennent à l'individu : non pas, nous l'allons voir, à la conception particulière qu'il peut avoir lui-même du point d'honneur, mais aux différentes conceptions que la Société se fait du point d'honneur de chacun de nous, en se déterminant d'après une foule d'éléments dont les plus généraux sont notre âge, notre sexe, notre importance dans le monde.

Les atteintes à notre dignité, à notre amour propre, à notre susceptibilité, à notre politesse, à notre délicatesse, deviendront autant d'atteintes au point d'honneur, selon que la société nous imposera dans telles circonstances le devoir de faire respecter cette dignité, cette délicatesse. Les obligations sociales d'un crocheur, à cet égard, ne seront pas identiquement les mêmes que celles d'un homme du monde et le criterium de ce qu'il faut entendre pour chaque individu par le *point d'honneur*, sera donné par la nature de l'outrage que, pour lui conserver son estime et son appui, le monde exige qu'il ne supporte point.

VIII. — Nous avons distingué la conception individuelle que chacun peut avoir du point d'honneur, et la conception commune, celle qu'en a la société. En effet, le sentiment du point d'honneur dans chaque individu pris isolément, est un sentiment intime sans doute, variable par conséquent à l'infini, mais soumis cependant, comme le vêtement, pour chaque classe de citoyens à l'empire de la mode, c'est-à-dire à la tyrannie de la société. On peut suivre ses exigences de plus ou moins près, mais nul ne peut s'en affranchir complètement sous peine d'être honni ou raillé, de subir une *diminution* dans sa personnalité morale.

Ce que chacun regarde comme touchant à l'honneur, c'est le point d'honneur individuel, c'est *son* point d'honneur. Mais ce n'est pas *le* point d'honneur, le fonds commun à toutes ces conceptions, ce n'est pas ce qu'en général « on regarde comme touchant à l'honneur ».

Cette conception individuelle peut se rapprocher de la conception commune, elle doit même tendre chez l'homme judicieux, *sociable*, à s'absorber en elle. Même dans ses caprices, dans ses scrupules, elle est respectable comme tout ce qu'on rapporte sincèrement à l'honneur. Mais au point de vue juridique, on ne saurait exiger pour elle, de la part de la société, de la loi, la même protection que pour le point d'honneur, conçu et imposé par cette société elle-même.

IX. — Car c'est là le fondement d'une protection légale de ce que nous avons appelé le point d'honneur,

de l'honneur envisagé au point de vue de la société.

« Ni les mœurs ni les lois, dit M. Pasquier, dans son *Rapport à la Chambre des Pairs sur le projet de la Loi de 1829*, ne doivent être impuissantes les unes sur les autres ; bien conçues et bien dirigées elles s'aident réciproquement dans leurs progrès. »

Et M. Ortolan, dans son *Droit pénal* : « Le Droit est une science éminemment sociale : pas de Droit sans Société, et réciproquement pas de Société sans Droit ; le pivot constant, la base fondamentale des études du droit doit être l'étude de l'homme en rapport avec ses semblables. »

La loi n'a rien à voir dans la conception philosophique de l'honneur ; mais il faudrait peut-être qu'elle s'occupât davantage d'assurer la protection du point d'honneur.

Ce vœu formulé dans ces termes semblerait d'abord paradoxal à beaucoup sans doute, parce que, dans le langage courant, on confond trop souvent ce point d'honneur que nous venons de définir avec le *faux point d'honneur*.

Par cela même d'ailleurs qu'elle existe, cette expression implique, chez ceux qui s'en servent, qu'ils reconnaissent aussi une forme respectable, une forme *vraie* du point d'honneur.

X. — Mais que faut-il entendre par *faux point d'honneur* ? Si, par ces mots, l'on veut désigner le sentiment exagéré jusqu'à la puérilité, que professent certains

hommes, du point d'honneur, il est juste qu'on refuse d'en faire état et d'en assurer la protection par les voies légales : « Si des équivoques, disait Portalis le père (*Choix de rapports*, tome 16, p. 102), des censures légères, des jeux d'esprit pouvaient devenir la matière d'une plainte, les tribunaux seraient sans cesse occupés à venger les fausses délicatesses de l'amour-propre ou de la vanité, et à raffiner sur le point d'honneur. »

Que l'on condamne, sous ce mot de *faux* point d'honneur, telle ou telle conception individuelle, mais qu'on ne l'applique pas à la conception commune, à ce que la société regarde comme étant le point d'honneur. Qu'on ne conteste pas surtout le principe d'une protection légale de cette sorte d'honneur. Elle est faite, si l'on veut, de préjugés condamnables en bonne logique, en saine morale. Mais elle est acceptée de tous, elle est imposée par tous et il serait injuste autant que maladroit pour le législateur de l'oublier.

« Pensez-vous (M. Dufour, dans un article de la *Revue Woloski*, tome XI, p. 383) que la société ne doit point tenir compte de ce qu'elle a appris à croire, de ce qu'elle a enseigné à la fois par ses doctrines et par ses exemples, de ce qu'elle impose chaque jour comme reine des habitudes, comme auteur de cette loi qui règle les allures de la vie commune : loi qui, pour n'être point écrite, pour être purement traditionnelle, n'en est pas moins respectée jusqu'au péril de la vie. La société a son code privé, tout entaché d'erreurs,

d'injustice, de despotisme. Si, en présence de cette coutume, la loi écrite se trouve impuissante, ne peut-on dire à la société : *Patere legem quam ipsa tulisti.* »
« Nous vivons dans un monde (D. 1844.4.299, consultation signée par 5 avocats éminents du barreau de Paris) où règnent des préjugés qui règlent arbitrairement l'honneur des citoyens, préjugés qu'il serait dangereux et injuste même de méconnaître, dont il faut nécessairement faire acception quand, par devoir, on est appelé à juger les actions des hommes. »

Il serait facile de multiplier sur ce point les citations. Rappelons encore ces quelques mots de Bentham, formulés comme une règle : « Suivez pas à pas l'opinion publique, soyez son fidèle interprète : tout ce qu'elle regardera comme attentatoire à l'honneur regardez-le comme tel : un mot, un geste, un regard. »

En résumé, le point d'honneur est une modalité de l'honneur, née du commerce des hommes vivant en société hiérarchiquement organisée. C'est le seul des différents aspects de l'honneur sous lequel nous puissions envisager ici cet honneur, et la confusion n'étant dès lors pas possible entre eux, nous emploierons indifféremment et dans le même sens, *brevitatis causa*, ce terme générique d'*honneur*, sans épithète, ou cette expression plus précise de *point d'honneur* qui nous a servi à tracer le cadre de cette étude et qui nous aidera à n'en pas sortir.

Nous prendrons aussi quelquefois cette dernière

expression dans le sens de la périphrase plus embarrassante *d'opinion conforme aux exigences du point d'honneur ou de ceux qui professent le point d'honneur.*

A ce même point de vue phraséologique, faisons remarquer encore que nous nous servirons des mots d'*outrage*, *outrageant*, comme de termes génériques pouvant désigner indifféremment toutes sortes d'injures, de diffamations, de provocations, d'atteintes à l'honneur enfin. Si ce n'est pas là le sens technique que donne le Code pénal dans l'article 222, au mot : *outrage*, peu nous importe, puisque nous n'avons pas à étudier cet article et que la confusion n'est dès lors pas possible, comme elle le serait par exemple entre le mot d'injure pris *lato sensu* et ce même mot d'injure *stricto sensu*. Par contre cette acception que nous donnerons à l'*outrage* est bien conforme à son sens ordinaire en même temps qu'elle est indiquée par la généralité de son sens étymologique, *ultra agere*, dépasser les bornes.

XI. — En faisant l'analyse, maintenant, de la notion du point d'honneur ainsi défini, l'on remarque qu'elle se décompose en deux éléments distincts, qui peuvent se trouver séparés, mais qui n'en procèdent pas moins, l'un comme l'autre, des exigences et des enseignements de la société.

Le point d'honneur, en effet, ne se confond pas avec la *considération*, c'est-à-dire, selon le sentiment le plus général, avec l'idée que les autres ont de nous, oppo-

sée à l'honneur, *stricto sensu*, qui serait plutôt l'idée que nous-mêmes en voulons conserver, à ce que l'on a appelé l'honneur interne.

Mais le point d'honneur les comporte, les renferme en lui l'un et l'autre ; et toute atteinte : soit à l'honneur interne, soit à la considération, indifféremment et sous la seule condition d'être telle aux yeux de la société, sera une atteinte au point d'honneur. Prenons l'exemple classique de l'outrage : un soufflet. Si, par hypothèse, il a été reçu sans témoin, et qu'il doive à jamais rester secret, il ne pourra porter atteinte à la considération puisque le monde, qui est le dispensateur de cette considération, l'ignorera toujours. Mais il n'y en aura pas moins là une atteinte au point d'honneur parce que c'est le monde encore, au contraire de l'esprit chrétien, qui nous enseigne que notre personnalité morale, que notre honneur est lésé par ce soufflet, même s'il reste secret, et qu'il faut en exiger réparation pour pouvoir conserver de soi-même cette opinion qu'il faut en avoir pour rester homme d'honneur, pour que le point d'honneur soit intact.

XII. — Ainsi l'atteinte au point d'honneur comprendra tout ce qui est de nature à diminuer l'homme soit dans l'estime d'autrui, soit dans la sienne propre telle que le monde lui enseigne à la concevoir. En effet, si l'on a défini l'honneur en général, *l'estime de soi corroborée par l'estime des autres*, cette définition peut s'appliquer aussi au point d'honneur si la double estime

dont elle parle est subordonnée à l'opinion actuelle de la société, c'est-à-dire, en somme, qu'il y a *atteinte au point d'honneur* dans tout ce que, parmi nos concitoyens, *on regarde comme touchant à l'intégrité de l'honneur*, cet honneur social étant pris ici dans son acception la plus étendue, et comprenant tout à la fois ce que les philosophes ont appelé l'honneur interne et l'honneur extérieur, l'honneur subjectif et l'honneur objectif : en deux mots : l'honneur et la *considération*.

C'est bien ainsi déjà que Voët qui, plus judicieux en cela que les Scolastiques, rangeait la *dignitas*, l'honneur interne, à côté de la *fama*, comprenait les atteintes à l'honneur : « *Delictum in contemptum hominis liberi admissum, quo ejus corpus, dignitas, vel fama læditur dolo malo* ».

Cette conception large du point d'honneur est conforme à la définition qu'en donne M. Croabbon, dans son ouvrage sur *la Science du point d'honneur* : « *la susceptibilité légitime de l'honneur sous toutes ses formes, contre toutes les atteintes qui le menacent* ».

Bentham aussi (*Traité de législation civile et pénale*, ch. XV), reconnaît la nécessité d'une interprétation large, sur ce point : « Pour donner à la satisfaction honoraire toute l'étendue et la force dont elle est susceptible, la définition des délits contre l'honneur doit avoir assez de latitude pour les embrasser tous ».

XIII. — Si le point d'honneur embrasse ainsi avec son caractère propre tout ce qui touche à l'honneur,

il comporte des degrés qui seront mis en lumière seulement par l'étude des différentes sortes d'outrages. Sentiment très complet, très vaste, il se manifestera au sujet d'actes attentatoires de toutes catégories, depuis les actes grossiers punis par la loi, ceux que l'Etat, selon l'expression imagée de M. Worms, peut *saisir de ses pincettes épaisses*, jusqu'aux froissements les plus légers, à la perception desquels on restreint parfois, nous l'avons vu, le rôle du point d'honneur pris dans un sens péjoratif.

En ce qui concerne les premiers de ces outrages, le point d'honneur se trouve alors coïncider avec l'honneur du Code.

En ce qui concerne les derniers, il reste, pour les saisir, de compagnie avec l'honneur philosophique ou moral, aussi sensible, dans un ordre d'idées différent, avec un criterium opposé parfois, et tous deux s'étendent à l'infini, dans le champ de la délicatesse ou de la susceptibilité, sans se rencontrer d'ailleurs en principe, et comme s'ils y suivaient deux lignes parallèles.

Mais, entre cet honneur que conçoit, que protège la loi et ces susceptibilités qui arrivent forcément à devenir insaisissables, il y a un troisième degré de l'honneur, ou du point d'honneur, degré intermédiaire qui peut consister :

Soit à ressentir cruellement et légitimement un outrage bien affirmé, sur lequel le monde nous défend de passer condamnation et que le législateur, cependant,

n'a pas trouvé assez grave pour le frapper, ou qu'il n'a frappé que de peines insignifiantes ;

Soit à trouver, avec tous ceux qui nous entourent, un outrage grave, de ceux que le Code punit, dans des faits que cette loi interprétée par les tribunaux ne juge pas assez significatifs ou assez établis pour les atteindre.

XIV. — Pour l'une et pour l'autre de ces éventualités : absence de texte répressif, impuissance ou insuffisance de cette répression, nous avons posé le principe de la protection due par la loi, organe de la société, au point d'honneur, forme de l'honneur reconnue et imposée par cette société elle-même.

Mais l'application de ce principe n'ira point, dans la pratique, sans les plus grandes difficultés en raison de la nature spéciale des délits qu'il faudra qualifier et punir.

« Malgré la législation la plus sage, dit Dareau qui n'est pas pourtant un pessimiste, les injures seront toujours presque partout comme un apanage de l'état social. Les lois peuvent empêcher une partie du mal et même le corriger, mais elles ne sauraient en garantir entièrement. »

Une limite existe donc bien où ces délits contre l'honneur deviendront insaisissables pour l'interprète de la loi. Cette limite, afin que la protection accordée soit satisfaisante, sinon complète, devra être reculée le plus loin possible, et cette protection, pour être utile

et remplir son effet, exigera dans la pénalité des délits contre l'honneur une sanction assez rigoureuse pour satisfaire la victime. Faute de quoi, l'homme d'honneur, que la loi ne saura pas faire respecter, cessera de la respecter à son tour. Il oubliera, sans cesser d'être raisonnable, qu'il existe une société, des tribunaux de laquelle nous sommes tous justiciables et : « dans l'état de nature, dit Burlamaqui (*Principes du droit de la nature et des gens*, t. II, p. 344), quiconque attaque notre honneur de propos délibéré, nous met en droit de le regarder comme notre ennemi et de le traiter comme tel jusqu'à ce qu'il nous ait fait une satisfaction convenable ».

XV. — Eh bien, cette *satisfaction convenable*, cette protection aussi large et aussi efficace que la matière le permet, existent-elles dans l'état actuel de la législation et de la jurisprudence et que faire pour les étendre si elles sont insuffisantes ?

C'est là la double question que nous chercherons à éclaircir après avoir étudié cette législation et cette jurisprudence des tribunaux en ce qui concerne les atteintes au point d'honneur. Nous distinguerons dans celles-ci :

Les délits de *voies de fait* qui, sans intéresser la santé ou l'existence de la victime, s'adressent au corps, passent, en quelque sorte, par le corps pour aller frapper l'honneur.

Les délits qui naissent de l'*Expression*, parlée ou

écrite, de la pensée outrageante et, en particulier, les délits de presse, si fréquents en notre siècle.

Les délits enfin qui, ne constituant que de simples *menaces*, des *provocations* vagues, n'en affectent pas moins le point d'honneur.

Pour cet examen de la répression légale et jurisprudentielle des délits contre l'honneur, nous nous demanderons successivement : dans une première partie, quels sont ceux de ces délits que les tribunaux punissent et, dans une seconde partie, comment ils assurent par là la protection du point d'honneur, quelles sont la portée et l'efficacité des peines qu'ils prononcent, quelles *conclusions* en un mot inspire l'état de choses actuel.

HISTORIQUE

CHAPITRE PREMIER

GENÈSE DE LA NOTION DE POINT D'HONNEUR.

I. — Le monde antique n'a pas connu le point d'honneur, et ceci montre bien encore qu'il ne faut pas voir dans le sentiment que nous en professons aujourd'hui une conception purement humaine et personnelle, procédant de notre nature même, mais au contraire une production artificielle, ethnologique, en quelque sorte, des exigences sociales.

Ce n'est pas, d'ailleurs, que le législateur ne se fût préoccupé déjà, dans l'antiquité, de prévoir et de punir les atteintes à l'honneur. La loi des XII Tables prononçait une amende de 25 as pour un soufflet et, dans les délits de la pensée, la jurisprudence romaine distinguait l'injure verbale ou *convitium* (de *convocium*) de l'injure par écrit ou par *libellus famosus* (primitivement *carmen famosum*).

Toutes ces atteintes à l'honneur étaient réunies sous

le nom d'*injuriæ*, simples ou atroces, Elles étaient punies de peines souvent sévères, de la mort même (Cicéron, *De Rep.*, IV, 10), à l'origine, et le terme qui les embrassait était assez large pour permettre d'atteindre des actes peu caractérisés et devant la répression desquels on hésiterait aujourd'hui, comme le fait de suivre une femme avec affectation ou de tenir des propos licencieux.

Mais le point d'honneur n'était pas né, en ce sens qu'il n'existait pas dans la société antique une conception de l'honneur distincte de celle qu'avait consacrée le législateur. C'était la qualification légale qui seule faisait un délit contre l'honneur aux yeux du monde, et la répression qu'il en exigeait n'était autre que sa pénalité légale encore. Là où les textes se taisaient, l'opinion n'exigeait rien ; là où ils fixaient une peine, elle n'exigeait rien au delà.

Il y avait en un mot accord parfait entre la loi et les mœurs ; ce qu'on regardait comme touchant à l'honneur, comme intéressant l'honneur, c'était ce que le législateur avait considéré comme tel.

II. — Avant d'étudier le développement du point d'honneur et ses conflits successifs avec les législations antérieures à la nôtre, il convient donc d'examiner les causes mêmes qui ont donné naissance à cette conception nouvelle de l'honneur, de rechercher la raison d'être du point d'honneur. C'est rechercher par là même aussi la raison de son absence des sociétés

antiques. Si elles ont ignoré un sentiment tout puissant dans les nôtres, sur les classes les plus élevées, cela tient sans doute à la différence des races et des tempéraments, à la grandeur d'âme antique, à ce calme dédain qui rendait l'injure insensible et permettait à un César d'endurer les pires outrages sans porter la main à son épée et sans que la foule songeât à lui faire un reproche de cette mansuétude. Cela tient aussi à l'organisation sociale de ces Républiques, à la simplicité du genre de vie, à l'état primitif encore des mœurs, empreintes de rudesse, ennemies des subtilités. Peut-être en est-il du point d'honneur comme de ces plantes auxquelles il faut créer une atmosphère artificielle, et ne peut-il s'épanouir qu'au milieu des raffinements de la délicatesse, dans un monde de conventions et sous l'empire des préjugés : nos salons en tous cas lui sont un terrain plus propice que le *forum* des anciens.

III. — Mais, plus qu'aux habitudes, plus qu'à l'état social, c'est à la préoccupation première des citoyens, c'est à la nature du but poursuivi par tous qu'il faut rapporter cette différence caractéristique que nous constatons, sur les questions d'honneur, entre le monde ancien et le monde qui s'est substitué à lui.

Dans l'antiquité, l'Etat est tout, l'individu n'est rien ; l'intérêt de la *res publica* est l'objet des préoccupations de chacun, son honneur est l'honneur de tous ; celui des particuliers ne réside que dans l'exercice des hautes

magistratures conférées par le peuple, et jamais dans l'opinion d'une certaine nature qu'ils veulent trouver de leur propre personnalité chez les autres, ou qu'ils entendent en conserver eux-mêmes. Le citoyen oublie tous intérêts d'ordre privé, toutes préoccupations personnelles pour ne songer qu'à cette République puissamment organisée qui le protège, qu'il contribue pour sa part à diriger et en laquelle il s'absorbe au point que l'on a pu dire : « l'amour pour la Patrie, chez les anciens, faisait fonction de l'honneur personnel chez nous. »

Aussi l'orgueil individuel, les susceptibilités même légitimes, le sentiment du point d'honneur, en un mot, loin d'être goûtés, eussent-ils semblé autant de pensées, autant d'énergies dérobées à la patrie, autant d'obstacles coupables apportés à la discussion et à l'expédition des affaires publiques.

Le sentiment de l'injure n'en existait d'ailleurs pas moins chez les anciens. D'après Cicéron : « *habet quemdam aculeum contumelia, quam pati prudentes ac viri boni difficillime possunt.* » Mais le point d'honneur n'avait pas les exigences que nous lui connaissons ; à vrai dire, il n'existait pas.

En cas d'injure, une rétorsion immédiate et de même nature ou, mieux encore, un silence dédaigneux ou stoïque, le « *frappe mais écoute* » du général antique avaient plus d'à-propos et de mérite qu'un coup d'épée. Aussi le duel tel que nous l'entendons, pour affaires

privées, était-il inconnu, et c'est en vain que Voltaire a cherché dans les Horaces et les Curiaces les ancêtres de nos champions du point d'honneur.

IV. — Lettre morte par conséquent pour le génie antique, ce point d'honneur est né chez les Barbares et notre Gaule guerrière et pointilleuse semble bien en être le berceau : *bella gerere et argute loqui*, c'est encore là le fond de la théorie du point d'honneur.

Chez les Barbares, en effet, on ne trouve plus cette identification du citoyen avec l'Etat, de l'intérêt ou de l'honneur privés avec l'intérêt ou l'honneur publics ; non pas d'ailleurs que ceux-là fissent oublier ceux-ci, mais ils s'étaient séparés et les uns et les autres, co-existant, allaient vivre de leur vie propre, avec des exigences distinctes. Pour donner la raison d'être de cette scission et la justifier, M. Pinet, dans une analyse historique judicieuse, l'attribue à des nécessités d'ordre social. « Après la chute de l'Empire romain, dit-il, la dissolution eût été complète si, du sein de ce cahos, ne se fût dégagé un principe créateur qui devait ranimer les nobles sentiments, flétrir le mensonge. Obligé pour sa conservation, pour celle de sa famille, au milieu de ses forêts où il errait à demi-sauvage, de repousser sans cesse de nombreux ennemis, d'éviter d'en susciter de nouveaux, l'homme du Nord contracta la double habitude de fierté, de ménagement, essence de l'honneur. »

Cette double habitude, ces sentiments primitifs et

grossiers encore ont été la source de la notion subtile et compliquée que l'on se fit plus tard de l'honneur. L'antiquité n'avait connu que les autels de ses dieux et celui de la patrie ; les Barbares ont créé le *culte de l'honneur personnel*, culte si puissant que le christianisme, doctrine de condamnation et de mort pour le point d'honneur, n'a pu lutter contre lui et que, malgré l'Eglise, il n'a cessé avec de courtes intermittences, de se développer et de se raffiner, se généralisant, s'imposant à des adeptes toujours plus nombreux et trouvant des milliers de victimes.

V.— Au moyen âge, la chevalerie, avec ses délicatesses, avec les habitudes de courtoisie et de galanterie qu'elle innova, avec l'importance qu'elle attachait à l'opinion des femmes, négligée jusqu'alors et l'un des premiers ressorts de la susceptibilité chez l'homme, la chevalerie donna un nouvel élan, une nouvelle signification au point d'honneur et de nos jours encore, après des siècles de monarchie absolue et souvent hostile, ces traditions du moyen âge restent debout sur bien des points, dans un pays où elles répondent sans doute au génie de la race, où rien ne paraît pouvoir les déraciner, où l'épithète de *chevaleresque*, c'est-à-dire aussi de *fervent du point d'honneur*, s'emploie dans la même acception flatteuse que : « *αγαθος* » pour les Grecs.

C'est bien de cette époque que nous viennent encore certaines façons de penser et d'agir que le combat judiciaire et les tournois firent entrer alors dans les mœurs et qui nous semblent parfois peu rationnelles.

M. Dufour, dans un article du journal *La Presse* (n° du 22 septembre 1837), en donne une analyse ingénieuse :

« Le démenti donné à un juge faussait son jugement et, par suite, l'obligeait à venger l'outrage fait à son honneur : La formule de démenti par elle-même, et séparée de son objet primitif, devint par cela seul un affront sanglant.

Le bâton n'était plus l'arme du gentilhomme, mais du vilain : frapper quelqu'un du bâton, c'était le traiter en vilain.

Le gentilhomme combattant un casque au visage, le vilain : le visage nu, les coups sur le visage étaient un traitement de vilain.

Demander la vie dans un combat singulier, c'était se soumettre à l'infamie : de là l'infamie de certaines concessions quand la vie peut être en danger... »

C'est bien au temps aussi des tournois et des *cartels* que le point d'honneur revêtit sa forme la plus exigeante. Dans l'ordre de Malte — ordre religieux pourtant — où, dit M. Pinet, « se voyaient rassemblés sous les armes le Français vif et bouillant, l'Autrichien entêté de ses quartiers nombreux, le Castillan hautain, la délicatesse en point d'honneur dut rapidement atteindre le raffinement le plus excessif. Il n'était pas besoin d'une parole, d'un geste, pour provoquer le combat singulier, il suffisait d'un regard, d'un mouvement de la paupière, il n'était pas besoin d'une incivilité : il ne fallait que l'oubli de la plus légère civilité ».

VI. — Si la chevalerie avait conduit ainsi le point d'honneur à son apogée d'intransigeance et de puérilité, nos sociétés modernes l'ont ramené à un esprit plus mesuré. Mais ce qu'il a perdu en acuité et en finesse de perception, il l'a gagné en diffusion : il n'y a plus comme autrefois une élite qui seule fasse « profession d'honneur » mais chacun, dans sa sphère, s'en targue volontiers, et ce n'est plus l'opinion de quelques-uns, d'une élite mondaine, c'est l'opinion de tous qui impose l'observation de ses règles. Et de nos jours, la philosophie, la sociologie lui ont fourni une base, une justification scientifique en quelque sorte, par l'importance, le développement qu'elles ont donné à la personnalité morale individuelle et par le respect toujours plus grand qu'elles ont demandé pour celle-ci.

L'antiquité, qui méconnaissait l'individu, ignore le point d'honneur ; le droit moderne au contraire, soucieux avant tout des intérêts privés, du patrimoine matériel et moral des particuliers, doit être soucieux aussi de l'honneur personnel.

CHAPITRE II

L'ANCIENNE JURISPRUDENCE.

I. — Examinons maintenant comment ont protégé successivement l'honneur : notre ancien droit français, le droit intermédiaire et la législation qui a précédé immédiatement la nôtre. En d'autres termes, quelles ont été les satisfactions légales accordées, sous ces différents régimes, au point d'honneur ? L'examen du droit intermédiaire et celui des lois qui l'ont suivi seront courts parce que le premier a fait peu de choses pour les atteintes à l'honneur et que, les autres constituant le fond de la législation encore en vigueur, nous n'aurons qu'à indiquer les points sur lesquels elles en différaient, afin de ne pas empiéter sur l'étude de celle-ci.

L'ancien droit, par contre, est très intéressant sur ces questions d'honneur, et peut être la source d'enseignements utiles : d'abord parce qu'il a cherché, tant au point de vue de la poursuite qu'à celui de la pénalité, à frapper sévèrement l'injure sous toutes ses formes ; et puis aussi parce que, seul dans l'histoire, il a connu pour les atteintes au point d'honneur une réglementation spéciale qui n'était pas la loi quoiqu'elle présentât un caractère législatif, qui n'était point appliquée par les

juges de droit commun, quoiqu'elle relevât d'une juridiction officiellement organisée : le tribunal des maréchaux de France.

Il y eut donc dans l'ancien droit français une préoccupation constante de ce qui touchait à l'honneur et si pourtant, bien souvent, la protection que les tribunaux assuraient au point d'honneur ne paraissait pas aux fervents de celui-ci une satisfaction suffisante, s'ils voulaient tirer vengeance eux-mêmes de l'insulteur, si les duels en un mot furent si nombreux, c'est par le caractère belliqueux et chevaleresque des mœurs d'alors qu'il convient de l'expliquer. Beaucoup d'anciennes dispositions de la loi seraient en effet de nature à satisfaire aujourd'hui les plus intraitables sur le point d'honneur, si toutefois elles n'étaient devenues peu praticables, incompatibles qu'elles apparaîtraient avec nos idées modernes.

II. — La caractéristique de l'ancien droit, sur ce sujet plus encore que dans ses autres branches, parce qu'il y prêtait mieux, fut un arbitraire presque absolu, arbitraire qui s'appuyait aussi sur une division plus saisissable des classes de la société et de leurs exigences, réglées par une hiérarchie plus nette ; arbitraire dangereux sans doute, mais bien précieux aussi, d'autre part, dans une matière délicate et complexe où il est impossible au législateur de tout prévoir, où souvent par conséquent la sanction manquera s'il n'est point suppléé à l'insuffisance du texte littéral par le pouvoir

discrétionnaire de l'interprète. Cet arbitraire, non sans inconvénients certes, assurait néanmoins la supériorité de l'ancien droit sur le nôtre, au point de vue de l'efficacité de la répression, et grâce à lui, le plus souvent l'on se fût contenté de la satisfaction accordée par la justice si l'on n'eût été d'une promptitude singulière à tirer cette épée qui pendait au côté de chacun quand elle n'était pas à son chevet. Cet arbitraire dominait à la fois la pénalité et la poursuite des atteintes à l'honneur. « Les réparations de l'injure, dit Dareau, dépendent entièrement de la prudence des juges et de leur équité. »

III. — Le terme d'*injure* avait alors une étendue, conforme au sens étymologique (*in jus*), que le langage moderne ne lui reconnaît plus. « L'injure proprement dite, dont nous voulons parler ici, dit Muyart de Vouglans, est cette espèce de délit qui n'a dans le droit aucune dénomination particulière et qui consiste dans tout ce qui se dit, se fait ou s'écrit, tendant à offenser les particuliers soit dans leur personne, soit dans leur honneur, soit dans leurs biens. » Ainsi l'impéritie d'un chirurgien, le fait d'allumer un incendie, de couper des arbres sur le terrain d'autrui, étaient classés parmi les injures et punis comme tels.

Parmi les atteintes à l'honneur, seules formes de cette *injure*, qui nous occupent ici, les anciens auteurs distinguèrent : l'injure *réelle* ou par voie de fait, l'injure *verbale*, l'injure *par écrit*. Ces deux dernières formes de

l'outrage, traitées bien différemment dans la répression, avaient gardé les dénominations romaines de *convice* et de *libelle*.

La façon dont l'injure pouvait se produire avait été l'objet d'analyses minutieuses. D'après Muyart de Vouglans, d'après Jousse, d'après Dareau, elle pouvait être commise :

Directement : à l'encontre de celui-là même qu'on voulait offenser, ou *indirectement* : dans la personne de sa femme, de ses enfants, voire même de ses domestiques (cf. L. 1 paragr. 3. Dig. de *injuriis*). Un arrêt du 3 février 1652, rapporté par Boniface et par Jousse, va jusqu'à trouver une injure *indirecte* dans l'outrage adressé par erreur à une tierce personne à cause de sa ressemblance avec le plaignant.

L'injure pouvait être encore : *expresse*, ou *tacite* : lorsqu'elle se produisait *obliquement*, par des *réticences*, *ironies*, *allégories*, *paroles équivoques* et à *double sens* : tous les déguisements de la pensée, tous les artifices, on le voit, paraissent bien prévus dans cette énumération.

L'injure avait lieu : soit *ouvertement*, soit *secrètement*, c'est-à-dire en l'absence de la personne visée : les canonistes, dans ce dernier cas, l'appelaient alors *contumélie*.

Elle atteignait enfin : tantôt les vivants tantôt les morts ou plutôt les représentants de ceux-ci ; quand on s'attaquait à la mémoire d'un défunt, ses héritiers avaient en effet l'exercice de l'action d'injure parce que

l'offense était toujours présumée avoir été dirigée contre eux-mêmes.

IV. — Avec une classification aussi complexe et aussi détaillée des injures, il devenait facile d'atteindre des offenses légères ou peu caractérisées, surtout lorsqu'il s'agissait de préserver le point d'honneur des privilégiés pour lesquels la société enseignait alors à professer un respect particulier. Dareau rapporte, par exemple, qu'en novembre 1771, un notaire de Rocroy pour n'avoir pas salué le Major de la Place fut « conduit devant les échevins, rudement réprimandé, mis au cachot, au pain et à l'eau et traité comme un criminel d'Etat ».

Il est bon d'ajouter que les échevins furent désavoués par le maréchal d'Armentières et condamnés à 300 livres de dommages-intérêts.

« En 1748, dit encore Dareau, le commissaire Regnard écrivit au sieur Boutet, conseiller au Châtelet et payeur de rentes, une lettre pour lui faire part qu'à la pluralité des voix, il avait été élu pour allumer les lanternes, qu'il eût la bonté de passer chez lui pour accepter la commission. » Le sieur Regnard fut condamné et sur conclusions des gens du Roy, injonction lui fut faite de n'avoir pas à récidiver.

Bouchel cite une ordonnance de Charles IX du 4 février 1566, d'après laquelle « le gentilhomme qui aura donné une *démentie sans iuste occasion* sera tenu d'en faire amende honorable à celui qui l'aura reçue ». C'est

une injure encore que de *sortir sa langue en contumélie d'autrui* (*Trésor du droit français*, Bouchel), que de dire à quelqu'un : *Le diable vous emporte ou je voudrais vous voir mort* (Jousse).

Brillon et Dareau rapportent un arrêt du 18 janvier 1618, qui a prononcé une condamnation à *de grosses réparations pour avoir affiché des cornes à la porte d'un mari*. Effacer le nom ou les armes gravés sur un banc d'église, était une injure grave.

Remarquons qu'il n'était pas nécessaire que l'atteinte à l'honneur eût été publique pour qu'on pût en exiger réparation en justice : « Les personnes, dit Jousse, qui reçoivent des lettres qui leur sont injurieuses, peuvent rendre plainte pour avoir satisfaction de l'injure, et quelquefois même, la partie publique peut se joindre à elles. »

Cet auteur n'ajoute pas si la *partie publique* usait alors aussi peu souvent qu'aujourd'hui de cette faculté qui existe encore pour elle.

V. — L'ancien droit s'est préoccupé aussi, d'une façon particulière, de punir sévèrement les outrages qui étaient adressés aux femmes et qui venaient en même temps blesser dans leur point d'honneur les frères, les maris, les chevaliers servants, ceux auxquels la nature ou l'occasion imposaient le rôle de protecteurs.

Loisel (liv. 6, titre 2, n° 24) pose ce principe que les injures faites aux femmes se punissent au double, et lorsqu'il s'agit de les découvrir et de les qualifier, l'in-

terprète de la loi doit redoubler de perspicacité et de délicatesse. Ainsi Dareau trouve que « c'est faire entendre d'une femme qu'il ne faut pas croire à sa vertu que de dire qu'elle est fort honnête : *de la ceinture en haut* ». Il y a là une application judicieuse de l'argument *a contrario* à la recherche de l'intention injurieuse.

S'arrêter devant une femme pour la considérer avec affectation, la suivre, se livrer devant elle à des démonstrations obscènes, à des gestes équivoques sont autant d'injures. Un arrêt du Parlement de Grenoble du 30 juin 1387 condamna un particulier en dommages-intérêts et en une amende pour avoir dit d'une femme qu'elle était *babillarde*. L'expression paraîtrait anodine à beaucoup, de nos jours et peut-être a-t-elle perdu de sa force. Cependant Dareau lui-même trouve déjà cette jurisprudence un peu sévère et par contre — nous nous permettons de citer ce passage pour montrer jusqu'à quel point ces questions étaient étudiées en détail par nos anciens auteurs—il critique assez dédaigneusement Mathœus qui prétend « que le terme *p...* n'est plus une injure : parce qu'il a dégénéré en expression familière ». « L'opinion de ce docteur, dit-il, était bonne pour le pays qu'il habitait ; mais il est certain qu'en France les honnêtes femmes ne sont point du tout familiarisées avec cette expression injurieuse et qu'elles ont une action contre quiconque se permet de la leur adresser. » Malgré la modification incessante de la notion d'hon-

neur à travers les âges, nos contemporaines pensent encore comme celles de Dareau.

VI. — L'application des pénalités aux différentes injures était caractérisée d'abord par cet esprit d'arbitraire qui dominait toute l'ancienne justice, et puis par la distinction essentielle que l'on faisait alors et que nous ne connaissons plus, en principe, entre la répression de l'injure écrite et celle de l'injure verbale.

Les peines, d'après Muyart de Vouglans, sont plus ou moins rigoureuses *selon la personne, le temps, le lieu, le motif et l'événement*. La qualité de cette personne, son sexe, nous l'avons vu, étaient tout d'abord pris en considération, et pouvaient, à une époque où la pénalité était encore barbare, lui donner un caractère vraiment excessif. C'est ainsi qu'une pragmatique de Philippe II prononçait, au XII^e siècle, la peine de mort contre ceux qui auraient embrassé une femme de force en public, et qu'au cas de séduction, l'ancienne jurisprudence laissait au coupable le choix entre la même peine et le mariage. On concevrait aujourd'hui que, devant une répression si énergique, l'intervention vengeresse d'un époux, d'un parent outragé dans son point d'honneur, n'eût plus sa raison d'être.

Les rapports de maîtres à serviteurs n'étaient pas non plus sans influence sur l'application de la peine. Un arrêt du 22 avril 1577, rapporté par Bouchel, condamne une femme de chambre, pour avoir outragé sa maîtresse, à être fustigée devant le pilori de Saint-Ger-

main et devant la porte de sa maîtresse. A l'inverse, un autre arrêt du 7 octobre 1619 acquittait un maître qui avait traité son domestique de *voleur* et lui avait donné un coup de poing parce que, disait-on, *levis castigatio permittitur dominis in servos*. Ce serait aujourd'hui le point d'honneur de nos domestiques qui ne s'accommoderait plus d'une semblable maxime !

VII. — Quant à la répression plus rigoureuse qui frappait l'injure lorsqu'elle se manifestait par écrit au lieu d'être simplement proférée, voici comment Muyart de Vouglans l'explique et la justifie, dans un passage sur le *Libelle diffamatoire* : « C'est ici, sans contredit, de toutes les injures la plus grave de sa nature en ce qu'au lieu que les autres peuvent n'être que l'effet d'un premier mouvement, celle-ci au contraire suppose nécessairement une malice réfléchie qui laisse des traces subsistantes sur le bien le plus précieux de la vie civile et dont la perte est la plus difficile à réparer, qui est l'Honneur.... Aussi voyons-nous toutes les lois, tant civiles que canoniques, s'élever également contre cette espèce d'injure, comme la plus contraire à l'ordre de la société humaine en même temps qu'aux principes de la charité chrétienne. » Et encore, à cette époque, la publicité immense donnée par la presse à certaines injures écrites, était-elle chose inconnue !

La déclaration du 17 janvier 1561 n'en punissait pas moins dans son article 13 : « tous imprimeurs, semeurs et vendeurs de placards et libelles diffama-

toires » : de la peine du fouet pour la première fois et de la mort pour la seconde. Et ceci ne s'appliquait même pas aux offenses dirigées contre le chef de l'État, crimes de lèse-majesté pour lesquels la justice était encore plus expéditive (1).

VIII.—Les autres formes de l'injure : injures verbales, ou même injures réelles paraissaient moins dangereuses et étaient réprimées moins sévèrement : L'Echiquier de Rouen, en 1406, assimile au coup de poing, c'est-à-dire punit d'une amende de 5 francs, le fait de cracher au visage de quelqu'un, ou de lui arracher son chaperon, ou de lui tirer le nez.

L'édit de 1704, dans son article 3, prononçait jusqu'à 2 ans de prison pour un soufflet ; un an seulement s'il avait été amené par un démenti. Il infligeait en outre, d'ailleurs, la peine du talion : « l'offenseur devra se soumettre à recevoir de l'offensé des coups semblables à ceux qu'il a donnés, et à demander pardon. »

Pour les injures verbales, la satisfaction que l'on

(1) BOUCHEL (tit. 29, chap. 15). « Advint en la même année 1586 qu'un advocat de Poitiers, nommé Le Breton (après mille démarches vaines pour obtenir justice) retourne à Paris où il fait imprimer un livre dans lequel tous les griefs qu'il disait avoir esté faits à la veuve et à l'orphelin estoient descrits avec tous ses voyages et mille contumelies qu'il entremesloit dedans contre le Roy et le Parlement.

L'on est adverty de l'impression de ce livre : M. Séguier, lieutenant civil, saisit le livre, prend l'auteur et le met dans la Conciergerie, où son procez lui estant fait, il fut pendu dans la Cour du Palais à quelques vingts pas des grands degrez, et son livre bruslé devant luy. »

voit toujours accorder à l'offensé consiste dans une *réparation d'honneur*. « La façon ancienne en Normandie d'amender une injure, dit Bouchel, était telle, qu'en assises, ou en plaid ou en église, à jour solennel, celui qui avait injurié se prenait par le bout du nez et disait : de ce que je t'ai appelé larron ou homicide (ou ce de quoy il était atteint), j'ai menty, car ce crime n'est pas en toy et de la bouche dont je l'ai dit, je suis mensonger. » Une scène de ce genre obtiendrait, dans nos prétoires modernes, un vif succès de curiosité. Plus tard, la rétractation publique à l'audience, à genoux et suivie d'affiches fut encore conservée pour certaines injures entourées de circonstances particulièrement aggravantes. Mais le plus souvent on se contentait d'une *amende honorable sèche*, en chambre du conseil ou d'une rétractation par acte déposé au greffe. Il était en outre toujours fait défense de récidiver, sous peine de punitions corporelles ; le tout, d'ailleurs, sans préjudice des dépens, des dommages-intérêts dus à l'offensé et parfois d'une sorte de bannissement prononcé pour une durée limitée.

IX.— L'édit de 1704 apporta un peu d'unité dans la jurisprudence en matière d'injures : il contient sur la répression des injures verbales deux dispositions que Muyart de Vouglans trouve avec raison fort sages. Il distingue d'abord les injures qui se commettent par de simples paroles injurieuses, comme celles de : sot, lâche, traître, etc... et celles qui consistent en démentis

et menaces de coups de main, et qui sont accompagnées de quelque geste. Les premières sont punies de 2 mois de prison, et les autres de 4 mois, sans préjudice de la réparation d'honneur. Et puis il décide aussi que celui qui repousse l'injure par une injure pareille ou plus forte, est puni de 3 mois de prison et en même temps privé de la satisfaction qu'il aurait pu attendre de son adversaire, lequel doit toujours être également puni, que l'injure ait été repoussée ou non (V. art. 2; déclaration du 12 avril 1723).

Une telle disposition n'était pas sans doute fort équitable, en refusant d'admettre l'excuse tirée de la provocation ; mais sa mise en pratique pouvait du moins avoir l'avantage de diminuer les rixes parfois graves qui naissent d'une rétorsion immédiate ; l'offensé avait un trop grand intérêt à maîtriser sa colère pour ne pas essayer d'y arriver. Jousse, qui a traité ce point d'une façon fort complète, admettait au contraire largement l'excuse tirée de la provocation (1). Voici d'ailleurs,

(1) Il en était de même de Bouchel qui, en l'espèce suivante, reconnaît l'existence de la provocation dans une rétorsion remise à une échéance beaucoup plus éloignée que celle dont aujourd'hui, nous le verrons, nos tribunaux admettraient la légitimité dans cette rétorsion. BOUCHEL (t. 29, ch. 5) : « L'an mil quatre cens et cinq, de nuict, environ huict heures, veille du iour de l'an, en la ville de Paris, messire Jean de Granille, seigneur de Montagu, battit messire Geoffroy le Maingre, dit Bouciquault, pour ce qu'à semblable iour l'an précédent, ledit Bouciquault avait baillé un soufflet sur la joue audit de Granille, par ialousie d'une demoiselle de l'hostel de la Royne, nommée Charlotte La Cochette, de laquelle ils estaient tous deux amoureux : et toujours, depuis, ledit Granille disait qu'il s'en vengerait avant que l'an fût hors. »

d'après lui, les *exceptions* en matière d'injures qui, dit-il, *excusent de la peine*. Cette excuse existe :

- 1° Si l'injure est équivoque ;
- 2° Si l'offensé a consenti à l'injure ;
- 3° Si l'intention d'offenser manque ;
- 4° Si l'injure n'est que l'exercice d'un droit ;
- 5° Si l'offensé a répondu par une injure égale ;
- 6° Ou s'il se fait justice par une injure plus grande ;
- 7° Si le repentir du coupable est manifeste ;
- 8° Si l'offensé est d'une condition bien supérieure ;
- 9° Si l'injure, proférée dans la colère, est rétractée ;
- 10° Si elle a été proférée dans l'ivresse ;
- 11° Si elle s'est produite entre amis et proches parents.

La réconciliation des parties éteignait aussi l'action d'injure. D'après Farinacius et Julius Clarus, il y a réconciliation lorsque les deux adversaires « ont joué ou badiné depuis l'injure, conversé familièrement, quand ils se sont salués tous deux ou qu'ils ont bu et mangé ensemble ».

X.—Une question très controversée dans l'ancienne jurisprudence, était de savoir s'il fallait ajouter à ces exceptions, qui d'ailleurs n'avaient rien d'absolu, celle qui aurait pris sa source dans la vérité du fait allégué par le diffamateur. En d'autres termes, la *calomnie* seule était-elle punie ?

Jacobi, au XIV^e siècle, tranche la question dans le sens de l'affirmative mais sans donner beaucoup d'ar-

guments en faveur de son système : « Si un particulier, dit-il, en appelle un autre : *filium meretricis* et que cela soit vrai, il n'y a pas lieu à l'action d'injure. Car s'il est réellement *filius meretricis*, de quoisé plaindrait-il ? » C'est là faire bon marché du point d'honneur, ou plutôt c'est en ignorer complètement les exigences et la nature même. Sur la même question, Jousse résume, d'après Farinacius, les controverses qui se sont élevées :

Si l'offense était faite en jugement, on s'accordait à reconnaître que la vérité du fait allégué était une excuse. Mais si elle était faite hors justice, on distinguait entre les injures par libelles diffamatoires et les injures verbales.

Pour les premières, Farinacius pensait que la vérité du fait allégué était encore une excuse de la peine. Mais Papon et Covarruvias enseignaient le contraire.

Quant aux injures verbales, Jousse faisait une sous-distinction : si l'offense avait pour but d'en repousser une autre, elle se trouvait excusée par cela qu'elle était vraie, mais la provocation cessait d'être une excuse au mensonge et à la calomnie.

Il en était de même encore au cas où l'offense, n'ayant pas été provoquée, avait été proférée sans intention injurieuse ; mais si cette intention existait, Domat, Covarruvias, Farinacius, d'Argentré sont d'accord pour repousser dans ce cas l'exception tirée de la preuve du fait allégué, « même, dit encore Jousse, s'il s'agissait d'un crime qu'il serait de l'intérêt public de connaître ».

XI. — Et il ajoute, remarque curieuse, qu'il serait au contraire permis de reprocher à un particulier la condamnation passée qui l'aurait frappé, et cela « parce que la justice ayant prononcé une peine infamante, livre le condamné aux reproches du public ». Ce sont là, on le voit, des idées absolument opposées à celles que nous avons aujourd'hui en matière de répression et le droit moderne, sur ces deux dernières espèces, donnerait précisément des solutions inverses.

Muyart de Vouglans se rapproche du point de vue auquel on se place avec raison aujourd'hui pour apprécier les atteintes à l'honneur. Il laisse de côté toutes distinctions subtiles pour déclarer que l'injure verbale comprend non seulement la *calomnie*, mais encore la simple *médisance*, parce que « *c'est en effet la seule intention de diffamer qui forme un délit en cette matière* ».

De nos jours la distinction entre l'injure proprement dite et la diffamation s'est élargie, est devenue fondamentale ; les cas où la preuve du fait diffamatoire deviendra une excuse, ont été précisés, mais c'est toujours cette intention injurieuse qui restera difficile à rechercher, délicate à découvrir pour les tribunaux.

CHAPITRE III

JURIDICTION SPÉCIALE DES MARÉCHAUX DE FRANCE, « JUGES DU POINT D'HONNEUR ».

I. — Ces difficultés avaient été si bien comprises dans l'ancien droit qu'on avait créé, pour les résoudre dans certains cas, une juridiction spéciale qui était vraiment la *juridiction du point d'honneur*, parce qu'elle devait tendre à lui assurer une protection régulière et efficace en même temps qu'à diminuer les cas où l'on avait recours au duel.

Effort caractéristique, original et qui, depuis, n'a plus été tenté dans la même voie, bien qu'elle parût en principe conduire aux plus heureuses solutions, parce qu'à l'appréciation juridique, forcément imparfaite en cette matière, des juges de droit commun, il semblait logique de substituer l'appréciation mondaine, plus large et plus éclairée de ceux-là mêmes qui, passant pour les maîtres de l'opinion, sauraient vraisemblablement soit décider comme elle et accorder le genre de satisfaction qu'elle exige, soit lui imposer un verdict qui n'eût point été le sien d'abord. La première idée d'une juridiction de ce genre fut consacrée par Charles IX dans l'ordonnance de Marchois (1566) ; il y était

question déjà des maréchaux de France, du connétable, du gouverneur de la Province comme juges des différends que le sentiment du point d'honneur pouvait faire naître entre gens d'épée. Cette première mesure législative fut confirmée d'abord par l'ordonnance de Blois (1579, art. 194, 278), puis par un édit rendu à Blois également, en 1602.

II.—Tous ces actes législatifs ont le même but, ils cherchent à déraciner la coutume du duel dont les victimes se comptaient par milliers, et tous présentent dans ce sens un double caractère : répressif et préventif. Dans leur première partie, en effet, qui ne nous intéresse point, ils édictent des peines sévères contre le dueliste, tandis que dans une seconde partie, ils organisent un autre moyen que le duel d'obtenir satisfaction. On veut terroriser par l'énormité du châtiment, l'offensé qui serait tenté de poursuivre une réparation par les armes, mais on lui ouvre en même temps une autre voie d'action devant un tribunal qui, ne prononçant plus le *jugement de Dieu* ou la décision du sort, sera composé d'arbitres haut placés dont la situation dans le monde, dont la pratique éprouvée des choses de l'honneur, dont le tact subtil, libre des entraves d'une instruction purement judiciaire, constitueront une sauvegarde précieuse pour celui qui voudra s'en rendre justiciable, ainsi que son adversaire, en y portant leur querelle.

III.—Pour rendre cette sauvegarde plus complète en-

core, un édit rendu par Henri IV à Fontainebleau en 1609, étendit les attributions des juges du point d'honneur en leur permettant d'autoriser la rencontre des adversaires lorsque, tous moyens de conciliation étant épuisés et toutes pénalités semblant vaines, le duel apparaîtrait comme le seul mode de réparation possible : *ultimum subsidium*.

C'était là, en sacrifiant aux mœurs du temps, rendre la juridiction du point d'honneur plus puissante, plus pratique, et plus suivie, mais c'était aller aussi à l'encontre du but de l'institution qui était avant tout de rendre le duel inutile pour pouvoir le flétrir et le faire disparaître. Aussi cette disposition de l'Edit de 1609 fut-elle rapportée par l'édit de février 1626, dû à l'influence de Richelieu et le duel autorisé, légal, fut-il écarté après une courte expérience de quinze années.

Le 7 septembre 1751, dans son premier lit de justice, Louis XIV rendit un édit qui rappelait ceux de ses prédécesseurs sur le même sujet et c'est pendant son règne que les règles de la juridiction du point d'honneur furent établies d'une façon complète et durable par :

« Le règlement de MM. les Maréchaux de France touchant les réparations des offenses entre les gentils hommes, pour l'exécution de l'édit contre les duels », fait à Paris le 22 août 1653, et par un *nouveau règlement*, en date du 22 août 1679, contemporain de l'*édit des duels*, rendu à St-Germain-en-Laye et enregistré

par le Parlement, le 1^{er} septembre de la même année.

IV. — Le Tribunal des Maréchaux de France avait alors pour justiciables tous les gentilshommes que divisait une question d'honneur, mais les gentilshommes seulement : si l'affaire était mixte, si l'un des adversaires n'était pas noble, elle ne relevait plus que de la justice ordinaire. Les juges qui composaient le Tribunal étaient les maréchaux de France, présidés par leur doyen qui les convoquait en son hôtel et sans le moindre retard, pour éviter qu'on n'en vînt aux mains avant leur décision. Ils étaient suppléés, dans les provinces par les gouverneurs et, à défaut de ceux-ci, par les lieutenants généraux.

Pour que le Tribunal fût saisi, il n'était nul besoin de la plainte d'une des parties ou de leur accord volontaire à lui soumettre leur différend ; il suffisait de la dénonciation des délégués qui existaient dans chaque bailliage ou « de tous ceux qui se rencontreront, quoique inopinément, aux lieux où se commettront des offenses... et qui seront obligés d'en donner avertissement, sous peine d'être réputés complices desdites offenses et poursuivis comme y ayant tacitement contribué » (Règl. 1653, art. 6).

Les maréchaux de France instruisaient donc d'office toutes les affaires qui arrivaient à leur connaissance, même celles que les parties auraient voulu soustraire à leur juridiction ; on envoyait dans ce cas à chacune d'elles, un garde qui leur portait l'ordre exprès de s'en

remettre aux juges du point d'honneur et qui s'assurait au besoin de leur personne. En cas de non-comparution, le Tribunal pouvait prononcer la confiscation des revenus qui étaient attribués alors aux hôpitaux.

La procédure était rapide, toute d'arbitraire et devait tendre, avant tout, à la conciliation. Dans le cas seulement où celle-ci était reconnue impossible, il était appliqué une peine, au sujet de laquelle, dit le Règlement de 1623, « nous remettons au juge du point d'honneur d'ordonner les punitions et satisfactions telles que le cas et les circonstances le requerront (art. 19) ».

V. — Celles de ces punitions et satisfactions qui se trouvent expressément indiquées dans les articles précédents, et qui étaient le plus généralement appliquées sont :

Le simple *éclaircissement* donné par l'agresseur, sortes d'excuses mitigées ; la prison, combinée parfois avec une amende au profit des hôpitaux ; l'obligation de demander pardon à l'offensé soit par une simple formule, soit « le genou en terre, se soumettant en cet état de recevoir de pareils coups et le remerciant très humblement s'il ne les lui donne pas comme il le pourrait faire... » (art. 10, règl. 1653). Et la fin de l'article va jusqu'à déclarer « qu'on pourra *obliger* l'offensé de châtier le coupable, par les mêmes coups qu'il aura reçus, quand même il aurait la générosité de ne pas les vouloir et donner ». C'était se montrer plus royaliste que le roi et sortir un peu des bornes d'une *satisfaction* :

le point d'honneur comme le but cherché par les Edits n'en demandaient pas tant.

Pour le quantum de la peine, sans entrer dans les détails minutieux des règlements à ce sujet, faisons remarquer seulement qu'il pouvait s'élever jusqu'à quinze années de prison pour un coup de canne donné avec préméditation ; vingt années si l'agresseur s'était fait accompagner ou avait attaqué par derrière (règl. 1679, art. 15) (1).

C'est dire que les juges du point d'honneur jouissaient d'un pouvoir presque absolu dans la répression des offenses. Aussi leur était-il facile, avec une telle latitude, de se conformer à l'esprit de leur règlement de 1653 qui leur prescrivait fort sagement, dans son préambule, de rendre des sentences telles que « la punition contre l'agresseur et la satisfaction à l'offensé soient si grandes et proportionnées à l'injure reçue, qu'il n'en puisse naître aucune plainte ou querelle nouvelle ».

En outre, l'article 11 décide que « les juges du point d'honneur pourront ordonner tel nombre d'amis de l'offensé qu'il leur plaira pour voir faire les satisfactions qui seront ordonnées, et les rendre plus

(1) Dans ces deux cas, l'article 15 du Règlement de 1653 spécifie que : « suivant la loi de l'honneur, l'offensé peut poursuivre l'agresseur et ses complices par devant les juges ordinaires comme s'il avait été assassiné, et le procédé ne doit point sembler étrange puisque celui qui offense un autre avec avantage se rend, par cette action, indigne d'être traité en gentilhomme ».

notoires » ; « il n'est que trop constant, en effet, déclare plus loin l'article 7, avec beaucoup de philosophie, que c'est l'opinion qui a établi la plupart des maximes du point d'honneur ». C'est donc aussi l'opinion qu'il faut frapper par le spectacle du châtement.

VI.— Il exista donc dans l'ancien droit pendant deux siècles une *juridiction du point d'honneur*, spéciale à certaines infractions, celles que nous étudions ici, et spéciale à certaines classes de délinquants, ceux que leur situation et les préjugés du monde rendaient plus dangereux à celui de leurs pairs qu'ils avaient offensé. Cette juridiction, pour être officielle, n'avait cependant de judiciaire que la qualité de son rapporteur, choisi parmi les maîtres des requêtes du parlement de Paris.

Ses membres étaient armés de pleins pouvoirs, ou peu s'en fallait, pour la conciliation des adversaires ou pour la répression et si, bien souvent, les habitudes et les préjugés de l'époque rendirent ses efforts infructueux ou ses décisions vaines, il n'en reste pas moins vrai qu'elle répondait à un véritable besoin et qu'elle produisit parfois les plus heureux résultats (1) ; dans

(1) Voici en quels termes pacificateurs et sages les Maréchaux de France tranchaient le différend qui avait divisé M. de Montespan et M. le marquis de Cœuvres.

« Messieurs, nous avons ouï le discours de votre querelle par la bouche de l'un et de l'autre et nous avons trouvé qu'elle a procédé d'un seul désir que vous avez d'essayer vos épées, sans que vous y ayez été provoqués par aucune offense. Vous avez fait ce que vous avez pu pour vous contenter en cela. Vous en avez été empêchés. De sorte qu'il n'y a rien qui vous doive ou puisse empêcher que

une société moins belliqueuse elle eût constitué pour le point d'honneur une protection non point parfaite sans doute, mais vraiment efficace et pratique.

C'était en somme le complément, approprié aux délicatesses et aux subtilités de certaines affaires, d'une législation de droit commun très soucieuse de réprimer les atteintes à l'honneur, très large et très sévère dans cette répression. Jamais, dans ce sens, on n'a fait autant d'efforts, jamais on n'est allé plus loin que dans l'ancien droit et, sans qu'il soit question de copier servilement des institutions aujourd'hui surannées, on peut cependant trouver en elles des enseignements précieux pour le législateur qui chercherait à organiser d'une façon plus complète la protection du point d'honneur dans nos sociétés modernes.

vous ne soyez amis, comme le roi le veut. Par ainsi je vous commande de sa part de vous embrasser et qu'il ne s'en parle jamais, ni pareillement de vos seconds, ni entre eux. »

CHAPITRE IV

DROIT INTERMÉDIAIRE ET MODERNE.

I. — Le droit intermédiaire par contre, et par réaction peut-être, a montré sur ce point la plus grande négligence et le plus imprudent laisser-aller. On peut, sans trop s'avancer, dire que l'honneur et le repos de chacun étaient à la merci du premier venu. La parole seule, en effet, après les coups et blessures, était susceptible d'incrimination ; la plume restait libre.

En d'autres termes, la *calomnie verbale* seule était prévue par le Code du 3 brumaire an IV, qui ne lui appliquait que des peines de simple police ; il était donc légalement permis, au moyen de lettres, d'affiches, de journaux, d'adresser les pires offenses à un individu : *nulla pœna sine lege* ; il était toujours permis d'en *médire*.

Sans insister sur une législation si imparfaite et si incomplète, qui laissait libre essor à ce *libellus famosus* pour lequel l'ancien droit ne trouvait point de rigueurs assez fortes, abordons l'étude des textes modernes avec le Code pénal de 1810 et les lois du 17 mai et du 26 mai 1819, en indiquant seulement, dans cette partie historique, celles de leurs dispositions principales qui n'ont

pas survécu, ou qui ont été l'objet de modifications.

II.—Sous l'empire du Code pénal de 1810, la lacune du droit intermédiaire touchant la calomnie *écrite*, se trouve comblée. Il frappe, sans distinction, toute imputation de faits tels qu'ils entraîneraient contre celui qui en serait convaincu des poursuites criminelles ou correctionnelles ou qu'ils l'exposeraient à la haine ou au mépris de ses concitoyens, mais à condition seulement que cette imputation fût *calomnieuse* au sens précis du mot. Celui qui la portait était donc admis à en faire la preuve et s'il y réussissait, son acte cessait d'être incriminable. Mais pour éviter le scandale des enquêtes et préserver le secret de la vie privée, cette preuve était renfermée dans un cercle si étroit que dans la plupart des cas, il était impossible d'y avoir recours pour justifier la diffamation ; elle ne pouvait résulter en effet que d'un jugement ou d'un autre acte authentique (art. 367, C. pén.).

En aucun cas d'ailleurs, elle n'était admise contre les personnes protégées par les articles 222, 224, 262 du Code pénal, lors même que l'*outrage* qui les atteignait était relatif à leurs fonctions : c'était précisément la règle inverse de celle qui nous régit aujourd'hui.

En somme, pour être moins incomplète que le droit intermédiaire, en ce sens que les atteintes verbales à l'honneur n'y étaient plus seules réprimées, la législation du Code de 1810 n'en renfermait pas moins cette

répression dans des limites fort étroites puisqu'elle la subordonnait à l'imputation de faits assez graves pour être prévus par la loi pénale ou pour attirer la haine ou le mépris sur leur auteur : bien d'autres pourtant blessent le point d'honneur.

III.—C'est en 1819 qu'ont été innovés la plupart des principes qui règlent encore aujourd'hui la matière. Dans les deux lois du 17 mai 1819 (art. 13) et du 26 mai 1819 (art. 20), le terme de *calomnie*, employé jusque-là, est abandonné pour ceux d'*injure* et de *diffamation*, entre lesquels on précise la différence par deux définitions que la loi actuelle a fidèlement reproduites, ainsi d'ailleurs que la plupart des dispositions de 1819.

Toutefois, la loi du 16 mai établissait une distinction qui a disparu depuis, au sujet des différentes sortes d'injures : selon qu'elles renfermaient ou non l'imputation d'un vice déterminé, elles étaient de la compétence des tribunaux correctionnels ou de ceux de simple police; aujourd'hui, la distinction à cet égard n'existe plus qu'entre l'injure publique et celle qui ne l'est pas.

Le taux de la pénalité a varié aussi : l'injure contre les particuliers n'était jamais, sous l'empire des lois de 1819, punie que d'une amende (de 16 à 500 fr.) ; elle le peut être aussi d'emprisonnement depuis la loi du 29 juillet 1881 qui, plus sévère de ce côté, se montre plus indulgente d'autre part, plus sage peut-être, en admettant dans tous les cas, au contraire du législateur de 1819, l'excuse de la provocation, pour l'injure, même publique.

IV. — Cette loi du 27 juillet 1881 fait table rase dans son article 68 de toutes dispositions législatives antérieures sur le même sujet. Elle donne actuellement le dernier état de notre législation sur la répression de la pensée écrite ou parlée, et c'est elle que nous allons dès lors étudier avec celles des dispositions du Code pénal ou même du Code du 3 brumaire an IV qui s'occupent, sur d'autres points, de prévoir et de réprimer l'atteinte à l'honneur en général.

LÉGISLATION

CHAPITRE PREMIER

LA VOIE DE FAIT.

I. — De toutes les atteintes au point d'honneur, la voie de fait est considérée comme la plus grave. C'est bien celle, aussi, sur la nature outrageante de laquelle il est le moins possible d'hésiter parce qu'elle s'affirme dans le domaine physique par un acte visible et saisissable : on peut ne pas comprendre ou ne pas vouloir comprendre une allusion injurieuse, mais la signification d'un soufflet est de celles qui s'imposent aux moins clairvoyants.

Aussi nos lois punissent-elles toujours l'auteur d'une voie de fait, non seulement quand celle-ci a présenté le caractère de coups dangereux pour la vie ou la santé de la victime, mais encore dans les cas qui seuls nous occupent, lorsque cette voie de fait insignifiante ou nulle quant à la douleur physique qui l'accompagne d'ordinaire, n'en constitue que plus sûrement une atteinte à

l'honneur, alors seul en jeu, seul visé par le délinquant.

Ainsi, quant à sa généralité, la répression de la voie de fait organisée par nos lois est satisfaisante et l'on ne saurait guère comprendre qu'il en fût autrement en raison du caractère marqué de cette sorte d'outrage : toute voie de fait en principe est réprimée. L'est-elle assez rigoureusement, la sanction en sera-t-elle toujours applicable ou efficace ? c'est une question que nous examinerons plus tard ; pour l'instant, qu'il nous suffise d'étudier les textes qui organisent cette répression et la jurisprudence qui les applique.

II. — En l'état actuel de la législation, les voies de fait que nous étudions sont l'objet de deux sortes de dispositions et peuvent, selon leur degré de gravité, donner lieu soit à des poursuites correctionnelles, en vertu de l'article 311 du Code pénal, soit à une comparution en simple police par application des articles 19, n° 2, titre 1^{er} de la loi des 19-22 juillet 1791, sur la police municipale et correctionnelle, et 605, n° 8 du Code du 3 brumaire an IV.

Le Code pénal de 1810, en effet, non seulement ne prévoyait pas les *violences et voies de fait légères* dont il est question en ces articles, mais restait même muet sur toutes sortes de violences autres que les *coups et blessures* qui, dans la première rédaction de notre article 311, étaient « punis d'un emprisonnement d'un mois à 2 ans et d'une amende de 16 à 200 francs ». Devant cette lacune du Code de 1810, la jurisprudence décida cons-

tamment qu'il n'avait touché en rien aux dispositions des 19-22 juillet 1791 et du 3 brumaire an IV (*Sic* : Cassation, 14 avril 1821 ; 30 mars 1832 ; 13 août 1853, etc...).

Mais la loi du 13 mai 1863 souleva de nouveau la question en venant modifier l'article 311 qui désormais, par une innovation fort heureuse pour le point d'honneur, devait s'appliquer et s'applique encore aujourd'hui non plus seulement aux *coups et blessures* mais aussi aux *autres violences ou voies de fait*.

Dès lors ne fallait-il pas considérer que le Code pénal, en incriminant d'une façon générale et sans préciser, les voies de fait, avait abrogé les textes de 1789 et de l'an IV sur les voies de fait et violences *légères* ?

Les Tribunaux continuèrent à décider que non (*Sic* : Cassation, 7 janvier 1865, 13 janvier 1865), et cette jurisprudence n'a pas changé depuis. Le 17 février 1887 la Cour de Bordeaux juge encore que l'article 605 du Code de brumaire an IV coexiste avec l'article 311 du Code pénal, pour la répression des voies de fait et violences en général (*Gaz. Pal.*, 87.1.544).

III. — Mais où devra-t-on limiter le champ d'application de l'un de ces articles pour faire commencer celui de l'autre ?

Sans doute c'est bien lorsque les violences et voies de fait seront *légères* que l'article 605 du Code du 3 brumaire an IV devra se substituer à l'article 311 du Code pénal. Mais à quel degré précis, des violences et voies de fait cesseront-elles d'être graves, sans être dangereuses

d'ailleurs, pour devenir *légères* seulement ? Là réside la difficulté.

Pour constater l'intérêt considérable de la question, il suffit de mettre en regard les pénalités inhérentes à l'une et à l'autre des situations.

L'article 314 du Code pénal, modifié par la loi du 13 mai 1863, édicte une peine correctionnelle qui peut s'élever jusqu'au maximum de celle-ci. En voici le texte :

« Lorsque les blessures ou les coups ou autres violences ou voies de fait n'auront occasionné aucune maladie ou incapacité de travail personnel de l'espèce mentionnée en l'article 309 (1), le coupable sera puni d'un emprisonnement de six jours à deux ans et d'une amende de 16 francs à 200 francs ou de l'une de ces deux peines seulement. S'il y a eu préméditation ou guet-apens, l'emprisonnement sera de deux ans à cinq ans et l'amende de 50 francs à 500 francs. » En outre l'article 315 permet de frapper le coupable de l'interdiction de séjour qui a remplacé en 1885 la surveillance de la haute police.

Si, au contraire, la violence est déclarée avoir été « légère », les textes qui vont la réprimer nous ramènent bien loin de ces rigueurs.

L'article 19 de la loi des 19-22 juillet 1791 prononce « une amende qui ne peut être au-dessous de douze livres

(1) C'est-à-dire s'il n'est pas « résulté de ces sortes de violences une maladie ou incapacité de travail personnel pendant plus de 20 jours ».

et une détention de trois jours dans les campagnes et de huit jours dans les villes contre les auteurs de voies de fait et violences légères ». L'article 605, n° 8, du Code de brumaire an IV atténue encore cette pénalité en frappant seulement des peines de simple police « les auteurs de voies de fait et violences légères pourvu qu'ils n'aient frappé ou blessé personne ».

Mentionnons encore, pour être complet dans cette revue des textes applicables à la matière, l'article 475, § 8, du Code pénal qui, dans l'hypothèse spéciale de violences volontaires par jet de pierres ou de corps durs, prononce également une peine de simple police qui d'ailleurs ferait place aux pénalités générales de l'article 311 si l'effet produit par le projectile le comportait par sa gravité, ou même à l'application des textes qui visent les violences légères.

IV. — Dès lors, devant ces textes si différents par la sanction qu'ils édictent, et qui, néanmoins, dans beaucoup d'espèces semblent devoir prêter indifféremment à l'application de leurs dispositions, où trouver le criterium qui permettra d'assigner exactement à chacun d'eux celles des violences et voies de fait plus ou moins *légères* qui ressortissent de son domaine ?

Remarquons d'abord qu'il semble inutile de chercher à établir une distinction, en ce sens, entre *violences* et *voies de fait* (1).

(1) La distinction faite par Julius Clarus (lib. 5, Sentent.) se compare. — 5

Pour Jousse, il est vrai, « la voie de fait est moins que la violence, qui suppose une certaine résistance ». Mais outre que la différence, contestable au point de vue phraséologique, ne paraisse pas non plus correspondre forcément à des degrés dans la gravité de l'outrage, les termes des articles 19 de la loi des 19-22 juillet 1791 et 605 du Code de l'an IV, aussi bien que ceux de l'article 311 du Code pénal embrassent les uns et les autres sans distinction : *violences* et *voies de fait*.

Nous pensons donc, avec la Cour de Lyon (22 avril 1884 ; *Gaz. Pal.*, 84,2 ; *supp.*, 72), que d'une façon générale il faudra voir une *voie de fait* ou une *violence* dans toute manifestation agressive qui menace la personne dans sa sûreté, sa liberté et son inviolabilité.

Il serait inexact aussi de rechercher ce criterium dans l'incapacité de travail ou la maladie — moindre de 20 jours naturellement — que peuvent entraîner les voies de fait. Un tel résultat, en effet, est bien une condition suffisante pour faire tomber l'auteur de l'infraction sous le coup de l'article 311 du Code pénal, à l'exclusion des textes qui répriment les violences légères, mais il n'est pas une condition nécessaire : même lorsque les voies de fait n'ont été suivies d'aucune maladie

prend mieux :

« Scias autem quod magna est differentia inter : *verberare* et *pulsare*, nam : *verberare* est : cum dolore cedere, *pulsare* : sine dolore. »

Et néanmoins Bouchel fait déjà remarquer que souvent l'injure est aussi grande dans ce dernier cas parce que ce n'est pas la douleur physique qui fait l'atteinte à l'honneur.

ou incapacité de travail, elles peuvent être passibles des peines de l'article 311, si elles présentent un degré suffisant de gravité. C'est donc aux parquets, aux tribunaux qu'il appartiendra de déterminer, par les seules circonstances de la cause, les cas où ce degré se trouvera atteint.

V. — Et d'abord quand y aura-t-il voies de fait et violences tombant sous le coup de l'article 311 ?

Le *soufflet*, si grave pour le point d'honneur, a toujours aussi été considéré comme tel par les tribunaux (Cassation, 16 août 1810, 9 décembre 1819, 24 janvier 1863), et depuis la loi du 13 mai 1863, malgré le silence du rapporteur sur ce genre de voies de fait, on continue, si légères qu'elles aient été, physiquement parlant, à leur faire application de l'article 311 (Cassation, 25 juillet 1884).

Il en est de même, depuis cette loi de 1863 : du fait d'avoir saisi un individu au corps, de l'avoir jeté à terre, de l'avoir poussé contre un corps dur, de lui avoir arraché les cheveux, de lui avoir craché au visage (Rapport sur la loi du 13 mai 1863, D. P. 63.4.91). En ce qui concerne ce dernier outrage, si blessant encore pour l'honneur, remarquons que la jurisprudence avant 1863, n'y voyait qu'une violence légère (Douai, 15 février 1844; Cassation, 9 mars 1854 et 5 janvier 1855).

VI. — D'ailleurs pour qu'il y ait lieu à l'application de l'article 311, la jurisprudence a souvent décidé même après 1863, qu'un contact immédiat avec la personne était nécessaire (*Sic* : Cour de Poitiers, 9 nov. 1872, D.

72.2.476 ; Trib. de Cholet, 8 fév. 1873, D. 73.3.222). Néanmoins, une interprétation postérieure plus large fait juger que « le fait d'avoir à plusieurs reprises levé la main sur une personne, de la lui avoir dirigée sur la figure dans l'intention avouée de lui donner un soufflet, et d'avoir ainsi déterminé une chute de sa part, constitue non pas le délit de violences légères prévu par l'article 605 du Code de brumaire an IV, ni le délit d'injures prévu par l'article 19 de la loi du 17 mai 1819, mais bien le délit puni par l'article 311 du Code pénal » (Aix, 17 mai 1873, D. 74.5.540). C'est là une appréciation conforme aux exigences de l'honneur, mais qui peut varier, comme la jurisprudence ; et d'ailleurs que de précautions pour la motiver ! et comment l'eût-elle été sans la chute provoquée par ces violences ? Le plus souvent, il ne faudra donc point compter sur l'application de l'article 311, à défaut d'un contact immédiat avec la victime. C'est ainsi que, le 20 novembre 1847 (*Bulletin*, n° 282), la Cour de cassation annulait un arrêt de la Cour de Bastia qui avait frappé des peines de l'article 311 le fait d'allonger violemment la main vers la tête de quelqu'un sans qu'il en fût résulté la moindre contusion.

VII. — De même, aux termes d'un arrêt du 5 août 1885 (D. *Suppl. au Répert.*, p. 424), le fait de porter le poing sur la figure d'un individu qui vous a poussé à plusieurs reprises, ne constitue qu'une violence légère prévue par le Code de brumaire an IV.

Mêmes solutions encore pour : le fait par un individu

d'avoir décoiffé une jeune fille dans un bal pour se venger de ce que, après avoir refusé de danser avec lui, elle avait dansé avec un autre (Cassation, 26 janvier 1877, D. 78.4.240), ou de l'avoir saisie par derrière avec violence, de lui avoir ouvert la bouche et de l'avoir remplie de son (Cass., 14 avril 1821, *Bull.*, n° 61); le fait par un individu d'avoir violemment arraché une lanterne des mains de celui qui la tenait (Trib. de Lille, 5 avril 1836); le fait de jeter un gant à la figure de quelqu'un avec l'intention de l'offenser (Bordeaux, 17 février 1887, *Gaz. Pal.*, 87.1.544).

La jurisprudence est même allée jusqu'à traiter encore en violences légères les voies de fait suivantes : serrer le bras de quelqu'un et lui donner un coup de poing (Trib. de paix d'Ennezat, 30 décembre 1886, *Monit. des J. de p.*, 87.126); donner un ou plusieurs coups de canne (Trib. de simple police de La Trinité, 19 mars 1884, *Gaz. Pal.*, 84.2.19); prendre quelqu'un par les oreilles, le renverser, le saisir par le cou et lui faire trois fois baiser la terre (Trib. de paix d'Haubourdin, 31 décembre 1886, *Monit. des J. de paix*, 87.172). La pénalité qui consiste alors : soit dans une à trois journées de travail ou d'emprisonnement, soit même dans l'amende de simple police, a pu légitimement sembler un peu faible à la victime et les tribunaux, on le voit, ne sont ni toujours très sévères, ni surtout bien conséquents avec leurs décisions. C'est le propre de la jurisprudence quand la loi ne la peut guider d'assez près.

VIII. — Néanmoins une indication générale semble avoir été donnée récemment encore par un arrêt de cassation du 14 novembre 1890 (*Gaz. Pal.*, 1891.1.220), qui répète avec le Code de brumaire an IV que les violences et voies de fait ne resteront *légères* que si personne n'a été *frappé ni blessé* ; la moindre ecchymose par conséquent devrait conduire son auteur en police correctionnelle.

IX. — Il est toujours nécessaire d'ailleurs, pour qu'il y ait violence et même dans le cas où elle est punie de peines de simple police, que cette violence ait été *volontaire* : elle n'existe pas, pénalement, sans l'intention méchante, et en cela la justice est d'accord avec le sentiment de l'honneur (Montauban, 7 avril 1887).

X. — Il n'en est plus de même en ce qui concerne la *tentative* de coups, de violences ou de voies de fait : le point d'honneur la redoute à l'égal de l'acte lui-même, précisément parce qu'il est sensible à l'intention d'outrager plutôt qu'à sa manifestation plus ou moins complète, tandis que la justice, se conformant aux principes généraux, décide sans hésiter que la simple tentative de violences ou voies de fait n'est point punissable. (*Sic* : Cassation, 5 juin et 12 juin 1886, *Gaz. Pal.*, 86.2.554).

Il en serait autrement sans doute dans le cas où les violences, ayant entraîné la maladie ou l'incapacité de travail prévues par l'article 309 du Code pénal, seraient tombées sous le coup de peines criminelles, et à condi-

tion seulement que cette tentative n'eût été suspendue ou n'eût manqué son effet que par des circonstances indépendantes de la volonté de son auteur. Mais nous n'avons pas à nous occuper de cette hypothèse où l'honneur n'est plus en jeu par cela seul qu'un mal physique durable ou dangereux a été causé : le sang a toujours passé pour *laver* l'outrage et c'est là une profonde vérité dans le sens auquel nous l'appliquons ici : on ne souffre pas dans son honneur pour avoir reçu un coup de couteau, tandis qu'on juge ce même honneur compromis gravement par un simple revers de main.

XI. — En résumé, nos lois fournissent aux magistrats pour la répression de la voie de fait qui blesse l'honneur, des peines qui peuvent varier de 1 franc ou 1 fr. 25 (la valeur d'une journée de travail) d'amende, à 5 ans de prison, et pour se mouvoir sur une échelle si vaste, le juge n'a guère d'autre guide que son arbitraire. Quel usage fait-il pour la répression des voies de fait, de cette latitude qui lui est laissée ? Nous avons vu que certaines décisions de jurisprudence appliquent assez facilement, c'est vrai, l'article 311 du Code pénal, à l'exclusion des textes qui concernent les violences légères. Même alors, cependant, il est rare que la peine prononcée soit bien forte : elle se rapproche du minimum fixé par la loi bien plutôt que de son maximum et souvent l'amende est préférée à la prison.

Quant à l'interdiction de séjour de l'article 315, elle est généralement laissée de côté.

L'admission de circonstances atténuantes, l'application, fréquente en cette matière, de la loi de sursis, un certain scepticisme du juge sur la possibilité de fournir à l'honneur une réparation satisfaisante par la voie judiciaire : tout cela contribue à rendre insignifiante dans la plupart des cas la sanction des atteintes à l'honneur par voies de fait. Nous aurons à examiner si le point d'honneur s'en peut contenter.

CHAPITRE II

LA MENACE.

I. — Sous cette rubrique, nous comprendrons les agissements de toutes natures qui, dans le domaine de la parole ou de l'écriture, comme dans celui du geste, constituent : soit une *menace* proprement dite, comme l'annonce formelle d'un coup de bâton ou d'une grossièreté, soit une *provocation*, c'est-à-dire aussi une sorte de menace dirigée contre l'honneur, sous le couvert d'expressions vagues ou de gestes équivoques. Il s'agit ici, en d'autres termes, des actes multiples dans leur nature et dans leur portée, qui, sans aller jusqu'à s'affirmer comme la mise à exécution d'une voie de fait ou comme l'énonciation d'une injure verbale ou écrite, peuvent légitimement faire craindre l'une ou l'autre, et sont de nature à susciter, en quelque sorte, et malgré le contre-sens apparent, une rétorsion anticipée, parfois bien excusable.

Ce ne sont plus là, en un mot, les délits de l'*expression* injurieuse ou de la *voie de fait* : ce sont au premier chef les délits de l'*intention*, d'une intention qui commence à prendre corps et à s'extérioriser, de cette intention outrageante ou provocatrice qui, dès qu'elle se

manifeste, si peu que ce soit, constitue précisément pour le point d'honneur une atteinte aussi profonde et aussi insupportable parfois que le coup lui-même ou l'injure entraînés par l'irréflexion de la colère.

II. — Or tel n'est pas à ce sujet le sentiment du législateur, ou du moins lui est-il impossible, en droit, de s'inspirer d'une telle assimilation entre le fait accompli et celui qui s'annonce ou se laisse prévoir seulement. L'intention, quoi qu'on en dise souvent, n'est pas toujours réputée pour le fait, si ce n'est en matière criminelle et sous certaines conditions dont la première est un commencement d'exécution assez avancé et assez net pour faire dégénérer cette *intention en tentative*.

Remarquons d'ailleurs qu'entre la tentative d'un outrage par voie de fait et la menace du même outrage, la distinction sera parfois subtile : agiter la main d'une façon significative — et peu caractérisée en même temps — devant le visage de quelqu'un qui se met aussitôt en défense, ce peut être la simple menace d'un soufflet, mais ce peut être aussi un essai infructueux pour frapper. Y a-t-il menace ? ou tentative de voie de fait ? La question, d'ailleurs, ne présente aucun intérêt pratique. Nous avons constaté en effet que la tentative des voies de fait prévues par l'article 311 du Code pénal n'était pas réprimée par la loi, et c'est précisément la même impunité que nous allons constater maintenant pour la menace pure et simple des mêmes voies de fait. En un mot, chercher à déterminer s'il y a eu *tentative* ou *me-*

nace, c'est sacrifier peut-être aux finesses du point d'honneur, mais ce n'est pas faire œuvre judiciaire utile.

III. — Voyons en effet sous quelles conditions la menace des violences que nous étudions devient un délit réprimé par la loi.

En laissant de côté les articles 305, 306, 307 et 436 du Code pénal, et l'article 18 de la loi du 15 juillet 1845, qui traitent tous des menaces d'attentats qualifiés crimes, c'est-à-dire de ceux qui sont dirigés contre l'existence de la victime plutôt que contre son honneur, il ne reste, pour prévoir les menaces de simples voies de fait ou violences, que l'article 308 du Code pénal. Ce texte n'est d'ailleurs qu'une disposition nouvelle introduite par la loi du 13 mai 1863 dans le Code de 1810, au lieu et place de l'ancien article 308 qui s'est absorbé dans les trois articles précédents, de telle sorte qu'avant l'innovation heureuse du législateur de 1863, « il suffisait, pour échapper aux peines légales, d'entourer la menace d'une forme un peu vague ou de ne la faire peser que sur un fait qui ne soit puni que d'une peine correctionnelle. Or, pense-t-on qu'un homme menacé par exemple d'être roué de coups ou d'être souffleté publiquement s'il ne se soumet pas à telle ou telle exigence, ne puisse éprouver un trouble sérieux, et ne convient-il pas, même dans ce cas, de lui offrir la protection de la loi ? Si on la lui refuse, il ne la demandera qu'à lui-même... » (Rapport de la commission du Corps législatif, sur la loi de 1863). Aujourd'hui l'article 308

est ainsi conçu : « Quiconque aura menacé, verbalement ou par écrit, de voies de fait ou violences non prévues par l'article 305, — si la menace a été faite avec ordre ou sous condition, — sera puni d'un emprisonnement de 5 jours à 3 mois et d'une amende de 16 francs à 100 francs ou de l'une de ces deux peines seulement. »

IV. — La loi, par conséquent, n'établit ici aucune distinction entre la menace verbale et la menace écrite, mais ses dispositions doivent-elles aussi, malgré son silence sur ce mode de manifestation, s'étendre aux menaces par gestes ? La jurisprudence et la doctrine controversent cette question (affirmative : Bordeaux, 31 mai 1872, Chauveau et Hélie, Fabreguettes, etc.). Mais si la jurisprudence, d'accord en cela avec l'esprit sinon avec la lettre de l'article 308, se montre assez large dans l'application de cet article, elle reste liée par la condition *sine qua non* qu'il apporte à la répression de la menace : il faut que cette menace, pour constituer un délit, ait été faite *avec ordre ou sous condition*, sans quoi elle reste impunie.

Mais quel sens exact convient-il de donner à ces mots : *ordre et condition* ? C'est encore à la jurisprudence qu'il appartient de le dire et elle peut, tour à tour, soit étendre presque indéfiniment la portée de l'article 308 en décidant par exemple comme la Cour de Rouen (29 février 1844, P. 44.1.106) qu'il y a condition de ne pas faire et par conséquent délit dans la phrase : « Viens-donc... je te ferai sauter la boussole », soit au contraire,

renfermer la répression dans un cercle étroit en refusant, comme la Cour de Bordeaux (15 avril 1835), de voir une condition dans ces mots : « Si tu avances, je te tue. »

V. — Question controversée encore, par les tribunaux comme par les criminalistes, que de savoir si l'auteur de la menace, pour tomber sous le coup de la loi, doit nécessairement avoir eu l'intention de réaliser cette menace, lorsqu'il l'a proférée. Adopter l'affirmative, comme l'ont fait les Cours de Toulouse (29 juillet 1871, *Gaz. Pal.*, 71.643), de Paris (13 décembre 1883, *La Loi*, 83, p. 118), de Bordeaux (28 janvier 1835, 15 avril 1835) (1), c'est, dans bien des cas, refuser protection au point d'honneur qu'une menace n'en blesse guère moins parce qu'elle émane d'un matamore qui serait désolé d'être contraint à la faire suivre d'exécution ou qui s'en trouverait même physiquement incapable : l'outrage contenu dans la menace, le mépris qu'elle exprime par la brutalité du geste ou de l'expression, restent à peu de chose près aussi insupportables pour l'homme d'honneur.

VI. — Il en est de même aussi lorsque la menace est faite sous condition de ne pas se livrer à un acte illicite : un cavalier, par exemple, qui brutaliserait sa monture et qu'un passant menacerait d'un soufflet s'il ne jetait

(1) Pour la *négative* : Tribunal de Corbeil, 5 janvier 1883 (*La Loi*, 1883, n° 9) ; Lyon, 14 mars 1884 (*Moniteur de Lyon*, 15 mai 1884) ; Douai, 13 novembre 1861 (*Journal criminel*, n° 7391) ; Bordeaux, 8 août 1867 (P. 67.985) ; Cpr. Cass., 20 mars 1807.

immédiatement sa cravache, ne serait pas très sympathique sans doute à la galerie, si elle était composée de gens sensibles; mais, dans cette espèce un peu puérile en soi, il n'en aurait pas moins été singulièrement offensé par l'intervention maladroite de ce zéléteur de la loi Grammont. La conduite de celui-ci cependant, n'encourra aucune sanction légale parce que la condition qu'il a mise à la non-exécution de sa menace est celle de ne pas continuer des actes pros crits par la loi. La menace punissable, en effet, ne comprend pas la défense de faire une chose illicite (Fabreguettes, Merlin, *Dictionnaire de droit criminel*, V^o *Menaces*).

Il ne faudrait pas en conclure, d'ailleurs, que toute menace est assurée de l'impunité par cela seul qu'elle est faite avec ordre d'accomplir une chose juste ou sous une condition indifférente à celui qui la devrait subir. C'est assez qu'il en soit ainsi lorsque la loi elle-même s'unit à celui qui menace pour donner l'ordre ou formuler la condition. En dehors de cette hypothèse, les Tribunaux ne peuvent avoir le droit de prononcer un acquittement fondé sur la légitimité des revendications du délinquant : dans l'intérêt de l'ordre public, par cela seul qu'il y a eu « ordre ou condition » la menace doit être réprimée (*Sic* : Cassation, 18 septembre 1851 ; Toulouse, 29 juillet 1871, P. 71.643). Mais ici encore, les Tribunaux peuvent trouver une échappatoire en déclarant que l'intention coupable qui doit exister pour que tout délit devienne punissable, manque dans l'espèce.

VII. — En résumé, il ressort des dispositions et des arrêts concernant la répression des voies de fait ou violences, que cette répression n'existe pas lorsque la violence, objet de la menace, n'est pas de celles dont les tribunaux puniraient la mise à exécution, ou lorsque cette menace est faite avec défense de commettre un acte illicite en lui-même. En outre la jurisprudence excepte parfois des pénalités portées par l'article 308, les menaces par gestes ; elle en excepte souvent aussi les menaces que leur auteur paraît n'avoir pas eu l'intention arrêtée de réaliser ou chez lequel cette intention paraît manquer d'éléments coupables.

Enfin, et c'est la condition dominante, essentielle de la poursuite, il ne saurait, en aucun cas, être question de réprimer la menace des violences et des voies de fait qui nous occupent, lorsqu'elle n'a été faite ni avec *ordre* ni sous *condition*. De ce chef seul, et avec l'interprétation donnée à ces mots par une certaine jurisprudence, la plupart des menaces qui, à la suite de querelles, de violences de langage, viennent porter une grave atteinte à l'honneur, se trouvent exclues de la répression et alors, en appliquant au cas présent les termes du rapport cité plus haut, qui plaidait devant le parlement de 1863 l'extension des rigueurs de la loi aux menaces de voies de fait et de violences avec ordre ou sous condition, si l'on refuse de protéger légalement l'offensé, « il ne demandera cette protection qu'à lui-même, il portera des armes et de graves accidents pourront s'ensuivre ».

VIII. — Mais le législateur a jugé, contrairement à ce qu'il avait décidé dans l'article 306 pour la menace écrite d'attentat emportant peine perpétuelle, que les menaces de simples violences, de simples voies de fait — quelle que pût être d'ailleurs leur gravité, pourvu qu'elles ne rentrassent point dans les menaces des crimes prévus par les articles 305, 306 et 307 — lorsqu'elles n'étaient pas accompagnées d'un ordre ou d'une condition, revêtaient un caractère de légèreté qui ne permettait pas d'en faire état dans la répression. Ainsi, dans ce cas, et lors même que l'intention parfaitement arrêtée de mettre la menace à exécution est manifeste chez son auteur, celui-ci jouit d'une impunité absolue : l'absence d'ordre ou de condition n'est pas toujours, nous l'avons vu, la condition nécessaire de cette impunité, mais elle en est toujours la condition suffisante.

La loi reste logique d'ailleurs avec elle-même : ne punissant pas la tentative de ces violences et voies de fait de l'article 308, sauf dans le cas où, sans faire encourir à leur auteur les peines perpétuelles de l'article 305, ces violences le feraient néanmoins, en théorie, tomber sous le coup de peines criminelles, elle n'en saurait non plus, sans inconséquence, poursuivre la simple menace, la menace pure et simple. Ce qu'elle incrimine dans cette menace lorsqu'elle la réprime, c'est la contrainte morale qui peut en résulter ; car cette contrainte ne saurait exister sans un ordre ou sans une condition accompagnant la menace. Evidemment, mais à côté de la con-

trainte, il existe, même et surtout peut-être en l'absence d'ordre ou de condition, un trouble moral, une terreur ou une indignation, une atteinte à la dignité tout au moins dont il serait bon de tenir compte.

IX. — Si maintenant, de la menace proprement dite, bien caractérisée, mais dépourvue de sanction quand elle est pure et simple, on passe à l'examen de ces mille atteintes au point d'honneur que nous avons réunies sous le nom de *provocations* pour les rattacher à cette étude de la menace et qu'on ne saurait qualifier avec précision, il est facile de prévoir qu'elles aussi, et à plus forte raison, seront dépourvues de toute sanction légale. Ainsi, les ouvrages qui traitent de l'honneur nous montrent comment l'intention d'outrager, lorsqu'elle est manifeste, peut transformer en injures graves des actes puérils ou insignifiants par eux-mêmes tels que, par exemple, selon l'expression de Bouchel, de tirer la langue *en contumélie d'autrui*, ou de cracher d'une certaine façon, de montrer la porte, d'afficher certains gestes ou certains jeux de physionomie. Dans le domaine de la parole, la faculté de provoquer, de menacer l'honneur à mots couverts, est plus grande encore ; et la réticence, l'ironie, l'allégorie fournissent les moyens les plus variés, les plus sûrs aussi. De tous ces actes, la loi ne parle pas et, disons mieux, ne pouvait parler pour les prévoir expressément. Il nous suffit ici de le constater.

X. — Il reste encore un genre de menaces prévu par un texte spécial et qu'il nous faut citer pour l'écarter

de cette étude. Il s'agit du délit communément appelé *chantage*, que la loi du 13 mai 1863 a introduit dans notre Code pénal, à l'imitation de la loi anglaise et qui, depuis, a eu ses jours de vogue. « Quiconque, dit l'article 400, § 2, du Code pénal, à l'aide de la menace écrite ou verbale de révélations ou d'imputations diffamatoires, aura extorqué ou tenté d'extorquer soit la remise de fonds ou valeurs, soit la signature ou remise d'obligations, dispositions ou décharges, sera puni d'un emprisonnement d'un an à 5 ans et d'une amende de 50 fr. à 3.000 francs. »

Nous n'avons pas, disons-nous, à traiter ici du chantage ni des pénalités que la loi lui applique, parce que si, dans ses conséquences, il peut entraîner de graves ennuis et jusqu'à la perte de l'honneur, il n'est pourtant jamais, en lui-même, une atteinte à l'honneur. Il n'intéresse en aucune façon le point d'honneur parce que, dangereux quelquefois, c'est vrai, par ses suites, il reste toujours et pour tous un acte vil. Or l'honneur est ainsi fait qu'il ne saurait être touché directement par un acte vil, par l'acte que chacun dans le monde réprouve et méprise.

La seule hypothèse où la menace de révélations sinon d'imputations diffamatoires, calomnieuses, pourrait relever du point d'honneur, lui devenir sensible, c'est précisément celle où cette menace cesserait d'être un délit aux yeux de la loi parce qu'au lieu d'être accompagnée de cette demande d'argent qui ravale son auteur

assez bas pour qu'il ne faille point en tirer réparation, elle aurait été faite par haine ou par défi. Mais par cela seul qu'il y a tentative d'extorsion de fonds, qu'il y a *chantage*, la pénalité légale importe peu au point d'honneur : ce n'est pas une *satisfaction* qu'elle lui donne, c'est une œuvre d'intérêt public et d'épuration qu'elle vise.

L'article 400 du Code pénal n'a donc pas à prendre place au nombre de ceux qui assurent une réparation judiciaire aux victimes d'une atteinte au point d'honneur et en ce qui concerne particulièrement l'atteinte directe à l'honneur par la menace, l'article 308 reste bien seul pour la réprimer. Nous avons vu combien la loi et la jurisprudence ont réduit le champ de cette répression.

CHAPITRE III

L'EXPRESSION.

§ 1. — Définitions.

I. — L'expression d'un outrage résulte bien, si l'on veut, soit d'une voie de fait, d'une violence physique, soit d'une menace ou de provocations. Aussi semblerait-il exact, en un sens, de ranger indifféremment toutes ces manifestations de l'injure parmi celles qui en sont l'*expression* même.

Il convient néanmoins, tant au point de vue logique qu'au point de vue juridique et législatif, de distinguer entre les unes et les autres. La voie de fait, la menace expriment bien l'injure, mais par voie indirecte seulement, par l'intermédiaire de l'acte physique ou des raisonnements, des équivoques dont il faut la dégager, la déduire : déduction forcée parfois et instantanée comme dans l'hypothèse d'un soufflet, mais qui n'en comporte pas moins un élément étranger à l'expression pure et simple, précise et formelle de l'injure. C'est en ce sens que la voie de fait, la menace, se différencient des autres manifestations injurieuses que nous allons examiner maintenant :

Le geste, quand il est *parlant*, qu'il équivaut à un langage sans ambiguïté; l'écriture, traduction littérale de la parole qui affirme; et surtout cette parole elle-même, simple, reflet de la pensée, bien qu'elle la trahisse parfois.

Ce sont vraiment là les modes directs de l'outrage parce qu'ils sont la manifestation la plus claire et la plus rapide aussi, la plus *pure*, en quelque sorte, de l'intention injurieuse. C'est bien la pensée même de l'outrage qui se dévoile alors avec précision, qui se communique par cette voie naturellement propre et strictement nécessaire à sa transmission : le langage; c'est en un mot l'*expression* proprement dite de l'injure : expression affranchie de moyens grossiers ou imparfaits qui ne permettraient point de la définir. C'est l'*injure*, par elle-même, l'infraction déterminée que le Code qualifie de ce nom d'*injure* ou du terme plus spécial de diffamation.

II. — En effet cette expression directe de l'injure, en raison même du caractère précis qu'elle pourra revêtir et lorsqu'elle empruntera pour se traduire les richesses de la parole ou de la plume, sera susceptible d'une variété presque infinie qui l'entraînera bien loin du domaine d'ombre et d'indétermination d'où ne peut sortir l'injure manifestée par le langage — simpliste à l'excès — d'une voie de fait, ou devinée sous la forme d'une menace et sous les détours de provocations impuissantes à définir sans équivoque la nature précise de l'injure qu'elles comportent, impuissantes à dégager, en une ex-

pression nette, le sentiment injurieux complexe qu'elles impliquent.

Cette variété des formes que peut revêtir l'expression directe parlée ou écrite, sinon mimée, de la pensée injurieuse, explique que la partie de cette étude qui lui est consacrée soit de beaucoup la plus étendue, parce que les arrêts intéressants, les textes mêmes y sont plus nombreux pour atteindre des infractions entre lesquelles il importe d'établir des distinctions, dès qu'elles deviennent possibles par cela même que la portée de l'acte incriminé est mieux définie.

C'est ainsi que le législateur arrive à prononcer des sanctions différentes selon que l'injure est simple ou grave, publique ou non, préméditée ou irréfléchie, verbale ou écrite, contenant ou non l'imputation d'un vice déterminé. Chacun de ces différents points de vue a eu dans l'Histoire son heure d'importance et a dominé à son tour, par la distinction qu'il comportait, telle législation sur la matière. Aujourd'hui, c'est le dernier de ces points de vue qui l'a emporté dans nos lois. Il nous reste à étudier ces lois, non pas dans toutes les difficultés auxquelles peuvent donner lieu la poursuite et la répression des écarts de la pensée, mais seulement dans la distinction qu'elles établissent entre les différentes classes d'injures *lato sensu* et dans les peines qu'elles prononcent. Il nous suffira de déterminer ainsi, comme pour la voie de fait et la menace, quelle protection les textes et la jurisprudence qui les applique, ac-

cordent au point d'honneur contre l'*expression* d'un outrage.

III. — La législation actuelle en matière d'injure et de diffamation comprend deux catégories de dispositions : les unes qui appartiennent à ce que l'on pourrait appeler « le Code spécial de la presse et des infractions de la parole et de l'écriture » : c'est la loi du 29 juillet 1881, dont les principes avaient déjà été posés par la loi du 17 mai 1819 et qui a été récemment complétée et modifiée en ce qui nous concerne, par les lois des 11-13 juin 1887 sur les correspondances à découvert, et du 16 mars 1893 sur la compétence ; les autres de ces dispositions sont contenues dans le Code pénal : ses articles 367 à 377, au paragraphe : *Calomnie, injures, révélation de secrets*, ont été abrogés par la loi du 17 mai 1819 (art. 26), à l'exception des articles 373, sur la dénonciation calomnieuse, et 376, qui subsistent. Ce dernier renvoie, pour la répression de l'injure non publique, à l'article 471, § 11, du même Code. Citons enfin, pour compléter cette revue des textes relatifs à la matière, les articles 479, § 8 et 480, n° 5, qui répriment les bruits et tapages injurieux.

IV. — Cette dernière infraction constitue plus souvent, il est vrai, une *provocation* qu'une injure bien définie. Néanmoins la loi l'ayant elle-même qualifiée d'*injurieuse* et l'ayant, au contraire des autres provocations, frappée d'une peine que justifient sans doute à ses yeux son caractère bien marqué et le trouble qu'elle

peut apporter au repos physique, c'est au nombre des expressions de l'injure que nous l'étudierons.

Remarquons dès maintenant que cette infraction prévue par les articles 479 et 480 du Code pénal est la seule qui puisse se commettre autrement que par la parole ou la plume, la seule où le *geste* soit réprimé et encore n'est-ce qu'indirectement, en raison du bruit qui en résultera. Il peut se faire pourtant, nous l'avons indiqué, — rarement, il est vrai, — que la signification d'un geste soit assez claire pour qu'il équivaille à l'expression verbale de l'injure ou même de la diffamation qu'il renferme : il est des mimiques aussi simples qu'expressives pour évoquer l'idée d'habitudes d'intempérance, par exemple, ou d'infortunes conjugales : nul ne s'y trompe, l'imputation est aussi précise que si elle était articulée verbalement et la conversation — en termes corrects, — qui l'accompagnait, en peut augmenter encore le degré de détermination. Aussi de tels procédés sont-ils redoutables pour le point d'honneur autant que toute autre manière d'exprimer la pensée injurieuse ou diffamatoire. Ils peuvent au même titre constituer une atteinte publique, une grave atteinte à ce point d'honneur.

V. — La loi cependant, disons-nous, néglige ce mode d'expression. Elle n'atteint, aux termes des articles 30 à 33 de la loi du 29 juillet 1881, que la diffamation et l'injure commises par l'un des moyens énoncés en l'article 23 et en l'article 28 de la même loi, c'est-à-dire : « par des discours, cris ou menaces, par des écrits, im-

primés, placards ou affiches » (art. 23), « par des dessins, gravures, peintures, emblèmes ou images » (art. 28). En ce qui concerne la menace, faisons observer qu'elle n'est pas frappée ici en tant que *menace*, mais seulement si elle est exprimée en termes injurieux (1). En somme la loi de 1881 n'a trait qu'aux infractions de la parole et de la plume; elle laisse de côté celles du *geste*, que le législateur n'a voulu qualifier et incriminer que dans les cas d'offense et d'outrage envers les chefs d'Etat et agents diplomatiques ainsi que dans les articles 222 et suivants, dans l'hypothèse d'« outrage par paroles, gestes ou menaces envers les dépositaires de l'autorité et de la force publique ». Mais il s'agit ici de l'honneur du fonctionnaire, ou plutôt de la fonction, et non plus du point d'honneur d'un particulier, de l'homme en général.

Quant au Code pénal, dans ses dispositions qui ont subsisté touchant l'injure non publique, il est impossible également de les étendre à l'injure par gestes, et même, à prendre la lettre de l'article 474, il ne serait applicable qu'aux injures *proférées*, c'est-à-dire verbales seulement, à l'exclusion des injures par écrit. Cette

(1) « Le *discours*, dit M. Rousset, comprend depuis le discours en quatre points jusqu'à un simple mot, même les discours à demi-mots, et quels qu'en soient la forme et le ton : prose, vers, chants, chansons, en plus bref : toute parole parlée.

Le *cri* s'applique à tout ce qui, dans la parole humaine, cesse d'être la parole articulée : huées, hurlements, grognements, croassements, glapissements, vociférations, sifflets, etc... »

interprétation étroite du texte n'a d'ailleurs jamais prévalu et en matière d'injure non publique comme en matière d'injure publique ou de diffamation, l'expression verbale et l'expression écrite sont aujourd'hui traitées de même.

VI. — Notre droit moderne a donc abandonné la distinction capitale qui existait dans l'ancien droit, qui existe encore dans des législations étrangères récentes entre la pénalité appliquée au *convocium* et celle qui frappait le *libellus famosus*. De même notre législateur ne distingue plus, comme les auteurs du Règlement des maréchaux de France, entre l'injure spontanée et l'injure avec préméditation. Il ne se détermine pas davantage d'après le degré de gravité intrinsèque de l'injure ou d'après sa portée, comme le faisait encore la loi de 1819.

Il ne se place aujourd'hui qu'à deux points de vue distincts, bien choisis en logique, sinon toujours pour les exigences du point d'honneur : y a-t-il imputation d'un fait déterminé ? y a-t-il publicité ?

Le premier de ces points de vue est, en principe, le plus important, parce qu'il sert à déterminer la nature même, la qualification de l'atteinte à l'honneur : *injure* proprement dite ou *diffamation*.

Le second correspond à des degrés dans la répression : la peine est correctionnelle ou de simple police selon que la question est tranchée par l'affirmative ou par la négative. Examinons successivement, avec le législa-

teur, ce qu'il faut entendre par ces mots d'*injure* et de *diffamation*, et quelles interprétations leur donne la jurisprudence ; puis, quelles peines sont prononcées : contre l'injure publique, contre la diffamation publique, contre l'injure et la diffamation non publiques. Nous verrons ensuite les textes spéciaux à la dénonciation calomnieuse et aux bruits et tapages injurieux. Nous donnerons seulement l'indication des règles générales de compétence, de poursuite, et nous terminerons par l'examen, sous forme d'appendice, de la situation particulière faite à l'homme public et par l'étude des exceptions légales à la répression.

VII. — Nous connaissons déjà les moyens par lesquels peuvent se produire l'injure et la diffamation, aux yeux du législateur ; c'est encore lui qui nous donne la définition de l'une et de l'autre, dans l'article 29 de la loi du 29 juillet 1881, imité de l'article 13 de la loi du 17 mai 1819.

« Toute allégation ou imputation d'un fait qui porte atteinte à l'honneur ou à la considération de la personne ou du corps auquel le fait est imputé, est une diffamation.

Toute expression outrageante, terme de mépris ou invective qui ne renferme l'imputation d'aucun fait, est une injure. »

Cette double définition, assez précise dans sa première partie, l'est un peu moins dans la seconde, relative à l'injure proprement dite et la boutade de M. de

Broglie, dans le rapport de la Commission de la Chambre des Pairs (*Moniteur*, 1849, p. 598), ne semble pas dépourvue de justesse : « On nous dit que l'injure est un terme de mépris ou une invective. Si on avait appelé le délit *invective*, on nous eût dit que l'invective était une *injure*. »

D'ailleurs cette indétermination est moins imputable aux rédacteurs de l'article qu'elle n'est comportée, un peu forcément, par la nature même de l'objet de la définition. Comme l'ajoute encore M. de Broglie, et le mot nous semble profond : *L'injure, est-ce qu'elle est ?* trop variable qu'elle apparaît selon des considérations de tous genres, pour être renfermée dans les termes concis d'une définition.

VIII. — C'est pourquoi, lorsqu'il s'agira de l'incrimination d'une parole prétendue injurieuse, le rôle de la jurisprudence deviendra si considérable, et c'est aussi pourquoi nous devons nous préoccuper tout particulièrement de cette jurisprudence, avec ses espèces, parce que notre but doit être moins de chercher à définir les rapports respectifs de la diffamation et de l'injure que de fixer les circonstances dans lesquelles les Tribunaux reconnaissent une atteinte à l'honneur *in genere*. Entre la sanction légale de l'injure et celle de la diffamation, en effet, la différence n'est point si grande, nous le verrons, que l'une doive satisfaire le point d'honneur si l'autre lui semble illusoire. L'essentiel pour nous est donc de déterminer ici, sans nous occuper d'abord d'en

apprécier l'efficacité, les cas où cette sanction légale existera : pour diffamation, ou pour *injure*.

Sans nous attarder par conséquent à entrer dans les considérations préliminaires possibles sur les différences qui séparent ces deux formes de l'expression outrageante, indiquons seulement le *criterium* précieux qui est celui de M. Grellet-Dumazeau : « Le moyen à peu près infallible, dit-il, de constater les caractères d'une imputation, est de se demander si la vérité ou la fausseté peut en être établie par une preuve. Si cette preuve est impossible, il n'existe point de diffamation. On peut, en définitive, prouver qu'on n'est pas banqueroutier, failli, qu'on ne sort pas du bague. On ne peut pas prouver que quelqu'un n'est pas voleur, faussaire, trompé par sa femme. »

Les premières de ces imputations auront donc un caractère diffamatoire ; les autres, un caractère injurieux seulement. Restera la question de savoir si, pour le point d'honneur comme pour la loi, l'injure est toujours, en principe, une forme de l'outrage moins redoutable que la diffamation.

IX. — L'expression outrageante incriminée par la loi est donc, pour la diffamation : *l'allégation ou l'imputation d'un fait qui porte atteinte à l'honneur ou à la considération* ; pour l'injure : *une expression outrageante, terme de mépris ou invective* (qui ne renferme l'imputation d'aucun fait précis).

En outre, pour qu'une répression judiciaire soit exer-

cée, il est nécessaire qu'il y ait eu : *intention coupable* de la part de l'agent du délit et possibilité de causer un *préjudice*. Enfin, à défaut de *publicité*, ce n'est plus la loi du 29 juillet 1881 dans ses articles 32 et 33, mais bien l'article 471, § 11, du Code pénal qui sera applicable. Nous examinerons plus bas ces trois éléments de criminalité : intention, préjudice et publicité. Voyons d'abord quelles imputations, quels termes peuvent être regardés par les Tribunaux comme renfermant une diffamation d'abord, puis une injure.

§ 2. — Diffamation.

I. — L'expression d'*allégation* qui accompagne dans notre article 29 celle d'*imputation* indique bien la pensée du législateur qui n'a pas voulu subordonner la répression à l'existence d'une affirmation nette et réprobatoire du fait énoncé.

Si le diffamateur, en effet, semble ne pas incriminer lui-même ce fait, ou bien s'il se retranche derrière le caractère douteux de celui-ci, derrière l'opinion d'autrui, il n'*impute* plus, mais il *allègue* encore et c'en est assez pour que la diffamation se produise.

Cette allégation elle-même, d'ailleurs, ne devra pas forcément être directe : elle pourra se trouver renfermée dans une ironie, dans une allégorie, dans une réticence même ; il suffit que, sous les finesses du langage, elle apparaisse assez claire pour pouvoir être la cause d'un préjudice ; c'est la possibilité de ce préjudice, nous

le verrons, qui servira de criterium, en dernière analyse, pour qualifier le délit.

Qu'il y ait imputation ou simple allégation, il faut que le fait énoncé, nous dit la loi, soit de ceux qui portent atteinte à l'honneur ou à la considération.

Depuis la loi du 17 mai 1819, il importe peu, rappelons-le, que ce fait soit vrai ou faux. L'ancienne distinction établie sur ce point entre la *calomnie* et la simple médisance n'existe plus aujourd'hui, à bon droit semble-t-il. Le calomniateur, en effet, est plus coupable moralement, sans doute, que le diffamateur qui se borne à rappeler, à critiquer un fait exact, parce qu'alors, à la diffamation vient se joindre le mensonge. Les Tribunaux d'ailleurs, dans l'application de la peine, tiendront compte de la sincérité, de la bonne foi du diffamateur qui impute un fait vrai. Mais pour l'ordre public comme pour le point d'honneur il n'est pas peut-être le plus à craindre. En effet, pour emprunter le langage de Dareau dans son *Traité des injures* : « Si, sous le prétexte qu'on ne dit que la vérité, il était libre de divulguer ce qu'on sait sur le compte d'autrui, ce prétexte donnerait lieu à des discordes et à des haines perpétuelles. » Et quant au sentiment intime de l'honneur, il sera souvent blessé plus au vif par l'allégation d'un fait vrai que par celle d'un fait inexact.

Dans ce dernier cas, en effet, soutenu par sa conscience et protégé parfois par l'invraisemblance de l'accusation, le diffamé peut, à la rigueur, l'accueillir avec

mépris et s'en désintéresser ; de par les lois impératives de l'honneur, au contraire, et sous certaines réserves, il ne lui sera jamais permis de garder le silence devant l'allégation justement fondée qu'on aura portée méchamment contre lui : plus le fait sera prouvé, plus il sera connu, plus sûrement aussi l'honneur et la considération se trouveront atteints, et plus impérieusement le point d'honneur exigera qu'un châtiment soit infligé à l'auteur responsable de cette agression volontaire contre la personnalité morale, cette personnalité ne fût-elle pas, dans l'espèce, digne de tous les respects : « Plus le fait est vrai, plus le délit est grave », dit une maxime de la jurisprudence anglaise en matière de *libel*.

II. — En se plaçant à un point de vue très élevé, il peut paraître indécent, au premier abord, que le législateur accorde ainsi sa protection contre l'expression même de la vérité. Mais outre que l'ordre public et le respect du point d'honneur, nous l'avons vu, font de cette protection une nécessité impérieuse, il est moral encore que celui dont la vie contient une faute ne soit pas à tout jamais entravé dans la voie du repentir et de la réhabilitation possibles, par le souvenir publiquement rappelé de cette tache.

Il n'en résulte pas, d'ailleurs, que l'homme à la connaissance duquel a été porté un acte délictueux doive, contre sa conscience, ou même contre le simple désir de voir châtier le coupable, s'abstenir de lui imputer

publiquement ce fait, si la voie de la dénonciation lui répugne. Dans le cas, en effet, où ce coupable le poursuivrait pour diffamation, il lui suffira de porter plainte contre lui au sujet du fait qu'il lui imputait, si le ministère public n'a pas pris lui-même l'initiative des poursuites. L'intérêt est en effet la base de l'action et l'intérêt du diffamateur à la condamnation de la personne diffamée est manifeste, puisque cette condamnation entraînera légitimement et légalement sa propre absolution. Dans le cas où, par impossible, le Parquet se refuserait à suivre sur sa plainte, nous ne croyons même pas qu'on dût lui refuser le droit de citation directe. Le vœu de la loi, d'accord avec le bon sens, est certainement qu'en ce cas la preuve du fait allégué ne puisse se heurter à une impasse de procédure. Nous ne connaissons pas d'ailleurs, de jurisprudence sur ce point.

L'article 35, § 4, de la loi du 29 juillet 1881, dispose alors « qu'il sera, durant l'instruction qui devra avoir lieu, sursis à la poursuite et au jugement du délit de diffamation ».

La preuve fournie du fait imputé fera disparaître le délit de diffamation, mais pour cette fois-là seulement ; dès que le coupable aura subi sa peine, dès qu'il aura, pour employer l'expression consacrée, payé sa dette à la Société, il deviendra délictueux de lui rappeler qu'il avait un certain jour contracté cette dette. C'est là un système en tous points contraire, rappelons-le, à celui qu'enseignait Jousse dans notre ancien droit.

III. — Pour que cette prohibition de la preuve du fait diffamatoire fût efficace et contribuât à une œuvre d'apaisement, il fallait qu'elle fût absolue et que, malgré le désir de la personne diffamée dont l'innocence voudrait la lumière complète, le débat judiciaire sur la vérité du fait allégué restât interdit. Il suffirait, en effet qu'il fût possible, avec l'assentiment de la personne diffamée, pour que l'opinion publique fît un devoir à celle-ci de provoquer toujours la preuve des imputations dirigées contre elle, et refusât de l'absoudre si elle s'y dérobait. Le but poursuivi par le législateur se trouverait donc manqué par le fait seul qu'une exception pourrait être apportée, sur la demande même de la partie lésée, à la prohibition de la preuve. Aussi une proposition qui tendait à admettre cette exception fut-elle repoussée par la Commission de la Chambre des députés, qui l'avait d'abord adoptée sur la demande de M. Hérisson ; elle ne fut pas davantage votée par le Sénat où l'avait portée M. Bozérian. N'était d'ailleurs ce danger que l'exception ne devînt la règle générale imposée par la pression de l'opinion, il serait heureux que l'homme calomnié pût obtenir sa justification du triomphe même de la vérité plutôt que des dispositions prohibitives de la loi (1).

(1) Dans le cas où la personne diffamée aurait porté son action non plus devant la juridiction répressive, mais devant les Tribunaux civils, la question a été discutée de savoir si la prohibition de la preuve restait entière et ne pouvait céder tout au moins devant

IV. — Pour qu'il y ait *diffamation* aux termes de la définition légale il faut, nous l'avons vu, que le fait allégué ou imputé, vrai ou faux, soit de nature à porter atteinte à l'honneur ou à la considération. Nous ne reviendrons pas sur les différences phraséologiques qui peuvent séparer ces deux termes. Les exigences du point d'honneur, nous l'avons vu, se rapportent à l'honneur proprement dit comme à la considération extérieure et l'objet de cette étude est moins de classer les imputations diffamatoires d'après l'intimité plus ou moins complète du sentiment auquel elles s'attaquent, que de fixer les limites de la répression judiciaire des atteintes au point d'honneur, à ce qu'on regarde comme touchant à l'honneur, *lato sensu*. C'est pourquoi nous ne suivrons pas davantage Portalis dans la classification qu'il établit des différentes sortes de réputations qu'un citoyen doit conserver : « la réputation de probité (dont il fait la plus importante), la réputation de vertu, la réputation de talent et de mérite ».

Nous chercherons seulement à fixer sans nous attacher à ces distinctions, par des exemples de jurisprudence, quelles imputations ou allégations sont réputées diffamatoires et réprimées comme telles par les Tribunaux. Nous aurons ainsi dégagé, en matière de diffama-

le désir exprès du plaignant de laisser cette preuve se produire.

Néanmoins, l'article 35, § 1^{er}, de la loi de 1881 ne faisant aucune réserve dans sa prohibition, la question semble tranchée aujourd'hui en ce sens que cette prohibition de la preuve reste entière même devant la justice civile (*Sic* : Dutruc, Fabreguettes).

tion d'abord, puis d'injure, et en tant qu'elle soit susceptible de détermination, cette conception légale ou plutôt *judiciaire* de l'atteinte à l'honneur, qu'il nous faudra opposer aux exigences du point d'honneur en semblable matière.

V. — Il résulte, en premier lieu, des travaux préparatoires de la loi de 1819, que le législateur, d'accord en cela avec l'opinion publique, a voulu frapper comme autant d'atteintes à l'honneur toutes les imputations par lesquelles on s'attaque à la probité. Mais de ce que cette probité est la vertu dont presque toutes les lois répressives punissent l'inobservation, il ne faudrait pas conclure que toute imputation d'un fait légalement réprimé dût présenter un caractère diffamatoire aux yeux du monde. Il est en effet des délits qui n'ont rien de déshonorant et dont un homme d'honneur pourra fort bien supporter l'imputation : les délits de chasse par exemple, ou certains délits de coups et blessures.

La Cour de cassation (4 août 1865, *Bulletin criminel*), décide pourtant que l'imputation d'avoir, dans des circonstances de temps et de lieu déterminées, commis un délit de chasse, est une diffamation.

Par contre, et dans le même ordre d'idées, la Cour de Rouen a jugé le 28 mars 1893 (*Journ. du minist. public*, n° 3566) que l'imputation faite à un individu d'avoir ramassé un lièvre pris au collet sur son terrain et dans ces termes : « C'est vrai, j'ai vu G... prendre un lièvre au collet », ne constitue pas une diffamation. Le

motif de cet arrêt était qu'en réalité le fait allégué ne présentait aucun caractère délictueux parce qu'il n'était que l'exercice d'un droit. Sans doute, mais beaucoup se sentiraient plus atteints dans leur honneur de chasseur et d'homme scrupuleux, par une semblable imputation revêtant le caractère d'un démenti, que par celle d'avoir encouru dans leur jeunesse une condamnation pour chasse sans permis. C'est encore dans le même esprit que fut rendu cet arrêt de cassation du 19 janvier 1875 (D. 75.1.57), qui déclare non diffamatoire l'imputation d'avoir participé aux opérations des commissions mixtes. Celles-ci en effet avaient une existence légale : la Cour suprême ne pouvait proclamer que le seul fait d'y avoir siégé était un déshonneur. Et pourtant c'était bien ainsi que pensait une fraction importante de l'opinion publique.

VI. — Cette opinion publique est d'ailleurs consacrée aussi quelquefois par des décisions judiciaires qui reconnaissent que *non omne quod licet honestum est*. C'est ainsi que : livrer un coupable à la justice, appartenir à la police, subir patiemment une insulte, sont autant de faits licites, sinon même encouragés par la justice. Il a pourtant été jugé : le 2 mars 1888, par le Tribunal civil de la Seine, que l'imputation d'être un délateur était diffamatoire ; le 11 mai 1886, par le même Tribunal, qu'il en était de même du propos par lequel on reproche à quelqu'un d'être *un agent de la police secrète, chargé d'espionner*. Mais ce ne sont là, remarquons-le,

que des décisions émanées non plus d'une juridiction répressive, mais d'un Tribunal *civil* statuant sur une simple demande de dommages-intérêts.

C'est au contraire cette juridiction répressive qui, sur le dernier point, vient apporter sa consécration aux idées qu'enseigne la société. Le Tribunal correctionnel de Nantes (*Gaz. Trib.*, 1828), la Cour de cassation (14 mai 1844, D. 44.1.229) ont jugé que l'allégation dirigée contre un citoyen d'avoir reçu un soufflet sans en avoir demandé réparation, était une diffamation. Dans une espèce plus récente, le 17 novembre 1893 (*Gaz. Pal.*, 1^{er} sem. 1894), la Cour suprême a fait application de la même jurisprudence au fait de dénoncer un médecin comme « ayant été souffleté pour avoir réclamé des honoraires exagérés et n'ayant point demandé réparation de cet outrage parce qu'il devait avoir de sérieuses raisons pour se taire ». Les Tribunaux font preuve de la même largeur de vues en punissant les imputations : de se dire Français sans l'être (Trib. correct. de Lille, 6 juillet 1887), d'avoir voulu se suicider, le suicide n'étant point cependant incriminé par le législateur (Rouen, D. 33.2.86 ; Rouen, 30 déc. 1841, D. 42.2.570).

VII. — Ils se montrent sévères aussi, en général, pour les allégations qui, sans s'attaquer franchement à la probité renferment cependant des allusions assez claires pour que la délicatesse s'en trouve atteinte. Dire de quelqu'un, par exemple, *qu'il s'entend avec un autre pour pêcher en eau trouble* (Bourges, 21 novembre

1889), *qu'il est un perversisseur sans vergogne* (Trib. correct. d'Albi, 2 août 1884, *Journ. du Minist. public*, 84, p. 148), *qu'il a déménagé sans tambour ni trompette, qu'il sent le roussi et qu'il est bon de craindre les gendarmes* (Nancy, 1^{er} février 1881, *La Loi*, 18 mars 1881). C'est encore une diffamation que de reprocher à un maire d'être assez peu délicat pour employer le garde champêtre rétribué par la commune, à des travaux exclusivement profitables à lui-même et à sa famille (Bourges, 1^{er} août 1883, *La Loi*, 83, n° 204).

Après la probité que tous doivent observer, après la probité des fonctionnaires, des employés publics, les Tribunaux protègent aussi la probité professionnelle : commerciale, artistique, industrielle, littéraire.

L'imputation de plagiat, par exemple, pourvu qu'elle soit bien caractérisée, est réprimée (Trib. Seine, 26 mars 1884 ; *La Loi*, 27 mars 1884) ; il en est de même de l'accusation portée contre un journaliste de dénaturer des documents en isolant certaines de leurs dispositions (Cassation, 18 déc. 1874).

VIII. — Par contre, dès que l'on sort des cas où le fait imputé est de ceux qui tombent sous le coup d'une disposition pénale, ou de ceux qui peuvent, de près ou de loin, pourvu qu'ils ne soient pas équivoques, entacher la probité ou ruiner complètement la réputation d'un individu, la répression judiciaire n'existe plus et il faut bien le dire, le plus souvent, on ne songe point à la poursuivre. « L'imputation de faits d'avarice, de va-

nité, de colère, dit M. Grellet-Dumazeau, ne paraît pas, en général, pouvoir constituer la diffamation. »

Le point d'honneur lui-même, d'ailleurs, ne s'offense pas toujours d'allégations qui déniaient à quelqu'un certaines vertus morales : peut-être trouverait-il même plus blessant le reproche de les pratiquer avec excès. Mais il est une foule de susceptibilités, de prétentions dont il fait une loi et les insinuations les mieux déguisées qui s'attaquent à ces scrupules d'amour-propre, de délicatesse, de politesse, semblent alors à tous autant d'atteintes à la personnalité morale. Pour toutes ces allégations il existe, nous le répétons, dans l'état de notre législation et de notre jurisprudence, une impunité presque absolue. Quelques-unes cependant ont été jugées diffamatoires. La Cour de cassation a jugé telle l'imputation de s'être paré, sans droit, d'un nom nobiliaire (Cass., 18 déc. 1874). La Cour de Paris a admis la même solution pour le fait d'avoir reproché au rédacteur d'un journal de *manier mieux le plumeau que la plume* (1^{er} avril 1842; *Gaz. Trib.*, 2 avril).

Il est vrai que, dans la première de ces espèces, on pourrait considérer qu'il est *malhonnête* de s'attribuer à soi-même une particule, et que, dans la seconde c'est la capacité professionnelle du journaliste, qui est tout entière mise en doute. Néanmoins en réalité et selon les idées qui règnent, il y a bien plutôt là des atteintes à la vanité ou à l'amour-propre, que des imputations sérieuses portées contre la probité ou contre la réputation. C'est en ce sens qu'on peut voir dans ces décisions de véritables arrêts d'exception.

§ 3. — Injures.

I. — Quels sont maintenant les : *expressions outrageantes, termes de mépris ou invectives*, que la jurisprudence réprime comme injures, publiques ou non publiques.

Cette publicité est en effet, nous l'avons vu, depuis la loi de 1881, le seul élément, — à l'exclusion de la gravité intrinsèque de l'injure, — dont le législateur ait tenu compte dans l'application de la peine.

Sous l'empire de la législation de 1819, il avait été décidé par exemple que les expressions de *canaille, vaurien, misérable*, étaient des injures simples, passibles des peines de simple police, tandis que les expressions de *vagabond, fripon, communard*, constituaient des injures graves, passibles de peines correctionnelles, parce qu'elles renfermaient l'imputation d'un vice déterminé.

« Traiter quelqu'un de *cornichon*, même publiquement, écrivait-on alors dans le *Journal du Palais* (1877, p. 1171), ce n'est pas commettre le délit de diffamation, car l'épithète ne renferme pas l'imputation d'un vice déterminé. Ce n'est pas davantage commettre le délit d'injure, car l'épithète ne renferme toujours pas l'imputation d'un vice déterminé. Le mot implique l'idée de plusieurs vices : sottise, faiblesse, etc... mais il n'en détermine aucun ; il n'est donc pas de nature à constituer le délit d'injure. »

La distinction, on le voit, était parfois subtile et, désormais, elle perd son importance en matière d'*injures*.

Mais elle la conserve lorsqu'il s'agit de qualifier l'infraction et de la ranger parmi les injures ou parmi les diffamations. En relevant les exemples assez nombreux qui seuls, par les équivalences qu'on en peut tirer, permettent de donner un aperçu des théories de la jurisprudence sur la signification de termes aussi vagues que ceux de la définition légale de l'article 29, nous commencerons donc par ceux de ces exemples où les Tribunaux, ayant eu à se prononcer sur la qualification du délit, nous montrent ce qu'ils entendent par *l'imputation d'un vice déterminé*. Cette première série d'espèces servira de transition entre l'examen des diffamations et celui des injures qui, elles, ne renfermeront évidemment pas l'imputation d'un vice déterminé.

II. — Sont donc considérées comme étant injurieuses, mais non diffamatoires, les qualifications de : *chevalier d'industrie* (Trib. correct. d'Orléans, 14 mars 1891, *Monit. Lyon*, 23 avril 1891); *homme taré* (Rennes, 27 mars 1878, *Dall.*, 78.2.232); *parvenu, parti de rien et arrivé très rapidement à la fortune* (Cass. crim., 11 janvier 1873, *Dall.*, 73.1.389); *gens de la chicane, sangsues de la chicane* (adressées à des avocats) (Chambéry, 20 juillet 1872, *Dall.*, 73.2.9); *maquereau, souteneur de filles* (Alger, 27 octobre 1877, *Journ. Pal.*, 78.462); *mauvais époux, mauvais père, mauvais citoyen* (Riom, 1^{er} septembre 1884, *Gaz. Pal.*, 85.1, supp. 27); *cornard* (Bourges, 17 août 1877, *Journ. Pal.*, 77.1171); *bougre de cochon, bougre de sot* (Angers, 22 juin 1863, *Dall.*, 63.

2.219) ; *homme sans foi et sans honneur* (Cass., 5 décembre 1861) ; *homme capable d'avoir commis une infamie* (Rouen, 28 octobre 1893, *Rec. Rouen*, 57.1.1894) ; *bâtard* (Labori, *Y° Presse-Outrage*, n° 252), etc...

L'existence du *vice déterminé* qu'on impute n'est d'ailleurs, *a priori*, pas toujours facile à faire ressortir bien clairement. C'est ainsi qu'il a été décidé que l'expression de *banqueroutier* constituait une diffamation alors que celle de *voleur* était une injure. Sous l'empire de la loi de 1819, il a été jugé que la qualification de *grand fat* emportait imputation d'un vice déterminé, alors que celles de : *grand serin*, *grand imbécile*, *grand original*, n'étaient que des injures simples. « Dire à quelqu'un qu'il est un *pendard*, faisait déjà remarquer Bentham (ch. XIV), ce n'est lui reprocher aucun fait en particulier, mais c'est l'accuser en général de cette sorte de conduite qui mène un homme à se faire pendre. » Voilà une solution motivée.

Serait encore injurieuse et non diffamatoire l'imputation *d'être le fils d'une p...., d'une poissarde qui a couru les rues* (Trib. correct. de Chambéry, 6 nov. 1886). Il en serait de même au regard de la mère en personne. La Cour d'Orléans a décidé, le 22 février 1887 (Dall., 88.2.286), que la désignation d'un tiers sous le nom d'*Alphonse* ne renferme que des imputations vagues par leur généralité et n'indique qu'une manière d'être, une habitude ; elle ne présente donc pas l'indication précise et déterminée d'un fait ; c'est une *injure*.

III. — Un arrêt de la Cour de Rouen, du 23 octobre 1885, donne la même solution au sujet des propos suivants adressés à un mari : « Votre femme est une saleté et une raccrocheuse de trottoir ; c'est votre sale femme qui raccroche le monde sur le trottoir. »

Mais cet arrêt fait observer en même temps qu'il résulte des documents de la cause que ces propos faisaient allusion, en réalité, à des habitudes de concurrence un peu vive de la part de cette femme, commerçante, vis-à-vis d'un commerçant voisin, et à ses habitudes de provoquer les clients à entrer dans sa maison de commerce (*Recueil de Rouen*, 244, 1885). On peut donc supposer que la solution eût été différente sans cette particularité qui diminuait singulièrement la portée du propos. Mais pour le qualifier, la Cour s'est basée sur le sens que lui prêtaient les circonstances de la cause.

Cette manière de voir semble ne plus se rencontrer dans un arrêt de la même Cour qui décide, le 28 octobre 1893 (*Recueil de Rouen*, 57, 1, 1894), qu'il y a injure, et non diffamation, dans la qualification de *baron de la Margarine*, alors même que ce propos s'adresserait à un ancien marchand de beurre et ferait clairement allusion au commerce qu'il avait exercé.

Les expressions de *criminel* ou d'*assassin*, de *mari trompé*, de *paillard* sont encore des injures et non des diffamations. Par contre elles deviennent diffamatoires si l'on spécifie : *que M. X., a été le coaccusé de tel assas-*

sin (Cass., 10 août 1866); *que sa femme le trompe avec tel de ses amis*; *qu'il couche avec sa domestique* (Cass., 23 janv. 1883); *qu'il vit en concubinage avec telle maîtresse ou dans telle maison* (Limoges, 14 mars 1827). La Cour de cassation a vu encore l'imputation d'un vice déterminé dans des reproches de duplicité et d'hypocrisie (11 avril 1874, *Bull.*, 114, p. 197). Le Tribunal correctionnel de la Seine (16 mars 1886) dans le fait de dire publiquement à un homme « qu'on ne peut exercer le chantage contre quelqu'un vivant de prostitution et par conséquent insensible à tout sentiment d'honneur », quand il est vrai, on insinue plus loin, dans l'article, que la personne visée a encouru déjà une condamnation.

IV. — Il convient de remarquer, avant de passer à l'examen des expressions purement injurieuses, que le fait allégué dans les propos diffamatoires ou auquel il est fait allusion dans une invective, ne doit pas forcément être imputable, en bonne morale, à la personne diffamée elle-même. La répression judiciaire est d'accord en cela avec le point d'honneur qui fait peser, peu équitablement parfois, le poids d'une faute sur d'autres que l'auteur même de cette faute. Jeter à la face d'un homme le mot de *cornard* c'est lui reprocher une situation à laquelle — en général — il ne s'est pas soumis de bon cœur; c'est pourtant une injure. De même, fait remarquer M. Grellet-Dumazeau, il y aurait diffamation dans le fait d'annoncer qu'une jeune fille a été violée,

malgré sa résistance désespérée, ou qu'un mari est trompé par sa femme avec tel amant.

La personne, objet de l'imputation, n'est point sans doute, moralement responsable du fait sur lequel porte celle-ci. Le monde n'en considère pas moins que son honneur est entaché comme par une faute personnelle de ce qui n'est pour elle qu'un malheur, et il est juste que les Tribunaux la protègent contre de telles allégations.

V. — Passons maintenant à l'examen des expressions injurieuses dans lesquelles il ne peut être question de chercher l'imputation d'un fait précis parce qu'elles se rapportent à une manière d'être, à une tournure d'esprit ou de caractère, à un défaut physique, à un vice trop vagues pour contenir l'allégation d'un fait déterminé. Le diffamateur précise, donne à sa parole une apparence de véracité parce qu'il affirme ou qu'il insinue ; l'insulteur, lui, reste dans les généralités, et c'est ce qui le caractérise.

Une liste détaillée d'injures, outre qu'elle ressemblerait à un vocabulaire d'argot, serait trop longue et il nous suffira d'indiquer, avec les recueils de jurisprudence, celles que les Tribunaux ont le plus souvent l'occasion de réprimer ou celles que leur originalité désigne à l'attention et permet de prendre comme des exemples.

Les unes sont brutales et ne présentent guère parfois d'autre sens que celui de servir à la manifestation de cette brutalité même. Ainsi des expressions de : scélé-

rat, coquin, prussien et voleur (Trib. correct. Seine, 9 mars 1889, *Gaz. Pal.*, 1890.1.196) ; brigand, bandit, misérable (Orléans, 5 août 1868) ; mandrin, chenapan, femelles, saleté, vieille morue, monstre, drôle, polisson (Labori, V^e *Presse-Outrage*, n^o 252), chameau, chien, etc.... tous les insulteurs, on le voit, ne sont pas des stylistes. Les termes zoologiques d'ailleurs fourniraient à cette énumération un de ses plus forts contingents.

D'autres injures sont plus précises : fourbe, anarchiste, escroc, menteur, diffamateur, gueux, fainéant, ganache, intrigant, insolent, manant, va-nu-pieds, bohémien, pétroleuse, homme taré, suspect, etc...

D'autres expriment une pitié insultante plutôt qu'un sentiment d'animosité : ce ne sont pas celles auxquelles le point d'honneur est le moins sensible : irresponsable, sot, inconscient, imbécile, freluquet, galopin, etc...

Quelquefois l'auteur du délit montre de l'imagination, quand il appelle par exemple son adversaire : sauteur de qualité (Cass., 29 nov. 1872, *Bull. crim.*, n^o 295), hironnelle de potence, Fieschi, oiseau galeux (Colmar, 12 juin 1866, *J. P.*, 66, 1288), teigneux, etc.

Dans ce domaine, on le conçoit, le champ de l'injure n'a d'autre limite que l'originalité d'esprit de chacun.

Ont été encore jugées injurieuses les expressions de : *écumeur de la politique et de l'industrie* (Trib. correct. Laon, 30 décembre 1893, *la Loi*, 15 janvier 1894) ; *renégat* (Trib. correct. Seine, 20 février 1889, *Gaz. Pal.*, 89.1.555 et Trib. correct. Saint-Étienne, 2 février

1893, *Gaz. Pal.*, 1^{er} semestre 1893, p. 231); *homme très coupable et peu délicat* (Paris, 13 juin 1890, *Gaz. Pal.*, 90.2.80); *bouffon* (Trib. correct. de Gien, 13 mai 1891, *la Loi*, 9 juin 1891); *clouer au pilori, livrer au mépris public, peu estimable locataire, insulteur de Dieu et du peuple* (Cass., 8 décembre 1894, Sirey, 95.1.426).

VI. — Remarquons d'ailleurs qu'en cette matière plus que partout ailleurs, la jurisprudence est souveraine par son pouvoir d'appréciation et que les Tribunaux laissent souvent sans répression, non seulement les atteintes à la susceptibilité parfois aiguë qu'enseigne le point d'honneur, mais encore des outrages mieux marqués qu'ils ne jugent point cependant assez catégoriques pour les frapper ou dont la portée leur semble exagérée par le plaignant.

Voici quelques arrêts qui montrent bien l'indépendance de ce rôle que joue la jurisprudence, au grand détriment parfois de l'honneur des particuliers. Le Tribunal correctionnel de St-Étienne a jugé le 2 février 1893 (*Gaz. Pal.*, 1^{er} semestre 1893, 231) que les mots de *marchand de mensonyes* n'étaient point une injure. Le Tribunal correctionnel de Paris, le 23 janvier 1884 (*Gaz. Pal.*, 84.1. supp. 13), que: « Ne doivent pas être considérées comme injures les expressions qui ont un caractère peu convenable mais qui ne renferment pas des termes outrageants. » La Cour d'Amiens, le 12 juillet 1888 (*Recueil d'Amiens*, 1889, 243), qu' « un article de polémique malveillante, écrit avec un esprit de dénigre-

ment et un sentiment d'animosité non douteux, ne constitue pas le délit d'injure lorsqu'il ne contient pas d'expressions outrageantes, termes de mépris ou injectives ».

Dans ces deux dernières espèces, les juges ne sont évidemment pas sortis de leur rôle, en ce sens qu'ils ont voulu rester les esclaves de la définition légale, mais, en fait, ils n'ont guère rempli la mission qui est dévolue à la justice de faire respecter la personnalité morale comme un autre bien. En d'autres termes, c'est l'injure de l'article 29 qu'en fait, les Tribunaux répriment ; ce n'est pas l'*atteinte à l'honneur*, quand elle paraît ne pas rentrer exactement dans les termes de la définition légale. Une autre espèce le démontre mieux encore : la Chambre des requêtes de la Cour de cassation (Rej., 3 juin 1881 ; *Bull.*, 148, p. 257) a décidé que : « est souveraine l'appréciation du juge portant que ces paroles adressées par l'inculpé au plaignant : « vous êtes un faux, vous ne faites que des faux, vous cherchez à capter la signature de vos collègues » ne constituaient, d'après les circonstances où elles avaient été tenues, qu'une contradiction, un démenti opposé à une interpellation du plaignant et ne pouvaient en conséquence être regardées comme injurieuses pour lui ».

On croirait vraiment, à lire cet arrêt, que le plaignant n'eût point été blessé par ce *démenti*, surtout exprimé en termes aussi peu parlementaires, autant que par telle ou telle des expressions outrageantes que nous

avons parcourues. Il y a, dans une semblable jurisprudence, une absence complète de préoccupation des exigences de l'honneur et de ses droits à une protection, qui sera demandée à la vengeance personnelle si la loi ne l'accorde pas.

VII. — C'est encore par application de ces vues étroites..., ou trop larges, sur la définition légale de l'injure, qu'un système aurait voulu restreindre les moyens de commettre cette injure, uniquement à la parole et à l'écriture (*Sic* : Dalloz, V^o *Presse-Outrage*, n^o 952). Il existe cependant d'autres moyens qu'énumère l'article 28 et qu'on peut désigner sous le nom générique de *dessins*. Pline rapporte déjà, au livre 35 (ch. 11) de son *Histoire naturelle*, que le peintre Clexides, pour se venger de la reine Stratonice, qui avait fait peu de cas de lui, fit un tableau « où il la peignit au naturel, couchée avec un pêcheur qu'on disait être son amant ».

Aujourd'hui, les toiles de nos salons renferment encore parfois des allusions aussi transparentes, sources de scandales. C'est là de la peinture diffamatoire. Mais la peinture injurieuse existe aussi : Fabreguettes donne comme exemples le fait de *représenter un ecclésiastique avec le corps d'un porc, un homme de lettres avec une tête d'âne, etc...* ; — l'injure survivrait même, semble-t-il, à la répartition inverse de ces attributs. Il serait facile d'ailleurs de trouver de nombreux exemples dans certains journaux caricaturistes.

Néanmoins, disait-on, si un dessin peut contenir une

imputation ou une allégation, c'est-à-dire affecter un caractère diffamatoire, il ne peut jamais, au contraire, constituer une injure, parce qu'un dessin n'est pas une *expression outrageante*, un *terme de mépris* ou une *invective*. Cette interprétation byzantine ne pouvait prévaloir parce qu'elle est trop manifestement contraire au bon sens et surtout parce que l'article 33, § 1^{er}, de la loi de 1881 renvoie expressément à l'article 28 en même temps qu'à l'article 23 : le dessin est donc un des modes d'expression de l'injure comme il en est un de la diffamation, et au même titre que la parole ou que l'écriture.

§ 4. — **Intention coupable.**

I. — Nous avons parcouru un certain nombre d'imputations, allégations, expressions outrageantes, paroles de mépris, invectives qui sont susceptibles d'être incriminées par la loi. Mais elles ne le sont pas forcément, par elles-mêmes et indépendamment des circonstances qui les entourent. Elles exigent, pour devenir des diffamations ou des injures réprimées en justice, la réunion de plusieurs conditions en l'absence desquelles elles resteront peut-être des atteintes au point d'honneur ou même des délits civils, mais ne constitueront plus des infractions pénales. Ces conditions peuvent être rassemblées sous deux chefs : intention coupable et possibilité d'un préjudice. La publicité du propos doit en outre être prise en considération pour déterminer la nature de la peine et la juridiction compétente.

Qu'est-ce que l'« intention coupable », l'« intention de nuire », en matière de diffamation ou d'injure ? C'est avant tout, pour le point d'honneur, l'*animus injuriandi* qui la constitue, le désir d'être blessant, de s'attaquer à la personnalité morale, cette attaque parùt-elle même justifiée. Au point de vue d'une appréciation juridique également, Le Sellyer (*Traité de la criminalité*, tome I, n° 125) fait observer qu'en cette matière spéciale, la bonne foi de l'inculpé n'est pas toujours exclusive de l'intention coupable : on peut lancer contre quelqu'un, méchamment, des injures qu'on se croit fondé à lui adresser et que, de fait, il mérite peut-être ; il n'y en aura pas moins délit. Mais, alors qu'au cas de mauvaise foi du prévenu, l'intention qu'il avait de nuire est présumée, il faudra le plus souvent, dans l'hypothèse où sa bonne foi serait démontrée, établir contre lui l'existence de cette intention (Fabreguettes, tome I, p. 418) (1).

(1) « Attendu, dit un arrêt de Cassation du 12 février 1891 (Sir. 91.1.144), que les imputations diffamatoires sont réputées de droit faites avec une intention coupable... que c'est au prévenu qu'incombe la preuve contraire.... »

Mais, dit un autre arrêt (Montpellier, 2 novembre 1888, Sir. 90.2.87). « Attendu qu'il ne peut y avoir diffamation sans l'intention de nuire... que les circonstances qui ont précédé et motivé cette délibération (d'un conseil municipal, qui reprochait au plaignant d'avoir surpris la bonne foi d'un employé de commerce) justifient pleinement ses signataires de l'intention coupable. » Et, en note sous cet arrêt : « L'intention de nuire est un élément essentiel du délit de diffamation et si les imputations diffamatoires sont réputées de droit faites avec une intention coupable, cette présomption peut disparaître en présence de faits justificatifs suffisants pour faire admet-

Ainsi, imputer de bonne foi à un innocent une escroquerie, un vol, n'est pas, en principe, un délit (Bordeaux, 14 avril 1883 ; Bastia, 5 juillet 1837 ; Rouen, 20 juin 1845).

II. — Il est bon, sans doute, de protéger la bonne foi ; mais ses manifestations ne sont pas toujours exemptes de légèreté ni d'inconséquence. Contre celles-ci encore le point d'honneur demanderait à être protégé ; dans le fait de porter contre un homme une imputation considérée ou dans celui de l'insulter gratuitement, il y a une atteinte à la personnalité morale : atteinte plus ou moins intentionnelle, atténuée sans doute, mais dont l'auteur n'en devrait pas moins porter la responsabilité car, au fond du propos outrageant qu'il a tenu, apparaît clairement une mésestime, un mépris sans lequel il n'eût point affiché tel sentiment, à défaut de preuves ou de raisons décisives. De ce mépris, le point d'hon-

tre la bonne foi. *Sic* : Cassation, 25 avril 1885 (Sir. 87.1.137) ; Rouen, 13 février 1886 (Sir. 87.2.110).

Les deux arrêts suivants viennent d'ailleurs réduire beaucoup les conséquences de cette doctrine.

La Cour de cassation décide, le 21 mars 1890 (Sir. 90.1.237), que les juges ne peuvent admettre le prévenu à prouver par témoins : 1^o que les faits rendus publics lui avaient été racontés par des tiers ; 2^o qu'ils étaient affirmés par la voix publique. Une pareille preuve serait contraire à l'article 35 qui l'interdit en matière de diffamation.

La Cour de Paris, le 6 décembre 1890 (Sir. 91.2.190), confirme ce système, malgré les conclusions de M. l'avocat général Puech, qui tendaient à ce qu'on laissât au président, à son tact dans la police de l'audience, le soin de concilier : le droit, absolu pour tous, de faire entendre des témoins à décharge, et la prohibition de l'article 35.

neur s'émeut à bon droit : l'expression de regrets sincères peut souvent lui donner satisfaction ; mais elle ne se produit pas toujours et, dans ce cas, l'atteinte à l'honneur subsiste et n'est pas réprimée.

Il en serait de même dans certains cas où, devant le monde, l'auteur de renseignements diffamatoires confidentiels qui se sont trouvés divulgués, reste responsable de l'opinion qu'il a émise, même sous le sceau du secret (1). De même encore il a été jugé par un arrêt de cassation du 11 avril 1874, qu'il n'y avait pas diffamation dans le fait de s'attaquer à quelqu'un en lui imputant des sentiments dont il s'était fait honneur en public ou que tout le monde lui connaissait. Comme plus haut cependant, le point d'honneur ne se contentera pas toujours de cette doctrine parce que, dans l'esprit même qui a guidé l'auteur du propos, dans l'intention qu'il y a mise, dans le but qu'il a poursuivi, on trouve, en réalité, la volonté d'outrager. Tel d'ailleurs qui veut bien faire un aveu, trouvera mauvais qu'un

(1) Tout récemment, le juge de paix de Bergerac a décidé que « l'on ne saurait voir une diffamation dans le fait d'une personne sollicitée de fournir des renseignements à l'occasion d'un projet de mariage, sur l'un des futurs conjoints, alors que ces renseignements ont été donnés sans intention de nuire et d'une manière confidentielle ».

Le jugement ajoute, il est vrai : « Qu'il peut y avoir imprudence à les fournir sur la voie publique et que dès lors il peut y avoir lieu à dommages-intérêts » (*Gaz. Pal.*, n° du 16 février 1897).

Même solution, dans un ordre d'idées un peu différent, pour des renseignements commerciaux inexacts (9^e Chambre du Trib. de la Seine, 4 décembre 1896, *Gaz. Pal.*, n° du 2 mars 1897).

autre le fasse pour lui ou le commente méchamment : c'est de l'inconséquence peut-être, mais c'est bien humain.

III. — Nos Tribunaux ont toujours exigé, pour prononcer une peine, que l'intention de nuire ne fût point douteuse. Déjà en 1808, deux ans avant le Code pénal, nous trouvons un arrêt de cassation, du 15 janvier (Sir. collection nouv., 9.1.162), qui déclare « que l'imputation d'avoir la gale ou la teigne ne constitue pas une injure s'il ne résulte pas des faits que le prévenu eût tenu les propos incriminés avec intention de mortifier ou injurier le plaignant ».

D'ailleurs si la bonne foi du diffamateur ou de l'insulteur n'entraîne pas forcément son absolution en justice, il en est de même de la sincérité ou de l'emportement même légitime auxquels il a cédé. Le Tribunal correctionnel de Versailles a jugé le 27 juin 1885 (*Le Droit*, 28 août 1885), que « l'intention de nuire, sans laquelle le délit de diffamation n'existe pas, est précisément celle de nuire à l'honneur et à la considération et qu'elle existe au point de vue légal, comme élément du délit, alors que l'agent a obéi à ses propres convictions. « La vérité », ou « toutes les choses que l'on pense, dit-on quelquefois, ne sont pas toujours bonnes à dire ».

Sur l'existence de l'intention coupable, il se présentera souvent des questions très délicates que le juge devra trancher ; en matière de considération littéraire,

par exemple, il sera souvent fort difficile de distinguer la critique, qu'on doit laisser libre, de la satire malveillante qu'il faut réprimer.

Les Tribunaux d'ailleurs, nous l'avons dit, exigent en général que l'intention coupable apparaisse avec une netteté qui n'est point toujours nécessaire pour que l'outrage existe aux yeux de l'homme d'honneur et de ceux qui l'entourent. Un arrêt de la Cour de Limoges est bien topique, en ce sens, pour montrer l'esprit de la jurisprudence (Limoges, 18 janvier 1886, *Gaz. Pal.*, 86.1.829). « On ne peut créer un délit de diffamation ou d'injure en recherchant des allusions entre les lignes d'un écrit, en supposant des intentions secrètes non exprimées dans l'écrit, et en ajoutant par un commentaire, aux réticences calculées ou aux lacunes habiles et prudentes de la rédaction. »

IV. — Dans la répression aussi, il y a là une lacune, lacune forcée sans doute, qui tient à la nature même de l'infraction, mais qu'il serait bon de ne pas laisser s'élargir à l'infini, par un excès de prudence ou de faiblesse dans l'appréciation de la culpabilité. Cette appréciation judiciaire, elle est absolue, elle échappe même au contrôle de la Cour suprême (Cass., 21 juill. 1876 ; 10 nov. 1876 ; 17 nov. 1883). C'est encore là une garantie de moins pour celui qui s'en remet à la justice, comme il le doit faire, du soin de protéger son honneur.

Remarquons enfin que l'intention de nuire ne suffit pas toujours, même quand toutes les autres condi-

tions de l'existence du délit sont réunies, pour entraîner une condamnation. Voici par exemple un arrêt de la Cour de Nîmes, du 25 janvier 1895 (*Gaz. Trib.*, 1^{er} mars 1895), qui décide que « le fait d'écrire et de signer faussement du nom d'un tiers, une lettre dans laquelle le signataire s'accuse en termes orduriers, des plus vicieuses habitudes, ne constitue, vis-à-vis de ce tiers, ni une diffamation ni une contravention d'injures non publiques... mais peut constituer un quasi-délit dont l'auteur est responsable dans les limites du droit commun ».

L'animus injuriandi ne paraît pourtant pas douteux; il a pu causer un préjudice grave, et pourtant, dans l'effacement de la personnalité de l'inculpé, les juges ont trouvé une raison de ne point incriminer son acte.

Citons, par contre, deux décisions plus larges, dans des hypothèses où, d'ailleurs, cette personnalité est peut-être plus directement mise en jeu. Le Tribunal civil (remarquons-le) de Senlis a jugé, le 9 février 1894 (*Gaz. Pal.*, 1^{er} sem. 94, p. 351), que « se rend coupable du délit d'injure celui qui propage et colporte des propos injurieux proférés ou écrits par une autre personne ». Il en est ainsi spécialement « du scrutateur qui lit à haute voix, lors du dépouillement du scrutin, un bulletin de vote contenant des expressions injurieuses pour un candidat et pour sa femme ». L'intention coupable semble pourtant, ici, moins caractérisée que dans

l'espèce précédente. Le Tribunal de simple police de Montreuil-sur-Mer a décidé, le 1^{er} mai 1862, que l'auteur d'une lettre outrageante, qui a participé à l'envoi de cette lettre par un tiers, peut être condamné comme auteur de la contravention d'injure.

V. — En résumé, sans parler des cas, moins graves, où la bonne foi de l'agent entraîne son acquittement mais laisse subsister l'atteinte au point d'honneur, il en est d'autres, très nombreux, trop nombreux, où l'intention de nuire n'est pas réprimée parce que, tout en restant certaine aux yeux de tous, elle se déguise, elle se dissimule, elle s'abrite habilement, et ne paraît pas aux Tribunaux, juges souverains du fait, pouvoir être l'objet d'une incrimination et d'une répression légales.

§ 5. — Préjudice.

I. — Il faut enfin, pour qu'une expression injurieuse ou diffamatoire soit frappée d'une peine en justice, qu'elle ait pu causer un préjudice. A l'étude de ce dernier élément de culpabilité, nous rattacherons celle des questions relatives au degré de détermination que les Tribunaux exigent, soit dans la désignation de la personne attaquée, soit dans la nature outrageante ou préjudiciable du propos tenu sur son compte.

Le préjudice dont il est question en semblable matière ne sera le plus souvent, à peine est-il besoin de le dire, qu'un préjudice tout moral.

Sauf pour certaines affaires de diffamation industrielle, commerciale... susceptibles d'une appréciation pécuniaire très imparfaite encore, et qui n'ont avec notre point d'honneur individuel que des relations assez lointaines, il sera presque impossible d'assigner une valeur en argent, même approchée, au dommage causé. Cela ne revient point à repousser ici le principe des dommages-intérêts, mais il est rare qu'ils constituent une réparation adéquate d'un préjudice soumis à des éléments d'appréciation multiples et dans l'examen de tous lesquels la justice ne peut entrer. C'est son appréciation à elle, dégagée de ces éléments, essentiels parfois cependant pour le point d'honneur, qui triomphera souverainement : ici encore, le contrôle de la Cour suprême ne trouve pas son application (Cass., 19 janv. 1881, *J. P.*, 82.1.632).

II. — La jurisprudence n'exige point en général que l'outrage affecte la forme d'une affirmation directe et nette, pour le réprimer ; lorsque l'antiphrase, l'allusion, l'ironie sont assez transparentes pour livrer aux yeux des moins perspicaces l'injure ou la diffamation qu'elles renferment, c'est-à-dire en réalité lorsqu'elles peuvent causer un préjudice parfois considérable, les juges se décident à les frapper. Il a été décidé par exemple : que l'allégation d'un fait sous forme dubitative peut constituer une diffamation (Aix, 17 août 1885, *Bull. d'Aix*, 85.444) ; que la diffamation existe alors même que la personne diffamée n'est désignée

que sous forme d'interrogation (Cass. Rej., 24 avril 1879, *Bull. cr.*, 92, p. 151).

Par contre la Cour de Reims a jugé, le 27 mars 1878 (Dall., 80.2.68), que l'allégation de faits éventuels ou conditionnels, si blessants qu'ils puissent paraître, ne saurait constituer le délit de diffamation. Il peut bien y avoir outrage, pourtant, dans le fait seul d'admettre, même avec des restrictions, la possibilité d'événements déshonorants, ou la vraisemblance de reproches diffamatoires, et de telles allégations peuvent être la source d'un préjudice.

III. — L'existence de ce préjudice, même démontrée, n'est d'ailleurs pas toujours suffisante pour entraîner l'application des textes répressifs sur la diffamation ou l'injure. Il faut encore qu'il s'agisse bien d'un préjudice causé par une atteinte à l'honneur ou à la considération. Ainsi M. Dutruc (*Journal du Minist. publ.*, 87, p. 39) discute la question de savoir si l'imputation d'épilepsie, ayant fait manquer un mariage et ayant été l'objet d'une action civile, constitue une diffamation. Et il se range à la négative car, dit-il, une telle maladie n'intéresse ni l'honneur, ni la considération. Il est vrai, ajoute-t-il, qu'on pourrait à la rigueur y voir un terme de mépris, c'est-à-dire une injure, à cause du caractère repoussant de cette maladie.

Le Tribunal correctionnel de la Seine, le 26 février 1886 (*Mon. Lyon*, 4 mars 1886), a refusé de voir un propos diffamatoire dans l'imputation d'avoir des relations

avec l'ambassade allemande de Paris, et cela, par cette raison qu'une telle allégation qui, il faut le reconnaître, peut être très perfide et causer beaucoup de tort à certaines personnes, ne saurait porter atteinte à l'honneur et à la considération.

Citons encore, d'autre part, dans une hypothèse voisine, M. Dutruc (*Journ. du Minist. public*, 87, p. 201), pour lequel : reprocher à un industriel l'emploi d'ouvriers allemands, l'achat d'un outillage en Allemagne, est une imputation de faits précis, de nature à l'atteindre dans son honneur et sa considération. Ce n'est donc pas un propos injurieux, mais bien une diffamation.

IV. — Dans l'appréciation de la nature préjudiciable du propos incriminé, il est impossible d'ailleurs de poser des règles absolues, et telle allégation, telle parole qui restera parfaitement innocente dans certains milieux ou pour certaines personnes, peut, dans d'autres circonstances, revêtir un caractère dommageable et devenir délictueuse. Chauveau et Faustin Hélie (t. 6, n° 2783, p. 381) pensent « qu'il faut, en cette matière, s'attacher moins au sens propre et naturel des mots qu'au sens que l'usage local leur a donné » ; on pourrait ajouter : ou qu'à l'esprit dans lequel ils sont prononcés (ce qui revient à juger de l'intention) ou appréciés par ceux qui les entendent. Un mot tout à fait inoffensif en soi, décide le Tribunal correctionnel de Lille (6 juillet 1887, *Mon. Lyon*, 3 janvier 1888), peut,

suivant l'intention de l'auteur, le public auquel il s'adresse, et les idées que ce public y attache, constituer une véritable injure. Il en est ainsi spécialement des qualificatifs de *Prussien*, de *Juif* ou de *Juif prussien*.

Voici une espèce de même nature, où la Cour de Besançon s'est prononcée dans un sens différent : le Tribunal de Lons-le-Saulnier avait jugé que l'expression de *franc-maçon* était une diffamation parce qu'aux yeux d'une fraction importante de l'opinion publique, la franc-maçonnerie était regardée comme un foyer de démoralisation. Par arrêt du 3 janvier 1895 (*Gaz. Pal.*, 95.1. p. 242), la Cour de Besançon reforma ce jugement en décidant que le nom de franc-maçon, considéré en lui-même et d'une façon abstraite, ne saurait pour personne avoir un sens injurieux ou diffamatoire. Par contre, ajoutait l'arrêt, constitue une injure la qualification de *francs-hypocrites* donnée aux membres de la franc-maçonnerie en général, alors que certaines personnes sont individuellement désignées comme en faisant partie.

Dans la première des dispositions de cet arrêt, il est fait abstraction, en termes formels, de ces circonstances extrinsèques qui peuvent constituer ou modifier le délit. Il est vrai que la seconde des expressions incriminées permettait alors d'appliquer une peine malgré l'absolution libéralement donnée du chef de la première.

V. — Quelquefois, au contraire, la jurisprudence se

détermine presque uniquement d'après ces éléments extrinsèques d'appréciation, d'après le sentiment de l'opinion publique, qui doit l'emporter même sur les idées personnelles de la personne outragée, parce que c'est bien cette opinion publique l'une des sources les plus considérables et les plus fréquentes du préjudice moral. Le Tribunal correctionnel de Versailles juge, le 27 juin 1885 (*Le Droit*, 28 août 1885), que la diffamation peut exister alors même que le plaignant estime-rait que le fait imputé est un fait indifférent, ou même honorable, si l'opinion : soit de la majorité, soit d'une partie considérable de la population le juge mauvais ou déshonorant.

On pourrait aussi, nous l'avons vu, dans ce genre d'espèces, rattacher à l'étude de l'intention coupable la justification de la peine prononcée.

Citons enfin un jugement du Tribunal de Guéret, qui a été réformé d'ailleurs par un arrêt de Limoges du 14 mars 1828 (Dall., 1829.2.16), mais qui est intéressant par la large part, trop large peut-être, qu'il fait à ce que l'on appelle la toute-puissance de l'opinion et de ses préjugés. Il s'agissait de l'imputation portée contre un homme marié d'entretenir des relations adultères avec une femme B... Le Tribunal de Guéret : « Attendu que les mœurs et habitudes françaises convertissent à l'égard des hommes en plaisanteries, les propos qui contiennent une diffamation vis-à-vis de la femme », renvoya le prévenu des fins de la plainte. Ce ju-

gement était très profond : nous avons dit qu'il ne survécut point à l'appel qui en fut interjeté. Mais, il ne faut pas se le dissimuler, il pose, dans une application paradoxale, des principes au fond desquels il y a une grande part de vérité en ce qui concerne les rapports de l'honneur et de l'opinion, c'est-à-dire la genèse et les exigences du point d'honneur. C'est à ce titre qu'il avait sa place ici.

VI. — Pour que le préjudice existe, il faut évidemment que « la personne ou le corps » contre lesquels l'article 29 nous dit que l'outrage doit se produire, soient désignés assez clairement pour que le déshonneur ou la déconsidération qu'ils entraînent ne se perdent pas dans l'océan de l'anonymat : mais, de ce côté encore, l'imagination des diffamateurs est féconde et les subterfuges sont nombreux pour permettre d'outrager clairement telle personne que tous reconnaîtront, sans tomber pour cela sous le coup de la loi.

C'est à la perspicacité des Tribunaux qu'il appartiendra de suivre l'agent du délit dans les détours qu'il aura pris pour manifester son opinion injurieuse ou diffamatoire et, là encore, cette perspicacité ne pourra trouver de meilleur guide que la propre perspicacité du public. Là où l'outrage semble à tous ou à beaucoup, peut-être conviendrait-il de dire : à quelques-uns, viser une personne déterminée, il est juste que celle-ci obtienne de la justice réparation du préjudice plus ou moins étendu qu'elle a subi. Le juge, autant que possi-

ble, devra donc subordonner son appréciation à celle du public témoin de l'outrage, car c'est avant tout de l'opinion de ce public que naît le préjudice. Il est des milieux où l'allusion reste inoffensive parce qu'elle n'est pas comprise ; il en est d'autres, plus affinis, où elle n'échappe à personne : il appartient au juge de déterminer les cas où la désignation de la victime aura été suffisante.

VII. — Pour cela, des appellations très détournées ou très incomplètes, des anagrammes, des initiales peuvent être suffisantes (Fabreguettes, Grellet-Dumazeau, Chassan ; Cassation, 29 janvier 1875, 3 février 1877). Benjamin Constant, dans son *Pamphlet sur la liberté des brochures et des journaux*, distingue entre la désignation d'un individu diffamé par son nom, dont quelques lettres par exemple auraient été retranchées ou interverties, et sa désignation par périphrase. Il trouve la première de ces désignations très claire et la voudrait voir réprimée, mais il donne, pour la seconde, la solution inverse. Nous avons ne point comprendre l'esprit de cette distinction ; il semble qu'un seul point doive ici être pris en considération : la personne diffamée était-elle, en fait, désignée, assez clairement ? — et quelle que fût la forme de cette désignation.

Si, pour que la désignation devienne transparente, il faut que le lecteur, par exemple, ait connaissance de certains événements, il suffit que l'article ait été lu par quelques personnes au courant de ces événements

(*Sic* : Aix, 3 juillet 1885 et 17 août 1885, *Recueil d'Aix*, 1886, 347, 351 ; — Caen, 14 nov. 1889, *Rec. de Rouen*, 89.2.266). Il suffit aussi qu'une indication antérieure, à laquelle on se réfère, supplée à l'absence même de désignation, dans le propos incriminé. Ainsi la Cour de Bordeaux a jugé, le 2 février 1893 (*Gaz. Pal.*, 93.2, p. 21), que : « Commet le délit d'injures publiques le ministre d'un culte qui déclare en chaire que la personne suffisamment désignée par lui, avait été sacrilège et qu'elle en serait punie comme Judas. »

VIII. — En somme, ce qu'il y a au fond de tous ces éléments nécessaires pour constituer et qualifier le délit, ce qu'il faut y découvrir pour le dégager, c'est la volonté d'outrager ; c'est l'*animus injuriandi* qui se dissimule perfidement, qui se cache en quelque sorte, tour à tour ou tout à la fois, sous la forme équivoque du propos, sous la feinte bonhomie de l'intention, sous l'apparente innocuité de l'imputation, sous l'incertitude des termes qui servent à désigner la personne visée. Pour le point d'honneur aussi, c'est cet *animus injuriandi*, avec un sens plus large sans doute que celui de la jurisprudence, qui est constitutif de l'outrage. C'est à l'*animus injuriandi* par conséquent, que le juge devra donner la chasse avec toute la souplesse de son esprit et, dans cette lutte contre les habiletés, les prudenances, les subterfuges d'une haine savante, il ne sera pas toujours le plus fin ni le plus fort, parce qu'il lui faut motiver sa sentence en lui donnant pour base des

affirmations rigoureuses que déconcerte souvent la subtilité mesurée de l'outrage.

IX. — Nous n'avons examiné jusqu'à présent, et nous n'examinerons que les diffamations ou injures commises contre les *personnes*, simples particuliers ou hommes publics, d'ailleurs. L'article 29 de la loi de 1881 parle encore d'attaques dirigées contre les *corps* constitués. Ceux-ci, dans un sens, peuvent bien avoir une sorte de point d'honneur ; mais c'est chose peu précise que la personnalité morale d'une personne morale, et parler des atteintes à une telle personnalité ne rentre pas dans cette étude des atteintes au point d'honneur individuel.

D'ailleurs, lorsque ce point d'honneur individuel de chacun ou de quelques-uns des membres du *corps* attaqué se trouvera distinctement mis en cause, ceux-ci recouvreront leur liberté d'action pour se faire rendre justice d'après les règles ordinaires. C'est qu'en effet, dans l'hypothèse contraire, si l'un des membres s'estimait blessé dans son honneur personnel par l'outrage collectif dirigé contre le corps auquel il appartient, son droit d'agir pourrait être paralysé par l'opinion opposée de la majorité de ses collègues, dont le vote serait alors nécessaire à l'ouverture d'une instruction (article 47, 1^{er}, Loi du 29 juillet 1881). Le législateur n'a pas voulu qu'une susceptibilité individuelle pût engager inconsidérément le *corps* tout entier dans des poursuites judiciaires peut-être préjudiciables à l'intérêt

général. Mais si cette susceptibilité était légitime, la mollesse ou l'indifférence d'une majorité pourrait également empêcher toute répression.

X. — Il faut distinguer d'ailleurs de ces attaques dirigées contre un *corps constitué*, celles qui visent une *collectivité* de personnes, ou une personne non désignée de cette collectivité.

Chacune d'elles conserve le droit de poursuite et l'inculpé ne serait même pas admis à arguer du caractère indéterminé de la désignation collective, pour soutenir qu'il a toujours sous-entendu une honorable exception en faveur du plaignant. « Ainsi, dit Fabreguettes, une imputation diffamatoire contre un membre non dénommé d'une congrégation religieuse ou les habitants d'une commune, rejaillissant sur tous les membres qui les composent et laissant planer le soupçon sur chacun d'eux, les autorise à agir individuellement : Cass., 29 janvier 1875 ; Paris, 30 novembre 1877 (*J. P.* 1878. 112) ; Trib. correctionnel du Havre, 11 mars 1897. Mais un député, des 363, n'a pu attaquer, faute de désignation suffisante, un journal qui diffamait les 363 en faisant parmi eux des catégories et des distinctions (Rouen, 7 septembre 1877, *Gaz. Trib.*, 9 septembre 1871). Un commandant de gendarmerie ne peut pas agir au nom de l'armée, pour le délit de diffamation commis contre elle (Paris, 8 décembre 1874, Dall. 76.2.21). »

§ 6. — Publicité.

I. — Il nous reste à traiter d'un dernier élément susceptible d'influer non plus sur la nature du délit, mais sur la nature de la répression : c'est la publicité du propos incriminé.

Choses différentes sont en effet : d'une part la simple manifestation, la simple expression de la pensée outrageante, son extériorisation, en quelque sorte, par la parole ou l'écriture, et d'autre part, la publicité qui lui est donnée. Choses différentes, mais non point opposées car, par elle-même, cette simple extériorisation de la pensée constitue déjà un commencement de publicité, une publication restreinte à une ou plusieurs personnes. A quel instant précis paraîtra-t-elle assez étendue pour qu'il y ait « publicité » susceptible d'influer sur la répression ? ce sera là, forcément, une question de plus ou de moins et c'est au législateur par conséquent, puis au juge en ce qui le concerne, qu'il appartiendra de la trancher arbitrairement, en fixant les conditions nécessaires pour qu'il y ait *publicité* aux termes de la loi.

L'étude détaillée de ces conditions, avec l'analyse des arrêts nombreux qui s'y rapportent, ne pourrait rentrer que dans un traité spécial sur les difficultés d'espèces soulevées par la loi du 29 juillet 1881. Ici nous chercherons seulement à dégager l'esprit général de la loi et à indiquer, par les exemples les plus pratiques, les tendances de la jurisprudence.

II. — Les modes de publication de l'outrage énumérés par les articles 23 et 28 de la loi du 29 juillet 1881 (ce dernier article ayant été modifié dans son deuxième paragraphe par une disposition analogue, en ce qui nous concerne, de la loi du 2 août 1882 sur les outrages aux bonnes mœurs) ne sont pas par eux-mêmes constitutifs de la « publicité » qui doit toujours exister pour que cette loi devienne applicable. Ils doivent, en outre, se produire dans des circonstances déterminées, qui varient selon leur nature. Ces modes de publication peuvent se diviser en 3 catégories :

Ceux qui relèvent de l'expression parlée : discours, cris ou menaces.

Les écrits ou imprimés ordinaires qui, par eux-mêmes, ne constituent pas un appel à l'attention publique.

Enfin les écrits ou imprimés qui, se présentant sous la forme de placards ou d'affiches, forcent en quelque sorte cette attention. A cette classe, le législateur de 1881 a judicieusement rattaché les divers modes de publication qui relèvent du dessin.

III. — En ce qui concerne les injures ou diffamations commises par l'un des modes de publication de la 1^{re} catégorie, c'est-à-dire oralement, l'application de la loi de 1881 est toujours subordonnée à une double condition de publicité :

Il faut d'abord que le propos ait été « proféré », et le choix de ce mot qui, après discussion, a été substitué à celui de « tenu », que comportait le projet primitif de

la loi de 1819, indique bien la pensée du législateur : s'il n'est pas nécessaire que la parole incriminée ait été *criée*, il faut du moins qu'elle ait été prononcée avec une certaine affectation du désir de se faire entendre. Dans ce sens, on doit trouver conforme à la loi, s'il ne l'est pas aux exigences du point d'honneur, cet arrêt de la Cour de Paris, du 20 décembre 1892 (*Gaz. Pal.*, 1893.1.36), aux termes duquel le propos, outrageant pour un tiers, qui n'a pas été proféré, mais qui a été tenu « sur le ton de la conversation ordinaire » entre deux individus, ne peut servir de fondement à une poursuite pour injures publiques. Il n'est donc pas nécessaire, comme on pourrait logiquement le supposer, que le propos ait été tenu à voix basse, confidentiellement, pour échapper aux pénalités de la loi de 1881. Remarquons que la *lecture* de n'importe quel écrit rentre dans l'expression orale de la pensée.

IV. — Il faut, en second lieu, que le propos ait été proféré soit dans un lieu public soit dans une réunion publique.

Que faut-il entendre par *lieu public*? Ce n'est pas forcément d'abord, comme la Cour de cassation l'a jugé, après de vives controverses (Cass., 2 juillet 1872 ; 20 déc. 1873 ; 17 nov. 1883), un lieu où le public se soit trouvé rassemblé au moment de l'outrage : il suffit qu'il « ait pu » s'y trouver. Il faut toujours, d'ailleurs, que quelqu'un ait entendu. De même il n'est pas nécessaire que le diffamateur, par exemple, se soit trouvé

lui-même dans le lieu public lorsqu'il tenait le propos incriminé : il suffit encore que ce propos ait été entendu dans le lieu public (Orléans, 14 juin 1869, Dall., 69. 2.187), car c'est là ce qui lui donne sa portée.

M. Chassan indique une division très juste des lieux publics en lieux publics : par nature, par destination et par accident. Sans entrer dans les détails, citons quelques exemples de lieux publics *par nature* : les rues, les places, les promenades ; *par destination* : les auberges, les bureaux des administrations, certains corridors accessibles au public, les wagons, les omnibus, les cafés, hôtels et restaurants, les gares, les églises, les théâtres (sauf au cas où ils seraient loués pour une soirée particulière) ; *par accident* : les magasins, les couloirs de la Chambre des députés, les salles particulières louées pour réunir le public, etc., mais dans certaines circonstances seulement, c'est-à-dire que le juge décidera souverainement de leur caractère public ou privé.

De même aussi, lorsqu'il s'agira de déterminer si une *réunion*, même tenue, d'ailleurs, dans un lieu privé, affecte un caractère public. En effet le législateur ne donne pour cela aucune indication. M. Fabreguettes indique un criterium qui paraît très juste : « D'une manière générale, il faut dire qu'une réunion est publique lorsque le public y est admis, avec ou sans condition, gratuitement ou moyennant une rétribution. »

Par *le public*, d'ailleurs, il n'a jamais été question d'entendre aussi les invités qui se rendraient, même

en fort grand nombre, chez un particulier. Il en résulte que l'injure ou la diffamation lancée dans un salon, dans un bal, devant plusieurs centaines de personnes peut-être, ne revêt pas, aux yeux des Tribunaux, le caractère de publicité qui lui donne sa gravité. C'est là une remarque qui peut souvent intéresser la protection du point d'honneur.

V. — Après l'expression orale, nous avons distingué, dans l'expression écrite de l'outrage, deux catégories de modes de publication, selon les ressources plus ou moins complètes qu'ils offraient par eux-mêmes pour atteindre à la publicité. Ces différences intrinsèques expliquent que la loi soumette l'existence de cette publicité, pour les uns, à des conditions extérieures plus rigoureuses que pour les autres.

Pour tous, leur vente, leur distribution ou leur simple mise en vente, en quelque lieu que ce soit, public ou privé, est constitutive de publicité. Mais lorsqu'il s'agit seulement de leur *exposition*, alors que la loi exige pour les écrits et imprimés ordinaires, que cette exposition ait été faite dans des lieux ou réunions publics, il lui suffit, en ce qui concerne les placards ou affiches et les dessins, peintures, gravures etc... qu'ils aient été *exposés aux regards du public*, en dehors de toute condition de lieu ou de réunion. Ce n'est guère là, d'ailleurs, qu'une nuance, peu féconde en conséquences pratiques, mais qui existe clairement dans le texte de la loi.

Sans nous attarder aux questions d'espèces qui se rattachent à la détermination de la portée exacte de ces mots : vente, distribution, mise en vente, exposition, indiquons seulement qu'ils présentent en général, pour la jurisprudence, un sens assez large : l'exposition, par exemple, résulterait du simple fait de laisser un écrit sur la table d'un café ou de tout autre lieu public. L'expédition par les soins de la poste, des lettres missives, circulaires, télégrammes et cartes postales exige cependant un examen plus complet, tant à cause de son importance pratique que de sa nature spéciale et des modifications auxquelles elle a donné lieu en 1887 dans le texte de 1881.

VI. — Le législateur de 1881 n'avait établi aucune distinction entre les différents modes d'envoi par la poste. Toute missive devait donc, selon la règle générale, pour devenir publique, avoir été exposée dans un lieu public ou dans une réunion publique. D'autre part, la loge d'un concierge n'était pas, en principe, regardée comme étant un lieu public (Cassation, 4 mai 1883) : de telle sorte que, si l'on en exceptait les imprimés, circulaires autographiées ou même manuscrites qui sont alors l'objet d'une véritable *distribution* et deviennent publics même lorsqu'ils sont fermés, à cause de la pluralité des destinataires, un diffamateur pouvait, sans commettre le délit d'injures ou de diffamations publiques, répandre les pires outrages au moyen de cartes postales par exemple, dont le destina-

taire ne prenait pas souvent connaissance avant tout son entourage.

Il aurait fallu, pour que la publicité existât, que la carte postale eût été adressée au destinataire dans un lieu public, dans son café habituel par exemple, comme l'avait jugé le Tribunal de la Seine, le 2 juillet 1873 (P. 1873.890). Mais ce n'était là qu'une circonstance exceptionnelle : de nombreux abus s'étaient produits et avaient appelé sur ce point de détail l'attention du Parlement. On distingua entre la correspondance fermée, ou tout au moins *recouverte*, qui resta entièrement soumise à la législation de 1881, et la correspondance *à découvert*, qui fit l'objet de la loi nouvelle des 11-13 juin 1887.

Loi des 11-13 juin 1887, concernant la diffamation et l'injure commises par les correspondances postales ou télégraphiques circulant à découvert.

ART. 1^{er}. — Quiconque aura expédié, par l'administration des postes et télégraphes, une correspondance à découvert, contenant une diffamation, soit envers les particuliers, soit envers les corps ou les personnes désignés par les articles 26, 30, 31, 36 et 37 de la loi du 29 juillet 1881, sera puni d'un emprisonnement de 5 jours à 6 mois, et d'une amende de 25 francs à 3.000 francs ou de l'une de ces deux peines seulement.

Si la correspondance contient une injure, cette expédition sera punie d'un emprisonnement de 5 jours à

2 mois, et d'une amende de 16 à 300 francs ou de l'une de ces deux peines seulement.

ART. 2. — Les délits prévus par la présente loi sont de la compétence des Tribunaux correctionnels.

Les dispositions des articles 35, 46, 47, 60, 61, 62, 63, 64, 65 et 69 de la loi du 29 juillet 1881 leur sont applicables.

VII. — C'est, on le voit, l'application, faite en termes exprès, des pénalités et des règles générales concernant l'injure et la diffamation publiques, à un mode de correspondance que le législateur semble encore regarder comme devant, en principe, rester secret, puisqu'il donne à sa loi l'allure d'un texte d'exception ou d'addition plutôt que celle d'un texte d'interprétation.

Toutes les difficultés n'ont pas disparu, d'ailleurs, et l'on peut se demander ce qu'il convient d'entendre par ces mots de « correspondance à découvert ». Ils visent évidemment la carte postale, mais ne visent-ils que celle-ci ? C'est la solution donnée le 13 mars 1893 par le Tribunal de paix de Mondoubleau (*Le Droit*, 1^{er} avril 1893), qui juge que le simple « billet décacheté », contenant imputation d'un vice déterminé, remis au destinataire par un tiers, ne constitue pas une diffamation écrite parce qu'un tel billet ne saurait être assimilé à une carte postale, la loi du 11 juin 1887 étant une loi spéciale.

Si telle était vraiment la pensée du législateur, elle

semblerait peu logique car, pour réputer susceptible de publicité la correspondance par carte postale, il faut, jugeant humainement, admettre comme possibles la curiosité et l'indiscrétion. Or le billet décacheté offre, à peu près, les mêmes facilités que la carte postale à ceux qui cherchent à satisfaire leur désir de se renseigner. Dans ce sens, et même avant la loi de 1887, il avait été jugé par le Tribunal de la Seine, le 14 mars 1883 (*la Loi*, 1883, n° 63), que ces billets décachetés avaient pu servir à commettre le délit d'injures publiques. Mais, dans l'espèce, il faut remarquer qu'il avait été envoyé six de ces billets et par autant de personnes différentes, qui les avaient successivement remis au concierge.

Quant aux télégrammes non découverts, quoiqu'ils passent sous les yeux des employés de la poste, ils sont fermés lorsqu'ils arrivent à destination et la jurisprudence, qui refuse d'appliquer la loi de 1887 aux lettres décachetées, doit *a fortiori* donner ici la même solution.

§ 7. — Pénalités et réparations civiles.

I. — Quelle est maintenant, dans les cas où la loi regarde la diffamation et l'injure comme *publiques*, l'influence de cette publicité sur la répression du délit et, par suite, quelles sont les peines qui correspondent aux divers degrés légaux de culpabilité, en matière d'atteintes à l'honneur par l'*Expression*.

La publicité du propos outrageant est aujourd'hui,

nous l'avons dit, la seule circonstance qui puisse rendre grave, pour la justice, une diffamation ou une injure. En dehors de la publicité, le point d'honneur reconnaît qu'il existe encore des outrages *mortels* ; le législateur, lui, n'y trouvera que des injures légères, assimilées, dans la répression, à des contraventions de police. Et nous avons vu dans quel sens spécial il entend cette *publicité*, puisque la présence de témoins, en si grand nombre qu'ils soient, ne suffit jamais à la constituer, en l'absence de certaines conditions déterminées.

Quoi qu'il en soit, quand la diffamation et l'injure sont *publiques* elles tombent sous le coup de la loi du 29 juillet 1881, qui consacre à chacune d'elles un texte répressif distinct :

ART. 32. — « La diffamation commise envers les particuliers par l'un des moyens énoncés en l'article 23 et l'article 28, sera punie d'un emprisonnement de cinq jours à six mois et d'une amende de 25 fr. à 2.000 fr. ou de l'une de ces deux peines seulement. »

ART. 33, § 2. — « L'injure commise de la même manière envers les particuliers, lorsqu'elle n'aura pas été précédée de provocation, sera punie d'un emprisonnement de cinq jours à deux mois et d'une amende de 16 francs à 300 francs, ou de l'une de ces deux peines seulement. »

Ainsi le minimum de la peine est le même dans les deux articles : celui des peines correctionnelles. Mais

le maximum dont est passible la diffamation est le triple, quant à la prison, de celui qui peut frapper l'injure et, quant à l'amende, la disproportion est plus accusée encore.

II. — Quelle est au contraire la sanction, lorsque l'injure et la diffamation ne sont point publiques? En matière d'injures, pas de difficulté possible. L'article 33, dans son dernier paragraphe, énonce formellement que : « Si l'injure n'est pas publique, elle ne sera punie que de la peine prévue par l'article 471 du Code pénal. » L'article 471 est ainsi conçu :

Paragraphe 11 : « Seront punis d'amende, depuis un franc jusqu'à cinq francs exclusivement, ceux qui, sans avoir été provoqués, auront proféré contre quelqu'un des injures autres que celles prévues par l'article 367 jusques et y compris l'article 376 du Code pénal » (c'est-à-dire, depuis la loi du 17 mai 1819, qui a abrogé les articles 367 à 372, 374 et 375 : « autres que celles prévues par des lois spéciales, et que la dénonciation calomnieuse »).

Quant à l'article 376 qui n'a pas été abrogé expressément, il renvoyait, lui aussi, à l'article 471 :

« Toutes autres injures ou expressions outrageantes qui n'auront pas eu ce double caractère de gravité et de publicité, ne donneront lieu qu'à des peines de simple police. »

Faisons remarquer une dernière fois que, du mot *proféré*, seul employé par le législateur, il ne faut pas

conclure que les propos outrageants ne tombent pas sous le coup de l'article 471, lorsqu'ils sont *écrits* : notre législation, pas plus quand ces propos sont dépourvus de publicité que lorsqu'ils sont publics, ne distingue entre l'expression orale et l'expression écrite. Mais remarquons aussi, d'autre part, que, de ce même terme *proféré* il résulte que, même en matière d'outrages non publics, la *profération* du propos, dans le sens légal et précis du mot, est nécessaire à son incrimination.

III. — L'article 471 ne vise donc expressément que l'injure ; d'autre part, la loi de 1881 ne renvoie, expressément aussi, à cet article que pour l'injure. Nulle part il n'est fait mention de la diffamation non publique.

Fallait-il en conclure qu'elle dût échapper à toute répression : *nulla pœna sine lege* ? On l'avait soutenu (Fuzier-Hermann, V^o *Injure*, n^o 209) et, depuis 1881, on avait voulu voir, dans le silence gardé par le législateur sur la diffamation non publique, un nouvel argument en faveur de cette thèse. Néanmoins la jurisprudence, pas plus que la grande majorité des auteurs ne l'ont adoptée et il est aujourd'hui tenu pour constant qu'il n'y a pas lieu de distinguer, dans l'application de l'article 471, entre l'injure et la diffamation non publiques : elles encourent la même sanction.

En résumé, c'est la loi de 1881 (art. 32 et 33, § 2) qui frappe de peines correctionnelles l'expression de l'outrage, quand celle-ci est publique, et c'est l'article 471 qui devient applicable lorsque cette condition de pu-

blicité manque, qu'il s'agisse d'injure ou de diffamation.

IV. — Voilà donc les trois textes répressifs proprement dits qui régissent la matière. Mais la loi soumet en outre les auteurs de ces atteintes à l'honneur, à certaines sanctions ou réparations que les tribunaux peuvent prononcer ou accorder et qu'il convient d'indiquer ici.

Citons au préalable, comme une satisfaction extrajudiciaire et à laquelle l'offensé peut s'arrêter, le droit de réponse que la loi de 1881 lui accorde, en matière de presse, dans son article 13 :

« Le gérant sera tenu d'insérer, dans les trois jours de leur réception ou dans le plus prochain numéro, s'il n'en était pas publié avant l'expiration des trois jours, les réponses de toute personne nommée ou désignée (1) dans le journal ou écrit périodique, sous peine d'une amende de 50 francs à 500 francs, sans préjudice des autres peines et dommages-intérêts auxquels l'article pourrait donner lieu.

Cette insertion devra être faite à la même place et en mêmes caractères que l'article qui l'aura provoquée.

(1) Tout récemment, le 6 février 1897, la Chambre des appels correctionnels de la Cour de Paris a donné une interprétation très large de cet article, en décidant que : « lorsqu'un journal a été désigné dans l'article d'un autre journal, les membres délégués du conseil d'administration du premier journal ont qualité pour exiger l'insertion d'une réponse, bien qu'ils n'aient pas été personnellement nommés dans l'article » (*Gaz. Pal.*, n° du 3 mars 1897).

Elle sera gratuite, lorsque les réponses ne dépasseront pas le double de la longueur dudit article. Si elles le dépassent, le prix d'insertion sera dû pour le surplus seulement. Il sera calculé au prix des annonces judiciaires. »

Ce *droit de réponse* est très étendu, comme l'indique le terme même dont la loi se sert pour le désigner et qui a remplacé, dans le projet primitif, le nom moins compréhensif de *rectification*. Toutes les difficultés auxquelles l'exercice de ce droit peut donner lieu, doivent être soumises aux Tribunaux, car le journaliste vis-à-vis duquel on s'en prévaut n'est juge « ni de son utilité ni de sa nécessité » (Travaux préparatoires, *Moniteur*, 13 mars 1822). Il n'est pas juge non plus de la forme plus ou moins accentuée qui sera donnée à la réponse. S'il l'estime blessante pour son honneur ou son amour-propre, il refusera l'insertion et la justice décidera. C'est le ton de l'article auquel on veut faire réponse qui doit alors servir de criterium pour déterminer quel peut être le ton de cette réponse elle-même.

C'est là le sens, en général, des arrêts de la jurisprudence et le journaliste ne peut alors s'en prendre qu'à lui-même des expressions un peu vives qu'il s'est attirées. Citons par exemple cet arrêt de Rouen, du 8 mars 1879 (Dall., 80.2.30), qui décide qu'on ne peut regarder comme injurieuse pour le journaliste et de nature à motiver le refus d'insertion, une réponse qui renferme des expressions ironiques et malicieuses, de nature

même à froisser l'amour-propre, surtout si elles ont été provoquées par la persistance des attaques.

V. — Nous nous demanderons plus tard quelle protection ou quelle satisfaction le point d'honneur peut attendre de ce droit de réponse, qui semble fait pour consacrer la comparaison établie entre la Presse et cette fameuse lance d'Achille : guérissant les blessures qu'elle avait causées. Si la réponse par les moyens légaux n'atteint pas toujours ce but, elle donne du moins à celui qui se juge offensé, la certitude d'être entendu à son tour, dans les conditions les plus favorables de réflexion et de publicité. C'est en somme la *riposte* à l'outrage, organisée par le législateur lui-même et si elle ne peut à son tour aller jusqu'à l'injure ou jusqu'à la diffamation caractérisées, sans perdre son caractère obligatoire, et sans faire perdre, si l'insertion en est acceptée, le droit à une satisfaction judiciaire, néanmoins la jurisprudence la laisse assez libre pour qu'elle soit redoutable encore.

L'exercice du droit de réponse ne constitue qu'une phase de la polémique de presse, qui se déroule indépendamment de toute poursuite devant les Tribunaux. Lorsque ceux-ci sont intervenus, et non plus seulement, ici, en matière de presse, leur décision, forte de l'autorité de la chose jugée, se substitue aux yeux du public, par une sorte de novation, à la valeur apparente des arguments ou des épithètes échangés jusque-là. C'est le jugement qui va constituer l'arme décisive en-

tre les mains de celui dont il aura consacré le droit.

VI. — Examinons donc, toujours au point de vue de la publicité qui, dans cette matière, est l'élément indispensable de toute sanction efficace et de toute réparation, quel usage peut être fait de ce jugement, soit par l'autorité judiciaire elle-même, pour compléter sa sentence, soit par la partie qui l'a obtenu, à titre de satisfaction personnelle. Il existe deux voies légales pour arriver à la publicité : l'affichage, la publication dans un journal.

Dans la réalité des choses, la prescription par les Tribunaux de l'une ou l'autre de ces deux mesures, ou de toutes deux, constituera à la fois une sanction, pécuniaire et morale, une sorte de peine infligée au coupable, et une réparation accordée au plaignant. Il nous faut cependant les envisager à chacun de ces deux points de vue qui, dans la loi, sont traités de façons opposées, quoiqu'en fait, nous le répétons, il nous semble impossible de les séparer.

A titre de *peines*, ni l'affichage, ni la publication par voie de la presse du jugement ne peuvent aujourd'hui être ordonnés par les Tribunaux. L'article 36 du Code pénal, en effet, ne prescrit que l'impression et l'affichage dans certaines communes, des condamnations *criminelles*, et il faudrait un texte spécial pour donner aux juges la faculté d'appliquer ces pénalités en notre matière. Or ce texte spécial n'existe plus dans la législation actuelle : l'article 26 de la loi du 26 mai

1819 et l'article 41 de la loi du 9 juin 1819, qui faisaient de la publicité donnée au jugement une peine principale, ont disparu, et la loi du 29 juillet 1881 est absolument muette sur ce point. Par contre, à titre de *réparation* et sur les conclusions du plaignant, dans tous les cas et devant toutes les juridictions répressives ou civiles, l'affichage aussi bien que la publication du jugement peuvent être ordonnés. Le principe de l'article 1382, en effet, peut toujours servir à les justifier et d'ailleurs ils sont visés expressément par l'article 1036 du Code de procédure civile, que nous verrons plus bas et qui permet aux juges de prendre cette mesure même *d'office*, « suivant la gravité des circonstances ». Quelle que soit donc la nature que l'on attribue à l'affichage ou à la publication des jugements, les Tribunaux peuvent toujours les ordonner et en réalité cela constituera toujours une aggravation de peine. Le nombre des affiches et celui des localités dans lesquelles il sera permis de les apposer sont en général fixés par le jugement lui-même.

VII. — Quant aux insertions, elles sont de deux sortes : les unes peuvent être ordonnées, pendant un certain nombre de jours, dans la feuille même dont les imputations ont été jugées injurieuses ou diffamatoires : celles-là n'existent donc qu'en matière d'infractions de presse : les autres, dans les procès de toute nature touchant les atteintes à l'honneur, auront lieu dans tel nombre de journaux désignés, avec fixation

d'un coût maximum, ou, sans désignation des journaux, jusqu'à concurrence de telle somme qu'il sera prescrit dans le jugement.

L'insertion dans le journal condamné lui-même, quoiqu'elle n'ait rien d'une sanction pécuniaire directe et peut-être aussi à cause même de ce caractère purement moral, est sans doute la plus haute réparation pour la partie qui l'a obtenue ; c'est presque une amende honorable, non exempte d'une certaine humiliation, quoique contrainte et forcée ; à ce dernier point de vue, elle fait songer aussi au droit de réponse obligatoire.

Quant aux insertions ordonnées par le jugement dans d'autres journaux, ceux-ci ne sont pas forcés de les accepter ; ils n'ont pas, en effet, été parties au procès et, leur propriété étant privée, aucune décision de justice ne saurait alors leur imposer une telle obligation. Il pourrait donc arriver, semble-t-il, dans des procès politiques par exemple, que certains journaux désignés refusassent une insertion, par esprit de parti. En pratique cependant, les choses ne se passent point ainsi : de récents procès de presse ont révélé qu'il existait entre certains journaux particulièrement connus des chambres correctionnelles et surtout sensibles aux plaies d'argent, une véritable assurance mutuelle contre les risques d'insertions multiples que chacun d'eux pouvait être condamné à payer dans les colonnes des autres ; jamais ceux-ci ne refusent dès lors une inser-

tion : ils la font payer très cher, pour épuiser plus rapidement la somme maxima que le tribunal a fixée et... en remboursent confraternellement le prix à celui d'entre eux qui l'avait payé, le tout à charge de revanche. On conçoit qu'avec une telle pratique, il importe de laisser à la partie qui a obtenu gain de cause, la plus grande liberté dans le choix des journaux auxquels sera confiée l'insertion.

VIII. — Mais les Tribunaux peuvent ne pas statuer sur la publicité qu'il convient de donner à leurs jugements ou ne prescrire qu'une publicité insuffisante. Quels seront alors les droits de la partie à laquelle il est rendu justice. Toute publicité non prévue dans le dispositif sera évidemment à ses frais. Mais le bénéfice moral qu'elle pense en retirer peut lui sembler préférable à l'argent ; aura-t-elle dans ce cas le droit d'étendre cette publicité sans limite ? La réponse à cette question est absolument différente selon qu'il s'agit de l'affichage du jugement ou de sa publication par voie de la Presse.

Dans la première hypothèse il est impossible, sans s'exposer à une action en dommages et intérêts, d'afficher un jugement lorsqu'il n'en a pas été ordonné ainsi, ou même de dépasser le nombre d'exemplaires fixé. Cette solution absolue tient évidemment à la nature presque infamante de ce mode particulier de publication (1).

(1) La loi ne veut pas qu'on puisse y recourir en dehors des cas

Dans la seconde hypothèse au contraire, chacun peut, à son gré et à ses frais, soit publier le jugement dans des journaux, quoique le Tribunal n'ait rien décidé à cet égard, soit augmenter le nombre des insertions que celui-ci aurait prononcées. Cette solution découle clairement de l'article 39 de la loi de 1881, qui présente comme une exception à la défense qu'il fait de « rendre compte des procès en diffamation où la preuve des faits diffamatoires n'est pas autorisée », le cas des *jugements*, qui *peuvent toujours être publiés*. Dès lors, s'il eût été loisible à la partie adverse, propriétaire d'un journal ou même à un tiers, de faire cette publication, il est impossible de refuser le même droit à celui qui a obtenu le jugement.

IX. — En résumé, la publicité donnée par la voie des journaux est toujours libre : donnée par voie d'affiches au contraire, elle ne peut résulter que d'une décision de justice. Dans tous les cas, remarquons-le, la vulgarisation du jugement n'ira point sans la vulgarisation de l'outrage lui-même, qui se trouve répété dans les considérants : la flétrissure que lui impriment

où les juges l'auront décidé. Dans le même esprit, la jurisprudence ne permet pas non plus qu'on puisse prolonger indéfiniment la durée d'une telle publicité, en renouvelant les affiches que leur nature désigne à une prompt destruction ou en prenant des mesures exceptionnelles pour les conserver au delà du terme normal. Ainsi la Cour de Paris a jugé qu'il ne saurait être permis de placer l'affiche dans un cadre de bois enlevé chaque soir pour être remplacé chaque matin (Paris, 21 janvier 1841, *Gaz. Trib.*, 22 janvier).

ceux-ci, le rend d'ailleurs inoffensif dans la plupart des cas.

Mais les juges, dans certains autres cas, sans ordonner l'affichage ou l'insertion de leur sentence, jouissent encore d'une autre faculté, qui leur permet aussi de s'attaquer directement au corps du délit en frappant l'outrage dans sa source même, en le déclarant inexistant, en le supprimant sinon de fait, et rétroactivement, du moins par une fiction de droit. Cette faculté résulte, avec celles que nous venons d'examiner, de l'article 1036 du Code de procédure, déjà cité : « Les Tribunaux, suivant la gravité des circonstances, pourront, dans les causes dont ils seront saisis, prononcer, même d'office, des injonctions, supprimer des écrits, les déclarer calomnieux et ordonner l'impression et l'affichage de leurs jugements. »

Nous aurons l'occasion de retrouver cet article, ainsi que l'article 41, § 4, de la loi de 1881, qui donne la même solution à l'égard des *discours injurieux ou diffamatoires*, lorsque nous examinerons les immunités de la défense. Indiquons seulement ici que la portée de ces deux articles est très restreinte, puisqu'ils ne s'appliquent qu'aux écrits ou aux discours *produits ou prononcés devant les Tribunaux*, quelle que soit d'ailleurs la nature de leur juridiction.

X. — Néanmoins, cette faculté pour le juge de *supprimer* une expression outrageante, trouvait sa place à côté de ces deux autres facultés qui lui sont laissées,

de faire réparer cet outrage par la feuille même qui l'avait imprimé, ou de donner au châtiment infligé à l'insulteur la publicité de l'affichage et des insertions de presse.

Au surplus, là s'arrêtent dans notre droit moderne, les pouvoirs de la justice et tous genres de rétractations, réparations d'honneur, amendes honorables... ont disparu de nos lois. Dans l'obligation imposée aux journaux de donner asile à une réponse ou au jugement qui les condamne, dans la suppression par un Tribunal d'écrits ou de discours outrageants, il y a bien, si l'on veut, une intervention judiciaire qui porte sur la personnalité agissante du délinquant, qui l'annihile et qui substitue en quelque sorte son expression à la sienne pour accorder, en son nom, réparation de l'outrage. Mais ce ne sont plus là les pratiques arbitraires de l'ancienne jurisprudence, qui obligeait cette personnalité coupable, sous des peines terrifiantes, à reconnaître elle-même et à confesser publiquement ses torts, à se *rétracter* en un mot, avec toutes les apparences extérieures du bon vouloir et de la conviction.

C'étaient là des violences morales qui ne pouvaient survivre à l'affermissement du principe de liberté de conscience. Déjà sous l'empire du droit intermédiaire, elles sont repoussées par la jurisprudence. Il a été jugé dans ce sens, que la disposition par laquelle un Tribunal de police ordonne que la partie condamnée déclarera que *celui qu'elle a injurié est un homme de pro-*

bité, est une aggravation de peine qui n'est point autorisée par la loi (Cassation, 27 germinal an IX, *Bull.*, n° 156). Même solution pour la rétractation par acte déposé au greffe (Cassation, 2 vendémiaire an VII, *Bull.*, n° 2). Relevons cependant un arrêt contraire, quoique postérieur, qui décide que le Tribunal de police est compétent pour statuer sur une demande en *rétractation d'injures verbales* (Cassation, 10 juillet 1807, *Bull.*, n° 156).

Aujourd'hui, à peine est-il nécessaire de le répéter, la question ne saurait même plus être posée, le principe de l'amende honorable paraissant à tout jamais condamné.

XI. — Nous venons de passer en revue les peines proprement dites, puis les autres sanctions que, sous le nom de *réparations civiles*, les Tribunaux peuvent prononcer en notre matière. Parmi celles-ci, il faut citer encore les dommages-intérêts, dont nous aurons à apprécier le caractère strictement pécuniaire.

Selon les principes généraux, les dommages-intérêts, comme les autres réparations civiles que nous venons de parcourir, peuvent être prononcés aussi bien par les Tribunaux répressifs, accessoirement à la peine, qu'à titre principal par les juridictions civiles. La partie qui s'en contenterait aurait donc la faculté d'actionner son adversaire au civil. Il suffit d'indiquer ici la possibilité de suivre cette voie, très subsidiaire, pensons-nous, en matière d'atteintes à l'honneur.

§ 8. — Règles générales.

I. — Après avoir examiné la nature de la répression, il nous reste, pour compléter cet exposé de législation, à voir rapidement la manière dont cette répression est mise en jeu, c'est-à-dire à déterminer en des règles très générales : — par qui ? — contre qui ? — devant quelles juridictions ? — et durant quels délais ? peuvent être exercées les actions pénales pour injure et pour diffamation à l'égard des particuliers. Ces matières, en effet, abondent en solutions spéciales, parfois déroatoires au droit commun et qu'il faut indiquer tout au moins, avant d'aborder la critique de la loi.

II. — Qui peut poursuivre la répression d'une injure ou d'une diffamation ? — Le principe posé par la loi de 1881 est que, seule, la personne outragée doit rester maîtresse, et maîtresse absolue, de l'action judiciaire exercée soit au civil soit au pénal.

Seule, dans cette dernière hypothèse, elle a le droit : ou bien de poursuivre elle-même en se portant partie civile, ou bien de faire poursuivre par le ministère public, en déchainant son action par le dépôt d'une plainte. Remarquons que, dans la pratique, les membres du Parquet n'usent jamais ou n'usent que fort rarement de ce droit qu'ils ont d'apporter leur concours à une œuvre de vengeance ou de satisfaction privées ; les procès d'injure et de diffamation, restent presque toujours des affaires entre parties et s'engagent par voie de citation directe.

Cette indifférence, parfois justifiée, du ministère public à l'égard des atteintes à l'honneur, indique suffisamment que la disposition de l'article 60, 1^o, de la loi de 1881 qui subordonne l'exercice de toute action à la plainte préalable de la personne outragée, n'aura pas lieu souvent d'être invoquée. En principe d'ailleurs, elle s'explique très justement par l'intérêt qu'il peut y avoir pour la victime d'une diffamation ou d'une injure, à préférer le silence au retentissement d'une instruction judiciaire ; logiquement, elle s'explique aussi par les différences infinies d'appréciation dont les atteintes à l'honneur sont susceptibles et en face desquelles il convient de laisser la personne attaquée décider seule, et souverainement, si son honneur lui paraît blessé et si, dans ce cas, une poursuite judiciaire peut lui donner satisfaction.

III. — Mais quelles personnes pourront se dire attaquées dans leur honneur par un outrage déterminé ? Ce n'est pas toujours en effet (sans même parler des outrages dirigés contre une collectivité et dont nous avons dit un mot à propos des éléments nécessaires à une désignation suffisante) que l'outrage n'est exclusivement ressenti que par la personne visée dans ses termes. Ce n'est pas toujours, même, que cette dernière en est la plus touchée aux yeux de l'opinion. Nous verrons, à cet égard, les lois du point d'honneur. Fixons ici celles de la justice.

« Un tiers, dit M. Chassan (t. 2, n^o 1161), peut être at-

teint par la diffamation, bien que les faits qui la constituent fussent dirigés contre une autre personne. Dans tous ces cas, la personne sur laquelle rejailliraient les faits diffamatoires ou injurieux, peut, sans aucun doute, porter plainte du délit en son nom personnel... » M. Chassan, d'ailleurs, s'il reconnaît à un mari par exemple, qui se juge atteint dans son honneur par les injures adressées à sa femme, le droit de porter plainte en son propre nom, lui dénie celui de se porter partie civile : en pratique, nous l'avons vu, cela revient à rendre son intervention toute platonique.

La même solution est en général adoptée, en ce qui concerne les droits d'un père de famille ou d'un tuteur qui veulent obtenir satisfaction en justice des outrages dirigés contre les enfants mineurs dont ils ont la garde. Par contre, si les enfants sont majeurs, la jurisprudence conteste au père, même le droit de déposer une plainte en leur nom. Cette doctrine, très satisfaisante lorsque c'est un fils qui a été blessé dans son honneur, est beaucoup moins conforme aux exigences des mœurs, lorsqu'il s'agit de la réputation d'une jeune fille. Cette considération tirée du sexe de la victime a, d'ailleurs, pesé quelquefois assez puissamment sur l'esprit de la jurisprudence pour lui faire adopter la thèse contraire, à laquelle l'arrêt semble alors chercher une excuse dans les circonstances de la cause, dans ce fait, par exemple, que le père et la fille vivaient sous le même toit et que l'outrage les atteignait bien tous deux (Montpellier,

12 novembre 1855, *J. P.*, 57, 555). Hors ces décisions d'espèces, nous avons dit que l'esprit des Tribunaux était moins large. Récemment encore, ils ont décidé qu'un père ne saurait prétendre que les propos diffamatoires tenus sur ses filles majeures et ne visant qu'elles, l'atteignent directement dans son honneur de chef de famille, pour en poursuivre à ce titre la réparation contre le diffamateur (Agen, 2 mai 1895, *Gaz. Pal.*, 95. 1. 667).

Réciproquement, le droit que revendiquent les enfants de protéger la vieillesse de leurs parents offensés, n'est pas reconnu davantage (Agen, 9 mars 1843, *J. P.*, 45. 1. 128 ; Cassation, 16 nov. 1843, *J. P.*, 45. 1. 127). Citons néanmoins, en sens contraire, un jugement rendu, le 7 novembre 1893, par le Tribunal correctionnel de Troyes, qui décide que « la diffamation ou les injures publiques, de nature à porter atteinte à l'honneur et à la considération d'une mère de famille, sont susceptibles de nuire également à l'honneur et à la considération de son fils ; — que, par suite, le fils est recevable à poursuivre la répression du délit ».

On peut, en somme, tirer de la pratique suivie par nos Tribunaux cette double conclusion : que les atteintes à l'honneur individuel ne sont point, en général, traitées comme des délits touchant à l'ordre public ou à l'intérêt social, et que le droit d'en poursuivre la répression est refusé le plus souvent à ceux qui, pour n'avoir pas

été visés directement, sont frappés dans leurs affections les plus légitimes.

IV. — Quelles personnes, maintenant, doivent porter la responsabilité pénale de l'outrage ? Ecartons tout d'abord ici, en vertu du principe souverain de la personnalité des peines, le droit, pour la victime, de s'adresser à n'importe quel autre qu'à l'auteur même du délit ou qu'à ses complices. L'autorité d'un père, d'un protecteur, d'un mari, ne saurait le soumettre à des mesures répressives ; tout au plus pourrait-il être question, dans certains cas, d'une responsabilité civile, source de dommages-intérêts.

Mais la loi désigne elle-même des personnes qui, tout en n'étant pas les agents directs de l'infraction, en sont néanmoins traitées comme les auteurs responsables ou regardées comme les complices. Les dispositions de cette nature ne s'appliquent d'ailleurs qu'à la matière spéciale des infractions de la presse : il ne s'en trouve pas qui visent les infractions ordinaires de l'écriture ou de la parole, lesquelles restent soumises à toutes les règles de droit commun, en ce qui concerne la responsabilité de leur auteur ou de ses complices : serait constitutif par exemple de cette complicité, aux termes de l'article 60 du Code pénal, le fait d'avoir provoqué un discours injurieux, ou d'avoir donné des instructions, d'avoir intentionnellement fourni les moyens nécessaires pour le prononcer (Cass., 21 mars 1842).

Une exception existe pourtant, sur un point très spécial, à cette application exclusive du droit commun, qu'il n'y a pas lieu d'approfondir. Elle est relative à certains délits de parole commis dans les réunions publiques et dont elle fait porter la responsabilité aux membres du bureau. Elle est énoncée dans l'article 8, § 3, de la loi du 30 juin 1881 sur les réunions publiques, lequel est ainsi conçu : « Les membres du bureau et, jusqu'à la formation du bureau, les signataires de la déclaration, sont responsables des infractions aux prescriptions des articles 6, 7 et 8 de la présente loi », c'est-à-dire responsables en particulier de : « tout discours contraire à l'ordre public ou aux bonnes mœurs ou contenant provocation à un acte qualifié crime ou délit ».

On voit qu'il n'y a rien là qui touche bien directement à notre point d'honneur et, pour que la responsabilité des membres du bureau soit engagée par une atteinte à l'honneur, il faudra que l'auteur de celle-ci lui ait donné une forme assez grossière ou assez subversive pour tomber sous le coup d'autres textes que de ceux qui répriment la diffamation et l'injure. D'ailleurs, quelle satisfaction le point d'honneur, outragé par un tiers, tirerait-il de cette mise en cause des membres du bureau ?

V. — C'est en matière de Presse, disons-nous, que s'appliquent les dispositions exceptionnelles de la loi du 29 juillet 1881, au sujet des personnes susceptibles

d'être poursuivies pour un délit de diffamation ou d'injure. L'existence de ces règles spéciales, remarquons-le tout d'abord, n'est pas exclusive de l'application du droit commun, en matière de responsabilité et de complicité. Cela résulte du texte même de la loi de 1881, article 43, § 2 : « Pourront l'être (poursuivies) au même titre et dans tous les cas, toutes personnes auxquelles l'article 60 du Code pénal pourrait s'appliquer »

Mais, alors que dans ce dernier cas, dans l'hypothèse d'une poursuite par application du droit commun, il faut fournir contre le prévenu la preuve de sa culpabilité ou de sa complicité, cette preuve devient inutile si la poursuite est dirigée contre une des personnes prévues par la loi de 1881. L'incrimination résulte de sa qualité même qui entraîne contre elle une présomption de faute, présomption qui ne saurait tomber que devant la preuve indéniable de la bonne foi ou de la force majeure ; ce sera par exemple l'auteur de l'article qui démontrera l'ignorance dans laquelle il se trouvait de la publication de cet article, dérobé par un tiers (Carnot, tome I, p. 282, note 3).

VI. — Voici les personnes contre lesquelles existe cette présomption de faute, justifiée par la nécessité de laisser le moins souvent possible sans répression les injures ou diffamations auxquelles la Presse donne une si grande publicité : elles sont énumérées dans l'article 42 de la loi de 1881 :

« Seront passibles, comme auteurs principaux, des peines qui constituent la répression des crimes et délits commis par la voie de la Presse, dans l'ordre ci-après, savoir : 1° les gérants ou éditeurs, quelles que soient leurs professions ou leurs dénominations ; 2° à leur défaut, les auteurs ; 3° à défaut des auteurs, les imprimeurs ; 4° à défaut des imprimeurs, les vendeurs, distributeurs ou afficheurs. »

Le système de la loi ressort clairement de ce texte et des travaux préparatoires : chacune des personnes ci-dessus énumérées est susceptible d'être poursuivie comme auteur principal et toutes au même titre : leur coopération à la publication de l'outrage.

La seule condition de cette responsabilité entière est, pour chacune d'elles, l'absence de tous ceux qui la précèdent dans l'énumération et à *défaut* desquels elle devient auteur principal. Par contre, il suffit de la présence d'un de ceux-là, pour qu'elle soit déchargée de toute responsabilité.

Sur ce dernier point, une seule exception existe, en ce qui concerne les auteurs. L'article, 43, § 1^{er}, dispose que : « Lorsque les gérants ou les éditeurs seront en cause, les auteurs seront poursuivis comme complices. » Cette solution est trop évidemment raisonnable pour avoir besoin d'être développée.

VII. — Nous verrons quelles satisfactions le système de la loi peut offrir au point d'honneur outragé : l'auteur même de l'article, on le voit, n'est regardé que

comme le complice de son gérant ou de son éditeur : il est vrai que, cependant, il sera souvent traité plus durement que ceux-ci dans l'application de la peine et qu'il pourra même être condamné seul (Cass., 8 septembre 1837).

Le gérant, l'éditeur, l'imprimeur ou le vendeur, celui de ces derniers dont la mauvaise chance a voulu qu'il restât seul pour affronter la justice, est infailliblement enserré dans les liens de la présomption légale et ne peut même exciper de sa bonne foi. La circonstance, par exemple, qu'une grave maladie a mis le gérant dans l'impossibilité matérielle de vérifier le contenu du journal, ne saurait entraîner qu'une atténuation de peine (Cour d'assises de la Seine, 26 février 1836, *Gaz. des Trib.*, 27 février 1836) (1).

Dans l'intérêt de l'ordre public, pour l'exemple, il faut à la Justice un coupable et, à ce point de vue, il faut reconnaître l'efficacité de son système de responsabilité graduelle, soumise à l'événement d'une condition tout à fait indépendante des volontés qu'elle incriminera néanmoins.

(1) Le 15 juillet 1896, un jugement de la 9^e Chambre du Tribunal de la Seine décide encore, à l'occasion d'une poursuite intentée contre le gérant du journal *le Libéraire* : en droit : « que le gérant d'un journal est en principe responsable de tout ce qui se publie dans ledit journal ; que le législateur a établi contre lui une véritable présomption de culpabilité ; qu'un gérant ne peut s'affranchir de la contrainte de la loi, en alléguant qu'il ne connaissait pas l'article incriminé, qu'il était absent ou qu'il avait abandonné ses fonctions, alors qu'aucune déclaration n'a été faite au Parquet... »

C'est ainsi que l'ouvrier typographe, le marchand de journaux pourront être poursuivis. Par contre toutes autres personnes qui semblent, par leur situation, avoir assumé une responsabilité réelle, et qui, de fait, la devraient souvent supporter, en seront presque toujours déchargées parce que, n'étant pas comprises dans l'énumération de l'article 42, elles rentrent dans le droit commun et que la preuve, exigée dans ce cas, de leur participation effective à l'acte délictueux, offrira les plus grandes difficultés. Cette solution, d'ailleurs, est constante. Citons un arrêt de Lyon qui décide, le 9 mai 1893, que « le rédacteur en chef ou le directeur d'un journal ne sont à aucun degré compris parmi les personnes qui, à défaut du gérant, peuvent être poursuivies, à moins que si leur coopération est établie ou s'ils ont sciemment participé au délit par un des moyens constitutifs de la complicité définie par l'article 60 du Code pénal » (*Moniteur Lyon*, 18 novembre 1893).

Sera-t-il facile de prouver contre le directeur politique, contre le rédacteur en chef, contre le secrétaire de la rédaction, qu'ils avaient indubitablement eu connaissance de l'article, qu'ils l'avaient demandé peut-être à son auteur ? Tous, au journal, par intérêt ou par sympathie, s'entendront pour faire le silence sur la coopération de ces différentes personnalités. Et cependant, combien elle est vraisemblable ! Sera-t-il facile encore, de prouver contre tel reporter qu'il a méchamment fourni des notes diffamatoires pour la rédaction de l'ar-

ticle ? contre telle personnalité, qu'elle l'a inspiré ou payé ? Sera-t-il facile, même, d'obtenir le nom de l'auteur lorsqu'il n'aura pas signé ou qu'il se sera caché sous un pseudonyme ? Par la force des choses, on le voit, les vrais coupables, les seuls moralement responsables resteront à l'abri toutes les fois qu'ils l'auront voulu, laissant les foudres judiciaires se déchaîner contre les victimes expiatoires — et rémunérées parfois en raison de ce rôle — que désigne l'article 42.

VIII. — Un dernier texte, spécial aux propriétaires de journaux, consacre le principe de leur responsabilité civile. C'est l'article 44 : « Les propriétaires des journaux ou écrits périodiques sont responsables des condamnations pécuniaires prononcées au profit des tiers contre les personnes désignées dans les deux articles précédents, conformément aux dispositions des articles 1382, 1383 et 1384 du Code civil. »

C'est consacrer expressément l'application pure et simple des principes de droit commun à ce genre spécial de responsabilité civile. Bornons-nous à constater qu'elle existe à l'exclusion de toute sanction pénale. Le Tribunal correctionnel de la Seine a encore jugé, le 30 avril 1894, que le propriétaire, pas plus que le directeur d'un journal, ne sauraient être mis en cause dans une poursuite en diffamation intentée contre ce journal. Ils sont rares pourtant, les propriétaires de journaux, les bailleurs de fonds, malgré les avis ou malgré les ordres, mais aux frais desquels il s'imprime des arti-

cles diffamatoires ou injurieux. La loi, c'est vrai, les frappe à la bourse, mais ce genre de sanction, qui est souvent efficace, il faut bien le reconnaître, ne saurait l'être dans tous les cas. La responsabilité pécuniaire qu'organise l'article 44 ne porte pas, d'ailleurs, sur le montant des amendes prononcées, car ce sont là des *peines*.

IX. — Sans nous attarder aux difficultés de détail que peut soulever l'application de cet article, et sans aborder les questions de procédure proprement dites qui ne touchent que de fort loin à l'examen critique de la protection accordée par la justice au point d'honneur et qui sont par conséquent sans intérêt ici, résumons encore brièvement les règles générales de compétence et de prescription en matière de diffamation et d'injure.

L'application du droit commun en matière de compétence conduirait à soumettre aux Tribunaux correctionnels, puisqu'ils sont punis de peines correctionnelles, tous les délits de diffamation et d'injure contre les particuliers, à l'exception toutefois de ceux qui, n'étant pas accompagnés de publicité, relèvent pour une raison identique, des Tribunaux de simple police.

La loi spéciale du 29 juillet 1881, lorsqu'elle pose en principe dans son article 45, § 1^{er}, que « les crimes et délits prévus par la présente loi sont déférés à la Cour d'assises », déroge donc à ce droit commun.

Mais elle y revient bien vite en ce qui concerne les

attaques contre les particuliers, par les exceptions qu'apportent au principe du paragraphe premier les deux paragraphes suivants : « Sont exceptés et déférés aux Tribunaux de police correctionnelle les délits et infractions prévus par les articles.... 32, 33, § 2, de la présente loi.

Sont encore exceptées et renvoyées devant les Tribunaux de simple police les contraventions prévues par les articles... 33, § 3, de la présente loi. »

La juridiction de la Cour d'assises, présentée comme la règle générale en notre matière, par la loi de 1881, étant écartée ici, nous n'avons pas à en discuter le principe. Bornons-nous à constater que, dans une hypothèse très spéciale, les injures ou diffamations dirigées contre un simple particulier, pourront relever de cette Cour d'assises : c'est lorsqu'elles seront liées par la connexité aux attaques dirigées contre un fonctionnaire (Cass., 5 septembre 1872, *J. P.*, 73.1211).

X. — En dehors de cette hypothèse, par conséquent, le droit commun s'applique à notre matière : il s'y applique aussi dans les exceptions qu'il comporte, en ce qui concerne les privilèges de juridiction qu'établissent les articles 479 et suivants du Code d'instruction criminelle en faveur de certaines personnes : magistrats des Cours et Tribunaux, membres du Parquet, officiers de police judiciaire, grands-officiers de la Légion d'honneur, évêques, préfets, etc... Lorsqu'une de ces personnalités se sera rendue coupable d'un délit de diffam-

mation ou d'injure envers un particulier, la cause sera donc portée, selon la qualité du délinquant, devant la Cour d'appel ou préalablement devant la Cour de cassation, laquelle peut déclarer qu'il n'y a pas lieu de suivre (Cass., 2 juin 1814), ou bien examiner si le fait dénoncé constitue un crime ou un délit, mais sans apprécier les charges (Bourguignon, sur l'art. 481 ; Legraverend, tome I, p. 510) (1).

Ces dispositions du Code pénal procèdent, entr'autres raisons, d'une grande sollicitude pour le point d'honneur des personnes qu'elles visent. Mais elles sont moins favorables à la protection du plaignant, qui perd alors le droit de saisir lui-même les Tribunaux correctionnels et qui doit s'en remettre au Procureur général du soin de venger son honneur.

Il est ordinairement admis d'ailleurs, que la voie civile lui reste ouverte, sauf au cas où il aurait été outragé par un magistrat *dans l'exercice de ses fonctions* : il n'aurait alors d'autre ressource que la prise à partie, dans les termes de l'article 505 du Code de procédure civile (2). Citons enfin, pour mémoire, un dernier privilège

(1) Article 482 du Code d'instruction criminelle, modifié par la loi du 20 avril 1840, art. 10, en ce que c'est devant la Cour d'appel et non plus devant le Tribunal correctionnel que l'affaire doit être renvoyée.

(2) Sur le premier point, à l'occasion d'un délit commis en dehors de l'exercice des fonctions : « Si le Procureur général ne donne pas de suite à la plainte, les parties peuvent se pourvoir à fins civiles devant les Tribunaux compétents » : Besançon, 13 décembre 1854, *J. P.* ; Nancy, 21 décembre 1872 ; Cass. civ., 16 décembre 1867.

Sur le deuxième point : « Une partie ne peut traduire un magis-

de juridiction, peu connu et facultatif, celui-là, qu'établit l'article 160 du décret du 15 novembre 1811 sur le régime des Universités, en faveur des membres de l'Université ou étudiants qui *pourront*, sur les réquisitions du Procureur général, être déférés à la Cour d'appel.

XI. — Quelles sont maintenant les règles de prescription qui s'appliquent aux délits de diffamation et d'injure ?

Elles sont posées dans la loi de 1881 par l'article 65, qui présente ce double caractère d'édicter une prescription beaucoup plus courte que celle même des simples contraventions du Code pénal, et de soumettre à ce délai spécial aussi bien l'action civile, exercée séparément ou non, que l'action publique.

ART. 65. — « L'action publique et l'action civile résultant des crimes, délits et contraventions prévus par la présente loi, se prescriront après 3 mois révolus, à compter du jour où ils auront été commis, ou du jour du dernier acte de poursuite, s'il en a été fait. »

La raison d'une si courte prescription réside, indépendamment du désir de se montrer favorable à la presse, dans cette idée que les délits de ce genre étant

trat devant les Tribunaux civils, en réparation d'un délit qu'il aurait commis dans l'exercice de ses fonctions » : Paris, 31 janvier 1860. « Mais ce serait un abus criant qu'un magistrat pût porter dommage à autrui sans être obligé de le réparer. » Il peut donc être soumis à la prise à partie : Fabreguettes, nos 1212, 1213 ; Toullier, n° 182 ; — Cassation, 20 mars 1832 (*La Loi*, 22 mars 1882) ; Besançon, 22 juin 1873 (*J. P.*, 73.603) ; Bordeaux, 31 août 1853 (*Dall.*, 54.2.601) ; Cassation, 12 juillet 1864 (*Dall.*, 64.1.382).

au plus haut point soumis aux variations de l'opinion, il ne faut pas permettre à celle-ci de se modifier entre le jour de l'infraction et celui de la poursuite : quelle peine, en effet, prononcer alors contre le délinquant que le temps aurait absous. Mais toutes les atteintes à l'honneur et surtout celles qui nous occupent ici ne constituent pas forcément des délits d'opinion.

L'action civile, dit l'article 65, est soumise à cette même prescription, fût-elle née d'une diffamation non publique (7^e Ch. Seine, 26 janvier 1897). Mais il ne s'agit évidemment que de l'action civile née d'un fait pénalement délictueux. Celle qui a pour fondement un simple préjudice reste soumise à la prescription trentenaire du Code civil (1) : par exemple l'action en responsabilité intentée conformément aux principes généraux et à l'article 44 de la loi de 1881, contre le propriétaire du journal, à condition toutefois qu'elle soit basée sur les articles 1382 ou 1383. Si l'on invoquait en effet l'article 1384, touchant la responsabilité indirecte du propriétaire, civilement engagé par le délit de ses mandataires, on rentrerait dans la règle de l'article 65 : la prescription acquise au gérant profiterait au propriétaire ou bien, si le gérant avait été

(1) Arrêt de Bordeaux (16 avril 1886, Sir., 88.2.10) : « Le demandeur ne peut, lorsque les faits présentent les caractères légaux du délit de diffamation, tenter de modifier la nature légale de son action en visant les articles 1382 et s. du C. civ., au lieu des textes spéciaux qui répriment la diffamation, pour échapper à la prescription de trois mois. » *Sic* : Cassation, 14 mai 1884 ; Paris, 19 mars 1883 (Sir., 87.2.44).

condamné, il serait trop tard, trois mois après cette condamnation, pour la faire déclarer applicable, en ce qui le touche, au propriétaire (Trib. de Toulouse, 3 décembre 1883, *La Loi*, 9 janv. 1884).

Sans insister sur les règles de suspension ou d'interruption, faisons seulement remarquer qu'en raison du délai très court édicté par l'article 65, il convient d'apporter quelque diligence dans les poursuites. Si, par suite de vacations, par exemple, ou de renvois successifs, il s'écoulait plus de 3 mois entre la citation et le jour de l'audience, la prescription serait acquise au coupable. Il en serait autrement, d'ailleurs, si la remise de l'affaire avait été prononcée par jugement : ce serait là un acte interruptif.

XII. — Avant de terminer cet examen rapide des règles générales de poursuite et de répression, citons encore deux articles de la loi de 1881, conçus, comme celui que nous venons d'étudier, dans un esprit favorable à la Presse.

ART. 63. — « L'aggravation des peines résultant de la récidive ne sera pas applicable aux infractions prévues par la présente loi.

En cas de conviction de plusieurs crimes ou délits prévus par la présente loi, les peines ne se cumuleront pas, et la plus forte sera seule prononcée. »

ART. 64. — « L'article 463 du Code pénal est applicable dans tous les cas prévus par la présente loi. Lorsqu'il y aura lieu de faire cette application, la peine pro-

noncée ne pourra excéder la moitié de la peine édictée par la loi. »

De ces trois dispositions bienveillantes : non-aggravation par suite de récidive, non-cumul des peines, et circonstances atténuantes, la première seule contient une franche dérogation aux rigueurs du droit commun.

La seconde ne fait que l'appliquer à la matière, mais pour cette matière précisément, elle constitue une innovation parce que la loi du 9 septembre 1835, dans son article 12, avait organisé le cumul des peines prononcées pour délits de presse lorsque de nouvelles infractions avaient suivi le premier acte de poursuite. On évitait ainsi que le coupable ne prit à tâche de mériter largement les sévérités auxquelles il s'attendait, en se livrant, entre le jour de la citation et celui du jugement, à de nouveaux outrages dont la peine se fût trouvée absorbée en grande partie, sinon entièrement, par celle qu'il eût déjà encourue. Cet intérêt majeur qu'avait alors le délinquant à cesser immédiatement le cours de ses attaques n'existe donc plus aujourd'hui.

Quant à l'article 64, il ne fait aussi qu'étendre à la matière une disposition de droit commun : l'emprisonnement pourra se trouver réduit même au-dessous de 6 jours ou l'amende au-dessous de 16 francs et l'une ou l'autre des deux peines pourra être prononcée seule. C'est là une faculté pour le juge. Mais où l'article 64 déroge au droit commun, c'est lorsqu'il impose à ce juge, aux assises évidemment, l'obligation de ne pas

« excéder la moitié de la peine édictée par la loi », lorsque des circonstances atténuantes auront été accordées. C'est une conséquence de l'idée qui veut que, dans certains cas, le jury soit juge des délits d'opinion. Cette exception aux règles générales, qualifiée de « libérale et logique innovation » dans le rapport de M. Lisbonne qui souhaite de la voir devenir le droit commun, reste donc sans portée pour les attaques dirigées contre de simples particuliers.

En résumé, le législateur a fourni aux Tribunaux toutes facilités pour graduer la peine prononcée contre l'auteur d'une diffamation ou d'une injure, et la jurisprudence en profite souvent, nous le voyons tous les jours, pour descendre aux derniers termes de cette graduation. Constatons-le, pour opposer à cette sorte d'indifférence du juge, le sentiment, à cet égard, du point d'honneur.

§ 9. — Dénonciation calomnieuse. — Bruits ou tapages injurieux.

I. — Il nous reste à indiquer les pénalités afférentes à deux infractions particulières que nous avons rattachées à cette étude de l'expression outrageante et qui nous font rentrer du champ d'application de la loi spéciale sur la presse, dans celui du Code pénal. Il s'agit de la *dénonciation calomnieuse* et des *bruits et tapages injurieux*.

La dénonciation calomnieuse, au même titre que la

diffamation dont elle n'est en somme qu'un genre particulier, peut porter atteinte au point d'honneur. Lorsqu'elle est clandestine, elle présente à la fois plus de gravité, à cause du but auquel elle tend, et moins d'inconvénients, si elle est classée, à cause même de ce secret qui l'entoure. Mais si elle est faite au grand jour, reproduite par exemple dans un journal, ces différences s'effacent et un certain nombre d'auteurs y voient alors une véritable diffamation (Carnot, *Comment. de l'art.* 373 ; de Grattier, t. 1, p. 181 ; Chassan, t. 1, n° 500). Nous pensons cependant que, malgré la forme plus grave, plus inquiétante de cette atteinte à l'honneur, la personnalité morale peut souvent en être moins profondément blessée qu'elle ne le serait d'une simple diffamation, et par cela même qu'*a priori*, l'*animus injuriandi* doit jouer là un rôle moins actif, moins saisissable, moins exclusif que dans cette diffamation ou surtout que dans une *injure*.

Comme la diffamation, la dénonciation calomnieuse ne constitue un délit que si elle est faite avec l'intention de nuire : mais ici il faut qu'il y ait en outre mauvaise foi (1), tandis qu'au cas de diffamation, nous l'avons vu, l'intention de nuire même accompagnée de bonne foi, est suffisante à l'incrimination. En matière de dé-

(1) D'ailleurs, à défaut de mauvaise foi, la légèreté qu'a apportée le dénonciateur dans ses affirmations, peut engager sa responsabilité civile et l'obliger, aux termes de l'article 1382, à réparer le préjudice qu'il a causé.

nonciation calomnieuse enfin, lorsque le public n'a pas eu connaissance des faits, la bonne foi du dénonciateur peut être présumée (Cass., 25 octobre 1816).

Deux éléments principaux sont nécessaires pour distinguer le délit de dénonciation calomnieuse : il faut, comme sa qualification l'indique, qu'il y ait *dénonciation* c'est-à-dire imputation d'un fait répressible portée directement à la connaissance des autorités judiciaires ou administratives, et il faut qu'il y ait aussi *calomnie*, c'est-à-dire que le fait incriminé soit faux et que cette fausseté soit officiellement reconnue par l'autorité compétente. Sur la détermination de celle-ci, nous n'insisterons pas.

II. — Indiquons maintenant les conditions accessoires dans lesquelles le fait de la dénonciation doit se produire pour être délictueux.

Il faut d'abord que le dénonciateur ait agi spontanément : il est clair, en effet, qu'un témoignage sollicité et obtenu par la justice, ne saurait servir de base à une poursuite. Mais il a été jugé qu'un témoin déjà entendu et venant de lui-même, postérieurement, faire une dénonciation sur des faits déjà connus, pouvait tomber sous l'application de la loi (Cass., 26 avril 1867).

Il faut ensuite que la dénonciation ait été faite par écrit, pour qu'il en reste une preuve : peu importe d'ailleurs qu'elle ne soit pas signée ou même qu'elle ait été écrite par un gendarme par exemple, sous la dictée du dénonciateur (Cass., 24 déc. 1859) : il suffit que la

participation de celui-ci ne soit point douteuse. Sont, de même, constitutives du délit : la citation directe devant le Tribunal correctionnel (Cass., 14 mai 1869), ou la remise d'une note contenant la dénonciation et écrite par un tiers (Besançon, 20 mars 1879).

Il faut enfin que la dénonciation soit formulée dans des termes assez précis : la communication de simples soupçons serait insuffisante (Paris, 17 juin 1843, Dalloz, 43.2.267), à moins, comme l'a jugé le Tribunal de Remiremont, le 29 octobre 1887 (*Journal du Minist. public*, 87, p. 254), que ces soupçons ne fussent corroborés par une précision de détails et de circonstances qui dussent entraîner l'arrestation. La dénonciation calomnieuse réunissant tous ces éléments est réprimée par l'article 373 du Code pénal :

« Quiconque aura fait par écrit une dénonciation calomnieuse contre un ou plusieurs individus aux officiers de justice ou de police administrative ou judiciaire, sera puni d'un emprisonnement d'un mois à un an et d'une amende de 100 francs à 3000 francs. »

L'emprisonnement, on le voit, peut aller au double de celui que l'article 32 de la loi de 1881 permet, au maximum, d'appliquer à la diffamation.

Il est presque inutile de faire remarquer que les solutions spéciales de la loi de 1881, au sujet de la poursuite, de la répression, de la prescription... ne s'appliquent plus ici puisque nous sommes en présence d'un délit de droit commun, d'un délit du Code pénal ; c'est

ainsi, par exemple, que la plainte de la victime n'est pas nécessaire au parquet pour poursuivre, que l'aggravation résultant de la récidive pourrait exister, que la prescription est de trois ans etc...

III. — Terminons enfin par quelques mots au sujet des bruits et tapages injurieux, qui constituent dans le Code une véritable *contravention*, une contravention de la 3^e classe régie par les règles du droit commun. Ils sont prévus par l'article 479, § 8.

« Seront punis d'une amende de 11 francs à 15 francs inclusivement les auteurs ou complices de bruits ou tapages injurieux ou nocturnes troublant la tranquillité des habitants ».

Notons également la disposition de l'article 480, n° 5, qui permet d'aggraver cette peine : « Pourra, selon les circonstances, être prononcée la peine d'emprisonnement pendant 5 jours au plus : ...

5° Contre les auteurs ou complices de bruits ou tapages injurieux ou nocturnes. »

Nous n'avons rien à dire des bruits ou tapages simplement *nocturnes*. Quant aux bruits ou tapages injurieux, ils ne sont, à vrai dire, en général, qu'une forme bien confuse de l'expression outrageante et paraîtraient rentrer plus justement dans la classe des provocations peu définies. Mais il n'en est cependant pas toujours ainsi et, de même que la *dénonciation calomnieuse*, par les circonstances qui l'entourent, peut devenir une véritable *diffamation*, de même les *bruits ou tapages injurieux*

peuvent renfermer une véritable *injure*, au sens légal du mot, lorsqu'ils présentent une signification clairement déterminée. Ils peuvent même ne consister qu'en une *injure* dont l'expression va jusqu'au *tapage*, circonstancé qui présente un intérêt, bien minime d'ailleurs, si l'outrage n'est pas accompagné de publicité, puisque la peine applicable sera celle des contraventions de la 3^e classe au lieu d'être celle des contraventions de la 1^{re} classe.

En outre, l'injure ou la diffamation non publiques de l'article 471 n'existent pas, par exception aux règles ordinaires des contraventions, sans l'intention coupable, tandis que l'absence de celle-ci ne peut excuser les bruits ou tapages injurieux.

Cette forme particulière du bruit ou du tapage injurieux, qui consiste dans l'expression même d'une injure est bien reconnue par M. Blanche (t. 7, n^o 471) dans la définition qu'il donne de ce délit qui, dit-il, « résulte soit de grossièretés et invectives proférées contre quelqu'un ou échangées entre deux personnes, soit de démonstrations bruyantes, outrageantes pour celui à qui elles s'adressent, comme les charivaris ».

IV. — Sont punis, aux termes de l'article 479, § 8, non seulement les auteurs du délit, mais aussi leurs complices, c'est-à-dire, décide encore M. Blanche, d'accord avec la Cour de cassation : « non seulement ceux qui participent activement aux bruits ou tapages injurieux, mais même ceux qui se bornent à les facili-

ter par leur présence ou par leur fait. » Voilà une interprétation qui est bien de nature à satisfaire le point d'honneur en ce sens qu'elle donne à l'offensé le droit de poursuivre tous ceux qui, de près ou de loin ont participé à l'outrage qu'il a subi.

Il serait trop long d'entrer dans le détail des nombreuses espèces dans lesquelles les Tribunaux ont eu à se prononcer sur ces manifestations de la haine ou du mépris ; ils admettent en général qu'il ne suffit point que la tranquillité publique ait pu être troublée, mais qu'il faut encore que, de fait, elle l'ait été (Cassation, 26 août 1859 ; 17 mars 1866).

Citons seulement quelques exemples de bruits ou tapages injurieux réprimés par la jurisprudence : les *charivaris* viennent en première ligne (Cass., 5 juillet 1822 ; 5 septembre 1835 ; 24 février 1859 ; 3 novembre 1859). Les discussions sur un ton élevé, entre époux, qui d'ailleurs ne présentent pas grand danger pour le point d'honneur des voisins, sont aussi l'objet d'un grand nombre de décisions.

Il a été jugé, le 2 août 1850, par la Cour de cassation que des chants ayant pour refrain *à bas les blancs*, tombaient sous le coup de l'article 479. Même solution, le 6 août 1887, dans une espèce curieuse où le maître d'une usine avait fait jouer les sifflets de sa machine au moment du passage d'un convoi funèbre. La Cour suprême, considérant qu'il résultait des circonstances de la cause que ces coups de sifflets n'avaient pas été

lancés pour les besoins de l'usine, mais pour blesser les susceptibilités de la famille du défunt, et qu'en outre ils avaient troublé la tranquillité publique, décida qu'ils relevaient de l'article 479.

Remarquons que cet article cesse de recevoir son application lorsque les bruits ou tapages injurieux se sont produits dans des lieux publics, théâtres, casinos, etc... C'est alors l'autorité municipale (le préfet de police à Paris), qui est compétente pour faire tomber ces faits sous le coup de l'article 479, § 15, en prenant un arrêté dans ce sens ; sinon : pas de répression.

Dans la plupart des villes il existe un ou plusieurs arrêtés interdisant en particulier les sifflets au théâtre : c'est plutôt là, d'ailleurs, une mesure d'ordre prise au profit des spectateurs eux-mêmes, qu'une répression de l'atteinte que portent les sifflets au point d'honneur des artistes. Vis-à-vis de ceux-ci en effet, il semble toujours vrai de dire que : siffler « est un droit qu'à la porte on achète en entrant ».

V. — Après l'étude de ces deux derniers délits, nous en avons fini avec l'examen de la législation et de la jurisprudence, en ce qui touche la répression des atteintes à l'honneur dirigées contre les simples particuliers. Des règles spéciales existent au cas où la victime est un homme public. Nous allons les indiquer avant de nous occuper des différentes exceptions que la loi apporte elle-même aux règles répressives qu'elle édicte.

CHAPITRE IV

RÈGLES SPÉCIALES A L'INJURE OU A LA DIFFAMATION CONTRE L'HOMME PUBLIC.

I. — Cet exposé de notre législation ne serait pas complet sans un examen des dispositions qui répriment les propos outrageants lorsqu'ils s'adressent non plus à un simple particulier, mais à un *homme public* et sous cette expression très compréhensive, nous entendons parler de tout individu qui, par carrière ou par occasion, dans les premiers rangs ou dans le poste le plus modeste, comme fonctionnaire de l'État ou comme élu de la nation, s'est trouvé mêlé aux affaires publiques, a dû prendre ou exécuter des décisions d'intérêt général.

De nos jours en effet, et dans un pays comme le nôtre, s'occuper du point d'honneur de l'homme public, ce n'est pas faire une étude particulière, étroite, des solutions relatives à une catégorie très restreinte, à une caste d'individus caractérisés par une psychologie spéciale touchant les atteintes à leur honneur ; mais c'est encore, en réalité, s'occuper du point d'honneur de chacun ou plutôt c'est envisager une des faces de ce point d'honneur, dans une étude dont la portée reste générale.

C'est que, depuis le chef de l'État jusqu'au plus ignoré des conseillers municipaux, en passant par les membres des ministères qui se succèdent, par les présidents des bureaux électoraux, par les juges consulaires, ou même, à l'occasion par les officiers de réserve, innombrables sont les citoyens, sans parler des *fonctionnaires*, qui détiennent ou qui ont détenu pendant une période plus ou moins courte, une part plus ou moins considérable de la puissance publique.

Le plus indigne d'entre nous, s'il possède la confiance de ses concitoyens peut, demain, se trouver appelé à l'exercice de toutes ces différentes magistratures et comme il est difficile de s'y conduire toujours à la satisfaction générale, beaucoup y passent qui laissent bien vite la place à de nouveaux élus : Tous hommes publics, pourrait-on presque dire, surtout dans les milieux où le point d'honneur a le plus d'exigences.

II. — L'étude des règles spéciales dont l'application est entraînée par le caractère public de la personne outragée intéresse donc la plupart des hommes d'honneur dont la personnalité a subi dans le passé ou pourra subir dans l'avenir une sorte de dédoublement :

D'une part : l'homme privé, soumis aux règles générales que nous avons étudiées, car il est de toute évidence que la fonction publique qu'il occupe ne saurait le soustraire, en ce qui nous concerne, à l'application du droit commun, pour toutes les circonstances de la vie où l'outrage menace chaque particulier.

D'autre part : l'homme public, et l'honneur de celui-ci peut être l'objet de deux sortes d'attentats.

Les uns le frappent dans l'exercice même de ses fonctions et constituent le délit d'*outrage*, au sens technique de ce mot, dans notre Code pénal ; il ne saurait, à leur sujet, être question d'atteintes au point d'honneur, car ce n'est pas l'individualité de l'homme public qui s'y trouve visée : c'est contre le rôle qu'il a mandat de remplir que l'attaque est dirigée et, personnellement, il ne peut le ressentir (1) : un commissaire de police par exemple ne sera pas diminué dans sa propre estime ni dans celle des autres, parce qu'il aura été grossièrement insulté par l'inculpé qu'il mettait en état d'arrestation ; il n'y verra qu'un des légers désagréments inhérents à sa profession. Il n'en serait plus de même, au contraire si, dans une discussion, des injures semblables lui avaient été adressées par un de ses amis ou même, hors de sa présence, par un de ceux contre lesquels il aurait eu antérieurement à exercer son ministère.

(1) Il faut, d'ailleurs, que l'homme public ne soit pas sorti lui-même de l'exercice de ses fonctions.

Ainsi, jugé tout récemment, le 17 décembre 1896 par la Cour de Toulouse que :

« Le maire qui accomplit envers un de ses administrés un acte de violence non justifié, ne peut être considéré comme accomplissant un acte de sa fonction.

La victime de cette violence qui répond par une injure n'est point présumée adresser cette injure au maire en cette qualité, mais au particulier qui l'a frappée.

Elle ne commet donc pas le délit d'*outrage*. »

(*Gaz. Pal.*, n° du 20 janvier 1897).

Dans ce dernier cas, en effet, et nous touchons alors à la seconde sorte des attentats possibles contre la personnalité publique d'un citoyen, c'est bien à *raison de ses fonctions ou de sa qualité*, par vengeance par exemple, qu'une injure lui a été adressée, mais le rôle qu'il avait mandat de remplir et pendant la durée duquel il s'était abstrait en quelque sorte de sa propre individualité, ayant pris fin, cette individualité reparait et c'est elle qui se trouve alors directement frappée par l'injure.

Cette injure, elle n'est plus dirigée contre l'homme public, au cours même d'actes de ses fonctions : elle est dirigée contre l'homme public redevenu simple particulier, après la fin ou pendant les entr'actes de sa vie publique, et elle ne diffère des injures adressées aux simples particuliers que par son origine, que par le caractère public des faits qui lui ont donné naissance.

C'est là ce qui modifie la portée de l'attentat à l'honneur, l'aggravant aux yeux de la loi, qui lui applique des dispositions spéciales dans un intérêt d'ordre public et l'atténuant parfois, au contraire, pour le point d'honneur qui, mis en jeu sans doute, est, en fait, d'autant moins sensible à l'expression injurieuse ou diffamatoire que celle-ci vise moins exclusivement la personnalité privée.

III. — Nous laisserons de côté toute cette première catégorie d'attentats contre l'honneur, que la loi qualifie d'*outrages* dans les articles 222 et suivants, destinés à

protéger la fonction plutôt que l'homme qui l'exerce, parce que c'est la fonction qui risque d'être compromise ou déconsidérée. Il en est ainsi, aux yeux de notre législateur non seulement pour les cas où l'homme public est attaqué « dans l'exercice » de cette fonction, mais encore pour les cas où la manifestation outrageante n'étant plus que « relative à cet exercice ou à cette fonction » s'est produite en la présence de l'offensé, personnellement pris à partie (1) et sous la condition que cette manifestation ne résulte pas d'articles de journaux ou de discours tenus dans des lieux ou réunions publics (2).

Tel est, en somme, et sans entrer dans les détails, l'esprit qui a présidé à la détermination par le législateur des éléments du délit spécial qualifié *outrage*. En toutes autres circonstances, nous retrouvons les délits d'*injure* et de *diffamation*, qualifiés seulement en raison du caractère public des faits auxquels ils se rapportent.

(1) Ou en la présence d'un tiers, d'un subordonné par exemple, que le coupable sait devoir faire parvenir l'outrage à son adresse. — Cass., 16 nov. 1888 (D. 89.1.271); Trib. corr. Avesnes, 26 oct. 1887 (Loi, 20 nov.); Cass., 5 déc. 1885 (Gaz. Pal., 86.1.89); Bordeaux, 19 mars 1890 (Rec. Bordeaux, 90.1.282); Paris, 13 mai 1891 (Gaz. Trib., 26 juin 91).

(2) Pour la jurisprudence en effet, c'est là le seul cas où l'outrage *stricto sensu*, commis contre un homme public se trouve relever de la loi de 1881 (art. 23, 31 et 33), c'est-à-dire aussi de la compétence de la Cour d'assises. La simple *publicité* des propos, en dehors de cette hypothèse n'a pas cet effet et laisse le Code pénal seul applicable. — Cass., 15 mars 1883 (Gaz. Pal., 83.1.466); Cass., 29 juin 1883 (D. 84.1.308); Lyon, 14 mars 1884 (D. 85.2.162), etc...

Voici d'ailleurs, d'après les termes mêmes du texte de 1881, les conditions nécessaires à cette qualification : La diffamation et l'injure sont l'objet d'une répression spéciale lorsqu'elles sont commises — par les mêmes moyens que la diffamation et l'injure qui visent les particuliers — « à raison de leurs fonctions ou de leur qualité, envers un ou plusieurs membres du Ministère, un ou plusieurs membres de l'une ou de l'autre Chambre, un fonctionnaire public, un dépositaire ou agent de l'autorité publique, un ministre de l'un des cultes salariés par l'Etat, un citoyen chargé d'un service ou d'un mandat public, temporaire ou permanent, un juré ou un témoin à raison de sa déposition ».

Ce texte, très compréhensif on le voit, n'est pas une innovation : il n'a fait que réunir en lui les dispositions des lois du 17 mai 1819 (art. 16 et 20) et du 25 mars 1822 (art. 6), en y ajoutant toutefois la mention expresse des membres du Ministère et des citoyens chargés d'un service ou d'un mandat publics.

Il est assez explicite, aussi, pour qu'il soit inutile de le faire suivre d'une énumération des nombreuses personnes auxquelles les Tribunaux l'ont déclaré applicable ; leur jurisprudence est d'ailleurs assez large sur ce point, puisqu'un jugement du Tribunal correctionnel de la Seine — infirmé il est vrai par la Chambre des appels correctionnels, le 10 août 1896, et condamné encore, le 22 octobre suivant, par la Cour de cassation — était allé jusqu'à reconnaître le caractère de fonc-

tionnaires publics aux employés de la Compagnie générale des omnibus, société privée.

IV. — Citons seulement quelques exemples d'injures ou de diffamations que la jurisprudence a déclarées avoir été commises *à raison des fonctions ou de la qualité* de la victime, sans qu'il y ait intérêt à distinguer entre *fonction* et *qualité*, la mise en cause de l'une ou de l'autre, indifféremment, étant suffisante pour l'application des articles 31 et 33, § 1.

Un fonctionnaire public, par exemple, est diffamé à raison de ses fonctions lorsqu'on l'accuse d'indélicatesse dans les états de frais de voyages qu'il a fournis à l'administration, en les majorant (Cour d'assises de la Seine, 15 oct. 1881, *J. Pal.*, 82.1.462).

De même, la Cour de Besançon a jugé, le 2 août 1893, que lorsqu'un maire en exercice impute publiquement à son prédécesseur, à la suite d'une discussion relative au mérite de leur administration respective, le fait d'avoir volé des arbres dans les bois communaux, c'est au ci-devant maire et non à la personne privée que s'adresse la diffamation (D. 1894.2.560). Remarquons, au sujet de cet arrêt, qu'il n'est évidemment pas nécessaire que la personne attaquée à raison de ses fonctions ou de sa qualité occupe encore ces fonctions ou soit revêtue de cette qualité au moment du délit. La loi doit la protéger dans le passé comme elle la protège dans le présent.

La Cour de Lyon a décidé dans le même sens, le

5 août 1895 (*Gaz. Pal.*, 1895.2.705), que l'expression de *voleur de commune* adressée à un maire constitue une injure réprimée par l'article 33, § 1.

Par contre, l'allégation portée contre le curé de telle paroisse : qu'il couche avec sa servante, ne constitue pas une diffamation à raison de sa qualité (Cass., 25 janv. 1883, *Gaz. des Trib.*, 26 janv. 1883).

De même, la Cour de cassation a jugé que les expressions de *misérables mouchards*, *faux témoins*, adressées à des instituteurs publics, constituent une injure qui n'a aucun rapport avec leurs fonctions mais qui entacherait leur caractère privé (Cass., 12 mai 1893, *Gaz. Pal.*, 93.2.72).

V. — Dans le cas où une personne se trouve diffamée ou injuriée à la fois dans sa vie privée et à raison de ses fonctions, elle a le droit de négliger les dernières de ces diffamations ou injures, pour ne porter que les premières devant les Tribunaux. Dans ce sens, un jugement du Tribunal correctionnel de Périgueux, du 29 novembre 1892 (*Le Droit*, 19 juillet 1893).

Plus récemment encore, le 7 janvier 1897, la Chambre criminelle de la Cour de cassation a décidé qu'un prêtre, diffamé dans sa vie publique par un journal, pouvait négliger ces premières imputations et porter son action devant le Tribunal correctionnel parce que l'article incriminé s'attaquait en outre à sa vie privée en insinuant que : « le jeune recteur avait une servante trop heureuse de le servir à l'œil, la nuit comme le jour. » (*Gaz. Pal.*, n° du 15 février 1897.)

Mais s'il y connexité absolue, impossibilité complète de séparer les deux ordres d'allégations, c'est-à-dire, selon la Cour de cassation (20 novembre 1846), si celles-ci tendent au même but et se rattachent intimement les unes aux autres, ce sont les règles de compétence des diffamations dirigées contre la vie publique qui l'emportent, sans que toutefois la preuve des autres puisse être rapportée.

VI. — En ce qui concerne maintenant la détermination des éléments du délit prévu par les articles 31 ou 33, § 1, des cas où il y aura atteinte à l'honneur, à la considération, à la délicatesse de l'homme public, nous trouvons les mêmes solutions que pour les atteintes à l'honneur des simples particuliers : avec cette réserve toutefois qu'ici le juge se devra montrer plus libéral en présumant moins facilement l'intention de nuire, qui est constitutive de l'outrage en général. Là, en effet, où cet outrage, dirigé contre un simple particulier, ne se conçoit pas sans intention coupable, il peut s'expliquer très bien, au contraire, lorsqu'il s'adresse à un homme public, par des préoccupations d'intérêt général qui en diminuent le caractère agressif.

L'article 11 de la loi du 11 mai 1868, connue sous le nom de loi Guilloutet, qui réprimait la moindre incursion dans la vie privée, n'existe plus aujourd'hui, c'est vrai ; mais il n'en reste pas moins certain, pour la jurisprudence comme pour le point d'honneur, comme pour la logique du législateur, qu'un simple particulier ne

saurait laisser passer certaines divulgations, certaines interprétations malveillantes de ses actes, tandis que celui qui a accepté une situation publique doit, dans certaines limites apporter une plus grande longanimité dans ses rapports avec ceux qu'occupe sa conduite.

C'est ainsi que les Tribunaux ont eu souvent à faire application de cette idée très juste, dans les polémiques locales ardentes qui signalent périodiquement les luttes électorales. Le candidat n'est pas encore un homme public et les textes propres à celui-ci ne lui sont point applicables, mais cependant il n'est déjà plus tout à fait le simple particulier qui a gardé le droit absolu de vivre ignoré : en briguant les suffrages de ses concitoyens, il a volontairement fait le sacrifice d'une partie de son repos.

Selon les termes de M. Hébert, qui fut Procureur général à Paris :

« Tout ce qui est relatif à la vie privée proprement dite doit être régi par les règles du délit de diffamation, mais il en va autrement pour tout ce que le candidat a fait comme homme public et pour le soutien de sa candidature. »

C'est là, d'ailleurs, une pure question de tact jurisprudentiel, puisque le Parlement a repoussé : et le projet de M. Trarieux, qui assimilait le candidat au fonctionnaire et celui de M. Bozérien qui demandait la possibilité de la preuve des imputations dirigées contre ce candidat.

Ainsi le Tribunal correctionnel de Montdidier a jugé, le 22 novembre 1884, qu'un journal a le droit et jusqu'à un certain point le devoir, pendant la période électorale, d'éclairer l'opinion publique sur la valeur intellectuelle et morale de tout candidat (*Gaz. Pal.*, 82.1.227).

Le Tribunal correctionnel de Bourg, le 4 novembre 1885 (*Gaz. Pal.*, 85.2.636), que les allégations, même violentes, dirigées contre un candidat et inspirées moins par le désir de nuire que par celui d'éclairer le suffrage universel, ne doivent pas tomber sous le coup de la loi pénale. Dans le même sens encore : Tribunal correctionnel de Grenoble (22 décembre 1884, *Gaz. Pal.*, 85.1.223).

VII. — Les candidats aux fonctions électives devraient frémir en songeant aux libertés que permet de prendre à leur égard cette jurisprudence qui consacre le droit pour tous, et le devoir pour quelques-uns, de discuter sur leur *valeur intellectuelle et morale*, en usant d'allégations *même violentes*. Dût leur point d'honneur en souffrir, le nombre cependant ne diminue pas, de ceux qui aspirent à devenir des hommes publics ; toute licence n'est d'ailleurs pas tolérée contre eux, car pour être candidat on n'en reste pas moins homme, et même homme d'honneur, avec toutes les obligations et tous les droits que comporte cette qualité. Les expressions de : *pantin politique, ganache, plat valet du pouvoir* ont, par exemple, été jugées injurieuses.

Constitue le délit de diffamation, le fait d'accuser un

candidat d'avoir corrompu les électeurs et de dire qu' « ayant besoin d'un succès pour figurer encore quelques années sur la scène politique, il l'avait acheté, que c'était affaire entre lui et sa conscience » (Rennes, 30 novembre 1892, *Gaz. Pal.*, 93.1.29).

De même pour l'allégation d'avoir « lancé sur un canton une véritable meute d'agents électoraux qui ont fini par surprendre la bonne foi des uns ou éveiller la cupidité des autres » (même arrêt).

De même encore, la Cour de Paris a jugé, le 2 janvier 1894 (*Bull. crim. d'appel*, n° du 25 janvier 1894), qu'il y a diffamation dans le fait de dire d'un candidat qu'il « vit aux dépens de filles publiques, et qu'il fait chouriner l'adversaire dont le langage lui déplaît ».

Le 30 novembre 1896, la Cour de Caen reconnaissait le caractère d'injures à ces expressions d'un article riche en coloris, paru dans le journal *l'Avranchais* : « exploiters du peuple, faméliques, domestiqués, émarqueurs, gens auxquels on ne peut tendre les mains avant qu'ils ne les aient lavées (?), adversaires déloyaux qui n'ont pas de parole, gavés qui se sont engraisés aux dépens du peuple qui les a trainés aux gémonies etc... » (*Gaz. Pal.*, n° du 4 mars 1897).

La crudité de ces propos rendait ces dernières solutions inévitables, mais combien d'autres outrages, aussi injurieux, qui visent l'homme public, échappent pour avoir été plus perfides, mieux déguisés, à toute répression, par cela même que la discussion est ouverte sur

certaines côtés de la vie privée qui peuvent intéresser la distinction ou l'honorabilité de la vie publique. C'est là la monnaie courante des luttes électorales.

Quoi qu'il en soit, constatons cette tolérance des Tribunaux, en conformité d'ailleurs avec des mœurs progressistes dont le scepticisme diminue sans doute beaucoup la portée des outrages en pareille matière.

VIII. — Il nous reste maintenant à indiquer les solutions de la loi, spéciales à la répression des atteintes à l'honneur de l'homme public, en nous plaçant au triple point de vue de la pénalité, de la compétence et de la preuve possible des faits allégués.

Comme en matière d'outrages envers les simples particuliers, la peine de la diffamation est ici plus élevée que celle de l'injure : contre la première l'article 31, par renvoi à l'article 30 qui réprime la diffamation envers les Cours, les Tribunaux, les armées de terre ou de mer, les corps constitués et les administrations publiques, prononce un emprisonnement de huit jours à un an et une amende de 100 francs à 3.000 francs ou l'une de ces deux peines seulement.

Contre l'*injure*, l'article 33, § 1, prononce un emprisonnement de six jours à trois mois et une amende de 18 francs à 500 francs ou l'une de ces deux peines seulement. Si l'injure n'était pas publique, et qu'elle ne constituât pas d'ailleurs un *outrage* réprimé par les articles 222 et suivants du Code pénal, la sanction serait absolument semblable à celle des injures non publiques

contre les simples particuliers : c'est l'article 471 qui serait applicable alors : il en est de même en cas de *diffamation* non publique (Cassation, 4 août 1832, *J. P.*, 4 août, 30 août 1854. Blanche, tome 7, p. 259).

Si l'on compare le quantum de ces peines spéciales à notre chapitre, à celui des peines édictées par les articles 32 et 33, § 2. contre les atteintes à l'honneur des simples particuliers, on constate qu'il est sensiblement le double de ce dernier, dans son minimum et dans son maximum, pour la diffamation, et qu'il est à peine d'un tiers plus élevé pour l'injure. Il n'y a pas, en somme, de différence considérable entre les pénalités qui protègent l'honneur du particulier et celles qui protègent l'honneur de l'homme public : ce dernier honneur est seulement estimé un peu plus cher par le législateur ; nous avons vu que, d'autre part, aux yeux de l'interprète, il était souvent plus difficile à entamer.

IX. — En ce qui touche au contraire à la compétence et à l'administration de la preuve, les règles qu'applique le législateur à la répression de certains délits contre l'honneur de l'homme public, sont diamétralement opposées à celles qui régissent la répression de ces mêmes délits lorsqu'ils atteignent l'honneur du particulier.

Le Tribunal correctionnel, compétent pour ces derniers, est ici remplacé par la juridiction de la Cour d'assises (art. 45, loi du 29 juillet 1881), aussi bien pour l'application de l'article 33, § 1, que de l'article 31. Une

proposition déposée en novembre 1889 à la Chambre par M. Reinach et tendant à correctionnaliser les délits d'injure et de diffamation contre les personnes publiques, n'a pas été adoptée.

Mais où les règles applicables à la diffamation diffèrent de celles qui régissent l'injure, c'est lorsqu'il s'agit de la faculté laissée au diffamateur d'apporter devant la Cour d'assises la preuve de la vérité du fait allégué par lui, preuve qui doit entraîner son acquittement.

L'article 35 de la loi de 1881 dispose en effet que :

« La vérité du fait diffamatoire, mais seulement quand il est relatif aux fonctions, pourra être établie par les voies ordinaires, dans le cas d'imputations contre les corps constitués, les armées de terre et de mer, les administrations publiques, et contre toutes les personnes énumérées dans l'article 34.

La vérité des imputations diffamatoires et injurieuses pourra être également établie contre les directeurs ou administrateurs de toute entreprise industrielle, commerciale ou financière faisant appel à l'épargne ou au crédit.

Dans les cas prévus aux deux paragraphes précédents, la preuve contraire est réservée. Si la preuve du fait diffamatoire est rapportée, le prévenu sera renvoyé des fins de la plainte. »

Le second paragraphe de cet article parle bien de la preuve d'imputations *injurieuses*, en même temps que d'imputations diffamatoires. Mais il ne peut évidem-

ment se rapporter qu'à l'hypothèse où le même propos est à la fois diffamatoire et injurieux, où la diffamation y revêt une forme injurieuse, ce qui ne l'empêche pas de rester une diffamation soumise à la règle que nous étudions. Une *injure*, en effet, ne *se prouve* pas, parce qu'elle ne contient pas l'affirmation d'un fait précis : le mot d'*imputation* qu'accompagne l'épithète d'*injurieuse* ne peut d'ailleurs laisser aucun doute sur l'intention du législateur de restreindre au fait diffamatoire la possibilité de la preuve.

Dans une autre hypothèse, si plusieurs propos incriminés sont : les uns diffamatoires, les autres injurieux, la preuve des premiers sera seule permise, mais la victime aura le droit, si elle redoute cette preuve, de les négliger, pour ne poursuivre que les derniers. Mais il faut encore, pour cela, qu'il n'y ait pas connexité absolue entre ces deux sortes de propos, qu'ils ne soient pas nécessairement liés entre eux.

X. — C'est toujours la doctrine que le législateur de 1819 avait cru bon de formuler expressément dans un texte qui n'a pas survécu, l'article 20 : « la preuve des faits imputés met l'auteur de l'imputation à l'abri de toute peine, sans préjudice des peines prononcées contre toute injure qui ne serait pas nécessairement dépendante des mêmes faits. »

Que la diffamation, d'ailleurs, soit verbale ou écrite, il faut décider, puisque le législateur n'établit aucune distinction, qu'il est toujours permis d'en apporter la

preuve. Cette question a néanmoins été controversée par M. Chassan (tome II, n° 1974) qui décide que la diffamation verbale ne doit point être prouvée « à moins que l'on ne veuille établir la liberté de la dispute, de la licence, des tabagies, des dévergondages de la place publique ». Mais, répond judicieusement M. Fabreguettes à cette énumération pittoresque : « sans parler des cafés qui sont généralement aujourd'hui des établissements d'ordre élevé, nous signalerons les réunions publiques, les conférences, où la diffamation verbale peut ne pas revêtir le caractère bas et vil qu'on veut lui attribuer ». Pourquoi l'écrivain aurait-il, en diffamant, une garantie que l'orateur n'aurait pas ?

Quelles sont maintenant les conséquences de l'application aux atteintes portées à l'honneur de l'homme public, de ces règles spéciales en matière de compétence et de preuve.

Elles conduisent en somme à faire de la diffamation, sinon même de l'injure, un délit d'*opinion*, délit d'opinion parce que c'est l'opinion, représentée par le jury, qui en devient juge : délit d'opinion aussi parce que c'est dans le but d'éclairer cette opinion, de lui permettre de se former et de prononcer peut-être un acquittement, tout en reconnaissant la matérialité des faits, que la preuve est rendue possible en notre hypothèse.

Et c'est de toute justice que la société s'accorde le droit de livrer à l'opinion la conduite de l'homme qui,

par ambition, par intérêt, par dévouement peut-être, a accepté un mandat d'intérêt général ou fait appel au crédit public et, par cela même, a perdu le droit de défendre, fût-ce contre la seule malveillance, le secret de ses actes présents ou de ses actes passés, dans le cas où il aurait résilié ses fonctions, mais où cependant, dit M. Fabreguettes, il doit laisser derrière lui ce « cautionnement moral de sa gestion ».

D'ailleurs, selon l'expression de Benjamin Constant, lorsqu'il parlait en faveur de l'admissibilité de la preuve : « c'est plaider la cause des fonctionnaires que de prétendre qu'ils n'ont rien à craindre de la vérité » ; la cause des fonctionnaires honnêtes, tout au moins.

XI. — Est-ce à dire que le point d'honneur de ceux-ci ne sera jamais mis en danger par ce libéralisme des règles spéciales qui les concernent ? Nous ne le croyons pas. Constatons seulement pour l'instant, d'une part — et sans chercher à faire son procès au jury — que si sa juridiction présente des garanties sérieuses, c'est plutôt d'ordinaire, en faveur du prévenu que de la partie civile, surtout dans des affaires où, l'intérêt privé d'un seul étant mis en cause plus directement que les avantages sociaux désirables pour tous, la justice que lui feront rendre ses pairs risque dans une certaine mesure, assez large pour un juge dont l'esprit mobile se détermine souvent par une impression, d'être subordonnée à la sympathie respective, politique ou autre qu'inspireront les adversaires en présence, plutôt qu'au dommage réellement causé.

Constatons encore, d'autre part, un grave inconvénient de la procédure actuellement suivie aux assises. Il n'est posé au jury qu'une seule question : sur le fait de la culpabilité ou de la non-culpabilité du prévenu ; aucune allusion ne s'y trouve renfermée à la vérité ou à la fausseté du fait diffamatoire. Or il arrive souvent que, par une foule de considérations qui ne sont même pas toujours très juridiques, les jurés prononcent un acquittement alors cependant que la fausseté des allégations portées par le diffamateur est surabondamment établie. Rien pourtant ne vient indiquer que cette fausseté ait été reconnue et tout se passe comme si l'homme public attaqué avait été judiciairement convaincu des faits déshonorants qui lui étaient imputés. Non seulement son diffamateur échappe à toute répression, à tous dépens et à tous dommages-intérêts, mais il reste encore permis de supposer que la justice a reconnu le bien-fondé de ses allégations.

Il y a là une véritable inconséquence, grosse de dangers. M. Bozérian avait déposé au Sénat une proposition de loi tendant à faire poser au jury une seconde question, portant spécialement sur le point de savoir si le prévenu avait fourni la preuve du fait diffamatoire, et à laquelle le jury, pour sauvegarder l'honneur du plaignant, aurait pu répondre négativement, tout en répondant aussi négativement, pour d'autres raisons, à la question relative à la culpabilité. Cette proposition

a été prise en considération le 27 juin 1882 ; mais là s'est arrêtée son histoire.

XII. — Pour nous résumer, si l'homme public est protégé d'une façon spéciale par une pénalité légèrement plus forte des délits contre son honneur, il est placé, non sans raison d'ailleurs, en dehors de la loi commune qui assure sagement le repos moral à chaque particulier, quand bien même il ne serait pas exempt de tout reproche.

CHAPITRE V

EXCEPTIONS LÉGALES DANS LA RÉPRESSION.

§ 1. — **Provocation.**

I. — Lorsque l'injure ou la diffamation sont parfaitement caractérisées, lorsque toutes les conditions de mauvaise foi, de préjudice, de publicité, se trouvent réunies, lorsqu'en un mot il ne manque pas un seul des éléments d'incrimination nécessaires dans chaque espèce, il peut se faire encore que le coupable reste protégé par la loi elle-même contre toute répression.

Ces causes légales d'impunité n'existent qu'en matière d'outrages commis par l'*expression*. Ce sont elles que nous allons examiner pour terminer cette étude de notre législation. Elles se présentent sous trois chefs de natures bien différentes : existence d'une provocation de la part du plaignant, outrages portés contre la mémoire des morts, immunité parlementaire ou judiciaire.

II. — L'excuse de la provocation n'est plus, ici, seulement *atténuante*, comme en matière de coups et blessures, de violences physiques : elle est *absolutoire* : celui en faveur duquel il est possible de l'invoquer est exempt de toute peine ou, à parler plus exactement, quoique le

résultat soit le même au point de vue de la répression, son acte cesse d'être légalement délictueux.

L'absence de provocation de la part du plaignant est en somme, aux termes des articles 471, § 11, du Code pénal et 33, § 2, de la loi de 1881, un des éléments constitutifs de certains délits contre l'honneur. Mais comme l'impunité résulte ici de circonstances extrinsèques, indépendantes de la volonté de l'agent dont le délit existe en réalité de toutes pièces, dans sa matérialité et dans l'intention de nuire qu'il nécessite, il semble préférable, à notre point de vue, de faire une place à part à l'examen de l'influence exercée par cette provocation sur la répression de l'outrage.

La provocation, tout d'abord, n'est prise en considération qu'en matière d'injure proprement dite, et quelle que soit d'ailleurs la forme sous laquelle cette injure s'est manifestée : verbale ou écrite, publique ou non publique. Sous l'empire de la législation antérieure à 1881, l'injure non publique seule pouvait être excusée par la provocation. La solution actuelle est certainement préférable parce qu'il est illogique de subordonner à un caractère de publicité plus ou moins restreinte, une impunité qui puise uniquement sa raison d'être dans l'indulgence très légitime du législateur pour le sentiment d'irritation qui se traduit par la profération d'une injure, chez l'homme frappé le premier dans son honneur.

Quant aux propos diffamatoires, la provocation à la-

quelle ils ont répondu pourra sans doute influencer sur l'application de la peine par le juge, mais, légalement, cette provocation ne produit à leur égard aucun effet : soit parce que la diffamation ne s'explique pas aussi facilement que l'injure par un mouvement excusable d'irréflexion ou de colère, soit parce que le législateur, devant les conséquences pratiques plus graves de la diffamation, n'a pas voulu la rendre libre, même au cas où elle aurait été provoquée par l'attitude imprudente de celui qu'elle irait atteindre.

III. — Ainsi, lorsqu'elle est précédée d'une première injure ou d'une diffamation, ou même d'un acte blessant que la loi trouverait trop peu significatif pour le punir comme un délit, d'une *provocation* en un mot, l'injure cesse d'être réprimée, quelle que puisse être la gravité respective des propos échangés.

La diffamation au contraire, fût-elle précédée de la plus mortelle injure, ou d'une autre diffamation, ou même d'une voie de fait, ne cesse pas de tomber sous le coup de la loi.

La provocation n'est même pas pour elle, comme pour les délits réprimés par les articles 321 et suivants du Code pénal, une cause légale d'atténuation.

Ces solutions ne sont d'ailleurs certaines que pour la diffamation publique prévue par la loi du 29 juillet 1881.

La diffamation non publique, en effet, ne pouvant être réprimée que par une interprétation large donnée à l'article 471, § 11, du Code pénal, sur l'injure non pu-

blique, c'est-à-dire par une assimilation complète à cette sorte d'injure, il semblerait difficile de ne lui appliquer que pour partie seulement les termes de l'article 471.

Ce serait de l'arbitraire et, puisque cet article subordonne la répression à l'absence de toute provocation, il paraît juste d'étendre cette solution à la diffamation non publique.

Mais il arrive souvent en pratique, devant les assertions des parties et devant même les témoignages contradictoires des amis qui surgissent toujours à la barre dans ces sortes d'affaires, que le juge se trouve fort empêché de déterminer lequel des adversaires en présence a ouvert le feu le premier. Les querelles commencent en général par des propos peu significatifs, par des mots à double entente, et chacun se défend d'avoir prononcé le premier la parole décisive. Comment distinguer alors où commencent la provocation qui excuse et l'injure qui serait devenue libre? Dans le doute, les deux parties doivent être acquittées, *renvoyées dos à dos*, selon l'expression consacrée, ce qui ne les satisfait en général ni l'une ni l'autre, ou condamnées toutes deux si la nature de la querelle permet d'y réprimer un tapage injurieux, ce qui ne les satisfait pas davantage.

IV. — L'influence de la provocation est d'ailleurs une des questions les plus délicates, les plus insolubles peut-être, que soulève notre matière, et nous verrons que le point d'honneur, de son côté, lui a cherché des

solutions qui, pour n'être point officielles, n'en constituent pas moins des règles écrites, ayant force de loi dans certains milieux.

Voyons encore ici quelques exemples de jurisprudence pour préciser les cas où les Tribunaux admettront l'existence de la provocation. Sur ce point leurs décisions sont souveraines : « attendu, en effet, dit la Cour de cassation, que l'article 471 (ou l'article 33 de la loi de 1881) n'a pas défini les caractères que doit revêtir la provocation » (26 mai 1853, Sirey, 1853.1.795, *Bull.*, n° 187) ; et ces décisions s'inspirent parfois d'un esprit assez large. Ainsi dans l'espèce sur laquelle est intervenu l'arrêt précité de Cassation, le juge de simple police avait trouvé cette provocation dans « le fait par une personne étrangère à la commune de participer à une pétition dommageable formée par les habitants contre leur curé ». Un démenti, une simple contradiction (Cassation, 3 juin 1881), un geste, une attitude outrageante (Trib. de Corbeil, 26 octobre 1881, *J. Pal.*, 82.1.471), sont encore regardés comme autant de provocations. Ce sont là des actes, cependant, qui, le plus souvent, ne pourraient être retenus pour faire l'objet d'une condamnation pour atteinte à l'honneur. La jurisprudence, à bon droit, en reconnaît cependant le caractère blessant, puisqu'elle y trouve des raisons suffisantes pour faire bénéficier les injures dont ils ont été la cause, de l'impunité organisée par la loi, au cas de provocation.

V. — Il n'est pas nécessaire non plus, pour que cette provocation produise son influence absolutoire, qu'elle ait précédé immédiatement l'injure : un temps relativement considérable a pu s'écouler entre elles : « Attendu, dit un arrêt de Cassation du 18 août 1836, rapporté par Blanche (tome 7, page 265), que le n° 11 de l'article 471 n'a pas fixé l'intervalle qu'il devrait y avoir entre une provocation et les injures qui en seraient la suite, pour que celles-ci fussent ou non excusables... » Cet arrêt rejetait le pourvoi formé contre un jugement correctionnel qui reconnaissait, en appel, la provocation, dans le fait d'avoir traité quelqu'un de *mauvais sujet*, plusieurs heures avant le moment où celui-ci avait répondu par une injure.

La provocation ne peut jamais excuser que des injures strictement personnelles à l'auteur de cette provocation et ne visant que lui. Dans une espèce tranchée par la Cour de Bourges, le 21 novembre 1889 (*le Droit*, 30 nov. 1889), un sieur B..., pharmacien à Ste-Sévère, avait outragé un concurrent nommé G..., par lequel il avait été provoqué. Malheureusement pour B..., dans les paroles blessantes qu'il avait adressées à G... en réponse à sa provocation, il avait eu l'imprudence de mêler le nom de l'associé de G..., un certain L..., lequel, n'ayant pas participé à la provocation, le poursuivit et le fit condamner : « attendu, dit l'arrêt, que la provocation doit être personnelle ».

VI. — Toutes les solutions précédentes, remarquons-

le, n'ont trait qu'à des débats existant entre simples particuliers. Du silence gardé par le paragraphe 1^{er} de l'article 33 de la loi de 1881, silence significatif quand on l'oppose à la disposition restrictive formelle du paragraphe suivant, il résulte que l'injure publique adressée à un homme public à raison de ses fonctions ou de sa qualité ne peut jamais trouver une excuse légale dans la provocation à laquelle il se serait livré tout d'abord.

Mais, ne l'oublions pas, c'est le jury qui devient compétent dans ce cas et, sans craindre de trop s'avancer, on peut affirmer qu'en fait, la victime peu patiente d'une provocation, tirera de celle-ci tout le profit que l'auteur d'une injure adressée à un simple particulier en eût tiré devant le Tribunal correctionnel.

Notre législateur, en somme, attribue avec raison une influence considérable, dans certains cas qu'il détermine, à la provocation subie par l'auteur d'un délit contre l'honneur et nos Tribunaux sont assez larges dans l'appréciation des faits constitutifs de cette provocation. Nous verrons cependant que le point d'honneur ne se trouvera pas toujours d'accord avec la justice en cette matière.

§ 2. — Outrages aux morts.

I. — Contrairement à l'impunité tirée de l'existence d'une provocation, laquelle est restreinte à l'injure — et à l'injure qui s'attaque aux seuls particuliers — l'impunité, subordonnée à certaines conditions, qui couvre les

outrages adressés aux morts, est absolument générale et s'applique aussi bien en matière de diffamation qu'en matière d'injure, aussi bien aux atteintes dirigées contre l'honneur des hommes publics décédés, qu'à celles dont la mémoire des simples particuliers est frappée.

L'article 34 de la loi du 29 juillet 1881 dispose en effet que : « Les articles 29, 31, 32 et 33 ne seront applicables aux diffamations ou injures dirigées contre la mémoire des morts, que dans les cas où les auteurs de ces diffamations ou injures auraient eu l'intention de porter atteinte à l'honneur ou à la considération des héritiers vivants.

Ceux-ci pourront toujours user du droit de réponse prévu par l'article 13. »

Ainsi la condition *sine qua non* apportée à la répression par cet article est l'existence chez le coupable de *l'intention de porter atteinte à l'honneur ou à la considération des héritiers vivants*.

La Chambre correctionnelle de la Cour de Paris a fait la dernière application que nous connaissions de cet article 34, dans un arrêt du 22 février 1897 qui renvoie le journal *la Libre Parole* des fins de la poursuite exercée par J. Lebaudy pour outrages à la mémoire de son frère : « Considérant, dit l'arrêt, que l'intention de l'écrivain n'était pas de viser J. Lebaudy et de l'atteindre personnellement. » (*Gaz. Pal.*, n° du 10 mars 1897.)

La loi de 1881 a donc adopté une solution préconisée sous l'empire de la loi de 1819 par M. Chassan et qui

n'était ni celle de la Cour de cassation ni celle d'une grande partie de la doctrine, solutions entre lesquelles le silence gardé sur ce point par le législateur de 1819 avait amené un désaccord complet.

Pour certains auteurs, M. Grellet-Dumazeau en particulier, non seulement il était certain, de par la Règle *nulla pœna sine lege*, que la diffamation contre les morts devait rester impunie, mais encore cette solution était, au point de vue législatif, regardée comme excellente : les arguments invoqués en faveur de cette thèse pouvaient se ramener à l'exaltation de ce qu'il est convenu d'appeler *les droits de l'Histoire*.

Pour la Cour de cassation (24 mai 1860, 23 mars 1866 24 mai 1879) au contraire, l'outrage dirigé contre une personne décédée était absolument assimilé pour la répression, à l'outrage dirigé contre une personne vivante, à ceci près que c'étaient les héritiers de la victime qui exerçaient la poursuite, au lieu que ce fût cette victime elle-même.

II. — Entre ces deux théories extrêmes, le législateur de 1881 a donc adopté, nous l'avons vu, dans l'article 41, la solution intermédiaire, voulant ainsi, selon les termes du rapport de M. Pelletan : « donner satisfaction au respect qu'on doit à la famille et à celui qui est dû à l'histoire », parce que, dit plus haut le même orateur : « Au-dessus du droit de la famille privée, il y a le droit de la famille universelle qui représente l'histoire. » Mais « lorsque la diffamation contre les morts

passer par dessus leur tombe pour aller frapper des vivants, la loi n'a plus alors devant elle des ombres de personnes, elle a des personnes réelles ».

Ainsi le fondement du texte moderne est dans cette double idée que, pour qu'il y ait délit d'injure ou de diffamation, il faut une victime, et qu'un mort ne saurait jouer ce rôle de victime. C'est cette dernière proposition que développait éloquemment M. Grellet-Dumazeau lorsqu'il écrivait : « Le délit de diffamation contre la mémoire des morts, aux yeux du sage et pour le for intérieur, est complet dans tous les éléments qui concourent à le former, et il est odieux, car il viole la sainteté des tombeaux et s'attaque lâchement aux restes d'un cadavre. Mais pour la loi positive, pour notre loi criminelle surtout qui, si elle n'est athée, est au moins matérialiste, qu'est-ce qu'un mort ? un corps inerte, une pincée de poussière. Qu'est-ce que la mémoire d'un mort ? rien. »

Nous ne pensons pas cependant, comme M. Grellet-Dumazeau, qu'il faille chercher dans l'*athéisme* ou le *matérialisme* de notre loi, une explication à cette idée qui dénie aux morts la survivance d'une personnalité susceptible encore de lésions. Notre ancien droit, en effet, qui n'est pas suspect de matérialisme ni d'athéisme, n'en était pas moins, sur ce point spécial, pénétré de cette même idée : *Injuria non censetur facta defuncto, quia postquam quis mortuus, non potest plus aliquo modo offendi...* (*Praxis criminalis* du XVI^e siècle). Domat,

Voët, Muyart de Vouglans sont également en ce sens. L'impunité n'en résultait pas d'ailleurs pour le diffamateur car, ajoute la suite du texte précité : ...*sed benedicitur facta heredibus qui, propterea, proprio nomine, habent injuriarum actionem.*

A quatre siècles d'intervalle, voilà donc la même justification apportée au châtiment légal de l'outrage contre les morts : c'est que cet outrage peut atteindre les vivants ; voilà la même condition mise à ce châtiment : il faut que ces vivants se sentent atteints.

III. — Mais, et la différence est intéressante à faire ressortir, alors qu'autrefois les héritiers (même s'ils avaient répudié la succession du *de cujus*. *Sic* : Voët), étaient toujours en droit de porter plainte pour outrages adressés directement à sa mémoire, ce droit ne leur compète aujourd'hui que s'ils ont été personnellement visés par ces outrages. La *Praxis criminalis* et la loi du 29 juillet 1881 donnent à la répression le même fondement ; mais, dans la première, l'existence de ce fondement se présume, elle va de soi, tandis que la seconde se borne à reconnaître que, parfois, les héritiers vivants auront été directement visés dans l'outrage, et qu'alors seulement, le délit existera, parce qu'alors seulement ils pourront se dire atteints, ils seront *la victime* nécessaire à l'incrimination légale.

Il est curieux de constater comment ces deux formes successives d'une législation, après avoir adopté le même point de départ, en arrivent à des conclusions opposées,

puisque, dans l'une, la faculté de poursuivre les outrages contre les morts était la règle, alors que, dans l'autre, cette faculté n'existe plus qu'à titre exceptionnel.

Peut-être faut-il rapporter la consécration par notre ancienne jurisprudence de cette solidarité présumée entre le mort et son héritier, à la conception très haute qu'on avait alors de la piété filiale, au respect qu'on professait pour les ancêtres, à la rigueur des obligations et des droits qu'engendraient les liens du sang ? En tous cas, si les lois sont vraiment le miroir fidèle des mœurs, il faut reconnaître que celles-ci ne semblent plus comporter chez nous, à un tel degré, cette piété filiale, ce respect, cette rigueur, puisque, seuls, l'égoïsme ou l'amour-propre personnels de l'héritier — si ce ne sont point là des pléonasmes — sont reconnus par le législateur comme les mobiles possibles d'une action intentée pour outrages à la mémoire d'un mort. Aujourd'hui, on a perdu le droit de venger cette mémoire : on a le droit seulement de *se* venger des éclaboussures reçues.

Cette loi s'inspire d'un idéal moral évidemment moins noble que celui de notre ancienne jurisprudence ; peut-être est-elle en réalité plus pratique, mieux appropriée à nos besoins : peut-être est-elle nécessaire aux libertés de l'histoire ? Nous verrons aussi ce que le point d'honneur en peut espérer.

IV. — Mais dès à présent, sans discuter la légitimité de ces droits de l'histoire et sans nous occuper du conflit possible entre ceux-ci et les exigences du point

d'honneur, nous pouvons nous demander s'il est même toujours permis, s'il est logique d'opposer, à l'encontre de ces exigences, le principe de la liberté due à l'historien.

Cette liberté, qu'elle existe entière pour celui qui traite de faits politiques, de faits publics : soit ; qu'un homme ait alors le droit d'imputer à l'un de ses semblables, mort avant lui, des faits plus ou moins précis : cela se conçoit encore, fût-il prouvé qu'il agit par malveillance posthume ou par esprit de mensonge, pourvu toutefois qu'il garde le ton de la discussion littéraire ou scientifique, le langage de cette histoire dont il se réclame (1). Mais comment justifier, pour ce même homme, le droit de s'attaquer à la vie privée de celui qui n'est plus ? « Quant à la vie privée, dit M. Fabreguettes (tome II, p. 8), à la vie des simples particuliers, que l'on a soigneusement murée, qu'on a voulu invisible, renfermée dans l'intérieur de la famille comme dans un asile impénétrable, on se demande vainement quelles peuvent être les nécessités de l'histoire ? » (*Sic* : M. Lisbonne, *J. Officiel*, 22 juillet 1881.)

(1) Encore conviendrait-il de faire la restriction présentée dans ces termes, par M. le substitut Seligman (1^{re} Ch. Trib. civ., Seine, 10 mars 1897. *Gaz. Pal.*, n° du 11 mars) : ... « il peut être vrai, il est vrai... que l'historien ait le droit à l'erreur,... mais à la condition qu'il s'agisse de faits suffisamment anciens. Nous n'admettrions pas que si Hippocrate avait des descendants à l'heure actuelle et si ceux-ci pouvaient établir leur filiation, il leur fût permis de demander la rectification d'un passage dans lequel on aurait parlé de leur ancêtre d'une manière désagréable... » Mais il n'en est plus de même pour les descendants d'un médecin connu de notre époque.

Comment justifier, surtout, le droit à *l'injure*, *stricto sensu*, à la grossièreté, à l'invective, contre celui que l'outrage le plus atroce ne pourra désormais faire sortir de son silence ? Comment justifier le droit d'imposer cette torture à ses enfants, parce qu'ils ne sont pas visés personnellement dans leur honneur ou leur considération ?

De deux choses l'une : ou bien le coupable voulait écrire de l'histoire et nous pensons alors que, pour la dignité même de l'Histoire, il importerait qu'un tel abus des droits qu'elle confère fût réprimé, que l'exercice de ces droits fût restreint au besoin. Ou bien nulle préoccupation n'était plus étrangère à cet auteur que celle de faire œuvre d'historien ; la haine, la rancune, non désarmées par la mort, étaient les seules causes des intempérances doublement odieuses de son langage, et pourquoi venir invoquer alors, pour assurer son impunité les droits imprescriptibles de l'Histoire qui n'a que faire de tels adeptes ?

V. — En fait, c'est toujours cette dernière hypothèse qui sera celle des espèces où les héritiers, réduits à l'impuissance par le texte de la loi, auront la honte et l'angoisse d'assister en spectateurs, comme le public, aux viles attaques qui blessent la pudeur d'affections sacrées et pour le châtiment desquelles ils donneront peut-être leur sang, faute d'un moyen légal qui leur permit de les réprimer ou seulement d'en arrêter le cours.

L'histoire, en effet, n'a nul besoin, pour son œuvre d'enseignement, de disséquer la vie privée. Les détails piquants qu'elle y peut relever sont moins instructifs pour leurs lecteurs qu'ils ne sont dangereux pour la paix du mort, et cruels pour ses héritiers.

La puissance, la célébrité ont de tristes retours posthumes, lorsqu'elles font perdre à jamais le secret de la vie privée, dans ce qu'on y trouve de plus intime et de plus cher (1). L'histoire n'a nul besoin surtout, pour écrire ses relations, du vocabulaire de l'injure, et comme ces besoins de l'histoire constituent la seule raison sérieuse qu'on invoque en faveur de l'impunité pour les outrages dirigés contre les morts, il nous semble inouï que cette impunité puisse couvrir ceux de ces outrages qui s'attaquent à la vie privée ou ceux qui revêtent une forme injurieuse, même si leur auteur n'a pas eu l'*intention* d'atteindre les héritiers vivants. Nous ne comprenons donc pas qu'on puisse justifier la généralité d'application de l'article 34, dont l'impunité s'é-

(1) Le 11 mars 1897, la 1^{re} Chambre du Tribunal de la Seine a repoussé la demande de Mme Maurice Sand, tendant à la suppression du livre *Histoire d'amour* qui contenait un certain nombre de lettres intimes de George Sand à Alfred de Musset.

Il convient de remarquer, toutefois, que George Sand avait autorisé dans son testament la publication de cette correspondance amoureuse.

Par contre, le juge des référés vient d'interdire la représentation d'une pièce où ces mêmes personnalités étaient mises à la scène (*Une nuit de Venise*, Histoire irrévérencieuse), et, le 16 mars 1897, la 1^{re} Chambre de la Cour de Paris, malgré les conclusions contraires de M. l'avocat général Bulot, a confirmé cette décision.

tend à tous les délits prévus par les articles 31, 32 et 33. Cette impunité, discutable peut-être pour le point d'honneur, s'explique, tout au moins, pour la référence à l'article 31 : elle reste incompréhensible quand elle s'applique aux délits prévus par l'article 32 et surtout aux délits d'*injures* prévus par l'article 33.

VI. — On peut prétendre, il est vrai, que, dans ces deux derniers cas et même aussi, pour une partie de la jurisprudence et de la doctrine (Trib. Lyon, 9 janvier 1884, *Monit. Lyon*, 15 février ; Faivre et Benoît-Lévy, p. 168), dans le cas où l'outrage était dirigé contre la mémoire d'un homme public, les héritiers ne restent pas désarmés devant l'absence d'intentions blessantes à leur propre égard, puisque la voie civile leur est toujours ouverte. Sans doute, et parfois ils pourront obtenir ainsi des dommages-intérêts (1). Mais il ne faut pas oublier que, pour avoir le droit d'invoquer l'article 1382, le demandeur doit, avant toutes choses, prouver l'existence du dommage et si celui-ci ne réside que dans la douleur morale des enfants du mort, comment l'évaluer ?

(1) Trib. civ. Lyon, 20 décembre 1890, *Monit. Lyon*, 16 janvier 1891 ; Trib. civ. Seine, 3 août et 5 décembre 1895, *Gaz. Pal.*, 96.1). Le 10 mars 1897, par le jugement précité, la 1^{re} chambre du Tribunal de la Seine a condamné M. Lissagaray à 1 franc de dommages-intérêts et à 5 insertions sur la demande des héritiers du Dr Dolbeau que cet écrivain avait représenté faussement, dans son *Histoire de la Commune*, comme ayant livré au peloton d'exécution un fédéré qu'il soignait dans son service. En outre « défense est faite de vendre à l'avenir des exemplaires contenant le passage incriminé ». Ce jugement est basé sur « la solidarité qui unit dans l'esprit du public les demandeurs à celui dont ils portent le nom ».

et surtout comment l'évaluer assez haut : nos mœurs judiciaires, nous le verrons, d'accord en cela avec l'opinion, n'ont point encore admis que pareille douleur morale eût cours suffisant pour entrer sérieusement en ligne de compte dans le règlement d'un préjudice. Ce n'est plus la thèse de l'Ancien droit, qui admettait les recours pécuniaires et même les poursuites répressives *jure sanguinis et propter causam doloris*. Et puis, il ne faut pas l'oublier non plus, une réparation pécuniaire obtenue au civil n'est point une répression et ne saurait produire le même effet moral.

C'est la réflexion que nous ferons encore au sujet du droit de réponse que le dernier paragraphe de l'article 44 accorde, dans les termes de l'article 13, aux héritiers vivants, même lorsqu'ils ne seront pas visés personnellement par l'outrage. C'est là, sans doute, une disposition fort heureuse, qui permettra parfois de rétablir utilement pour la mémoire du mort, des faits mal rapportés ou mal interprétés, mais qui restera vaine devant la mauvaise foi persistante d'un insulteur et qui ne peut encore suppléer à l'absence de répression.

VII. — Quels sont maintenant, pour la jurisprudence les héritiers qui auront le droit d'invoquer les dispositions de l'article 34? et sous quelles conditions?

« Dire d'une personne qu'elle est le fils d'un banqueroutier ou d'un galérien, trouvons-nous dans Fabreguettes, c'est à la fois diffamer ou injurier directement le père et indirectement le fils. Dans un autre ordre

d'idées, appeler un mari : cocu ou cornard, c'est l'injurier directement et injurier indirectement sa femme. » Sur de pareils exemples, le doute n'est évidemment pas possible, mais nombreux seront les cas où l'intention d'atteindre les héritiers vivants dans leur honneur et leur considération sera difficile à isoler et difficile surtout à prouver. C'est chose difficile en effet, que de mettre en relief, que de démontrer jusqu'à l'évidence une intention : combien d'espèces où l'on ne pourra que la présumer ! Or si cette présomption est admise et doit entraîner une condamnation aux yeux de la jurisprudence (à moins que la bonne foi du coupable ne soit démontrée), dans le cas d'outrages adressés à une personne vivante, elle cesse d'exister au cas d'outrages dirigés indirectement contre les héritiers de l'article 34 : c'est la *preuve* de l'intention coupable qu'il faut alors rapporter. Les Tribunaux auront, en somme, un pouvoir d'appréciation presque infini et, ne fût-ce qu'au point de vue de la contrariété des jugements, c'est là un inconvénient qui a déjà été mis en lumière à la Chambre par M. Lisbonne.

C'est le plus souvent au sujet d'allégations relatives à l'origine de la fortune laissée par le *de cujus*, que la jurisprudence a l'occasion de reconnaître l'existence d'intentions blessantes pour les héritiers, et l'on voit que les droits de l'histoire seront, bien souvent aussi, étrangers à ce genre de querelles. Ainsi le Tribunal de Grenoble a jugé, le 11 novembre 1887 (*Monit. Lyon*, 28 août 1888), qu'il y a diffamation contre les vivants à l'occa-

sion d'un acte d'un mort, dans le fait de jeter à la face d'un fils le souvenir d'un délit de son père, en donnant à entendre qu'il jouit d'une fortune mal acquise. Sur des espèces analogues : Cour Paris, 9 juillet 1836 ; Lyon, 11 décembre 1868 (Dall., 69.2.74) ; Trib. Lyon, 9 janvier 1884 (*Monit. Lyon*, 15 févr.) ; Cass., 1^{er} mai 1867 (*J. Pal.*, 67.353).

Quant à la détermination de ceux de plusieurs *héritiers vivants* qui auront le droit de poursuivre, c'est une question très controversée.

Le Tribunal correctionnel d'Albi a décidé, le 2 août 1884 (*Journ. minist. public*, 1884, p. 148), que l'action pour diffamation contre la mémoire d'un défunt ne peut être exercée que par l'héritier qui occupe dans l'ordre de succession le degré le plus proche. Faivre et Benoît-Lévy (p. 168) sont également en ce sens. Mais la plupart des auteurs (Dutruc, n° 249, Barbier, t. II, p. 548, Fabreguettes, t. II, p. 11 ; Bazille et Constant, n° 180 ; Garraud, *Précis*, p. 450, note) pensent avec raison que, le seul fondement de l'action organisée par l'article 34 étant dans l'atteinte portée à l'honneur ou à la considération de l'héritier, dans l'intention de le blesser, il en résulte logiquement que tout héritier ainsi mis en cause, quel que soit son rang, et fût-il même renonçant, doit avoir le droit d'exercer cette action. Cette solution est d'ailleurs indiscutable quant à l'exercice de l'action civile pour la réparation d'un préjudice (1).

(1) Remarquons, en passant, que la Cour de cassation range au

VIII. — Il nous reste ici à distinguer de l'hypothèse prévue par l'article 34, celle où l'homme atteint, de son vivant, dans son honneur, est mort sans avoir exercé les droits que la loi lui confère, mais avant que la prescription ne soit acquise au coupable. Celui-ci ne trouve plus en face de lui que des héritiers. Quels droits auront-ils contre lui pour poursuivre la répression de l'outrage dirigé contre le *de cujus* ? Aucun. En effet, la victime seule pouvait déclencher l'action publique par sa plainte et elle a cessé de vivre. Quant à l'action civile, on la dénie également aux héritiers.

« Si l'infraction, dit M. Garraud (*Précis*, p. 447), n'a atteint que l'honneur ou la considération du défunt, si c'est une injure, une diffamation, les héritiers peuvent-ils commencer une instance pour obtenir au nom du défunt la réparation d'un dommage que lui seul a éprouvé ? Je ne le pense pas : d'une part, l'action civile manquerait ici de base, puisque le fait dont se plaignent les héritiers ne leur a pas causé personnellement un dommage ; d'autre part, celui qui est décédé sans avoir intenté l'action est présumé avoir pardonné. »

Mais il sera cruel, parfois, d'opposer cette présomption à des descendants qui savent qu'elle est fausse et que le temps seul a manqué au défunt pour intenter des poursuites qu'il jugeait indispensables à la réparation de son honneur. Loin de pouvoir obtenir en son nom cette

nombre des *héritiers vivants* de l'article 34, les enfants naturels (27 mai 1881).

vengeance qu'il avait rêvée, il faut donc que celle-ci leur soit rendue impossible par la perte même qui est venue les frapper et dont l'insulte et la calomnie, désormais impunissables, ont peut-être avancé l'heure.

IX. — En somme, pour jeter un dernier coup d'œil sur ces questions, la thèse soutenue par les défenseurs de la législation de 1881 semble pouvoir se résumer dans le mot si fin de Voltaire : « on doit des égards aux vivants, on doit la vérité aux morts (1). » Soit, mais avec deux restrictions : d'une part on ne doit la vérité *publique* que des faits qui ont été *publics* ou qui auraient dû l'être ; et d'autre part, il ne faut pas perdre de vue que cette vérité dont parle Voltaire, c'est la Vérité au sortir du puits, celle pour laquelle il existe des grâces d'état, et non pas celle qui se dégage, fangeuse, d'un borbier d'injures et de vilénies. L'article 34 n'en étend pas moins, sans distinction, l'impunité qu'il organise aux délits prévus par les articles 32 et 33.

§ 3. — Immunités parlementaire et judiciaire.

I. — Il nous reste à parler d'une dernière cause d'impunité, d'impunité quant à l'application du droit commun tout au moins, qui trouve sa justification dans un intérêt supérieur d'ordre public. C'est celle qui réside dans les immunités parlementaire et judiciaire que

(1) Ce qui, d'ailleurs, exclurait à bon droit de notre immunité la *calomnie* sous toutes ses formes, la *médiance* seule étant alors admise (c. f. le Code allemand).

nous réunirons, avec les conséquences qu'entraîne leur principe, dans une même étude.

Ce principe est le suivant : le point d'honneur du particulier, valeur d'ordre exclusivement privé dans l'esprit de notre législation, doit s'effacer, s'anéantir dans toutes ses exigences, lorsque l'intérêt du pays ou l'intérêt de la Justice sont en jeu. Il est deux enceintes où ces préoccupations d'ordre privé, pour respectables qu'elles apparaissent, ne sont pas admises à se produire, c'est la salle des séances, au Parlement, et c'est la salle d'audience au Palais. Lorsque l'honneur ou la considération d'une personne y reçoivent, au cours des débats et sous certaines conditions, des atteintes même graves, cette personne cesse d'être protégée contre la vérité, contre la malveillance ou contre le mensonge, par les textes que nous avons examinés. C'est donc là un principe gros de dangers pour le point d'honneur, mais qu'il importait d'ériger, dans l'intérêt public, pour que la crainte d'engager leur responsabilité civile et pénale, la crainte d'encourir des poursuites, aux termes du droit commun, pour injure ou pour diffamation, ne vint pas entraver dans leur liberté de parole et d'action les hommes qui ont assumé la tâche de diriger les destinées du pays ou de garder saufs les droits de chacun.

Cette double tâche, qui ne va pas sans imposer aux uns ou aux autres de ceux qui la remplissent, de lourdes responsabilités, exige aussi pour eux une parfaite indépendance ; parce qu'ils ont le devoir de proclamer

la vérité dans certaines circonstances, il faut qu'ils aient le droit de la dire toujours, afin de ne pas hésiter sur le point de savoir si, dans chaque espèce ces circonstances se trouvent réunies ; de même qu'ils doivent avoir le droit de se tromper, comme l'agent de la sûreté dans ses arrestations, parce que la vérité n'est pas toujours facile à distinguer *a priori* de l'erreur : de même enfin qu'ils doivent avoir le droit de donner libre carrière à leur malveillance sous prétexte de veiller aux intérêts qui leur sont confiés, parce que l'intention seule les rend alors coupables et que cette intention, ainsi dissimulée et à moins qu'elle ne soit cependant manifeste, ne saurait être l'objet d'une preuve. Cette dernière conclusion, poussée jusqu'au paradoxe peut-être, mais conforme cependant à la réalité, rend bien visible la possibilité des conflits qui éclateront, au sujet de prérogatives si exorbitantes, entre le point d'honneur et la loi.

Il nous fallait montrer l'obligation où se trouvait celle-ci de consacrer, en matière parlementaire et judiciaire, une liberté de langage sur la nécessité de laquelle tous les auteurs sont d'accord : « Si les discours tenus dans les Chambres, dit Royer-Collard (séance du 20 avril 1819), étaient soumis à une action extérieure quelconque, la délibération des Chambres ne serait pas indépendante. Or l'entière et parfaite indépendance des Chambres est la condition de leur existence. »

Et M. le bâtonnier Falateuf, à la séance de rentrée de la Conférence, en 1882 : « L'essence de notre profes-

sion, c'est l'indépendance, dans le sens le plus large : penser librement, parler de même, voilà le droit de défense tout entier. Comment pourrait-il en être autrement ? »

II. — Aussi le législateur de 1881, après celui de 1819, a-t-il disposé, dans son article 41, que :

« Ne donneront ouverture à aucune action les discours tenus dans le sein de l'une des deux Chambres, ainsi que les rapports ou toutes autres pièces imprimées par l'ordre de l'une des deux Chambres...

Ne donneront lieu à aucune action en diffamation, injure ou outrage... les discours prononcés ou les écrits produits devant les Tribunaux... »

L'immunité parlementaire est donc restreinte aux *productions* du Sénat et de la Chambre des députés et, par ce terme très compréhensif, il convient d'entendre tout propos que l'assemblée a *fait sien*, en quelque sorte, soit en lui donnant le couvert de la discussion à laquelle elle prend part, soit en en ordonnant l'impression, mais non pas les propos qu'un sénateur ou qu'un député, sans les avoir tenus devant la Chambre dont il fait partie, livrerait ensuite à la publicité, ni même ceux qu'il reproduirait alors que, prononcés au cours d'une séance, la Chambre n'aurait pas accédé à cette reproduction. Les pétitions adressées au Parlement ne jouissent pas non plus de l'immunité de l'article 41 : une proposition en ce sens, de Manuel, a été repoussée le 20 avril 1819. D'après la jurisprudence ordinaire, cette immunité exis-

terait au contraire pour les mémoires et protestations en matière électorale (Cass., 21 juillet 1838 ; Nîmes, 20 mars 1877 ; Bourges, 14 janvier 1879).

III. — Quant aux autres assemblées politiques : conseils généraux, conseils d'arrondissements, conseils municipaux, les discours qu'on y tient ne jouissent pas de l'immunité parlementaire et peuvent donner lieu à des poursuites pour injures ou diffamations (Bastia, 23 déc. 1875, *J. P.*, 1876, p. 331).

Une proposition de M. Demôle, lors des travaux préparatoires de la loi de 1881, tendait à ce que le conseiller poursuivi pût « exciper préalablement à toutes défenses au fond, du caractère administratif des discours ou des pièces incriminés ». Le Tribunal des conflits eût alors décidé de l'existence ou de la non-existence de ce caractère administratif, lequel aurait eu pour effet de dessaisir la juridiction déjà saisie de la plainte. Cette solution ne fut point adoptée à cause de la procédure peu pratique que préconisait son auteur, mais il semble résulter des termes du rapport présenté par M. Pelletan que le conseiller poursuivi sera couvert en fait par le caractère administratif du propos qu'on lui reproche, caractère sur lequel les juges ordinaires auront à se prononcer : « Un conseiller général, un conseiller municipal est appelé, par l'obligation de sa charge, à donner son opinion sur tel ou tel autre individu : il la donne non dans un sentiment personnel de haine, mais dans l'intérêt général du département ou de la commune

dont il est le représentant. Celui-là aura-t-il ensuite à répondre en justice de l'accomplissement de son devoir ? Non assurément. »

C'est là, sans doute, une solution de bon sens. Mais comme rien ne la proclame formellement dans la loi et que l'autorité judiciaire ne pourra absoudre l'inculpé qu'aux termes du droit commun, en refusant de reconnaître dans son propos l'intention de nuire, nous pensons que les membres de ces divers conseils feront sagement de n'y pas laisser déborder leur verve administrative en termes trop énergiques pour lesquels, sur la foi des travaux préparatoires, ils pourraient, souvent à tort, escompter l'impunité.

IV. — En ce qui concerne l'immunité de la défense, elle existe non seulement devant les *tribunaux* proprement dits, mais en réalité devant toute autorité judiciaire : juges de paix en conciliation (Cass., 17 août 1881, *J. P.*, 84.1.158), juges aux référés, aux enquêtes, juges-commissaires (même arrêt et : Paris, 30 juin 1884, *La Loi*, 2 juillet). Par contre elle n'existerait pas devant une commission d'enquête parlementaire (Bordeaux, 26 juillet 1878, *J. P.*, 79.966).

Cette immunité de la défense diffère à un double point de vue de l'immunité parlementaire.

Elle est tout à la fois moins étendue et moins complète, l'intérêt public n'ayant pas semblé sans doute engagé au même degré à ce qu'elle fût absolue.

Moins étendue d'abord, parce qu'elle est restreinte,

sauf exception, aux discours et écrits qui se rattachent étroitement à la cause, ce dont le juge est souverain appréciateur (Cass., 4 mai 1865, *J. P.*, 65.1090). Ces discours seront ceux des parties, de leurs mandataires ou avocats, des témoins, des experts, de tous ceux enfin qui parleront devant le Tribunal sur les faits de la cause. Les interruptions des parties ou des avocats, d'après un arrêt de Cassation du 30 avril 1842, ne seraient pas des *discours* aux termes de notre article et ne pourraient être réprimées que par l'article 1036, en particulier, du Code de procédure civile. Une jurisprudence récente (Paris, 20 février 1895, *Bull. crim. d'appel*, n° du 26 mars 1895) décide que le mot *discours* doit être entendu dans le sens le plus large, comprenant « toutes les allégations, insinuations ou interprétations des parties, sous quelque forme qu'elles se produisent ».

Les *écrits qui se rattacheront à la cause*, seront : les actes de procédure, conclusions, notes, mémoires, observations, imprimés ou manuscrits. Leur *production* résultera de la remise qui en sera faite aux magistrats ou, par exemple, à l'adversaire, dans un dossier communiqué, mais non de leur simple dépôt au greffe (Poitiers, 16 janv. 1849, *J. P.*, 50.1.596). D'ailleurs, fait remarquer Fabreguettes : « les mémoires, défenses etc... produits en dehors des débats, propagés ou distribués dans l'intérêt d'une publicité étrangère à l'instance, sont soumis au droit commun, alors même qu'ils auraient été antérieurement ou simultanément produits devant la

juridiction saisie de l'affaire qu'ils concernent » (Cass., 6 nov. 1863, 15 déc. 1864).

Le même auteur ajoute, avec M. Grellet-Dumazeau, que la distribution des mémoires imprimés à des magistrats ou à des confrères ne saurait être regardée comme ayant été faite *infamandi causa*. D'ailleurs pour les écrits comme pour les discours, le Tribunal tranchera souverainement la question de savoir s'ils ont été *produits*.

V. — Quant aux réquisitions ou conclusions du ministère public, observations ou rapports des magistrats, nous n'en parlerons pas, estimant avec la loi 13 au Digeste : *De injuriis et famosis libellis*, que : *juris exercitio non habet injuriam* (§ 1), et que : *quæ jure potestatis a magistratu fiunt, ad injuriarum actionem non pertinent* (§ 6).

Le point d'honneur ne sera jamais, en fait, légitimement intéressé à la répression d'atteintes à l'honneur dans des actes de cette nature : le garde des sceaux seul pourrait la poursuivre et la partie lésée n'aurait que la voie civile de la prise à partie.

VI. — Quels sont maintenant les discours et écrits, prononcés ou produits devant les Tribunaux et que ne couvre point l'immunité de la défense ?

Le dernier paragraphe de l'article 41 dispose que : « Pourront toutefois les faits diffamatoires étrangers à la cause donner ouverture soit à l'action publique, soit à l'action civile des parties, lorsque ces actions leur

auront été réservées par les Tribunaux et dans tous les cas à l'action civile des tiers. »

Une triple conclusion se dégage de ce texte :

Les *injures*, même étrangères à la cause, restent toujours protégées par l'immunité judiciaire et ne pourront donner lieu qu'aux pénalités et réparations spéciales organisées par le paragraphe 4 de notre article 41 et par l'article 1036 du Code de procédure civile : le législateur a tenu compte des mouvements parfois involontaires d'impatience ou de colère qui peuvent se traduire par une injure.

En second lieu, les propos *diffamatoires* échangés entre *les parties* ou visant l'une d'elles, peuvent toujours aussi, même lorsqu'ils sont étrangers à la cause, rester couverts par l'immunité, si le Tribunal juge bon d'en faire profiter le coupable en refusant d'accorder les réserves demandées par la victime.

Enfin, pour les propos *diffamatoires* qui atteignent un *tiers*, cette dernière faculté cesse pour les magistrats, et la victime est seule juge des suites qu'ils devront comporter : elle pourra toujours demander, au pénal ou au civil, l'application du droit commun. Faisons ressortir encore que ce droit pour les tiers est limité à la poursuite des *faits diffamatoires étrangers à la cause*, mais qu'il n'existerait ni pour les faits *diffamatoires* qui se rapportent à la cause ni, en aucun cas, pour les *injures*. D'ailleurs dans l'hypothèse d'action ouverte aux tiers pour faits *diffamatoires étrangers à la cause*, il ne fau-

drait pas conclure de la forme elliptique ou incomplète donnée à l'article 41 *in fine* : « et dans tous les cas, à l'action civile des tiers », que cette action fût exclusivement possible devant la juridiction civile. La jurisprudence reconnaît, avec le bon sens et avec l'esprit du texte, qu'une poursuite répressive peut également être intentée devant le Tribunal compétent... (Cass., 6 novembre 1823, 17 juin 1842, 5 juillet 1851, 13 décembre 1883). Récemment, la Chambre des appels correctionnels de Paris a décidé encore, le 5 août 1896 (*Gaz. des Trib.*, 7 août), que « des propos diffamatoires tenus devant un juge de paix, à une audience, peuvent donner lieu à une condamnation devant le Tribunal correctionnel quoique le juge de paix n'ait pas donné acte du propos diffamatoire et réservé l'action ultérieure de la victime, à condition que le propos soit étranger à la cause et n'ait pas été provoqué par une question du juge de paix ».

VII. — Il nous reste à déterminer quelles personnes jouissent ici de cette qualité de *tiers*. Selon la jurisprudence la plus récente, doivent être considérés comme des tiers et jouir de la prérogative qu'accorde à ceux-ci le dernier paragraphe de l'article 41, non seulement les personnes absolument étrangères aux débats, présentes ou non présentes à l'audience (Nîmes, 20 février 1823 ; Cass., 9 décembre 1874, *J. P.*, 75.380), mais encore tous ceux qui, participant activement à ces débats, n'ont pas la qualité de *partie* au procès. Il en serait ainsi, par conséquent, de tous mandataires,

avoués, avocats (Lyon, 13 janvier 1870, *J. P.*, 71. 653 ; Cass., 9 décembre 1874, *J. P.*, 75.380) ; témoins (Grenoble, 1^{er} juin 1865, Dall., 65.2.170 ; Cass., 8 décembre 1876, *Journ. minist. public*, 20. 34) ; experts (Grenoble, 28 janvier 1832).

La Cour de cassation a été appelée à consacrer l'incidence du dédoublement de la personnalité sur cette détermination de la qualité de tiers, en décidant que le maire d'une commune, engagé à ce titre seulement dans une instance, était un tiers pour poursuivre la répression de diffamations qui visaient en lui l'homme privé (Cass., 9 décembre 1874, précité).

En somme cette qualité de tiers a son importance dans le cas où la personne atteinte dans son honneur n'aurait décidé qu'après coup de poursuivre le coupable, trop tard par conséquent pour pouvoir demander des réserves au Tribunal, ainsi que dans le cas où ce Tribunal aurait refusé ces réserves. Mais, celles-ci ayant été accordées, les droits qui compètent alors aux tiers et aux parties, sont les mêmes.

VIII. — L'immunité judiciaire n'est pas seulement moins étendue, elle est aussi, avons-nous dit, moins complète que l'immunité parlementaire. Celle-ci, en effet, est absolue, sauf quelques sanctions, peu terrifiantes et d'ordre purement constitutionnel, telles que le rappel à l'ordre, la censure, l'exclusion de la séance corroborée au besoin par les arrêts dans ce qu'il est convenu d'appeler le *petit local* ; le président peut aussi

déclarer que les propos inconvenants ne figureront point au procès-verbal, ce qui, dans la Presse, c'est-à-dire dans le public, a généralement pour effet d'en augmenter la portée.

Remarquons ici, sur ce point spécial, que l'Angleterre, qui passe pour l'école du régime parlementaire, ne connaît aucune de ces sanctions pour sa Chambre des Lords, dont le président est totalement désarmé, alors qu'à la Chambre des communes existe, à côté du rappel à l'ordre, le droit, singulier pour nos idées françaises, d'exiger des excuses du député coupable. Notons aussi qu'à juste titre, semble-t-il, l'immunité parlementaire anglaise ne couvre point les diffamations dirigées contre les particuliers.

IX. — Si nous passons au contraire à l'examen des restrictions apportées par l'article 41, § 4, à l'immunité judiciaire couvrant les discours et écrits *qui se rattachent à la cause*, nous les trouvons nombreuses, et efficaces semble-t-il, puisque M. Lisbonne pouvait dire à leur sujet, dans son rapport : « L'expérience a prouvé que les dispositions de l'article 41, que nous empruntons à la loi du 17 mai 1819, concilient, dans une juste mesure, le droit de la défense avec le respect qui est dû aux intérêts des parties et des tiers. » Voici celles de ces dispositions qui nous occupent : « Pourront néanmoins les juges saisis de la cause et statuant sur le fond, prononcer la suppression des discours injurieux, outrageants ou diffamatoires, et condamner qui il appartiendra à des dommages-intérêts.

Les juges pourront aussi, dans le même cas, faire des injonctions aux avocats et officiers ministériels et même les suspendre de leurs fonctions. La durée de cette suspension ne pourra excéder deux mois, et six mois en cas de récidive dans l'année. »

Ce texte ne visant expressément que la suppression des *discours* à l'exclusion des *écrits* injurieux, la question s'est posée de savoir s'il devait s'appliquer également à ces derniers. L'autorité des travaux préparatoires de la loi de 1884, l'énonciation de ce mot *écrits* dans la loi de 1819, dont, à cette exception près, le nouveau texte est la reproduction littérale, tout doit faire adopter l'affirmative et la doctrine est, croyons-nous, unanime dans ce sens ; on n'en pourrait dire autant de la jurisprudence : un jugement du Tribunal civil de la Seine, par exemple, du 10 décembre 1884, critiqué par M. Dutruc (*Journ. du minist. public*, 1885, p. 5), refuse d'appliquer l'article 41 aux *écrits* injurieux et diffamatoires et dit que l'article 1036 du Code de procédure peut seul être invoqué pour motiver leur suppression.

X. — L'article 41, § 4, donne en somme aux juges un triple droit qui peut s'exercer à la fois :

Sur le corps même du délit, si l'expression n'est pas impropre, par la suppression du propos ou de l'écrit incriminé ; l'article 1036, dont les dispositions sont parallèles en quelque sorte à celles de la loi de 1884, permet en outre de *déclarer des écrits calomnieux*.

Sur la personnalité privée du coupable, par sa condamnation à des dommages-intérêts.

Sur sa personnalité professionnelle enfin, ou en raison de sa comparution à l'audience, par le moyen d'injonctions, toujours précédées en pratique d'un avertissement, et même par l'application de mesures disciplinaires. Nous n'entrerons pas dans le détail de ces dernières, nous bornant à en indiquer le principe : elles sont d'ailleurs prises fort rarement.

Quant aux dommages-intérêts, ils peuvent frapper *qui il appartiendra*, dit notre texte. Les Tribunaux restent donc souverains, sur ce point, comme sur celui de savoir si des écrits sont calomnieux (Cass., 17 juin 1817). Ces dommages-intérêts pourront également être *accordés à qui il appartiendra*. Non seulement les parties et leurs représentants, mais tout *tiers* qui se jugera atteint dans son honneur aura le droit d'intervenir dans l'instance et même en appel, aussi bien pour conclure à la suppression de discours ou d'écrits, que pour fonder sur le caractère injurieux ou diffamatoire de ceux-ci une demande en dommages-intérêts.

Mais le tiers qui a négligé d'intervenir dans l'instance au cours de laquelle se sont produits les faits qu'il incrimine, peut-il baser ensuite sur eux une demande principale séparée, en dommages-intérêts, comme au cas où ces faits sont étrangers à la cause ? Nous ne connaissons pas de décision de jurisprudence sur cette question qui est très controversée en doctrine. Du côté de la négative : Chassan (tome 1, p. 97, note) ; de Gratier (tome 1, p. 248) ; Fabreguettes (tome 2, p. 229).

Du côté de l'affirmative : Mangin (tome 1, n° 156) ; Grellet-Dumazeau (tome II, p. 929), qui s'appuient sur la généralité du principe posé par l'article 1382. La différence de cette solution avec celle qui régit les faits diffamatoires étrangers à la cause serait alors restreinte à la privation, dans notre cas, de la voie répressive.

XI. — Le paragraphe 4 de l'article 41 organise en somme, pour les victimes de faits d'audience, une série de satisfactions qui remplacent les satisfactions d'ordre pénal qu'organise le droit commun. Et ces satisfactions spéciales peuvent, comme les mesures pénalement répressives, être soumises à l'influence de la provocation émanée de celui qui les sollicite. En ce sens : Rennes, 11 mars 1812. Citons aussi ce passage d'un arrêt belge (Bruxelles, 14 novembre 1849, Pasicrisie, 1850.2.352) : « En ce qui concerne la demande de l'intimé, tendant à la suppression de certaines phrases contenues dans l'acte d'appel...Attendu que ces expressions, quoique peu convenables, ne sont pas, en raison des faits et actes de la procédure, de nature à justifier les conclusions prises à cet égard, surtout en ce qu'elles ont été en quelque sorte provoquées de la part de l'intimé, par d'autres expressions, lesquelles n'ont pas toujours ménagé la délicatesse des appelants... »

Pour conclure, l'immunité judiciaire comporte de nombreuses exceptions, même au point de vue strictement pénal, tandis que l'immunité parlementaire, en France, est absolue.

XII.— Du principe posé dans la loi de 1881, que l'injure et la diffamation trouvent une sorte de droit d'asile, soumis aux conditions que nous avons examinées, dans l'enceinte parlementaire et dans le prétoire de la justice, devait découler, comme une conséquence logique, la double disposition contenue dans les paragraphes 2 et 3 de l'article 31 :

« Ne donnera lieu à aucune action le compte rendu des séances publiques des deux Chambres, fait de bonne foi dans les journaux.

Ne donneront lieu à aucune action en diffamation, injure ou outrage, ni le compte rendu fidèle fait de bonne foi des débats judiciaires, ni..... »

Nous retrouvons ici les mêmes différences que plus haut, en faveur de l'immunité parlementaire. La liberté du compte rendu des séances de l'une ou l'autre Chambre est entière, à condition seulement qu'il soit écrit de bonne foi. « Que font les journalistes, disait M. Guizot, commissaire du gouvernement, le 20 avril 1819, quand ils publient ce qui se dit et fait dans la Chambre ? Ils élargissent l'enceinte où le public est admis, ils font jouir la France entière d'un droit que tout le public ne peut exercer matériellement. Ainsi il n'y a pas de délit dans la publication de ce qui est public de droit. » Il n'y a même plus de délit, puisqu'il n'y a plus de sanction depuis que la loi du 9 juin 1819 a été abrogée, à la publication des propos tenus en séance secrète, de même qu'il n'y a pas de sanction à la mauvaise foi du

rédacteur de l'article. Mais dans ces deux cas, il pourra y avoir lieu à poursuite pour faits caractérisés de diffamation ou d'injure dans le compte rendu.

XIII. — L'immunité accordée aux comptes rendus des débats judiciaires est au contraire soumise à des restrictions, puisque non seulement elle ne couvre pas toujours ces comptes rendus, mais que la simple publication de certains d'entre eux-ci : comptes rendus de procès en séparation de corps ou en divorce, par exemple, ou ceux des affaires de diffamation lorsque la preuve n'en est pas autorisée, et d'injure, constituent par eux-mêmes des contraventions de presse prévues par l'article 39 et punies avec beaucoup de raison, au point de vue de la protection du point d'honneur, d'une amende de 100 à 2.000 francs : les jugements seuls pouvant toujours être publiés, même dans ces sortes d'affaires, ainsi que la plainte, par le plaignant. Les Tribunaux d'ailleurs peuvent, en toute matière civile, interdire le compte rendu de leurs audiences, s'ils le jugent de nature à porter atteinte à l'honneur ou à la considération des parties ou de tiers, et cette interdiction est de droit, en matière correctionnelle ou criminelle, dans les affaires jugées à huis clos.

Autre différence à faire ressortir, en faveur encore de la liberté plus grande accordée à ce qui touche à des débats politiques, c'est que l'immunité parlementaire couvre le compte rendu même infidèle, pourvu qu'il soit de bonne foi, alors que l'immunité judiciaire est

restreinte aux comptes rendus fidèles et de bonne foi. Le mot *fidèles* en effet, qui existait dans la loi de 1819, a été retranché en 1881, du 2^e paragraphe de l'article 44, alors qu'il a été maintenu dans le 3^e. Nous n'insistons pas sur toute cette phraséologie, qui est assez claire par elle-même.

XIV. — Remarquons seulement que, pour qu'il y ait *compte rendu*, c'est-à-dire pour que l'immunité judiciaire puisse être invoquée, il faut trouver dans le journal sinon une reproduction intégrale des débats, du moins un énoncé du pour et du contre, présentant une apparence d'impartialité. La Cour de cassation, cassant un arrêt de la Cour de Paris, a jugé, en ce sens, que l'immunité judiciaire ne couvrait pas un extrait, même fidèle, de débats judiciaires si cet extrait, isolé des arguments adverses, était de nature à porter atteinte à l'honneur ou à la considération (Cass., 10 mai 1884). Jugé de même pour l'adaptation à un roman-feuilleton d'un procès vécu, mais déformé naturellement pour les exigences de ce genre de littérature (Trib. Lyon, 9 janv. 1884; *Monit. Lyon*, 15 févr. 1884). Le bon sens imposait d'ailleurs cette solution : l'immunité qui s'attache aux débats parlementaires ou judiciaires et, par suite, à leur reproduction par la presse est exorbitante déjà. Justifiée par des considérations d'intérêt majeur, elle cesse d'avoir sa raison d'être dès que ces considérations ne peuvent plus être invoquées.

Avec l'examen de cette dernière des exceptions apportées à la répression légale des atteintes à l'honneur, nous terminons l'exposé de législation qui doit servir de base à nos derniers développements.

CONCLUSIONS

CHAPITRE PREMIER

LACUNES DANS LA LOI.

I. — Il convient maintenant, après cette étude de la répression légale et jurisprudentielle des atteintes à l'honneur, de déterminer, en une vue d'ensemble, ce que vaut cette répression dans l'état actuel des mœurs, pour la protection du point d'honneur. Il s'agit ici, par conséquent, d'opposer à l'esprit du législateur et à la pratique des Tribunaux, les exigences de ce point d'honneur, c'est-à-dire les théories de la Société elle-même, en matière d'outrage ; il s'agit, en un mot, de préciser le conflit entre le texte de la loi et la force du sentiment public, entre la Justice et l'Opinion.

C'est qu'en effet, l'existence de ce conflit qui pouvait, *à priori*, être admise, en pareille matière, résulte de l'examen auquel nous avons dû nous livrer des solutions apportées par nos Tribunaux à nombre de litiges soulevés par le point d'honneur. « Quand — dit M. Worms,

au début du chapitre qu'il consacre à l'étude de nos lois sur la matière — quand, des considérations théoriques on passe à l'examen des législations positives, on est surpris du nombre restreint des cas dans lesquels le droit moderne sévit pour atteinte portée à la personnalité morale. »

Il nous reste donc à résumer dans ces conclusions, en nous abstrayant des questions de détail que nous avons pu relever au cours même de cette étude, les vices généraux présentés par notre législation au point de vue d'une protection efficace de l'honneur, les divergences qui la séparent du sentiment commun professé par ses justiciables.

II. — Pour exprimer avec précision et sans commettre d'erreur, en tenant compte des espèces les plus diverses, ce *sentiment commun*, qui n'est point soumis à des Règles écrites ; pour parler ainsi au nom de tous, sans courir le risque d'être désavoué par aucun, il faudrait une autorité, une sûreté de jugement, une connaissance des mœurs auxquelles nous ne saurions prétendre et qui, d'ailleurs, resteraient même impuissantes devant semblable tâche.

Tout en cette matière, nous l'avons dit et redit, est éminemment délicat, complexe et variable, tant les différences infinies d'appréciations personnelles se multiplient et s'élargissent encore, par suite des éléments innombrables, de nature morale souvent, dont l'incidence vient modifier dans tel ou tel sens, selon le point

de vue auquel il se place, le jugement que tel ou tel portera sur une espèce déterminée.

De telle sorte qu'en prenant un exemple et en cherchant à en dégager une conclusion ferme, il est presque impossible de ne pas rencontrer des esprits, en plus ou moins grand nombre, qui n'admettront point cette conclusion. Sans parler des différences d'opinion très nettes qui constituent en quelque sorte, sur ces questions, divers *partis*, il peut se faire qu'une personne très sensée et sans la moindre prétention à l'originalité, professe sur un point particulier une opinion toute différente de l'opinion commune. Il n'est presque pas, non plus, de conclusion un peu généralisée, sur ce sujet, à propos de laquelle on ne puisse, en choisissant des espèces particulières, prouver qu'elle devient fausse dans certains cas.

Aussi n'essaierons-nous point de traduire, en un ensemble d'affirmations, l'état de l'opinion, de grouper, en un tableau précis et complet de nos mœurs, les exigences multiples du point d'honneur, qui souvent se *sentent* mieux qu'elles ne s'énoncent aisément en termes dogmatiques. Nous chercherons seulement, à propos de la discussion de telle ou telle autre solution, à nous inspirer — autant que faire se pourra — de ce sentiment général, de l'idée la plus communément admise, dans les milieux où le point d'honneur paraît le plus susceptible de détermination.

Il faudrait d'ailleurs, encore, pour chaque exemple,

pour chaque conclusion, répéter les réserves dont nous avons vu la nécessité : une fois pour toutes, nous les faisons ici, sauf à y revenir lorsqu'elles s'imposeront.

III. — Dans les grandes lignes de notre législation, nous avons eu, jusqu'à présent, l'occasion de montrer comment la justice tombe d'accord avec le point d'honneur lorsqu'elle réprime la simple *médisance* au même titre que la *calomnie* ; lorsqu'elle subordonne cette répression à l'existence, chez l'auteur de l'atteinte à l'honneur, d'une intention coupable ; lorsqu'elle consacre, par une aggravation de la peine, l'influence de la publicité sur les suites de l'outrage ; lorsqu'elle proscriit la preuve à l'égard des diffamations portées contre les particuliers.

Nous avons reconnu également, imposées par la prise en considération d'intérêts supérieurs, la nécessité d'admettre cette preuve quand la diffamation vise un homme public, la nécessité de proclamer le principe de certaines immunités devant le Parlement et devant la Justice, de certaines prérogatives pour l'Histoire impartiale par exemple.

Par contre, nous pouvons maintenant résumer en trois propositions que nous allons examiner successivement, ces vices dont nous avons reconnu l'existence dans notre législation :

La loi ne réprime pas toujours l'atteinte à l'honneur :
Lacunes dans la répression légale :

Même lorsque cette répression existe, elle n'est pas

toujours suffisante : *Inefficacité de la répression légale* pour la protection du point d'honneur.

Enfin, bien mieux, cette répression, par la nature même des choses ne *peut* en réalité : ni exister toujours, ni assurer toujours une protection efficace : *Impuissance de la répression légale*.

Lacunes, inefficacité, impuissance : tels sont donc les trois titres sous lesquels nous allons grouper nos conclusions.

IV. — Quels sont d'abord les actes attentatoires à l'honneur que la loi devrait réprimer, pour la satisfaction du point d'honneur outragé, et que cependant elle ne réprime pas ?

En suivant la division que nous avons adoptée dans l'étude des diverses atteintes à l'honneur, les voies de fait apparaissent d'abord, nous l'avons vu, comme n'échappant jamais, en droit, à la répression. De ce chef et dans ce chapitre il n'y aurait donc aucune remarque à faire à leur sujet, s'il ne fallait relever l'impunité complète dont jouit la *tentative* de ce délit, et constater la tendance des Tribunaux à ne voir que cette simple *tentative* dans toutes les manifestations qui ne se sont point terminées par un contact physique bien net au dépens du plaignant.

Or, sans conteste, ces manifestations de violence ou de mépris sont, aux yeux du monde, aussi graves pour l'homme d'honneur, aussi difficiles à supporter que la voie de fait elle-même, car c'est toujours bien, ici, l'in-

tention, indépendamment des circonstances extérieures, qui en ont pu entraver la mise à exécution, c'est l'intention mauvaise qui constitue l'atteinte à la personnalité morale.

« Souvent, disait Dareau, il n'est pas nécessaire de toucher à quelqu'un pour l'injurier : de simples gestes suffisent : comme en levant sur lui le bras, le bâton. »

Cette vérité est si claire que souvent, entre gens de bonne compagnie, auxquels le pugilat répugne et qui veulent pourtant se blesser au vif, le simple geste, le simulacre du coup suffit à le remplacer pleinement... et avantageusement pour la correction de l'attitude : l'essentiel est que l'intention ne soit point douteuse et, à la rigueur, la simple annonce verbale d'une voie de fait peut tenir lieu de celle-ci. Dans l'affaire Laur-Thomson (12 juillet 1889), M. Thomson avait, le premier, dit à M. Laur : « tenez cette giffle pour reçue », et les arbitres n'hésitèrent pas à décider, quoique M. Laur eût répondu par une voie de fait, que la qualité d'offensé appartenait à ce dernier *parce que la menace d'un soufflet équivalait à ce soufflet lui-même*.

V. — Ceci nous amène à constater encore combien, en ce qui concerne la *menace*, les sévérités de notre loi apparaissent vaines pour la protection de l'honneur, puisqu'elles sont infailliblement subordonnées à l'existence d'un ordre ou d'une condition qui, cependant, par eux-mêmes n'augmentent en rien, pour le point d'honneur, la gravité de l'outrage. Si, en raison de son affir-

mation grossière dans le domaine physique, c'est à titre exceptionnel seulement, parce que, de fait, l'exécution s'en est trouvée entravée, que l'atteinte à l'honneur rattachée à la voie de fait arrive à rester impunie, c'est donc au contraire cette impunité qui est la règle pour l'atteinte à l'honneur par la menace ; nous avons vu d'ailleurs combien la jurisprudence, en général, réduit encore par des motifs d'ordres divers le nombre des cas où le législateur lui-même apporte exception à cette règle ; en ce qui concerne, en particulier, le motif d'acquiescement tiré par une partie de cette jurisprudence de ce que l'intention de réaliser la menace n'existait point chez l'inculpé, il est clair que cette circonstance n'est nullement exclusive d'une autre intention : de l'intention d'*outrager*, laquelle se fortifie au contraire de cette considération qu'elle reste seule pour expliquer la menace. Même observation touchant la controverse sur la répression des menaces par gestes.

Nous ne parlons ici, remarquons-le, que des menaces bien définies et franchement exprimées, par quelque mode que ce soit d'ailleurs. Quant à ces atteintes imprécises au point d'honneur que nous avons groupées sous le nom de *provocations*, en général, nous n'avons pas à nous en occuper pour l'instant, en raison de leur nature subtile qui répugne, nous l'avons reconnu, à l'application de règles légales, et qui ne permet pas d'imputer au législateur l'absence de celles-ci comme une *lacune* dans son œuvre.

VI. — En résumé, pour la menace pure et simple comme pour la tentative de voie de fait, ce qu'il faudrait au point d'honneur, c'est qu'elles constituassent par elles-mêmes une injure *lato sensu*, un délit réprimé par la loi. Lorsqu'un homme dit à un autre : « je vais vous donner un soufflet », il est bien entendu qu'il manifeste ainsi, pour le courage ou pour la dignité de celui auquel il s'adresse, le mépris que la loi veut précisément atteindre lorsqu'elle réprime l'outrage lui-même, objet de la menace ou, tout au moins, lorsqu'elle reconnaît le délit spécial d'*injure*.

« Ce que j'ai dit des insultes corporelles — trouve-t-on dans Bentham — peut s'adresser aux menaces, puisque les premières mêmes n'ont de gravité qu'en qualité d'acte comminatoire. »

C'est bien là l'idée qui se dégage des solutions adoptées par le point d'honneur, et c'est là l'idée, fort juste, que méconnaît totalement la loi, puisqu'en dehors de l'*expression* outrageante, elle ne réprime les atteintes à l'honneur qu'en raison de ce qu'elles comportent douleur physique, trouble matériel ou contrainte morale exercée en vue de l'accomplissement d'un acte déterminé : comme si c'étaient là les véhicules indispensables de toute pénalité. Dans toutes les circonstances où cette douleur, où ce trouble, où cette contrainte n'existent pas bien caractérisés, le point d'honneur reste donc dépourvu de toute protection par la voie légale.

VII. — En ce qui touche maintenant la répression des

atteintes à l'honneur accomplies au moyen de l'expression, les plus variées certainement et les plus fréquentes, il convient de reconnaître que la loi, dans les définitions qu'elle donne, en l'article 29 de la loi de 1881, use de termes assez vagues et assez extensibles pour qu'on y puisse faire rentrer, en tant que diffamation ou qu'injures, toutes les atteintes possibles au point d'honneur, mais à condition toutefois de donner à cette terminologie le sens le plus compréhensif et le plus libéral qu'elle comporte.

Or, d'une part, lorsqu'elle énonce limitativement dans les articles 23 et 28 les moyens de commettre une injure ou une diffamation punissable, cette loi elle-même donne l'exemple d'une interprétation restrictive de sa définition, puisqu'elle ne fait pas rentrer dans son texte l'expression d'un outrage par geste, si précise soit-elle (1).

Et, d'autre part, la jurisprudence qui se trouve souveraine en raison de ce caractère imprécis des deux définitions légales, la jurisprudence ne réprimant en général, nous l'avons vu, que les termes franchement injurieux et que les allégations ou imputations de faits

(1) Dans le projet de Code rédigé par Livingstone pour la Louisiane, après un *Exposé des motifs* où il était proclamé que :

« Partout où l'honneur n'obtiendra pas une entière satisfaction, les passions humaines s'efforceront de suppléer à l'insuffisance des lois », l'article 364 reconnaît que la diffamation peut avoir lieu par signes ou par paroles (*médiance* ou *calomnie*), ou par écrits (*libel*).

assez graves pour servir de base à une condamnation ou pour porter une atteinte bien nette à la réputation et aux intérêts du plaignant, il en résulte que toutes autres expressions de l'outrage échappent aux pénalités légales.

Or, ces dernières ne sont-elles pas les plus fréquentes et souvent les plus dangereuses, dans le monde où le point d'honneur a le plus d'exigences et où il convient surtout de réprimer les atteintes qui lui sont portées parce que les suites en peuvent être particulièrement graves ?

VIII. — Dans un sens large et conforme au sentiment de tous, en effet, l'injure, l'outrage ne résident pas exclusivement que dans l'emploi de termes grossiers, injurieux ou que dans les allégations dangereuses pour la probité ou la réputation en général; mais on les trouve aussi dans mille formes de l'expression où, pour être d'apparence à peu près correcte, ils n'en existent pas moins sûrement.

Il y a là une nuance très sensible, puisqu'elle marque la limite du champ d'application de la loi, et que traduisent bien les finesses du langage. On peut *faire injure* à quelqu'un, et nous ne parlons toujours pas des provocations peu définies, sans proférer contre lui une *injure*. On *injurie* celui qu'on traite de *coquin* ou de *paltoquet*; on le diffame si on lui impute un vol; mais on *fait injure* à celui sur le courage, sur la délicatesse duquel on exprime des doutes insultants par eux-mêmes,

à celui dont on blesse méchamment l'amour-propre, la susceptibilité, la dignité. L'expression pouvait être correcte, elle n'en contenait pas moins une atteinte au point d'honneur. Et, ne fût-elle même pas très mesurée, rappelons ce jugement précité du Tribunal correctionnel de Paris (23 janvier 1884), lequel se déclare impuissant à l'égard *d'expressions qui ont un caractère peu convenable*.

Or la délicatesse, le courage, la dignité, l'amour-propre, la susceptibilité quelquefois, sont choses auxquelles le point d'honneur ne permet pas qu'on touche dans une intention mauvaise, n'usât-on dans ce but que de termes *peu convenables* seulement, et la société méprise ou tourne en ridicule celui qui supporte trop patiemment de semblables atteintes, celui qui souffre qu'on lui *fasse injure*.

IX. — Il le doit bien souffrir pourtant si, respectueux des lois de son pays et confiant, à tort, en leur sévérité pour qui trouble la vie de son prochain, il s'en remet aux juges du soin de faire respecter la sienne. « L'offense à l'honneur, dans le sens de notre droit actuel, dit encore M. Worms, ne forme pas un tout ; elle ne forme qu'un fragment ; elle ne vise qu'un certain mode de molestations, que celles qui, par essence, contiennent toutes en elles quelque chose de vulgaire et de grossier. Pour ce qui est des outrages qui, grâce à un aiguillon mieux aiguisé, pénètrent plus avant et atteignent plus sûrement leur but, le Droit les laisse de côté, comme s'il ne soup-

çonnait même pas leur existence, et les ravages qu'ils occasionnent. »

Innombrables sont donc les atteintes au point d'honneur qui échappent sinon à la lettre de la loi prise dans une acception large, du moins à l'application qu'en fait la jurisprudence, d'accord en cela, il faut le reconnaître, avec l'esprit imprévoyant du législateur. Même d'ailleurs au cas où l'outrage est visé par un texte répressif que les tribunaux seraient disposés à appliquer dans l'espèce, il peut se faire, nous l'avons vu, que le jeu des règles générales du droit ou que les causes d'impunité spéciales à notre matière viennent encore soustraire le coupable au châtement qu'il eût mérité.

X. — Quel doit être le sentiment du point d'honneur en présence de ces dernières solutions ?

En général, il ne pourra que s'incliner devant la force des choses. Le monde reconnaît, avec la loi, que la mort d'un adversaire, par exemple, lave l'injure dont il s'était rendu coupable et que, dès lors, tout désir de vengeance doit faire place à l'oubli. La prescription, en dehors d'hypothèses invraisemblables ou à moins de négligence rare, ne sera pas non plus un sujet de discorde entre le point d'honneur et la justice. Si courts que soient en cette matière les délais impartis par cette dernière, ils dépassent les 24 heures que la Loi d'honneur accorde d'ordinaire pour poursuivre la réparation d'un outrage, et passées lesquelles cette réparation peut légitimement

être refusée (1). Celui dont l'honneur a réellement été blessé n'a point en effet à tergiverser dans la poursuite de la satisfaction qu'il veut obtenir. Si la vengeance demande quelquefois, dit-on, à « être servie froide », il n'en est pas ainsi de celle que le point d'honneur enseigne et consacre. L'excuse absolutoire tirée du non-discernement, celle tirée de l'irresponsabilité de l'inculpé sont trop justes aussi pour ne pas être admises, en principe, par le point d'honneur. La grâce, l'amnistie, outre qu'elles ne trouveraient presque jamais ici leur application, sont basées d'ordinaire sur des motifs assez graves pour s'imposer de même : le bénéfice moral de la condamnation obtenue resterait d'ailleurs acquis au plaignant.

Nous ne reviendrons pas, parmi les exceptions apportées en notre matière par la loi à la répression, sur l'immunité parlementaire ou l'immunité judiciaire : non pas qu'elles soient exemptes de tout inconvénient, surtout en ce qui concerne les violences de langage, dont abusent certains parlementaires. Mais nous avons vu qu'elles étaient imposées par la prise en considération, très motivée, d'intérêts supérieurs à la solution de querelles privées. Tout au plus pourrait-on regretter que notre législation n'eût point, à l'exemple de la législa-

(1) *Code du duel* (Du Verger de St-Thomas).

Article 22 : « Tout appel doit être porté ou adressé avant l'expiration des 24 heures à dater de l'offense. Tout retard doit être justifié par une raison suffisante. »

Article 23 : « Tout duel doit avoir lieu dans les 48 heures après l'appel, à moins de convention contraire de la part des témoins. »

tion anglaise, excepté de l'immunité parlementaire les outrages dirigés contre les particuliers, en tant que particuliers.

XI. — Nous avons vu également, au sujet des outrages dirigés contre la mémoire des morts, combien souvent c'était une véritable ironie que d'invoquer, pour les absoudre, les droits de l'Histoire. Dans tous les cas où ceux-ci ne peuvent légitimement intervenir, l'immunité accordée de leur chef aux insulteurs et aux diffamateurs est donc absolument condamnable pour le point d'honneur, qu'elle laisse sans protection. Mais quel doit être le sentiment inspiré par ce dernier lorsque ces droits de l'Histoire sont véritablement en jeu ? Ceux-ci doivent-ils suffire à excuser toute diffamation qui ne serait pas en même temps franchement injurieuse ?

Il est permis d'en douter et une distinction ne nous semble pas inutile entre la simple énonciation d'une manière de voir, mesurée, impartiale, vraiment scientifique et les appréciations de parti pris, ardentes, grossières à plaisir, dont une phraséologie caustique ou perfide vient encore augmenter le caractère volontairement blessant, surtout lorsqu'elles se rapportent à des événements peu éloignés de nous.

Pour celles-ci, les droits de l'Histoire existent toujours sans doute ; il ne faut certes pas les paralyser. Mais il ne faut pas oublier non plus les droits si respectables des héritiers, des enfants, dont il n'est pas toujours né-

cessaire, dans de semblables espèces, que l'honneur ou la considération aient été directement visés pour que, selon l'expression de M. Chassan, « le trait lancé contre le père, en frappant la pierre du tombeau, puisse réagir contre ses enfants ». Le monde leur fera parfois un devoir de protéger l'honneur du défunt contre certaines de ces attaques, particulièrement malignes, et les taxera d'indifférence ou de lâcheté s'ils gardent le silence ou s'ils bornent leur protestation à l'exercice d'un droit de réponse utile, sans doute, à la rectification de *faits*, mais impuissant contre l'ironie ou le parti pris d'une appréciation méchamment formulée.

Nous nous contentons d'indiquer cette situation, sans oser formuler même la simple hypothèse d'une restriction possible à ces droits de l'Histoire, à l'intégrité desquels il ne faut pas toucher, sous peine de passer pour un Barbare. Encore serait-il bon, peut-être, de faire tout au moins, sur ce point, la distinction adoptée en Allemagne entre la simple médisance, entre la *divulgarion*, et la *calomnie*. L'Histoire elle-même ne pourrait que gagner, en autorité et en sincérité, à la répression de cette dernière.

XII. — Reste la question, plus délicate, de la provocation, dont nous avons indiqué déjà les difficultés. Dans le système de la loi, cette provocation en elle-même, si elle est simple, n'est point un délit et l'injure qu'elle a précédée cesse d'en être un.

Si la provocation va jusqu'à revêtir le caractère d'une

injure légalement qualifiée, elle devient un délit, mais elle légitime encore, *a fortiori*, l'injure proférée en retour.

Séparons ces deux hypothèses : dans la première, une prime est donnée à celui qui, s'attaquant à la personnalité morale de son adversaire, reste assez maître de lui pour ne point aller jusqu'à la grossièreté : pour tous deux c'est alors l'absolution : la loi les traite de même et remarquons ici l'illogisme qui, théoriquement, dans une telle provocation, lui fait, tout à la fois, dégager l'*animus injuriandi* pour innocenter l'injure subséquente, et méconnaître ce même *animus*, lorsqu'il s'agirait de réprimer sa première manifestation. En ce qui concerne la protection de la personne provoquée, la loi nous donnerait ainsi la solution idéale pour le point d'honneur, si celui-ci faisait consister cet idéal dans le droit de répondre par une grossièreté à un outrage correct encore en la forme. Grâce à la noblesse de sa conception, il n'en est rien et, dans certains milieux tout au moins, ce droit à l'injure provoquée restera la plus vaine des satisfactions.

A cette satisfaction vient s'ajouter, en principe, dans la seconde hypothèse, un châtiment légal pour le provocateur. Mais nous avons vu qu'en réalité, un peu par la force des choses et assez heureusement, il faut le reconnaître, pour le monde dans lequel s'agitent en général ces débats, la théorie dite du *dos à dos* règne en souveraine devant les tribunaux : *injurix mutua compensatione*

tolluntur. C'est donc, encore ici, l'égalité la plus absolue qui se puisse rêver devant la loi. Ce serait l'idéal encore, si cet épilogue de leur querelle pouvait satisfaire toujours l'honneur des parties ; mais il pêche par ce défaut capital de n'apporter point de solution positive, là où précisément cet honneur en réclame une, entre gens qui se piquent de la chercher. Chacun des adversaires n'y verra donc qu'un déni de justice et la question pourra rester entière : l'homme n'est que si rarement un sage !

XIII. — Au sujet de l'une et de l'autre des hypothèses précédentes, nous nous bornerons à cette courte analyse qui porte sur l'une seulement des faces de la question. Pour examiner toutes celles-ci, il faudrait en effet, dans une série interminable d'espèces, discuter la situation que fait, par exemple, le législateur soit à l'homme coupable d'une légère provocation repoussée par la pire des injures, soit à celui que la justice autorise à répondre d'un mot injurieux à une provocation insupportable. Selon les circonstances, ce sera tantôt l'un, tantôt l'autre qui, pouvant légitimement se dire à bon droit blessé le premier dans son point d'honneur, sera digne de protection ; or ces circonstances, nous l'avons dit, varient à l'infini avec les espèces.

Sur le principe des solutions en cette matière, les formules légales des textes que nous avons à apprécier sont bien à peu près d'accord avec les formules théoriques du point d'honneur, et pour s'en convaincre, il

suffit de lire quelques articles du *Code du Duel* de Chateauvillard, qui fait encore autorité.

ART. 1^{er}. — « Dans une querelle amenée par une discussion, si l'injure arrive, c'est l'injurié qui est certainement l'offensé. Mais si l'injure est suivie d'un coup, c'est celui qui reçoit le coup qui est l'offensé. Quiconque touche, frappe. »

ART. 2. — « L'injure grave constitue suffisamment l'offense et, bien qu'on ait pu y répondre par une autre injure, c'est le premier qui l'a reçue qui reste l'offensé. »

Et encore cet article 3, où l'interprète du point d'honneur reconnaît bien aussi, dans certains cas, l'inéluctable nécessité de la jurisprudence du dos à dos, où il met aussi les adversaires sur le pied de l'égalité, mais pour leur fournir encore cette solution qu'ils chercheraient vainement devant les Tribunaux : « Si à une chose impolie on répond par une injure, si l'agresseur se prétend offensé ou si celui qui a reçu l'injure se prétend offensé, il n'y a pas à hésiter à remettre au sort toutes les chances de la rencontre... »

XIV. — Ainsi donc, analogie presque complète, sur ce point, entre la Règle légale et la Règle écrite, sinon officielle, du point d'honneur. Mais celui-ci, dans l'application, se prête à la prise en considération de toutes les circonstances, de toutes les nuances qui peuvent modifier la portée plus ou moins blessante de l'attitude observée par l'un ou par l'autre des deux adversaires, tandis que le texte de la loi n'est pas susceptible d'une

interprétation si délicate. Par cela même qu'il donne des solutions entières là où le point d'honneur sait distinguer dans l'offense mille degrés, il ne peut laisser au juge le pouvoir de préciser, selon les idées du monde, le rôle de chacune des parties dans la querelle et au point de vue de la provocation.

Cette conclusion ne nous amènerait donc qu'à reconnaître déjà sur ce point, par anticipation, et dans la plupart des cas, l'*impuissance* de la loi, s'il ne restait encore à y relever deux caractères qui, pour le point d'honneur constituant, en principe, de véritables lacunes.

XV. — D'un côté, l'on sait que les règles légales touchant la provocation sont inapplicables au cas de *diffamation* et, de l'autre, que, même au cas d'*injure*, elles disparaissent devant le caractère public dont peut être revêtue la victime. Or le point d'honneur ne saurait admettre ni l'une ni l'autre de ces solutions. L'importance des éléments, parfois bien légers, qui servent à distinguer l'*injure* de la *diffamation*, lui échappe le plus souvent, de même qu'il tend à rester étranger au principe légal qui, *a priori*, dans l'ordre des infractions, classe toujours et sans distinguer la diffamation au-dessus de l'*injure*. Dans celle-ci comme dans celle-là, ce qui détermine le sentiment de la société, c'est en quelque sorte la *quantité d'outrage* qui s'y trouve contenue et qui se mesure avant tout à l'intention du coupable. Pourquoi, dès lors ne point soumettre la répression de l'une comme celle de l'autre à l'influence légale de la provocation ?

Quant à l'exception qui existe en faveur des personnes que nous avons désignées sous le terme générique d'*hommes publics*, si éminemment respectable qu'apparaisse à la foule cette sorte de sacerdoce qu'exerce toujours à ses yeux, un fonctionnaire, fût-ce un garde champêtre, il est clair que, pour le point d'honneur, un tel privilège n'est pas suffisamment justifié et que, pour être simple contribuable, un homme d'honneur n'en reste pas moins sensible aux provocations que lui daigne adresser telle personne revêtue d'un caractère public.

XVI. — Pour nous résumer, nous avons été amené à constater dans la répression légale : l'impunité pour toutes atteintes au point d'honneur par tentatives de voies de fait, l'impunité presque complète de la menace, l'impunité assurée d'ordinaire par la jurisprudence à l'expression de tous outrages qui n'affectent pas une forme grossière ou qui ne lèsent point les *intérêts* de la victime et même, parmi ceux-ci, l'impunité de la calomnie, de l'invective lancées contre les morts ; en matière de provocation enfin, l'existence d'un système critiquable sur certains points.

Il est donc permis de conclure que cette répression légale renferme en cela de nombreuses, d'importantes lacunes pour la protection du point d'honneur et ce sont bien là des *lacunes*, toutes logiquement susceptibles d'être comblées et qui, de fait, nous le verrons, l'ont toutes été, avec plus ou moins de bonheur, dans l'une ou dans l'autre des législations que nous aurons l'occasion de parcourir.

CHAPITRE II

INEFFICACITÉ DE LA LOI.

I. — Après avoir dégagé les cas où la répression manquait dans notre loi, où l'atteinte au point d'honneur était littéralement libre, voyons maintenant, dans les cas où cette répression existe, si elle est suffisante et quelle peut être son efficacité dans ce sens, pour la protection de la personnalité morale.

Nous aurons à constater plus loin qu'en raison même de l'essence des droits sur lesquels doit porter cette protection, il serait chimérique d'espérer pouvoir la rendre suffisante *toujours* par une répression légale de l'outrage. Seuls, les cas où il est possible, où il faudrait, par conséquent, qu'elle fût efficace, nous occuperont ici.

Cette réserve faite, étudions les *peines* prononcées par la loi en notre matière : deux seulement sont possibles, l'amende et la prison. Sont-elles appliquées dans une mesure satisfaisante ?

D'une façon générale, en ce qui concerne les atteintes à l'honneur dont nos textes font des *délits* frappés de peines correctionnelles — puisqu'il n'existe point de *crimes* contre l'honneur — il faut reconnaître que le

maximum des peines édictées est assez fort, déjà, pour que l'opinion en fasse état ; principalement en matière de voies de fait, de dénonciation calomnieuse : deux ans, un an de prison, sans compter l'amende, fournissent déjà des moyens d'intimidation. Les pénalités afférentes aux menaces qui nous occupent et aux délits de l'expression, en général, sont déjà moins considérables et nous reportent bien loin des 20 années d'emprisonnement que pouvait prononcer le Tribunal des Maréchaux de France ou même des pénalités qu'édictent encore certaines législations contemporaines. Un maximum ordinaire de 6 mois pour la diffamation, de 3 mois pour l'injure, c'est peu si, en regard du traitement appliqué à ces infractions qui ruinent à jamais, parfois, la personnalité morale d'un homme en bouleversant sa vie, l'on place les longues années de réclusion ou de travaux forcés qui peuvent, par le concours de certaines circonstances aggravantes, frapper l'auteur d'une légère atteinte à la propriété.

II. — Quant au caractère de gravité spéciale que, par rapport à l'*injure*, la loi attache toujours à la diffamation, nous ne croyons pas qu'il soit justifié pour le point d'honneur ni que celui-ci estime l'outrage par invective de moitié moindre — c'est la proportion de la loi — que l'outrage par imputation ou par allégation. Sans doute la diffamation peut avoir pour les intérêts matériels, pour la réputation même de la victime, des suites bien plus graves que l'injure ; mais, précisément parce

qu'elle a pour but de causer un *dommage*, elle n'implique plus forcément, exclusivement, comme l'injure, cette intention d'offenser, d'outrager, cet *animus injuriandi* qui est insupportable par dessus tout au point d'honneur. C'est par la même raison que le législateur nous semble avoir été bien inspiré, en plaçant sur la même ligne l'expression orale et l'expression écrite de l'outrage. *Verba volant, scripta manent*, dit-on quelquefois. Et cependant, pour le monde, bien certainement, l'outrage que, suivant une expression vulgaire, on *crache au visage*, a plus de force, en général, que l'outrage confié au papier. Le véritable élément d'aggravation c'est bien ici, comme notre législateur l'a compris, cette publicité du propos ou de l'écrit qui en décuple d'ordinaire la portée, par l'audace qu'elle implique dans la manifestation de l'*animus injuriandi*.

III. — Par contre le législateur semble avoir été moins bien inspiré en repoussant la prise en considération de tous autres éléments que la publicité. Il est hors de doute que la gravité intrinsèque du propos, difficile à déterminer, c'est vrai, que les circonstances extérieures qui en augmentent la portée, que la préméditation, que l'absence de tout repentir sont autant d'éléments — dégagés, nous le verrons, dans des législations voisines — qui viennent modifier la culpabilité de l'agent du délit et le danger que ce délit fait courir à l'ordre public et à l'honneur privé. On répondra que, dans l'application de la peine, et en admettant que le maximum de la loi soit

assez fort pour ces cas où la culpabilité est à son maximum aussi, le juge pourra tenir compte de tous ces éléments avec une grande latitude. Sans doute, et pourtant il n'eût point été inutile peut-être, surtout en une matière toute d'appréciation personnelle comme celle-ci, de guider le juge dans la prise en considération de ces divers éléments, de la lui imposer en quelque sorte, ne fût-ce que pour l'unité de la jurisprudence.

IV. — Même observation, d'ailleurs, en ce qui concerne maintenant les atteintes au point d'honneur que la loi ne frappe plus que d'un texte de simple police. Quant à celles-ci, il devient vraiment impossible d'admettre que le monde puisse reconnaître un caractère sérieux, raisonnable, à la répression légale restreinte dans de pareilles limites : quelques heures de captivité, bien plus souvent quelques francs d'amende, c'est là tout le châtimement du coupable.

Il s'agit alors, il est vrai, d'infractions caractérisées en général par l'absence de cette publicité qui, nous l'avons reconnu, est l'une des premières causes d'aggravation de l'outrage. Mais, cependant, elle n'est pas la seule, et surtout il ne faut pas oublier qu'il s'agit ici de la publicité *légale*, d'une publicité de convention dont nous avons examiné les divers éléments et qui ne concorde en aucune façon avec la publicité réelle, telle que tous l'entendent et la redoutent.

C'est ainsi, par exemple, que l'injure proférée, crieée dans une soirée particulière, fût-elle des plus graves et

eût-elle été entendue de plusieurs centaines d'invités, n'en restera pas moins une injure non publique, tombant sous le coup des peines applicables aux contraventions. Et cependant, est-il possible d'imaginer un terrain plus retentissant pour l'injure, un lieu où l'honneur sombrera plus vite que ce salon, dans lequel la victime de l'outrage était entrée le front haut et d'où elle ne sortira qu'accablée du mépris général ou couverte de ridicule, si elle n'a pas la perspective d'obtenir une satisfaction qui ne soit point seulement dérisoire ?

« J'en appelle, disait en 1829 M. Barthe, qui fut plus tard garde des sceaux, à tous ceux qui ont quelque connaissance du cœur humain : la disposition pénale qui frappe de 1 à 5 francs d'amende l'injure *grave* adressée *sans publicité* à un homme d'honneur, à son épouse, à sa fille, ne paraît-elle pas une dérision, ou plutôt une provocation à se venger par d'autres voies ? »

V. — Et sans aller jusqu'à l'hypothèse d'une injure grave par elle-même, ne faut-il point, si la loi est faite pour tomber d'accord avec les mœurs au lieu de les contrarier, ne faut-il point faire état, dans une application sérieuse des pénalités, de l'outrage qui, sans être tragique, vise au simple ridicule, à ce que Lord Byron, dans son *Don Juan* (Chant 1^{er}), appelait si justement la *malédiction du ridicule*.

« Le ridicule, a dit La Rochefoucauld, déshonore plus que le déshonneur. » C'est une boutade mais, surtout en notre pays, elle est presque vraie pour la modalité

de l'honneur qui nous occupe ici. La Bruyère, Duclos, Fénelon, la plupart de nos grands moralistes, de nos dramaturges ont reconnu et discuté cette toute-puissance du ridicule. Elle est redoutée du point d'honneur, c'est-à-dire de toute la foule des gens d'honneur qui n'ont pas l'âme assez *antique* pour se placer au-dessus des préjugés de l'opinion. Et nous comprenons cette terreur du ridicule car, si la vie d'un homme est tout entière honorable, si cette honorabilité éclate aux yeux de tous, il sera impossible d'y porter atteinte par une accusation déshonorante qu'il pourra dès lors mépriser si bon lui semble ; tandis que nul, au contraire, sauf de trop rares exceptions, n'est à l'abri des coups du ridicule : la pratique des vertus les plus hautes, celle de l'honneur le plus pur ne peuvent en défendre complètement, ne peuvent empêcher ce ridicule de venir troubler la vie de celui qu'on attaque avec une telle arme, et de lui faire perdre pour partie l'estime, la considération, le respect tout au moins de ceux qui l'entourent.

Eh bien, est-il un moyen plus efficace, pour couvrir une personne de ridicule, que de diriger contre elle un de ces mille outrages auxquels notre loi applique les peines de simple police, sans parler de ceux qu'elle ne réprime pas ou de ceux qu'elle ne saurait réprimer ? Et la poursuite d'une satisfaction aussi vaine n'est-elle pas de nature à redoubler le ridicule bien plutôt qu'à en laver et qu'à donner un avertissement salutaire au coupable ou à ses imitateurs ? Sans aucun doute, et sur

ce point, la sanction légale est si peu efficace qu'un homme d'honneur outragé par de tels moyens, ne songe même pas à recourir aux tribunaux.

VI. — D'autant plus que, d'une façon générale, nous l'avons pu constater au cours de cette étude, la jurisprudence est portée en cette matière, où l'ordre public ne lui paraît pas directement intéressé, à n'appliquer que d'une main très légère les pénalités dont la loi lui permet de disposer. En ce qui concerne particulièrement les atteintes à l'honneur qui tombent sous le coup de peines correctionnelles, si ces pénalités nous ont paru, en principe, dans le texte légal, mériter déjà d'être prises en considération, il n'en est plus de même, souvent, quant à l'application trop mesurée qu'en fait la jurisprudence.

En somme il est inadmissible pour le point d'honneur qu'il en coûte 16 francs d'amende pour traiter quelqu'un en public de *prussien et voleur* (Trib. correct. Seine, 9 mars 1889, *Gaz. Pal.*, 90.1.196), 25 francs pour l'appeler *bouffon* dans un journal (Trib. correct. de Gien, 13 mai 1891, *La Loi*, 9 juin 1891), ou pour l'y représenter comme *un homme très coupable et peu délicat*. (Paris, 13 juin 1890, *Gaz. Pal.*, 1890. 2. 80). Il est inadmissible encore que cette amende de la valeur d'une journée de travail (1 fr. 25), prononcée, fût-ce aux colonies, le 19 mars 1884 par le Tribunal de simple police de La Trinité (*Gaz. Pal.*, 84.2.19) pour *un ou deux coups de canne*, puisse constituer pour la victime une satisfaction suffisante.

VII. — Un élément vient encore, en outre, diminuer l'efficacité de cette jurisprudence, si timide déjà dans la répression des atteintes au point d'honneur : c'est, dans ces sortes d'affaires la nature toute spéciale des débats, à l'audience. On voit bien, ces jours-là, que l'immunité de la défense, nécessaire, nous l'avons vu, mais parfois bien dangereuse pour le plaignant, n'est pas un vain mot. Le malheureux qui est venu demander vengeance à la justice ne tarde pas à s'entendre reprocher d'avoir, selon l'expression tirée d'un souvenir d'audience, *préféré le glaive facile de la justice à la loyale épée que tout homme d'honneur digne de ce nom doit savoir tirer à l'occasion* ! Pour un peu le président lui-même lui reprocherait d'être venu importuner le Tribunal de l'histoire de querelles particulières qu'il est dans l'usage de vider sur un autre terrain.

Il faut qu'il entende le défenseur de son adversaire, avec un talent, avec une verve qui forcent parfois sa propre admiration, s'étendre complaisamment sur l'outrage qui lui a été infligé, lire et relire, s'il s'agit d'un procès de presse, les passages incriminés, retourner cent fois enfin le poignard dans la plaie. Un auditoire toujours nombreux dans les affaires de ce genre, et toujours cruel parce que ce n'est pas à l'honneur de ceux qui le composent que l'atteinte a été portée, souligne de ses rires les allusions transparentes, les suppositions gratuites, les ironies d'une parole savante. C'est qu'il rentre dans le plan de la défense, à moins que l'outrage

n'ait revêtu un caractère particulièrement odieux, de faire rire à son sujet, tandis que le rôle de la partie civile est de parler sévèrement. Les rieurs, c'est-à-dire dans notre pays, les sympathies de ceux-ci, vont donc à la défense et, devant cette gaieté, devant ce ridicule, qui pourtant le rendent en réalité plus sensible encore, l'outrage primitif semble s'effacer et perdre peu à peu tout caractère de gravité : il disparaît en quelque sorte dans le flot de tous les mots blessants et spirituels qui, délicatement ceux-là, sont venus l'entourer. Si le plaignant avait au moins la perspective d'obtenir une satisfaction convenable, il pourrait mépriser ces impressions d'audience, sûr d'avoir sa revanche à l'heure du jugement, et de rire le dernier.

VIII. — Mais nous avons vu combien la jurisprudence est douce en général, aux infractions de la parole ou de la plume et il faut reconnaître que notre législation elle-même lui rend bien difficile la sévérité, en mettant sur le chemin de celle-ci nombre d'obstacles tirés de ses Règles générales sur l'application de la pénalité. Sans revenir sur l'article 63 de la loi de 1881, qui proscriit en notre matière l'aggravation basée sur la récidive et le cumul, ici justifié pourtant, des peines, sans parler des motifs de clémence tirés du jeune âge, de la légèreté du prévenu, de son repentir peut-être, motifs que le plaignant lui-même sera tout disposé à accepter, il est pour le Tribunal d'autres éléments d'appréciation, pour le coupable d'autres titres à l'indulgence, dont

le point d'honneur ne saurait reconnaître le principe.

La légèreté de la voie de fait, par exemple, un reste de correction gardé dans la terminologie de l'injure sont de nature à faire abaisser considérablement la peine et cependant, pour le monde, *toucher vaut frapper*, et plus grave est l'insulte venue de celui qui, pour s'y livrer, n'a point perdu le respect de lui-même. Les bons antécédents du coupable, qui est rarement ici un vulgaire malfaiteur, sa situation peut-être distinguée dans le monde, le sauveront presque à coup sûr de l'emprisonnement, et la loi de sursis peut aujourd'hui mettre le comble à l'indulgence des juges pour un homme honorable qui leur semble n'avoir à se reprocher qu'un moment d'oubli.

Restent les réparations pécuniaires ; mais, dans les cas d'ailleurs où notre point d'honneur en pourrait admettre le principe, nous savons que la jurisprudence française, d'accord certainement avec les mœurs, ne les prononce qu'avec parcimonie quand des intérêts matériels ne sont pas en jeu (1). Et puis ce genre de

(1) Dans un jugement rendu tout récemment, le 8 décembre 1896 par la onzième chambre du Tribunal de la Seine, on aperçoit bien cette répugnance des tribunaux français à évaluer en argent la douleur morale, l'atteinte à l'honneur en elle-même. Un mari, qui n'éprouvait pas ces répugnances, réclamait à l'amant de sa femme, pour lequel celle-ci l'avait quitté pendant 15 jours, une somme de 3.000 francs de dommages-intérêts : soit 200 francs par jour. En Angleterre, cette demande eût semblé d'une modération excessive. Les juges de la Seine par contre, ont pensé qu'une somme totale de 200 francs, soit 13 fr. 33, par jour d'absence, était suffisante pour réparer le dommage. Le mari a dû trouver que c'était payer

sanction n'a de prise ni sur le coupable qui ne possède rien, ni sur celui qui jouit au contraire d'une grande fortune.

Néanmoins ce sont encore ces sanctions pécuniaires, judicieusement alliées à une large publicité de la sentence, par insertion ou autrement, qui semblent présenter le plus d'efficacité dans l'état actuel de la répression, puisqu'il faut bien le dire, dans la plupart des espèces où l'honneur aura été le plus dangereusement atteint, les juges ne croiront pas pouvoir, déceimment, envoyer en prison celui que ni sa manière d'agir habituelle ni ses antécédents judiciaires ne paraissent prédestiner à ce genre de peine.

IX. — Il serait dur pour lui, sans doute, de s'y entendre condamner ; mais n'est-il pas dur aussi pour sa victime d'être bafouée encore, après avoir subi un grave outrage ? Son but, en poursuivant la répression légale de ce dernier, le but qu'elle aurait cherché si elle était allée sur le terrain, c'est, il ne faut pas se le dissimuler, tout simplement la vengeance qu'exige le point d'honneur, la vengeance de l'outrage reçu qui seule, à défaut d'une manifestation inverse de la volonté coupable, à défaut d'excuses que les Tribunaux ne sauraient ordonner, peut faire oublier cet outrage, peut calmer la douleur morale, l'atteinte à la personnalité intime, qui sur-

peu cher les réflexions qu'il avait eu le temps de faire pendant cette quinzaine. Et ce jugement était certainement ratifié par le sentiment public.

vivent aux rectifications de toutes sortes, susceptibles de réparer pour partie le tort causé à la réputation.

Eh bien, cette vengeance, il faut la procurer à l'homme auquel la société fait un devoir de la poursuivre, si l'on veut qu'il s'adresse à la justice, et comme souvent les sanctions pécuniaires resteront peu efficaces dans ce but, c'est la prison qu'il conviendrait d'appliquer largement : et dans la loi, quant aux outrages non publics, et dans la jurisprudence, quant aux autres.

« En un mot, disait M. Barthe dans le discours précité, le minimum de la peine contre l'injure peut rester fixé comme il l'est déjà par la loi ; mais la peine doit pouvoir s'étendre jusqu'à la privation de la liberté, selon la gravité de l'injure et selon la position des individus. »

Sans doute il ne sera pas au pouvoir d'un Tribunal de *déshonorer* par là le diffamateur ou l'insulteur. Seul en effet « le crime fait la honte ! » et l'auteur d'une atteinte à l'honneur ne sera jamais mis par l'opinion au rang des voleurs ou des escrocs, fût-il emprisonné comme eux.

Mais, sans parler pour lui de *déshonneur*, il y aura dans l'application qui lui sera faite d'une telle peine, une certaine humiliation, une contrainte, une révolte qui, sans parler de leur pouvoir d'intimidation, constitueront bien pour le plaignant la satisfaction la plus désirable et la plus conforme aux exigences du point d'honneur : celle qui, mieux que n'importe quelle autre pourra le *laver* de l'outrage.

Et qu'on n'objecte pas le caractère parfois insignifiant en soi de cet acte outrageant : car le fait le plus léger est profondément modifié dans son importance par l'intention qui s'y est manifestée et sur laquelle la Société ne permet pas de passer condamnation.

« Qu'un homme, dit Bentham, s'emporte par exemple au point de cracher en public au visage d'un autre. Que serait ce mal en lui-même? une goutte d'eau, oubliée aussitôt qu'essuyée ; mais cette goutte d'eau se convertit en poison corrosif qui le tourmentera toute sa vie. Qu'est-ce qui a opéré cette métamorphose ? C'est l'opinion publique. »

X. — Il nous reste à indiquer l'inefficacité que peut présenter, pour le point d'honneur, la répression légale non plus en elle-même, dans son quantum, mais dans la détermination de ceux contre lesquels on pourra la prononcer ainsi que de ceux qui pourront la poursuivre.

Sur le premier point nous avons vu déjà combien, en matière de presse, la désignation des personnes responsables était souvent inefficace, laissant de côté les vrais coupables et n'atteignant que des *hommes de paille*, selon l'expression consacrée. Nous verrons aussi qu'en matière d'outrage, quel qu'il soit, il existe pour le point d'honneur d'autres personnes que l'agent lui-même, qui doivent supporter la responsabilité extrajudiciaire de l'intention blessante, et que les Tribunaux ne sauraient atteindre.

Sur le second point, par contre, notre droit a totale-

ment méconnu, contrairement à l'ancienne jurisprudence et à la plupart des législations voisines, l'impossibilité dans laquelle nos mœurs mettent certaines victimes de poursuivre elles-mêmes la réparation d'un outrage, et l'obligation morale corrélative qui incombe à leurs protecteurs naturels, de prendre en main la poursuite de cette réparation.

Spectat enim ad nos injuria, quae in his fit qui vel potestati nostrae, vel affectui subjecti sunt (Loi I, par. 3, *De injur. et famosis libell.*). Et Voët : *Sicut autem vel per se, vel per alios quis inferre, ita quoque vel per se, vel per alios pati injuriam potest* (Comment. ad *Pandect.*, lib. 47, tit. 10).

Aujourd'hui encore, ce sont là de profondes vérités, consacrées par les mœurs, par le point d'honneur, et cependant le père d'une fille majeure, l'époux d'une femme du monde ne peuvent plus poursuivre les outrages qui, dirigés contre celles-ci, viennent les frapper eux-mêmes avec bien plus de force encore que s'ils en avaient été directement victimes. A ces outrages le monde exige, plus impérieusement aussi, qu'il y ait une sanction, sanction qui manquera lorsqu'elle sera le plus nécessaire parce que le mari, le père qui l'auraient pu poursuivre en justice, n'en auront pas le droit, et que la jeune fille ou la femme qui en auraient le droit ne pourront l'exercer sans aventurer leur honneur dans la boue de certains débats judiciaires, sans y perdre de leur dignité : silencieuses et ignorées hors d'un cercle

de relations, c'est encore pour elles la première condition du repos, du bonheur et de la considération : elles perdraient un peu de tout cela dans le retentissement scandaleux de l'audience.

XI. — Pour résumer d'un mot ces deux premières parties de nos conclusions, nous pouvons dire que la loi, aidée, outrée souvent par la jurisprudence, méconnaît à peu près complètement les exigences du point d'honneur, néglige d'en assurer la protection, en ce sens que, lorsque l'atteinte à ce point d'honneur est seule en jeu, elle échappe d'ordinaire à toute répression et que l'outrage grave, impliqué dans une violence insignifiante, ne donne souvent lieu qu'à la peine méritée par cette dernière. Il ne serait donc pas vrai de dire qu'en l'état actuel de la législation et de la jurisprudence, l'atteinte au point d'honneur en elle-même, isolée de la forme qu'elle a revêtue, soit sérieusement prise en considération.

CHAPITRE III

IMPUISSANCE DE LA LOI.

I. — Il serait impossible, sans tomber dans la subtilité d'exemples puérils, de déterminer, d'énumérer les cas où l'action de la justice restera impuissante pour la protection du point d'honneur. Qu'il nous suffise donc de montrer ici que cette impuissance existe et qu'elle se manifestera souvent au double point de vue que nous avons déjà envisagé, c'est-à-dire que la répression légale ne pourra, par la force des choses, ni être poursuivie toujours, ni être appliquée toujours avec une sévérité assez grande pour donner satisfaction au point d'honneur outragé.

Et d'abord, au point de vue du principe même de la répression, cette impuissance de l'œuvre judiciaire éclate dans l'impossibilité où souvent se trouveront les juges, soit de *qualifier* l'infraction commise à l'égard de la personnalité morale, soit d'en faire la preuve à l'encontre du coupable.

Sans doute ils auront un très large pouvoir d'appréciation, et l'on ne saurait qu'applaudir aux idées très sages émises sur ce point par une partie de la doctrine : « D'une façon générale, dit M. Barbier (t. I, n° 404), il

appartient au juge de dégager les interprétations ou allégations diffamatoires, des habiletés de forme, des allusions ou des réticences sous lesquelles elles se dissimulent quelquefois » et M. Grellet-Dumazeau : « Le juge est absolument libre et l'on devrait considérer comme très juridique la décision motivée qui verrait une intention malveillante dans une réticence ou dans un mot élogieux, souligné ou imprimé en caractères italiques. »

Mais ce n'est là qu'un vœu, comme l'indique la forme conditionnelle de la phrase, et comme suffirait à le montrer certaine jurisprudence rapportée plus haut. D'ailleurs, en pareille matière, comme le fait encore remarquer M. Chassan, il existe une difficulté indéniable : « à représenter le corps du délit : quel est-il ? L'écrit incriminé, ou le souvenir de l'injure verbale, ne l'est pas en réalité : ce n'est que l'instrument de la pensée qu'il faut punir ».

II. — C'est qu'en effet, *ream linguam non facit nisi mens rea*, et que cette pensée mauvaise a pour se dissimuler des retraites parfois impénétrables, nous l'avons vu, dès qu'elle s'exerce contre cet honneur qui « est au devoir particulier de chaque état, de chaque position, ce que la délicatesse est à la probité, ce qu'en littérature le goût est au jugement » (Pinet). Or, pour poursuivre la comparaison, quoi de plus varié, de plus imprécis que ce *goût* dont les manifestations ne se discutent point, nous apprend la sagesse populaire, mais qui

n'en existe pas moins, qui n'en a pas moins son rôle, son importance dans le monde.

C'est pourquoi nous trouvons fort judicieuse la réflexion de Jousse qui, digne ancêtre des auteurs que nous venons de citer, estimait déjà qu'« une injure est faite non seulement quand elle est proférée expressément contre quelqu'un, mais encore lorsqu'on se sert de termes qui, quoique non offensants par eux-mêmes, le deviennent néanmoins par la manière et le ton sur lequel ils sont prononcés : comme si l'on disait à une femme, en raillant, qu'elle est bien sage, ou en parlant de quelqu'un, que c'est un honnête homme, mais qu'il est bien fâcheux qu'il ait le sort de bien des maris ; de même si l'on disait : *pour moi*, je ne suis pas un fripon ».

Mais tout en rendant hommage à l'exactitude de ces solutions, il faut reconnaître qu'elles ne sont point d'une application judiciaire facile et que souvent, en pratique, le juge, ayant l'intime conviction de la culpabilité du prévenu, devra cependant l'acquitter parce qu'un doute restera possible sur la nature de son intention et que la justice ne saurait, sans cesser d'être respectée, frapper autrement qu'à coup sûr. Si désireux que l'on soit d'atteindre toujours, judiciairement, l'auteur d'un outrage, de donner à la répression légale son maximum d'étendue et de souplesse, il faut compter cependant avec le caractère de précision, de rigoureuse exactitude que, toujours, doit présenter cette répression et l'on ne saurait regretter l'abrogation de la loi du 25 mars 1822

qui avait créé les procès de tendance et sous l'empire de laquelle on avait vu des juges condamner un écrivain uniquement parce que son manuscrit portait certaines ratures, ratures *tendancieuses* sans doute.

III. — C'est pour la même raison que, d'une façon générale, on ne peut que constater l'impuissance de la répression par la voie judiciaire, à l'encontre de toutes les atteintes au point d'honneur qui dérivent de l'*attitude* d'une personne à l'égard d'une autre, cette expression d'*attitude* étant prise dans une acception très large, pour désigner une manière d'être, une conduite, une foule d'actions à peine ébauchées enfin, dans lesquelles l'intention outrageante, réduite à son minimum d'extériorisation, n'en reste pas moins, parfois, insupportable.

Et il ne s'agit point ici, selon l'expression consacrée, de *raffiner sur le point d'honneur*, d'élever un rempart à ce que Barthe appelait *l'exagération de l'honneur* et Portalis *la superstition de l'honneur*. Nous ne prétendons pas ériger ce faux point d'honneur, cette vaine susceptibilité qu'affectent certains hommes, en un sentiment digne d'éloges et de protection.

Mais il s'agit de ces multiples outrages qui, si l'expression en est infiniment faible, à peine appréciable et sans portée précise, révèlent cependant, à ne s'y pas méprendre, une intention injurieuse évidente dans l'esprit de leurs auteurs, comme elle est évidente aussi aux yeux de qui les subit et parfois de qui les observe. Niera-t-on par exemple que, dans certaines circons-

tances, un jeu de physionomie, grimace méprisante ou railleuse, un haussement d'épaules, une affectation de sans-gêne, ne puissent constituer de graves offenses, qu'un homme d'honneur est parfois tenu de relever. Le regard seul peut même, par son insistance à se fixer sur une imperfection physique, par exemple, ou par l'insolence qu'il exprime clairement, devenir une véritable injure qu'il est permis toujours de ne pas supporter, qu'il n'est plus permis de supporter dès que la femme entre en scène et que cette injure peutrejaillir sur elle ou avilir à ses yeux celui qui la subit. La simple impolitesse peut devenir alors un outrage. Il s'est établi une sorte de courant injurieux dont l'intensité redouble par la présence d'un être faible auquel on doit protection ou auprès duquel on tient à garder son prestige de protecteur. La raison de ce phénomène psychologique indéniable? Galanterie traditionnelle sans doute, orgueil de mâle, peut-être, ou respect de la faiblesse? En tous cas il nous semble noble, ancien comme notre race et Dareau le constatait déjà, dans son incidence juridique, lorsqu'il reconnaissait la gravité de l'outrage « *surtout s'il est fait à une personne du sexe* ».

M. Croabbon, dans son ouvrage sur la *Science du point d'honneur*, fait ressortir encore les dangers que les entreprises amoureuses contre une femme, fussent-elles dépourvues de toute chance de succès, peuvent faire courir à l'honneur d'un père, d'un frère, d'un mari. Ce sont là des vérités pour la confirmation des-

quelles on voit quelquefois l'homme le plus paisible renchérir sur les audaces de don Quichotte, ce sont des vérités que chacun sent, comme nous sentons tous que, d'une façon générale, l'honneur, le point d'honneur sont choses délicates, indéfinissables à ce point que la loi la plus subtile ne saurait prétendre à châtier toujours celui qui les froisse méchamment.

IV. — La justice ne saurait prétendre non plus, nous l'avons dit, à faire toujours, contre le coupable, la *preuve* d'un outrage parfaitement caractérisé, fût-ce même d'une voie de fait.

Pour reconnaître l'exactitude de cette proposition, il suffit de songer à toutes les difficultés dont la loi entoure la preuve judiciaire, à toutes les conditions auxquelles elle la soumet pour en augmenter les garanties, et l'on voit que ces difficultés, ces conditions, parfaitement justifiées d'ailleurs, rendues indispensables même par le caractère de la répression qu'elles tiennent suspendue, sont incompatibles en certaines occasions avec les exigences du point d'honneur. L'absence de témoins suffisants, leur inattention, leur répugnance à déposer, à prendre parti laissent, nous l'avons vu, subsister l'outrage et celui qui, dans le domaine matériel, supportera, faute de preuve, de payer deux fois la note dont la quittance lui a été volée ou qui se résoudra à panser en silence les blessures causées par une faute qu'il ne peut démontrer à la charge d'autrui, celui-là se refusera à désarmer devant la constatation de son impuissance

à faire en justice la preuve du soufflet ou de l'invective qui n'auront pas eu de témoin.

C'est que, dans la première hypothèse, l'intégrité de la fortune ou celle du corps se trouvent seules engagées, tandis que, dans la seconde, l'intégrité de l'honneur entre en jeu et que l'honneur a de ces intransigeances : à tout prix et dût-on se passer des juges pour la prononcer il lui faut une solution. Quelquefois même il est préférable, aux yeux de la société et pour les intérêts qu'il s'agit de défendre, que cette solution ne soit pas livrée à la publicité scandaleuse de l'audience, dans les cas où la preuve y serait possible.

La nécessité d'une discrétion absolue, le respect de certaines pudeurs morales, les conventions mondaines, tout cela, comme la force même des choses, à défaut de preuve possible, peuvent pour tel ou tel autre motif, conduire à l'impuissance de la répression légale.

V. — Après avoir constaté cette impuissance sous son premier aspect, demandons-nous rapidement quelles raisons peuvent l'expliquer, en particulier quand elle se manifeste au sujet de la qualification même du délit contre l'honneur. Elles dérivent toutes, sans qu'il soit nécessaire d'insister sur leur déduction, de la nature même du point d'honneur, du caractère particulier de ses exigences et ceci nous amène à les préciser.

C'est l'intention coupable, avons-nous remarqué souvent, qui constitue l'outrage ; mais une intention coupable particulière, spécialisée en quelque sorte et dont

Chilon de Lacédémone, un des sept Sages de cette Grèce qui ne connaissait pas, pourtant, notre point d'honneur, traduit fidèlement la nature : « Si tu as été offensé, réconcilie-toi, mais si tu as été offensé avec *ὑβρις* : venge-toi ! » Ce pourrait être là la devise du véritable point d'honneur, sage et mesuré. C'est bien cette *insolence*, si le mot traduit exactement *ὑβρις*, ce mépris affecté et persistant qui rend dangereux, c'est-à-dire punissable pour le monde, tout acte qui implique un tel sentiment, si insignifiant que cet acte apparaisse en soi. Et cela est si vrai, que le point d'honneur cesse d'exiger une réparation dès que ce mépris n'est pas ressenti, parce qu'en lui opposant un mépris égal, quoique d'une autre nature, il est devenu possible de n'en pas tenir compte, de le neutraliser. C'est toujours, d'ailleurs, la société qui nous enseigne, qui nous fait sentir en quelles occasions ceci peut se produire. L'acte outrageant n'en a pas moins été commis, mais l'offensé s'est mis au-dessus de l'offense : il n'en est pas atteint. Il existe en somme un véritable *clavier* de l'outrage : certaines notes n'y peuvent être données que par des individus réunissant certaines conditions d'âge, de moralité, de tenue, de sang-froid, d'éducation : sinon elles restent mortes, ne résonnent point dans le cœur, parce qu'elles n'ont pas frappé sur la corde de l'honneur. Pour la faire vibrer à coup sûr, il faut un doigté que certains ne peuvent avoir : dans certaines situations, ils manquent en quelque sorte d'aptitude à l'injure.

Et réciproquement le monde, plus cruel en cela que notre législateur, est porté à faire bon marché du point d'honneur de l'homme qui a failli, qui est tombé assez bas pour s'être mis en quelque sorte hors la loi de l'honneur : le voleur, le faussaire, celui qu'on soupçonne de vagabondage spécial, ne trouveraient que peu d'honnêtes gens pour leur rendre raison d'un outrage !

VI. — Ce qui fait en somme la pureté, la noblesse du point d'honneur, c'est qu'il n'exige réparation ni d'une faute simple ni d'une imprudence ; c'est qu'un repentir sincère le désarme ; c'est qu'il demeure sensible à la seule expression de ce sentiment que Chilon appelait « *υβρις* » et qui est bien l'arme dangereuse par excellence pour la personnalité morale.

Mais c'est aussi par cette pureté même de sa conception, que le point d'honneur se montre si peu apte à défendre toujours ses intérêts en justice, que sa protection rencontre tant d'obstacles dans la voie de la répression légale. C'est là, croyons-nous, la clef de l'impuissance que nous découvrons dans la loi, à incriminer dans tous les cas et sous toutes ses formes, l'atteinte au point d'honneur : ce dont cette loi tient compte et ce dont seulement elle peut tenir compte, c'est de la *lettre* d'un outrage : et c'est à *l'esprit* de cet outrage que le point d'honneur s'attache pour en apprécier le caractère. Or souvent en pareille matière, la lettre tue l'esprit, ou tout au moins reste vaine pour le traduire.

Si maintenant nous poursuivons cette analyse des

exigences du point d'honneur, en ce qui touche plus particulièrement la nature de la sanction qu'il réclame, elle pourra nous conduire à préciser et à discuter l'impuissance de la répression légale sous le deuxième aspect que nous avons indiqué, quant à l'insuffisance d'un châtiment d'ordre judiciaire.

Et cette insuffisance s'explique encore par deux raisons de nature différente mais d'égale importance.

VII. — Dans l'application de la peine, d'abord, il ne sera pas possible à la loi, sinon toujours à son interprète, de prendre en considération suffisante les éléments extrinsèques innombrables qui, moralement, exercent sur l'appréciation mondaine du caractère et de la gravité d'un outrage, une si grande influence qu'ils peuvent, du même acte faire tour à tour une simple atteinte au repos physique, suffisamment punie de quelques francs d'amende, ou bien au contraire une blessure à l'honneur, dont le souvenir poursuivra toute une existence. C'est qu'en effet, « la valeur d'une offense, dit M. Croabon, est subordonnée : d'une part à sa nature propre, d'autre part aux circonstances qui la modifient » et il constate que l'observation de ce principe est indispensable pour permettre de classer cette offense.

M. Dufour, dans son *Etude préalable sur les moyens de prévenir le duel*, reconnaît aussi que, dans certaines circonstances, déterminées par la situation respective du coupable et de l'offensé, par l'origine, le but, le lieu de la querelle, « les blessures sont en réalité plus vives, le

mal plus grand, mais qu'une telle préoccupation ne doit pas se faire jour dans le texte même de la loi ». C'est donc au juge, conclut-il, qu'il appartient de faire ressortir de la loi une satisfaction proportionnée à la gravité des faits : « l'amende, les dommages-intérêts, l'emprisonnement, même appliqué à de hauts degrés, atteindront sûrement ce but ». Qu'ils l'atteignent parfois : soit. Mais qu'ils l'atteignent toujours sûrement, en fait, c'est ce qu'il nous semble impossible d'espérer, dût-on nous accuser de pessimisme.

La jurisprudence en effet, nous l'avons vu, est trop variable, trop incertaine et, il faut bien le dire, trop peu soucieuse de la protection du point d'honneur, trop peu confiante tout au moins dans l'efficacité de sa propre intervention en pareille matière, pour tenir compte toujours et judicieusement des multiples modalités qui affectent l'essence de l'outrage. Et puis, le juge est un homme et, comme tel, il n'échappe pas à cet égoïsme d'appréciation qui fait que, pour sentir toute la gravité d'un outrage, il faut, selon une expression triviale que nous atténuons ici, *être dans le personnage* de celui qui l'a subi, ou de celui qui l'a voulu commettre. Aux tiers, il paraîtra souvent anodin, peu caractérisé ou peu grave. Mais tel qui rira d'une allusion, spirituelle parfois, aux infortunes conjugales par exemple d'un autre, trouvera l'outrage sanglant, si c'est à lui-même qu'il s'adresse. Ou bien nous blâmerons encore la susceptibilité du plaignant parce que les cordes de cette suscep-

tibilité qui se trouvent attaquées par le coupable ne sont pas celles qui vibreraient en nous sous l'outrage : mais telles autres injures qui le laisseraient peut-être indifférent, nous passionneront à notre tour, tant la susceptibilité, sans même aller jusqu'à l'exagération ou jusqu'à la bizarrerie, peut revêtir de formes distinctes.

VIII. — D'ailleurs la jurisprudence fût-elle exempte de ces imperfections et pût-elle remédier plus efficacement qu'elle ne le fait à l'impuissance de la loi, cette impuissance, restreinte, subsisterait néanmoins.

En effet, et nous arrivons par là à la seconde des raisons énoncées plus haut, le point d'honneur a parfois, sur la gravité et même sur la nature des peines qui lui donneraient satisfaction, des exigences que la loi pénale ne saurait ni consacrer ni même comprendre : certains outrages, dit-on, *veulent du sang* et le tribunal du point d'honneur lui-même, qui pouvait prononcer jusqu'à vingt années d'emprisonnement, n'allait point cependant, ne pouvait aller jusqu'à sacrifier à la vengeance de l'offensé la tête ou toute autre partie du corps de l'insulteur. Dracon lui-même eût hésité devant cette solution, trop radicale en droit. Mais, sans aller jusqu'à ces situations extrêmes, et rares fort heureusement, il faut constater que la bizarrerie des exigences du point d'honneur rend la loi impuissante à satisfaire toujours celles-ci.

D'ordinaire en effet, dans l'application de la loi cri-

minelle, on considère deux choses : la réparation, le plus souvent pécuniaire, du préjudice causé à la victime, et la sanction pénale du trouble apporté sans droit à l'ordre public. Dès que la victime a reçu une réparation arbitrée assez haut à son sens, elle se désintéresse en général de la sanction pénale : l'intérêt privé satisfait conduit alors, chez elle, à l'oubli de l'intérêt social.

Mais en matière d'atteinte au point d'honneur, et sauf le cas d'une imputation dommageable à rectifier ou celui d'attaques dirigées contre des réputations professionnelles par exemple, susceptibles d'appréciation pécuniaire, nous constatons au contraire que, par une intervention bizarre, c'est la réparation civile qui, tout en apparaissant en fait comme une peine, parfois fort redoutée du coupable, cesse en général de donner satisfaction à la victime, alors que c'est le châtiment, la sanction pénale qui, n'entraînant pour cette victime aucun avantage matériellement appréciable ou moralement avouable, va néanmoins constituer la véritable réparation aux yeux du point d'honneur. C'est une des caractéristiques singulières de ce sentiment, pris dans sa pureté, que la satisfaction désirable pour l'offensé doive précisément consister dans la peine seule qui frappe le coupable.

IX. — L'atteinte à l'honneur, nous l'avons constaté, trouve sa source dans le conflit qui s'élève, pour ainsi dire, entre deux *points d'honneur* également respectables et reconnus tels, dont l'un a froissé l'autre.

Dès lors, la réparation adéquate par excellence, celle qui effacerait vraiment l'injure, qui en bannirait le souvenir, serait celle qui permettrait soit d'élever la personnalité morale du plaignant, de la rétablir tout au moins dans sa dignité, soit à l'inverse, d'abaisser la personnalité morale du coupable.

Mais la loi seule, sans le concours des mœurs, ni surtout à l'encontre de ces mœurs, ne dispose pas de moyens qui lui permettent d'obtenir toujours l'un ou l'autre de ces résultats. La Justice est impuissante à agir directement sur l'Opinion. Ses décisions ne feront jamais que le plaignant puisse éviter le blâme de la société pour avoir porté certaines querelles devant les tribunaux, ni que telle peine, infamante en elle-même, ne puisse devenir presque honorable pour celui qu'elle frappe dans certaines circonstances, à la réprobation du plus grand nombre.

Sans doute il est des peines, la prison par exemple, qui ne vont jamais sans une certaine humiliation : « La défaveur, la déconsidération publique qui suit le prisonnier dans sa cellule abdique rarement au lendemain de son élargissement et lui fait cortège longtemps encore après qu'il a repris ou essayé de reprendre sa place dans le monde » (Worms).

Mais cette humiliation, croyons-nous, peut quelquefois s'affaiblir jusqu'à s'annihiler, devant le caractère d'une contrainte physique qui, pour le monde, ne sera pas une pénalité adéquate à la nature de l'infraction.

Dans l'ancien droit, la réparation d'honneur, l'admonestation, la défense de récidiver évitaient cet écueil en ce que l'humiliation, le ridicule seuls atteignaient alors le coupable, qui sortait de l'audience tout contrit et vraiment diminué dans sa personnalité morale, sans emporter la palme de martyr que lui pourra délivrer aujourd'hui le monde, aux dépens d'un adversaire insoucieux des préjugés. Mais ce sont là des solutions d'un autre âge.

X. — Quoi qu'il en soit, c'est bien en réalité dans l'humiliation infligée à celui qui a méchamment froissé notre personnalité morale, que nous cherchons la guérison de cette blessure ; soit qu'il ait ainsi perdu le droit de nous reprocher l'outrage patiemment supporté, de s'en glorifier peut-être, soit que nous désirions montrer par là qu'il en coûte de nous manifester du mépris, qu'on perd de l'honneur à vouloir nous en faire perdre. C'est donc bien un sentiment de vengeance, — il ne faut pas se le dissimuler et la morale ne saurait l'approuver, — que nos mœurs placent à la base des exigences du point d'honneur. C'est pourquoi nous avons vu la sanction pénale appliquée au coupable devenir ici la véritable réparation pour la victime. Mais la loi, sans manquer à son but, non plus que la jurisprudence, sans cesser d'être conforme à l'esprit général de cette législation, ne sauraient adapter ainsi, toujours et jusqu'à complète satisfaction, la sanction pénale née de l'intérêt social, à la poursuite d'une vengeance privée susceptible de modalités infinies et d'exigences indéterminées.

En résumé, même dans l'hypothèse d'une législation parfaite appliquée par une jurisprudence parfaite aussi, l'impuissance de la répression légale des atteintes au point d'honneur, pourrait se trouver réduite à sa plus faible expression ; mais il en resterait néanmoins, dans l'état actuel de nos mœurs, un minimum irréductible auquel on se heurterait parfois et avec lequel il faudrait alors compter.

LÉGISLATION COMPARÉE

Préliminaires.

I. — Il serait impossible, sans dépasser les bornes restreintes que la nature de ce sujet assigne au présent chapitre, de tenter une étude complète, ne fût-ce que dans leurs grandes lignes, des législations étrangères nombreuses qui s'occupent de réprimer l'atteinte à l'honneur dans toutes ses manifestations.

Il ne rentre point, d'ailleurs, dans notre plan de donner un exposé positif et pratique de législation comparée. Pour intéressant qu'il puisse être en soi, il ne répondrait point aux préoccupations d'ordre législatif qui doivent prévaloir ici.

Nous chercherons seulement, par conséquent, à tirer de chaque législation les traits caractéristiques, les conceptions originales qu'elle peut offrir dans sa manière de comprendre l'atteinte à l'honneur, de la réprimer, et parfois d'éviter les lacunes que nous avons relevées dans notre propre loi.

Cet ensemble de solutions diverses, sur des points de détail souvent, où s'affirment, comme par une éclaircie, les contradictions entraînées d'un pays à l'autre,

dans un même temps et sur une même matière, par les divergences des mœurs et du tempérament des races, n'aura donc d'autre portée que celle d'une sorte de *discussion* du sujet, au sens que les mathématiciens donnent à ce mot ; discussion empirique toutefois, prise sur le vif et toute relative par conséquent, qui mettra en relief, pour certaines hypothèses, les solutions pratiquement possibles, humainement acceptables, puisque, de fait, notre époque les aura connues.

II. — Il importe, à l'inverse et pour spécialiser un peu le champ de ces incursions dans les lois étrangères, d'indiquer tout d'abord en quelques mots, les idées générales dont, sur certains points, toutes ou presque toutes ces lois semblent s'inspirer, présentant ainsi une sorte de fonds commun à l'humanité civilisée qui conçoit la notion d'honneur et doit chercher à protéger cet honneur.

L'importance toujours croissante prise en ce siècle par la Presse n'a pas peu contribué à cette œuvre d'unification relative, parce que la plupart des pays ont été amenés, dans un court espace de temps, à légiférer sur une matière au sujet de laquelle il était presque impossible de ne pas apporter aussi des modifications, profondes parfois, aux textes qui avaient réprimé jusqu'alors l'expression d'un outrage. Ces modifications, à peu près toutes contemporaines et dominées par l'influence du progrès, par le développement des idées libérales, par les emprunts faits aux législations voisines, devaient

être la source de cette communauté de vues et de dispositions que l'on constate dans le nivellement opéré par l'esprit moderne.

III. — C'est ainsi que, dans tous les pays, le législateur a donné pour base à son œuvre la distinction capitale et féconde des outrages en *injures* proprement dites et en *diffamations* ; avec de nombreuses variantes de détail dans leur classification, avec des divergences sur leur importance respective, il reste, au fond, la préoccupation d'isoler l'allégation d'un fait précis. Si la preuve en est admise, presque toutes les législations ont compris que ce devait être plutôt lorsqu'il s'agissait de l'honneur d'un homme public dont les actes touchent à l'intérêt général que dans le cas où, seul, le repos de la vie privée était en jeu. Par contre les atteintes non justifiées à l'honneur de cet homme public, de ce fonctionnaire, doivent être l'objet d'une répression plus rigoureuse parce que sa situation plus élevée l'expose davantage aux attaques.

Dans la plupart des pays, aussi, l'honneur est considéré comme un bien de nature exclusivement privée, dont la lésion n'intéresse que fort peu l'ordre public et dont la libre et entière disposition appartient à chaque individu : il peut à son gré poursuivre le coupable, comme il peut, par prudence ou par dédain empêcher toute action contre lui.

Partout aussi ou à peu près, la publicité donnée à l'outrage est considérée comme une circonstance aggra-

vante. Partout au contraire le caractère atténuant de la provocation est reconnu, ainsi que certaines immunités pour ceux qui prennent part aux débats judiciaires ou politiques. Sur tous ces points, en particulier, nous n'indiquerons donc les solutions admises dans chaque pays qu'à titre absolument exceptionnel, pour en faire ressortir l'originalité.

Allemagne.

I. — Le Code pénal allemand de 1871, révisé dans certaines de ses dispositions en 1876, donne une classification plus complexe que le nôtre, des outrages par écrits ou par paroles. Dans trois articles successifs : 185, 186, 187, il distingue 3 formes dans l'expression outrageante : les deux premières répondent à l'*injure* et à la *diffamation* de la loi française ; dans la troisième intervient un élément nouveau, la fausseté du fait allégué.

Ainsi trois degrés : injure proprement dite, injure précisée, sorte de diffamation et injure *calomnieuse*.

Dans l'injure proprement dite, l'article 185 distingue encore de l'injure ordinaire (*beleidigung*), l'injure par acte matériel (*thätlichkeit*). La première est punie au maximum de 600 marks d'amende, ou des arrêts, ou d'un an d'emprisonnement. Pour la seconde, la pénalité est portée à 1500 marks d'amende ou 2 ans de prison.

L'article 186 applique ces mêmes peines à la diffama-

tion d'un genre spécial qui consiste à affirmer ou répandre sur le compte d'une personne un fait de nature à la rendre méprisable ou à l'abaisser dans l'opinion publique, si ce fait toutefois est de ceux qui ne peuvent être prouvés. Et dans ce cas, la peine est celle de l'injure ordinaire de l'article 185 ou celle de l'injure par acte matériel prévue dans le même article, selon que l'outrage s'est produit devant un petit nombre de témoins ou qu'il a été entouré d'une plus grande publicité, c'est-à-dire qu'il a été commis dans un lieu public ou répandu au moyen d'écrits, d'imprimés, d'images...

L'article 187 enfin prévoit l'*injure calomnieuse* (*Verleumdende Beleidigung*), c'est-à-dire l'affirmation d'un fait *faux* de nature à jeter du mépris ou de la déconsidération sur celui auquel il est imputé : la peine varie ici, lorsque la publicité existe, entre 1 mois et 2 ans de prison. Si des circonstances atténuantes existent pour le coupable, cette peine peut s'abaisser jusqu'à 1 jour ou même être remplacée par une amende dont le maximum est fixé à 900 marks.

Telles sont les dispositions répressives dans lesquelles on voit que la publicité, la matérialité, l'injustice reconnue de l'outrage sont autant de circonstances aggravantes : dans notre loi, la publicité seule, au contraire, est prise en considération.

II. — En ce qui concerne maintenant la réparation du préjudice causé par cet outrage — réparation basée, chez nous, sur l'application, conforme aux principes gé-

néraux, de l'article 1382 du Code civil — la loi allemande prévoit expressément et limite dans un texte de son Code pénal, l'article 188, les dommages-intérêts qui pourront être alloués par les Tribunaux répressifs à la victime : cette indemnité ne pourra en aucun cas dépasser la somme de 6.000 marks et elle sera exclusive d'un droit quelconque à tous autres dommages-intérêts ultérieurement demandés.

C'est là une disposition singulière, qui sort du droit commun pour restreindre, dans les limites d'une présomption légale, la réparation d'un préjudice, et qui ne peut procéder que d'un mépris très grand de l'honneur et de la considération, taxés à un juste prix ou que du désir de ne pas engager à l'infini, c'est-à-dire jusqu'à complète satisfaction de l'outragé, la responsabilité pécuniaire du coupable. On ne saurait y trouver en effet la proclamation de cette manière de voir pour laquelle l'argent est impuissant à satisfaire l'homme d'honneur, puisque ce texte, loin d'exclure les réparations pécuniaires, les prévoit expressément, mais pour les restreindre. Nous verrons combien sont différentes les idées qui dominent sur ce point la législation anglaise (1).

(1) Il convient de remarquer que cette indemnité de l'article 188 n'a pas, à proprement parler, le caractère de dommages-intérêts : elle constitue une « *Busse* », c'est-à-dire une sorte de « composition », reste des anciennes lois germaniques, conservée on le voit, en matière de délits contre l'honneur, comme elle existe aussi en matière de délits contre la propriété littéraire, artistique ou industrielle en général. Elle peut même s'élever jusqu'à 10.000 marks

III. — Le Code pénal allemand s'occupe ensuite, dans l'article 189, des attaques dirigées contre la mémoire des morts et, là encore, les conditions nécessaires à leur incrimination diffèrent de celles que l'on trouve dans notre loi du 29 juillet 1881.

Il faut que le fait allégué soit faux, à la connaissance du diffamateur, et qu'il soit de ceux qui, du vivant du *de cuius*, eussent été de nature à attirer *sur lui* le mépris ou la mésestime. La peine est alors de 6 mois d'emprisonnement au maximum, et de 900 marks d'amende s'il existe des circonstances atténuantes.

La première de ces conditions sauvegarde les droits de l'Histoire et la seconde semble mieux satisfaire aux exigences du point d'honneur que l'obligation où notre loi de 1881 met les héritiers de prouver l'intention arrêtée de nuire à leur propre personnalité. Ce peut être un devoir pour eux, en effet, de protéger la mémoire du défunt dans un débat auquel eux-mêmes ne sont point

pour les usurpations de marques de fabrique.

En principe par conséquent, la victime qui renoncerait à invoquer cet article 188, pourrait, au civil, demander des dommages-intérêts sans limitation de taux.

Mais il est bien évident qu'en dehors des cas où elle ferait la preuve d'un préjudice matériel déterminé, cette somme de 6.000 marks ne pourrait même être atteinte au civil puisque la « composition » a précisément pour but d'apprécier la douleur *morale* en l'évaluant à un taux qui, dans l'esprit du législateur, doit représenter en outre une sanction pénale pour le coupable. C'est ce taux que l'article 188 limite, taxe à 6.000 marks. En Angleterre il est illimité. En France on n'a pas encore compris ou apprécié ce genre de satisfaction.

directement intéressés. Il est vrai que la supériorité, à ce point de vue, du texte allemand est restreinte au cas où la fausseté du fait allégué est établie. Le père, la mère, les enfants et le conjoint peuvent porter plainte.

IV. — Les articles 192, 193, établissent plusieurs immunités *conditionnelles* en ce sens qu'elles cessent d'exister, si l'intention d'outrager résulte clairement des circonstances de la cause. Ces immunités sont relatives aux critiques d'œuvres scientifiques, artistiques, littéraires, aux réprimandes adressées par des supérieurs à leurs subordonnés, aux rapports, conseils, avis officiellement donnés. Il en est de même du cas où la vérité des faits allégués est établie, et de celui où la bonne foi du coupable est certaine (Cour de Leipzig, 1^{er} décembre 1876).

Lorsque l'injure a été précédée de provocation, l'article 199 laisse la plus grande latitude au juge qui peut à son gré acquitter l'une ou l'autre des parties ou toutes deux ensemble.

Au point de vue des personnes qui ont le droit de poursuivre réparation des outrages, l'article 195 contient une disposition heureuse, en ce qui concerne surtout le droit accordé au mari : « Si l'injure a été commise envers des femmes mariées ou des enfants se trouvant sous la puissance paternelle, le droit de poursuivre la répression appartient tant aux personnes offensées qu'à leurs maris ou à leur pères » (*Revue de législation étrangère*). Ce texte est d'ailleurs la reproduction de l'article 162 de l'ancien Code prussien.

V. — Les solutions spéciales aux délits commis par la voie de la presse n'offrent qu'un détail à noter ici : c'est que notre *gérant* de l'article 42 de la loi de 1881, responsable en première ligne, est remplacé dans les articles 20 et 21 de la loi allemande du 17 mai 1874, par un *rédacteur responsable*. Ce peut n'être d'ailleurs qu'une question de mots.

En ce qui concerne les atteintes à l'honneur par voies de fait, l'article 223 du Code allemand punit d'un emprisonnement de 3 ans au maximum ou d'une amende inférieure à 3000 marks les *violences volontaires légères*. Il n'y a pas à distinguer, remarquons-le, entre celles qui ont entraîné une incapacité de travail et celles qui n'ont point eu de suites. Les violences légères ne peuvent être poursuivies, comme les injures, que sur la plainte de la victime (art. 232).

Comme pour les injures encore, le législateur allemand, dans l'article 231, imité de l'article 188, fixe à 6.000 marks le maximum de l'indemnité qui pourra être accordée par les tribunaux répressifs et qui exclut toute action postérieure au civil.

En matière de voies de fait, la jurisprudence allemande admet encore des immunités qui soulèveraient en France d'énergiques protestations. C'est ainsi qu'il a été jugé par la Cour de Leipzig (12 avril 1880, 14 avril 1880, 18 décembre 1883), que la loi ne met pas obstacle au droit de correction modérée qui est reconnu à certaines personnes sur d'autres : par exemple aux pré-

cepteurs sur leurs élèves ou aux maîtres sur leurs domestiques, aux militaires gradés sur leurs subordonnés, — il est inutile de le dire. La même Cour a jugé encore que ce droit de correction était transmissible (Leipzig, 11 janvier 1882). Ces accommodements avec la loi pénale, basés sur la qualité du coupable, sont des vestiges d'un autre âge, qui pourraient bien d'ailleurs n'avoir que peu d'années à subsister, même de l'autre côté du Rhin.

En somme la législation allemande sur la matière est certainement plus complète, plus soucieuse des détails, sinon plus heureuse que la nôtre et nous croyons qu'il convient en particulier d'en retenir le droit de poursuite accordé au mari par l'article 195, la qualification pénale de l'outrage punissable contre les morts (art. 189) et la sévérité de l'article 223 contre les voies de fait légères, même lorsqu'elles n'ont entraîné aucune incapacité de travail.

Angleterre.

I. — La législation de l'Angleterre sur les atteintes à l'honneur est, avec celle de l'Allemagne, une des plus intéressantes, mais beaucoup moins dans ses détails, comme celle-ci, que dans l'esprit même qui l'a inspirée (1).

(1) La divergence est d'ailleurs presque complète entre ces deux pays : Henri Heine, dans ses *Fragments anglais* s'exprime ainsi : « Les coups, dit-il, ne produisent pas, dans la libre Angleterre des effets aussi désastreux sur l'honneur personnel que dans la tyrannique Allemagne. »

Deux grandes idées la dominent : gravité particulière de l'outrage écrit, et toute-puissance réparatrice de l'argent.

De la première il résulte, dans la répression proprement dite, une disproportion absolue entre les peines réservées aux outrages par gestes ou par paroles et les peines qui frappent le *libel*.

Le *libel*, « c'est l'écrit injurieux qui, avec intention mauvaise, attaque le gouvernement, qui outrage la religion et les bonnes mœurs et même qui diffame un particulier. Il constitue un délit contre la paix publique ». (Edmond Bertrand, *Le régime légal de la Presse en Angleterre*). — Autre définition du *libel* : « toute imputation de nature à rendre quelqu'un odieux, suspect ou ridicule » (Van Swinderen, *Esquisse de droit pénal actuel*). Les peines qui le frappent sont très sévères : sans autre limitation que celle de son bon plaisir, la Cour peut appliquer la prison ou l'amende ou même les deux peines ensemble. Il ne s'agit pas là, du reste, de ceux des écrits politiques qui sont regardés comme des actes de trahison et punis de la transportation à vie ou de la servitude pénale.

Blackstone (livre IV, ch. 11), assimile pour la répression, à l'outrage par écrit, l'injure par actes matériels qui consiste à suspendre ou à brûler quelqu'un en effigie pour l'exposer au mépris ou au ridicule : ces procédés sont d'ailleurs passés de mode aujourd'hui.

C'est encore Blackstone qui fait remarquer que cette

sévérité de la loi anglaise contre les *libels* est, en somme, tout en faveur des libertés de la presse parce qu'elle empêche les abus qui pourraient déconsidérer celle-ci et fournir des armes à ses ennemis. L'argument est original, mais dans beaucoup de pays les journalistes l'estimeraient trop profond pour être juste.

II. — La loi pénale anglaise se montre aussi douce pour l'expression orale de l'outrage (*slander*) qu'elle est rigoureuse pour le *libel*, et la base obligée de toute action pour injures ou pour diffamations est dans le préjudice matériel qu'elles auront causé. Aussi les distingue-t-on en trois catégories.

La première comprend les outrages qui, par eux-mêmes, emportent présomption de ce préjudice, à cause de leur gravité ou de la nature des imputations qu'ils renferment : par exemple accuser quelqu'un d'actes punis par la loi ou susceptibles de le faire exclure de la société, ou de nature à ruiner son commerce ; reprocher à un pair, à un fonctionnaire, des faits qui pourraient compromettre sa situation.

Le droit de poursuite existe alors pour la victime, sans qu'il lui soit nécessaire d'apporter la preuve d'un préjudice spécial qu'elle aurait éprouvé.

C'est au contraire l'obligation à laquelle elle sera soumise, si elle veut poursuivre la réparation des propos outrageants de la seconde classe qui, en eux-mêmes n'impliquent pas un préjudice ; cette action est alors connue sous le nom d'action *per quod*.

Un amendement, sur ce point, a été voté en deuxième lecture, à la Chambre des communes, le 22 mai 1890, sous le nom de *Slander law amendment bill* : les discours faux ou malicieux qui imputeraient à une femme non mariée des actes contraires à la chasteté, ou à une femme mariée des relations adultères, pourraient être poursuivis sans qu'il soit nécessaire de faire la preuve d'un dommage spécial.

Cette disposition est assez originale, tant à cause de son objet très restreint qu'en raison des tendances qu'elle dénote une fois de plus, chez nos voisins, à réprimer efficacement tout ce qui touche à la pudeur publique ou privée.

En troisième lieu viennent enfin les injures proprement dites, simples invectives, propos grossiers sans portée ou sans signification précises, qui, ceux-là, ne peuvent donner lieu à aucune action.

En aucun cas, d'ailleurs, les paroles échappées à la colère ou à l'ivresse ne sont répressibles, quand il n'est pas formellement prouvé qu'elles aient occasionné un préjudice. Il en est de même des expressions trop vigoureuses émises sous forme d'avis, de conseils.

III. — Passant maintenant aux lois spéciales à la Presse, nous voyons qu'édictees d'abord en vue de la protection du gouvernement, elles ont été étendues ensuite aux attaques dirigées contre de simples particuliers.

En ce qui concerne les personnes responsables des délits commis par la voie de la Presse, l'*acte de lord*

Campbell, de 1844, donnait aux propriétaires de journaux et éditeurs la faculté de se soustraire à toute répression en prouvant que, sans *grosse négligence*, ils ignoraient le fait de la publication, imputable parfois à de simples employés.

Aujourd'hui, l'article 7 de la loi du 27 août 1881 dispose qu'il y aura lieu d'enregistrer les noms d'un certain nombre de propriétaires qui seront regardés comme *propriétaires représentatifs responsables du journal*. Les simples actionnaires, aux termes de l'article 1^{er}, ont d'ailleurs la qualité de propriétaires.

Ces propriétaires sont responsables de tous les actes délictueux des divers agents de leur journal, absolument comme un *patron* serait responsable des actes de ses *employés*. Ils doivent, pour s'exonérer de cette responsabilité, prouver que ces différentes personnes ont agi en dehors de leur autorisation, même tacite.

Une disposition de la loi anglaise qui mérite d'être signalée, permet au propriétaire ou à l'éditeur du journal, lorsqu'il s'est empressé d'exprimer ses regrets et d'offrir ses excuses, de *payer en Cour*, c'est-à-dire qu'il peut se présenter devant les juges avec la somme qu'il estime lui-même suffisante pour réparer le préjudice, et déclarer qu'il est prêt à la payer. Dès lors, si l'autre partie refuse cette offre et que la Cour vienne à en juger le montant assez élevé, le propriétaire du journal est libéré de toute condamnation. De là, pour le plaignant, une crainte susceptible d'arrêter bien des procès de presse, surtout en Angleterre.

L'immunité n'existe, en cas d'attaque contre des personnalités politiques ou contre des auteurs, littérateurs et autres, qu'autant que *la critique a pu paraître justifiée à son auteur*, et qu'elle était *basée sur des motifs mûrement réfléchis* (M. Schuster, dans von Liszt).

Avec une disposition semblable dans notre loi, combien de journaux, en France, se trouveraient à court de copie !

Remarquons enfin, qu'aux termes de l'article 3 de la loi du 27 août 1881, « aucune poursuite criminelle pour délit de presse (libel), ne pourra être exercée contre un propriétaire, publicateur ou éditeur de journaux ou contre une personne quelconque responsable de la publication d'un journal, sans le *fiat* ou autorisation écrite préalable du directeur des poursuites publiques, en Angleterre, ou de l'attorney général de Sa Majesté pour l'Irlande ».

IV. — En ce qui concerne maintenant, non plus les mesures répressives prises contre les atteintes à l'honneur, mais les réparations auxquelles ces atteintes peuvent donner lieu devant les tribunaux, nous rencontrons partout la seconde des idées dominantes que nous avons indiquées et celle qui caractérise le mieux le génie du peuple anglais dans la conception de ses lois touchant à l'honneur.

La livre sterling y est considérée comme la panacée universelle, le remède général et souverain de toutes les plaies faites à l'honneur. Et ce remède, le juge

anglais l'applique d'une main libérale ; dans les affaires les plus délicates et pour toutes les situations, il trouve des éléments d'appréciation suffisants pour justifier le montant intégral de la condamnation qu'il prononce : les dommages-intérêts, par exemple, accordés aux maris anglais pour venger leur honneur de la *criminal conversation* qu'ils reprochent à leurs épouses, peuvent atteindre des sommes considérables dont l'appât ne doit pas toujours rester étranger aux nombreux scandales soulevés par les débats des tribunaux anglais, et doit même devenir une source de chantage. Aussi peut-on dire, sans craindre de trop s'avancer, qu'au taux où sont payées les injures, il est beaucoup d'Anglais qui, à l'issue du procès, ne se féliciteraient pas bien sincèrement de n'avoir point été insultés. On a vu une femme du monde obtenir de la justice 10.000 livres sterling de dommages-intérêts pour quelques lignes blessantes publiées contre elle par un journal (1). Et elle est sortie du prétoire honorée autant qu'enrichie par l'importance de cette indemnité qui montrait à quel prix considérable sa réputation méritait d'être estimée, puisque l'évaluation des moindres risques qu'on lui faisait courir, se chiffrait par centaines de mille francs. Le raisonnement est juste au fond.

(1) M. Defougeroux, dans son *Histoire des duels* (t. 2, p. 163), rapporte encore qu'un juge de paix anglais obtint 3.000 livres sterling, soit 75.000 francs, d'un nommé Watson qui l'avait insulté alors qu'il venait de prononcer une sentence contre lui. Peut-être une telle jurisprudence constituerait-elle un frein efficace contre les intempérances de langage des justiciables de tous pays.

V. — A ce point de vue, la pratique anglaise comporte une satisfaction d'amour-propre en même temps qu'une satisfaction pécuniaire et, celle-ci réparant pour les Anglais les atteintes à la considération extérieure, n'est-il pas vrai de dire que celle-là est le véritable remède contre les atteintes au sentiment plus intime de l'honneur *stricto sensu* ? Sans doute, mais toute la question est de savoir si, partout, l'amour-propre humain se contentera d'une satisfaction de cette nature.

En Angleterre l'affirmative n'est point douteuse et la meilleure preuve en est dans la disparition presque complète du duel qui, cependant, y était fort en honneur autrefois (Carl. A. Thimm, *Bibliographie de l'es-crime ancienne*, 1891, p. 195).

« Le magistrat anglais, dit M. Defougeroux dans son *Histoire des duels* (tome 2, p. 163), ne marchande la réparation d'aucun tort.... Là on est bien moins tenté de chercher dans les hasards d'un combat une satisfaction qu'on est assuré d'obtenir par les voies légales. »

Quant au besoin instinctif d'une rétorsion exempte des lenteurs judiciaires, quant à la soif de vengeance privée qui suffit souvent à expliquer le combat singulier, ils trouvent un dérivatif puissant dans le goût bien connu des Anglais pour les sports athlétiques. C'est donc une des rares nations dans lesquelles les réparations légales accordées à l'honneur outragé soient assez efficaces aux yeux du monde, pour en avoir banni le duel (1).

(1) Il n'en fut pas toujours ainsi. Le Ministre Pitt lui-même s'est

Mais, ne l'oublions point, ce résultat, pour être toujours atteint par la voie qu'a suivie le législateur anglais, exige chez les justiciables des qualités de race : flegme légendaire, tempérament raisonnable, sens éminemment pratique surtout, que peu de peuples possèdent à un aussi haut degré que le peuple britannique.

VI. — C'est bien vraiment, en dernière analyse, cet esprit pratique qui a inspiré leur législation sur notre matière et qui en caractérise toutes les dispositions dont il a fait le succès,

Nous l'avons trouvé au fond de ce système de réparations pécuniaires illimitées, constituant une satisfaction solide et durable, sous forme de rentes qui adoucissent l'amertume de l'injure au point de la transformer, pour certains, en un événement heureux.

Nous le retrouvons encore, cet esprit pratique, au fond de cette autre idée caractéristique qui veut que la publication écrite ou imprimée d'un outrage en décuple la gravité parce que : *verba volant, scripta manent*, et que, ce qui reste, c'est le fait vraiment dangereux pour la réputation, chose appréciable en argent, valeur mille fois plus précieuse et plus digne d'une protection légale

battu en duel avec M. Turney, membre de la Chambre des communes.

M. Dufour rapporte encore le fait suivant : « En 1833, une femme de Dublin se battit en duel, sans témoins, avec une autre femme qu'elle tua. Traduite devant la Cour d'assises sous la prévention de meurtre, elle fut acquittée par le jury et portée en triomphe par le peuple ! »

que des sentiments intimes d'amour-propre ou d'honneur.

« En Angleterre, dit M. Chassan, M. Christian dans ses notes sur Blackstone, nous apprend que les mots : coquin, fripon, scélérat, menteur et autres expressions générales grossières, peuvent s'employer impunément. »

VII. — En un mot, les lois qui assurent en Angleterre la répression des outrages et les réparations dues à l'honneur blessé, sont parfaites dans leurs résultats, autant que des lois humaines puissent l'être, mais d'une perfection toute relative, essentiellement contingente aux milieux dans lesquels elles s'appliquent. Si leur portée, en droit absolu s'en trouve diminuée, à cause de cela même elles restent profondément originales et peuvent fournir d'utiles enseignements à celui qui ne perdra pas de vue les conditions spéciales qui en assurent le succès.

Un dernier mot en ce qui concerne la répression des outrages par voies de fait. La législation anglaise nous paraît tenir compte à bon droit de l'importance, en cette matière, de la simple tentative, lorsqu'elle distingue, à côté des violences réellement exercées, si insignifiantes qu'elles aient été (*assault and battery*), l'attentat (*assault*) commis contre une personne dans le but seulement d'exercer ces violences.

La répression est d'ailleurs assez sévère ; elle peut atteindre 2 mois de prison avec travail forcé, si l'attentat est *simple* et 6 mois de la même peine s'il est *grave*,

dans le cas par exemple où il aurait été commis à l'encontre d'une femme. La plainte de la victime est toujours nécessaire.

Il ne s'agit pas là, d'ailleurs, des violences suivies de lésions corporelles ; dans ce dernier cas, la peine peut s'élever à 5 années de réclusion.

Les législations qu'il nous reste à examiner sont beaucoup moins frappantes dans leur ensemble et ne présentent, pour la plupart, que quelques particularités intéressantes à retenir. Nous allons les indiquer brièvement pour chaque pays.

Autriche-Hongrie.

I. — Ce qui caractérise, dans le Code pénal autrichien, la classification des outrages, c'est la différence considérable qui existe entre le traitement appliqué aux imputations coupables susceptibles d'entraîner des poursuites judiciaires contre celui qu'elles visent, et les imputations de toute autre nature.

Les premières, qualifiées *dénonciations calomnieuses*, sont punies par les paragraphes 209 et 210 des travaux forcés, l'imputation se bornât-elle au fait d'avoir commis une simple contravention.

Dans tous les autres cas, les diffamations ou calomnies sont regardées comme des délits et punies des arrêts de 6 mois à 1 an, ou comme des contraventions et punies des arrêts de 1 à 6 mois, selon qu'elles ont été commises verbalement ou par écrit ou bien, au contraire, par la voie de la presse (§§ 487-493). La *publicité* du propos,

au sens où nous entendons ce mot, n'est jamais nécessaire à l'incrimination : il suffit qu'un témoin l'ait entendu (Cour suprême de justice, 16 mai 1878). Il est inutile aussi que l'imputation porte sur un fait de nature parfaitement déterminée : la Cour suprême a jugé qu'une allégation qui exposait la personne attaquée à la risée publique, tombait sous le coup du paragraphe 491 (8 mars 1880).

Quant à l'*injure* simple (*Schimpfworte*), elle est frappée de 3 jours à 1 mois des arrêts simples.

II. — Signalons deux causes d'aggravation de ces peines, que contiennent les paragraphes 494 et 496 : pour les cas où le coupable s'est adressé à une personne qui méritait de sa part des égards particuliers, et pour celui où l'injure a été proférée dans un lieu qui, par sa nature, exigeait une plus grande correction de tenue.

Ces deux dispositions méritent d'être retenues par la préoccupation qui s'y fait jour de proportionner le châtiment à la culpabilité morale de l'agent du délit et au scandale qu'il a causé.

III. — Le Code pénal hongrois attribue à la diffamation, au regard de l'injure, un caractère de gravité tout particulier qui se traduit par la différence des peines qui frappent celle-ci et celle-là. Seule en effet, la diffamation comporte l'emprisonnement, durant une année au maximum et accompagné facultativement d'une amende inférieure à 1000 florins (article 259). Quant à l'injure proprement dite, elle n'est jamais punie que

d'une simple amende, inférieure à 800 florins (art. 258), à moins toutefois qu'elle n'ait été commise par la voie de la Presse, auquel cas elle peut entraîner un emprisonnement de 3 mois au plus.

IV. — Une partie de la législation hongroise qui mérite d'être indiquée est celle qui a trait à l'admission et à l'influence sur la pénalité de la preuve du fait diffamatoire.

Comme dans notre loi française de 1881, cette preuve est interdite en principe sous cette condition, comme chez nous encore, qu'il ne s'agisse point d'un fait imputable à un fonctionnaire et relatif à ses fonctions.

Mais le législateur hongrois, lui, a donné au particulier diffamé le droit de lever, en ce qui le concerne, cette prohibition de la preuve. Celle-ci devient alors possible, avec son consentement, et si l'adversaire réussit à l'administrer, il est acquitté de droit (article 263). Si, par contre, il échoue dans sa tentative, la justice rendue à l'honorabilité du diffamé est plus éclatante en même temps que la peine infligée au coupable s'aggrave, en fait, du poids de sa mauvaise foi ou de son imprudence. Le danger de cette disposition, nous l'avons vu en parlant du rejet par notre Parlement d'un projet analogue, est que l'opinion n'en arrive bien vite à faire une obligation de ce que le législateur a voulu donner comme une *faculté*.

La portée de cette règle du Code hongrois est d'ailleurs grandement restreinte par les exceptions qu'elle comporte.

En premier lieu, la preuve du fait allégué cesse d'être absolutoire si la partie lésée dans son honneur n'a pas porté plainte ou s'est désistée de sa plainte, dans les cas, évidemment, où le ministère public peut poursuivre d'office. Il en est de même dans une seconde hypothèse, lorsque ce fait allégué a déjà fait l'objet d'une décision de justice. Enfin la preuve n'est jamais possible dans les cas, fort nombreux, où l'imputation diffamatoire porte sur des faits de la vie privée, ou touche à l'honneur d'une femme (art. 264). Ces restrictions sont fort sages.

V. — Au cas de provocation ou d'injures réciproques, le juge peut, comme en Allemagne, condamner à son gré l'une ou l'autre, seulement, des parties, ou toutes deux à la fois (art. 275).

Comme en Allemagne encore, en matière de voies de fait légères, la plainte de la victime est nécessaire à l'exercice des poursuites (art. 312), et certaines personnes auxquelles on reconnaît encore un droit de correction domestique, sont exemptes de toutes peines pour les lésions corporelles sans gravité qu'elles auront pu causer (art. 313).

Pour le quantum de la peine afférent aux diverses sortes de voies de fait, il se détermine d'après la durée de l'incapacité de travail, selon qu'elle atteindra 20 jours, qu'elle sera inférieure à 20 jours et supérieure à 8, ou inférieure enfin à 8 jours (art. 301).

En somme les lois de la nation austro-hongroise ne

nous présentent pas de dispositions bien originales, si l'on en excepte, peut-être, la faculté pour la personne outragée, de se soumettre à la preuve du fait qu'on lui impute et les causes extrinsèques d'aggravation des paragraphes 494 et 496 du Code autrichien.

Belgique.

Cette législation qui, par son esprit, se rapproche beaucoup de la nôtre, ne nous arrêtera pas longtemps. Relevons seulement une différence de traitement particulièrement marquée entre la diffamation et l'injure. La première est passible au maximum d'un an de prison *et* d'une amende de 500 francs. La seconde ne l'est plus que de deux mois et de la même amende qui peut être prononcée seule (art. 444, C. pénal).

Bulgarie.

Législation très moderne, puisqu'elle date des 17-19 décembre 1887, mais dominée encore par la distinction de la *calomnie* et de la *médisance*.

La calomnie, *attribution mensongère à autrui d'un acte criminel ou infamant*, est punie de 1 mois à 1 an de prison et d'une amende qui ne peut dépasser 1.000 fr. (art. 28).

L'injure, *médisance, ou attribution à autrui d'actes qui l'abaissent ou l'exposent au mépris de la société*, est punie de 15 jours à 6 mois de prison et d'une amende qui ne peut dépasser 500 francs (art. 29).

La preuve de la diffamation est toujours autorisée, même lorsqu'elle vise un simple particulier (art. 31), à moins qu'il ne s'agisse d'un acte infamant touchant à la vie privée ou constituant, d'autre part, un véritable délit au préjudice d'un particulier qui ne l'a point voulu poursuivre, ou qui s'est désisté de la plainte qu'il avait portée (art. 32).

On ne peut qu'approuver cette restriction apportée au principe de l'article 31, principe bien discutable, nous l'avons vu, pour le point d'honneur.

Espagne. — Portugal.

I. — L'intransigeance bien connue de l'« orgueil castillan » devait avoir pour corollaire obligé, l'adoption par l'Espagne de lois très soucieuses de protéger le point d'honneur par une répression étendue des outrages. Dès le XIII^e siècle on voit les *Siete Partidas*, le premier Code pénal de l'Espagne, considérer comme des crimes, d'une façon générale, *toutes les mauvaises actions qui se font pour le plaisir de l'un et pour le flétriment et le déshonneur de l'autre* (M. Rosenfeld).

Aujourd'hui, le Code espagnol de 1870 établit des différences nombreuses, détaillées, entre les unes et les autres de ces *mauvaises actions*.

Les injures sont plus ou moins graves, selon qu'elles contiennent ou non l'imputation d'un vice déterminé, qu'elles sont simples ou accompagnées au contraire de circonstances ignominieuses (*afrentosas*), que l'offen-

seur ou l'offensé sont étrangers l'un à l'autre ou que celui-là est tenu de garder une déférence particulière (art. 472, 473). L'interdiction de séjour peut être prononcée contre le coupable. La publicité de l'outrage a pour effet de doubler la peine.

Les injures légères, non définies, sont frappées des arrêts majeurs, et d'une amende inférieure à 1250 pesetas (art. 474). Si elles ne sont pas publiques, elles tombent au rang des contraventions (art. 605).

La diffamation, comme nous la comprenons, n'est pas l'objet d'une qualification spéciale de la part du Code espagnol, qui ne distingue de l'*injure* que la *calomnie*, c'est-à-dire, ici, l'accusation fausse d'un crime qui devrait être poursuivi devant les tribunaux.

II. — La répression de la *menace* est très complète en Espagne. On n'y connaît pas toutes les restrictions auxquelles elle est soumise dans notre Code, pour le plus grand détriment du point d'honneur, et les propos comminatoires les plus légers tombent sous le coup de la loi, ne fût-ce qu'à titre de simples contraventions.

Quant aux voies de fait, sans parler des *coups et blessures*, frappés de peines différentes selon que l'incapacité de travail qui s'en est suivie, a dépassé 90 jours, 30 jours ou 8 jours, l'article 433 dispose que :

« Les lésions corporelles qui entraînent une incapacité de travail ou la nécessité d'une assistance médicale pendant 8 jours au plus, sont réputées : *moins graves*, et punies, selon la prudente appréciation du juge, des

arrêts majeurs ou de l'interdiction de séjour, accompagnés d'une amende de 125 à 1250 pesetas. »

Mais il convient de remarquer que, pour les violences de cette nature aussi bien que pour celles qui n'ont entraîné aucune incapacité de travail et qui sont par conséquent insignifiantes en elles-mêmes, la peine s'élève dans de fortes proportions dès qu'il apparaît que « l'intention de commettre une offense est manifeste ou qu'il existe des circonstances outrageantes ».

Voilà bien le véritable élément constitutif de la gravité des violences légères, tel qu'il n'est pas dégagé dans notre législation.

III. — Signalons encore ces dispositions originales :

Article 482. — « Le coupable d'une atteinte à l'honneur envers un particulier est relevé de sa peine s'il obtient son pardon de l'offensé. »

Article 480. — « En cas d'injure ou de diffamation contre un défunt, c'est l'héritier seul, quel qu'il soit, qui peut en poursuivre la répression. » Tous autres, tels que : proches parents, ascendants, descendants même ne peuvent agir, à moins d'être atteints directement par l'outrage.

Les dispositions contenues dans ces deux derniers textes sont communes au Portugal, qui les formule dans les articles 417 et 418 de son Code.

IV. — En Portugal, « dans ce beau pays, dit M. Louis Ulbach (*Revue politique et littéraire* du 17 mai 1884, p. 637), la presse, la parole, la caricature, le théâtre,

tout est libre, et libre à un point inconcevable en France.... Les journaux donnent des nouvelles, ils discutent, la plupart du temps, les questions avec une grande modération : il n'y a guère qu'aux époques d'agitation électorale que le ton se hausse, que la polémique s'aiguise et prend une tournure d'animosité personnelle. Des duels signalent cette période : on vide entre soi le compte des diffamations et des calomnies : on ne le porte pas devant les Tribunaux. »

Il ne faudrait pas conclure, cependant, de cette peinture enthousiaste, que la répression légale de l'outrage n'existât point en Portugal parce qu'elle y serait inutile ou délaissée. On l'y trouve, au contraire, fort complète et fort minutieusement organisée. Sans entrer dans le détail, indiquons la pénalité sévère portée contre les violences légères qui, lorsqu'elles ont été commises en public, avec l'intention d'offenser la victime, sont punies de la peine appliquée à la diffamation aggravée : soit 4 mois d'emprisonnement, « sauf peines plus graves si le caractère de la voie de fait le comporte » (article 443).

V. — C'est la publicité aussi, comme dans notre législation, qui constitue la différence dans la gravité de l'injure. Cette injure est ici possible par gestes.

Quant aux menaces, qu'elles aient été faites ou non avec ordre ou sous condition, elles sont punies, par l'article 379, d'un emprisonnement qui peut aller jusqu'à 3 mois et d'une amende. Il suffit qu'elles aient pour objet des *mauvais traitements* quelconques.

Signalons un dernier texte qu'on retrouve dans plusieurs des nombreuses législations qui répriment expressément le duel. C'est l'article 382, qui punit d'un emprisonnement de 1 à 3 mois celui qui raille publiquement le refus d'un cartel. Une telle disposition, croyons-nous, ne s'acclimaterait jamais en France.

Italie.

I. — Le Code pénal italien de 1889, dans son article 395, accorde une influence très justifiée aux circonstances extrinsèques qui ont accompagné l'atteinte au point d'honneur. Celle-ci est elle-même définie dans des termes très larges, qui embrassent bien mieux que les différentes définitions de notre loi, les espèces de tous genres qui peuvent se présenter.

Est puni de la détention pendant 15 jours au plus et d'une amende qui ne peut excéder 300 liras « quiconque par la communication à plusieurs personnes, réunies ou séparées, lèse, de quelque manière que ce soit, l'honneur, la réputation ou le décorum d'une personne ». Voilà les coups du ridicule tombant sous l'application de la loi et frappés d'une peine relativement sévère ! Si l'outrage a été commis soit avec publicité, soit en présence de l'offensé, la peine est doublée. Elle est quadruplée si ces deux conditions se trouvent réunies : son maximum atteint donc, alors, 2 mois d'emprisonnement et 1.000 liras d'amende. Cette gravité plus grande attachée à l'outrage qui ne craint pas de s'affirmer en pré-

sence de l'offensé, à l'*affront* au sens étymologique du mot, est parfaitement conforme, nous l'avons vu, aux idées du point d'honneur.

L'article 397 poursuit, quant à la provocation, cette application mathématique des pénalités, en diminuant la peine : de 1 à 2 tiers, si l'offensé a été la cause déterminante et injuste de l'outrage. En cas d'injures réciproques, le juge peut, à son choix, acquitter les deux adversaires ou l'un d'entre eux seulement. Cette latitude qui lui est laissée, dans une matière aussi délicate que la provocation, est heureuse encore, nous l'avons constaté, pour le point d'honneur. Elle pourrait souvent lui donner satisfaction si le juge se pénétrait de ses exigences pour user de ce pouvoir discrétionnaire, s'il jugeait en *homme d'honneur* plutôt qu'en juriconsulte.

II. — L'article 400 réprime les outrages contre la mémoire des morts et donne, à la fois à tout *héritier* et à tout proche parent, le droit de poursuivre cette répression. Il contient en outre une disposition fort heureuse et dont nous avons regretté l'absence dans notre loi, lorsqu'il accorde à ces différentes personnes le droit de porter plainte, au cas où le défunt, outragé de son vivant, n'aurait pas eu le temps de le faire.

Il convient de relever aussi un système de réparations pécuniaires où la notion du sentiment de l'honneur blessé et digne de protection est nettement dégagée, et dont le passage suivant, écrit par M. Enrico Segrè dans la *Rivista penale* (fasc. 77, août 1891), permet de bien apprécier le caractère :

« Le nouveau Code pénal attribue au magistrat la faculté d'adjuger à l'offensé... dans tout délit qui offense l'honneur d'une personne ou d'une famille, une somme déterminée, à titre de *réparation* et indépendamment de toute condamnation à une réparation du dommage matériel ou moral. »

Il y a là une distinction, peut-être subtile, mais non sans fondement et qui procède d'un désir louable de sanctionner le droit qu'a chacun à l'intégrité de son honneur.

III. — En Italie, dit M. Bernardino Alimena, dans l'ouvrage de législation pénale comparée publié sous la direction de M. Von Liszt, « les injures et la diffamation sont punies très sévèrement, avantage qui est en corrélation étroite avec les articles relatifs au duel. Quand l'injure n'est frappée que de quelques jours d'emprisonnement, il faut bien que l'offensé se fasse justice lui-même ». Encore ces quelques jours de prison font-ils souvent place, dans notre jurisprudence française, à une simple amende.

Le duel est en effet l'objet d'une sévérité inouïe de la part du Code italien, puisqu'il y est soumis aux pénalités ordinaires pour blessures ou homicide. C'est d'ailleurs aussi, depuis l'interprétation préconisée par M. le procureur général Dupin à la Cour de cassation, l'état actuel de notre loi, mais avec cette différence que celle-ci n'est point expresse, qu'on peut douter que telle eût été l'intention du législateur et que la jurisprudence de

nos Tribunaux, celle de notre jury tout au moins, se refuse énergiquement à consacrer cette doctrine.

Comme en Portugal, la loi italienne frappe ceux qui affichent du mépris pour l'homme qui a refusé de se battre.

Le simple défi, l'envoi d'un cartel est puni, mais, conséquence très logique, celui qui lui a donné naissance par ses provocations tombe aussi sous le coup de la loi.

En matière de voies de fait, signalons seulement la nécessité d'une plainte formée par la victime de violences légères, pour que la poursuite soit possible (article 372).

Grand-duché de Luxembourg.

I. — Les deux traits principaux du Code pénal de 1879 sont : d'une part la distinction, à peu près universelle nous l'avons vu, entre l'injure et la *diffamation*, celle-ci n'étant pas susceptible de preuve à l'égard des particuliers. D'autre part une graduation établie dans la répression des injures, selon qu'elles sont : verbales, *réelles* ou écrites, ou encore qu'elles ont été suivies d'une provocation en duel. A ces trois catégories d'injures quelle que soit leur gravité intrinsèque, correspondent des peines de simple police, des peines correctionnelles modérées, dans la seconde hypothèse (art. 448) et beaucoup plus rigoureuses dans la troisième (art. 445).

Jusqu'ici par conséquent, rien de bien original dans cette législation, si ce n'est la sévérité particulière dont

elle fait preuve à l'égard des injures de cette dernière catégorie.

Mais ce qui rend ce Code de 1879 intéressant, c'est que, malgré qu'il soit de formation toute moderne, il a eu déjà à subir les assauts de l'esprit de réforme et qu'il en est sorti victorieux.

II. — Une proposition de loi, déposée le 31 mars 1887 à la Chambre luxembourgeoise par MM. Paul de Scherff et Charles Simons, tendait : d'une part à la substitution dans le châtimement légal, de la *calomnie* ou *divulgation* à la diffamation (art. 1, 2 du projet), la preuve du fait diffamatoire étant donc admise, même à l'encontre des particuliers et « mettant l'auteur de l'allégation à l'abri de toutes peines et de tous dommages-intérêts » (article 4). Elle tendait d'autre part, dans l'article 6, à réunir les injures de tous genres en une seule catégorie frappée uniformément « d'un emprisonnement de 8 jours à 2 mois et d'une amende de 26 à 500 francs, ou d'une de ces peines seulement », et sous la condition indispensable que l'outrage eût été commis publiquement et sans provocation de la part de la victime. C'était affranchir de toute peine, on le voit, n'importe quelle sorte d'injure non publique.

III. — Dans ces deux tentatives, ce projet de loi nous semble avoir été doublement malheureux. Procédant, sans doute, d'un idéal moral élevé qui lui faisait préférer le pardon des injures aux susceptibilités de l'amour propre, lorsque la publicité n'avait pas rendu l'outrage

irréremédiable, et désirer pour chaque citoyen la *maison de verre* hors de laquelle les hommes publics eux-mêmes seraient parfois heureux de chercher ce que M. Schuermans, président à la Cour de Liège, appelait un *refuge honteux*, une telle législation méconnaîtrait tous les besoins de la pratique, toutes les exigences du point d'honneur. On y perdrait de vue, aussi, selon l'expression de M. Worms, « la personnalité parfois misérable de l'agresseur, qui fait peut-être métier de pamphlétaire, d'insulteur, et dont l'ardeur, pernicieusement inventive, ne ferait que croître par là difficulté que, même un homme irréprochable pourrait éprouver à établir l'inanité d'insinuations perfides, ou par la crainte très justifiée pour cet homme irréprochable de sortir quand même diminué d'un débat où ne seraient remuées que des ordures ».

Citons encore, sur le second point, cette appréciation de M. Limelette : « L'injure devient-elle donc anodine, sans danger, partant, parce qu'elle n'aura pas de publicité ou, du moins, n'aura rencontré qu'une publicité limitée, insuffisante pour caractériser l'infraction comme délit au regard de l'article 1^{er}..... Pareils faits ne sont-ils pas bien plus préjudiciables, plus dangereux, plus pénibles pour les victimes qu'un maraudage, un passage sur récoltes, la destruction d'un animal domestique ? »

IV. — En particulier, quant à cette disposition originale de l'article 143, qui aggrave notablement la peine

de l'injure lorsqu'elle a eu pour effet de faire naître une provocation en duel, le Code pénal de 1879 nous semble s'être inspiré d'une idée très saine, très pratique, très ingénieuse et il y aurait à notre sens, plutôt à l'imiter sur ce point qu'à le modifier. La grande difficulté qu'on éprouve d'ordinaire, en effet, à proportionner le châtiment à l'outrage, vient de ce qu'il est précisément difficile, presque impossible en cette matière, de déterminer exactement la portée de l'injure, l'étendue des ravages qu'elle a pu causer en quelque sorte *dans l'honneur* de la victime : le même propos, outrage mortel pour celui-ci, ne sera qu'une plaisanterie pour celui-là. Or le fait que ce propos a été suivi d'une provocation en duel, sans s'inquiéter de savoir si cette provocation est elle-même un délit aux termes de l'article 422 du Code luxembourgeois, peut constituer ici un criterium précieux : il prouve assez, en effet, que l'injure a paru assez insupportable à l'offensé, qu'il s'en est senti assez profondément atteint pour n'avoir pas hésité à engager sa vie dans le but de s'en laver : la loi, la justice peuvent alors la frapper à coup sûr.

Dira-t-on que la susceptibilité exagérée d'un offensé toujours prêt à tirer l'épée, ne saurait modifier la gravité de l'injure, c'est-à-dire la pénalité qu'elle comporte ; que le faux point d'honneur ne saurait être la source d'un complément de satisfaction pour celui qui s'en targue ? Mais les juges auront à tenir compte du fondement de cette provocation en duel : en cette matière

comme en toute autre, et précisément parce qu'elle est plus délicate, ils ont un large pouvoir d'appréciation qui leur permettra, le cas échéant, par l'application du minimum de la pénalité, voire même par l'admission de circonstances atténuantes, de prononcer un châtiment très léger encore. La prise en considération dans un texte formel des suites que l'outrage paraît devoir comporter aux yeux de celui qui l'a subi, aura toujours cette utilité d'appeler l'attention du juge sur l'importance de ces suites, c'est-à-dire de la blessure morale causée par le coupable, c'est-à-dire encore du trouble apporté à la paix sociale.

V. — Cette dernière conséquence a été développée en particulier par le Conseil d'Etat grand-ducal dans les observations qu'il présenta, sous la présidence de M. Vannerus, en faveur de l'article 445 : il y est bien mis en relief que l'outrage suivi de provocation en duel est spécial aux classes de la société où l'honneur est le plus délicat et le plus exigeant dans la réparation qui peut le satisfaire.

D'ailleurs l'avis des Luxembourgeois a été qu'ils devaient rester satisfaits du Code dont leur législateur les avait dotés en 1879 et, après huit ans d'études et de discussions, l'oraison funèbre du projet de 1887 était prononcée dans ces termes, par M. Simons lui-même, à la séance de la Chambre des députés du 5 novembre 1895.

« Je reste seul sur le carreau : les deux députés qui avaient signé le projet avec moi ne font plus partie

de la Chambre. Dans ces circonstances, je ne me sens pas de taille à le soutenir, surtout contre certaines observations du Conseil d'Etat et des autres autorités consultées. Pour ma part, donc, j'y renonce. »

Le projet de loi est retiré (1).

Monténégro.

Notons seulement, dans ce pays, la gravité de la peine appliquée à la *calomnie* qui, lorsque celui qui la répand ne sait pas prouver l'exactitude de son dire, est frappée de la peine même qui aurait atteint l'offensé si ce dernier avait été reconnu coupable de ce dont il était accusé (2). C'est là un texte vraiment draconien.

Pays-Bas.

Le législateur a été heureux, ici, surtout dans les bases très larges qu'il donne à la qualification de l'atteinte à l'honneur.

Ce qu'il distingue dans celle-ci, à côté de la *diffamation*, ce n'est plus l'*injure*, terme étroit au sens de notre loi, c'est l'*outrage*, dont voici la définition, contenue dans l'article 266 : « Tout outrage volontaire n'ayant pas le caractère de diffamation ou d'écrit diffamatoire, fait à une personne soit en public oralement ou par

(1) Nous devons ce renseignement à l'extrême obligeance de M. Victor Berg, substitut du procureur d'Etat à Diekirch, et nous sommes heureux de le remercier ici de son gracieux concours.

(2) C'est encore là l'ancienne peine du *Talion* en usage chez les Juifs et les Egyptiens.

écrit, soit en présence de cette personne oralement ou par voies de fait, soit par un écrit envoyé ou présenté, est puni comme outrage simple d'un emprisonnement de 3 mois au plus ou d'une amende de 300 florins au plus. » Les outrages par gestes, par menaces sont donc réprimés. Remarquons que les propos injurieux tenus verbalement hors de la présence de la personne qu'ils visent, ne sont point incriminés par cet article. A cela près, nous nous associons pleinement à cette appréciation portée par M. Van Swinderen, dans son *Esquisse du Droit pénal actuel* : « Le Code pénal néerlandais exige seulement que l'honneur ou la réputation de quelqu'un aient été attaqués et se distingue en ceci avantageusement d'autres législations pénales actuelles qui, au lieu de se servir d'expressions générales, embrassant tous les cas qui peuvent se présenter dans la pratique judiciaire, exigent que la diffamation expose l'offensé à des poursuites pénales, à la haine du public, etc... »

Cette conclusion s'applique évidemment à l'*outrage* dont nous venons de voir la qualification, au moins autant qu'à la *diffamation*.

En ce qui concerne les atteintes portées à la mémoire des morts, l'article 270 dispose que : « Celui qui commet un fait à l'égard d'un décédé, qui, si celui-ci fût encore en vie, aurait été qualifié comme écrit diffamatoire ou comme diffamation, est puni d'un emprisonnement de 3 mois au plus ou d'une amende de 300 florins au plus. » En bon français, cela signifie que la mémoire des

morts est protégée en dehors des conditions auxquelles notre propre loi subordonne cette protection.

Remarquons, pour terminer, que le Code néerlandais, dans son article 41, ne donne pas la légitime défense comme cause générale de justification par rapport aux atteintes contre l'honneur, et qu'en cas d'injures réciproques, le juge ne peut acquitter les deux parties.

Russie. — Finlande.

I. — La législation russe actuelle, en matière d'atteintes à l'honneur, est loin d'être aussi avancée que les législations voisines. Les menaces y sont à peine prévues et seulement lorsqu'elles sont accompagnées de circonstances fort aggravantes. « D'une façon générale, dit M. Foinitzki dans l'ouvrage de M. Von Liszt, la loi russe ignore la notion de la contrainte. » Un détail, sur un point approchant, suffirait à le prouver : le Code pénal, dans sa candeur ne connaît pas encore le chantage et les tribunaux en sont réduits à des expédients pour arriver à atteindre son importation.

Les lésions corporelles légères, pour la poursuite desquelles la plainte de la victime est indispensable (art. 1496), sont classées au rang des injures et la peine peut descendre jusqu'à une simple admonestation du Tribunal : application toute paternelle des pénalités, on le voit. Il est, d'ailleurs, largement tenu compte dans la répression, des éléments de nature psychologique : préméditation, vengeance, ou, au contraire : irréflexion, colère,

ivresse, qui peuvent modifier dans un sens ou dans l'autre la culpabilité morale du délinquant. Dans les atteintes à l'honneur par l'*Expression*, c'est seulement depuis 1865 qu'il est fait une place distincte à la diffamation, que la notion de l'allégation précise est dégagée.

II. — Par contre l'article 1537 du Code pénal russe contient une disposition qui trouverait avantageusement place dans notre loi de 1881, ne fût-ce que pour empêcher les Tribunaux de couvrir de l'impunité des agissements comme ceux qu'absolvait ce jugement du Tribunal de Nîmes (25 janvier 1895, *Gaz. Trib.*, 1^{er} mars 1895), que nous avons rapporté plus haut.

ART. 1537. — « Quiconque, pour injurier quelqu'un ou pour lui nuire, fabrique une lettre ou un papier qu'il veut faire passer pour émanés de la personne offensée est punissable.... »

III. — Le Code pénal russe n'est sans doute pas destiné, d'ailleurs, à subsister de longues années et sa réforme, si l'on en juge par le projet actuel, paraît devoir être des plus heureuses pour la protection de l'honneur. Voici l'article 72 de ce projet : « Quiconque se rend coupable d'outrage volontaire par un traitement outrageux ou une expression outrageuse pour l'offensé ou pour un membre de sa famille, fût-il mort, est puni d'un arrêt ou d'une amende de 500 roubles au plus. »

Avec une concision parfaite, cette définition contient tous les éléments nécessaires à une répression judiciaire de l'atteinte à l'honneur : indétermination voulue de

termes assez compréhensifs pour embrasser tous genres d'outrages, nécessité de l'intention coupable, consécration de la solidarité des membres d'une même famille dans le sentiment de l'outrage et des devoirs qui leur incombent envers leurs morts.

Le même projet, dans son article 75, admet l'excuse de la provocation. Il constitue un progrès immense et mettra le Code russe au rang des législations les plus sages en notre matière.

IV. — En Finlande, relevons cette disposition qui punit de 3 mois de prison au plus ou d'une amende : « quiconque aura *offensé* quelqu'un par des menaces » (C. 27, § 3).

Dans cette législation, l'outrage contre la mémoire des morts est réprimé en dehors des conditions qu'exige notre loi française ; mais cette répression ne peut être poursuivie par les héritiers que dans les 20 années du décès de la personne visée.

Serbie.

Peu de choses à dire sur la loi serbe des 12-14 mars 1881 en matière de presse. Née presque en même temps que notre loi du 29 juillet, elle présente à peu près la même texture.

La principale différence est indiquée dans l'article 27 : « La vérité du fait diffamatoire pourra être établie par les voies ordinaires.

Si le prévenu prouve la vérité du fait imputé ou s'il

rapporte des circonstances qui permettent de conclure qu'il avait pu croire à la véracité de ses allégations, il n'y aura pas cas de diffamation, mais le prévenu sera puni pour offense si toutefois il est démontré que le prévenu a agi de parti pris...

Mais jamais et dans aucun cas, la vérité du fait diffamatoire ne pourra être établie lorsque ce fait se rapportera à la vie privée des personnes. »

Suède. — Norvège. — Danemark.

I. — La loi pénale suédoise du 16 février 1864 est assez imparfaite dans la répression des atteintes à l'honneur : il n'y est même point parlé de celles qui visent la mémoire des morts.

Par contre, en Norvège, le Code pénal de 1842, pénétré des idées allemandes et remanié, en ce qui nous concerne, par des lois de 1889 et 1890, présente certains points intéressants.

La peine de la fausse dénonciation peut aller jusqu'à 6 années de travaux forcés ; celle de la calomnie jusqu'à 3 années de travaux forcés encore ; la preuve en est toujours admise. La simple médisance ne reste pas, d'ailleurs, dépourvue de sanction : « quiconque outrage quelqu'un oralement ou par voie de fait en exprimant son mépris..., est puni de l'amende ou de l'emprisonnement » (C. 17, § 7).

Même peine, au paragraphe 8, pour « quiconque viole la paix domestique en publiant, sans raison suffisante, des faits personnels ou des circonstances de famille... »

Signalons encore cette disposition qui permet de *supprimer* la peine non seulement *lorsque l'offensé lui-même a donné lieu à l'outrage par une conduite indécente, mais aussi lorsqu'il l'a réciproqué par une lésion corporelle ou un autre outrage.*

Nous avons vu que tout ce qui avait pour but d'augmenter, en matière de provocation, la latitude laissée au juge méritait d'être retenu.

Après la mort, l'honneur reste légalement protégé pendant un laps de 10 années.

Si la personne outragée meurt avant d'avoir pu porter plainte, ce droit compète à ses héritiers.

II. — En Danemark, nous retrouvons cette dernière disposition, très heureuse pour le point d'honneur des survivants, comme pour la mémoire du défunt (§ 223).

Les révélations publiques sur des faits personnels ou domestiques sont réprimées aussi (§ 220).

Dans tous les cas, le paragraphe 218 dispose expressément que « les imputations et expressions outrageantes non fondées seront, sur la demande de la personne offensée, déclarées nulles et non avenues ». Le caractère original de ce texte réside en ceci qu'il est applicable aux simples *expressions*. C'est non seulement un brevet d'honorabilité, mais encore un brevet de correction, d'esprit, de courage, selon les cas, que l'offensé peut se faire délivrer par la justice de son pays. En principe, ce résultat ne peut être qu'excellent... lorsque le brevet sera mérité. Mais le fût-il toujours, on peut douter qu'en

pratique, et chez nous surtout, il en puisse résulter pour l'offensé une satisfaction efficace : nous croyons qu'elle semblerait plutôt enfantine, à ceux-là même qui l'obtiendraient.

Suisse.

I. — La législation fédérale ne contenant point de textes relatifs à notre matière, parcourons les points intéressants que peuvent présenter les diverses législations cantonales (1).

(1) Il vient d'être publié un « Avant-projet de Code pénal suisse », élaboré, sur la mission qui lui en avait été confiée, par M. Carl Stooss, professeur à Berne, et modifié par la « Commission d'experts » chargée de l'examiner.

La *calomnie*, objet d'une définition très compréhensive, est punie de l'emprisonnement et, dans le cas où « le calomniateur a de propos délibéré cherché à ruiner la réputation de la personne visée », le Tribunal pourra prononcer la réclusion jusqu'à 5 ans (article 131).

La *diffamation* est punie de l'amende jusqu'à 10.000 francs ou de l'emprisonnement jusqu'à 3 mois. La preuve en est admise. Mais « celle des faits ayant trait à la vie conjugale ou à la vie de famille ne sera autorisée que si les propos tenus impliquent le reproche d'avoir commis un acte délictueux ».

Celui-ci ne peut être établi que par un jugement pénal (article 132).

Disposition originale de ce même article : l'absolution pourra être accordée au coupable à la double condition : 1° qu'il ait ignoré la fausseté des faits allégués par lui ; 2° et qu'il les rétracte formellement à l'audience.

Le juge donne acte alors à la partie lésée de cette rétractation. Tout ceci est fort sage.

L'*injure* « par paroles ou par actes », sans autre distinction, est punie de l'amende jusqu'à 5.000 francs ou de l'emprisonnement jusqu'à 1 mois. Elle peut être excusée par la provocation (art. 133).

Le fait diffamatoire, même prouvé, qui était exprimé d'une façon injurieuse, échappe à la peine de la diffamation, mais est passible

Le Code pénal de Genève, promulgué en 1874, se rapproche beaucoup, dans sa section VII (dénonciation diffamatoire, diffamation, injures) de notre législation : il en diffère surtout par le quantum de la peine, plus fort en matière de diffamation, plus faible en matière d'injures ; citons encore l'article 312, qui a conservé l'ancienne distinction de notre loi de 1819 : « Toute injure qui n'aura pas été proférée dans des lieux ou réunions publics, ou qui ne contiendra l'imputation d'aucun vice déterminé, ne donnera lieu qu'à des peines de police. »

II. — Dans le canton de Vaud, l'article 260 du Code pénal de 1842 nous semble intéressant par la sévérité dont il fait preuve à l'encontre des menaces graves de toutes sortes et la place qu'il donne à l'*honneur*, dégagé de tout autre lien.

« Celui qui menace d'assassinat... de tout autre attentat de nature à compromettre gravement la personne, l'*honneur* ou la propriété de l'individu menacé ou de quelqu'un des siens, est puni par une réclusion

de celle de l'injure (art. 132).

La calomnie et la diffamation contre les morts peuvent toujours être poursuivies par les proches parents.

Quant à la responsabilité en matière de presse, l'article 135 dispose que « le gérant sera seul poursuivi. Si l'auteur se fait connaître, ou si le gérant le dénonce, tous deux seront punis d'après leur culpabilité respective ».

La répression organisée par cet Avant-projet est, en somme, le plus souvent très judicieuse, très moderne et d'une modération qui n'exclut pas une assez grande sévérité. — Faisons ressortir principalement l'élévation du taux de l'amende.

qui ne peut excéder dix mois, ou par une amende qui ne peut excéder 600 francs. »

III. — L'article 233 du Code pénal de la Turgovie donne une définition très large de l'atteinte à l'honneur : « Se rend coupable de lésion de l'honneur quiconque, par des paroles, des écrits, des images ou des voies de fait, manifeste à un autre du mépris, l'expose à la raillerie publique ou lui impute des qualités ou des opinions méprisables. »

IV. — Dans les Grisons, le Code de police, tout en prescrivant une peine insignifiante, en dégage bien le fondement : « Quiconque manifeste à un autre du mépris par des voies de fait, sans pourtant se rendre coupable de lésions corporelles, est puni d'une amende de 30 francs au plus, *à cause de la lésion de l'honneur* » (art. 37).

La loi sur la liberté de la presse du 18 juin 1889, loi toute récente par conséquent, contient une disposition qui nous semblerait bien archaïque. Article 10 : « l'offenseur peut être contraint à une satisfaction envers l'offensé et à déclarer qu'il le tient pour un honnête homme. »

V. — Dans le Valais aussi, les Tribunaux pourront ordonner la rétractation des termes injurieux (art. 282). Les législations de Lucerne, Glaris, et de la plupart des cantons suisses, déclarent encore que « l'honneur de l'offensé sera garanti dans le jugement et l'injure supprimée ». D'une façon générale aussi, en matière de

voies de fait non suivies de lésions corporelles, la répression qu'elles édictent est absolument insuffisante.

VI. — Signalons une dernière disposition du Code de Fribourg dont l'article 414 proclame, comme nous l'avons déjà vu dans d'autres législations, le droit pour l'époux d'une femme outragée ou pour le tuteur, le père d'enfants mineurs, de poursuivre directement le coupable.

Turquie.

Faisons remarquer seulement, avec M. Dufour, que seuls, en Europe, les Turcs ignorent complètement le duel et citons encore, à titre de curiosité, cet article 3 du Code pénal turc de 1839 :

« L'honneur d'un individu étant une chose aussi précieuse que la vie, il est du devoir de chacun de chercher à le défendre.

Or il est évident qu'insulter la réputation de quelqu'un par des mots offensants, le battre ou l'injurier, équivalant à l'action de blesser son honneur, il ne sera permis dorénavant à aucun officier, soldat, cavass, ou autre autorité, de battre qui que ce soit ou de lui tenir semblables propos. »

Les prémisses de ce syllogisme codifié sont admirables et la conclusion en est heureuse. Mais tout porte à croire que le bénéfice en est restreint aux seuls Croyants.

Observations générales.

Nous terminerons cet aperçu de législation comparée sans le continuer longuement par l'étude des textes exotiques qui peuvent réprimer, au delà des mers, l'atteinte à l'honneur. Soit, en effet, que dans ces pays la barbarie règne encore, soit qu'une civilisation trop neuve s'y manifeste par des hésitations ou par des emprunts législatifs comme ceux que les Etats-Unis ont faits à l'Angleterre, il ne saurait y avoir intérêt pour nous à étudier la répression légale de l'atteinte à l'honneur, chez des peuples dont les mœurs si lointaines ne peuvent engendrer, sur la matière du point d'honneur, des idées analogues à celles qui ont cours dans la vieille Europe et qui sont la base de ce travail.

Par exception et parce qu'il s'agit là d'une doctrine dont nous avons eu l'occasion de regretter l'absence dans notre législation en particulier, notons ici l'article 359 du Code pénal du Japon, qui dispose que : « la diffamation d'un décédé est passible des peines ordinaires lorsqu'elle revêt un caractère injurieux. » Les droits de l'Histoire du Japon ne nous paraissent pas méconnus par cette disposition, et s'il est vrai que les peuples s'honorent en honorant leurs morts, en ne les couvrant pas d'injures tout au moins, fussent-elles méritées, il convient de rendre hommage à l'esprit de cette législation.

En résumé, et sans revenir sur chacun des points où nous avons cru pouvoir signaler, dans les différentes lé-

gislations que nous venons d'examiner, des dispositions heureuses dont nous avons regretté l'absence dans notre loi française, il convient de reconnaître que cette dernière, si elle n'est pas une des plus indifférentes à la protection du point d'honneur, n'apparaît pas cependant comme une de celles qui s'en montrent le plus soucieuses : notamment en ce qui concerne la généralité de la répression, l'exercice du droit de plainte, la prise en considération de divers éléments de culpabilité, l'outrage à la mémoire des morts, nous avons dû constater que notre législation pourrait faire aux pays voisins des emprunts, susceptibles de combler dans une large mesure les lacunes que présente chez nous la répression légale des atteintes au point d'honneur.

DISCUSSION

CHAPITRE PREMIER

L'OUTRAGE ET LE FAIT DU DUEL.

I. — Constaté, comme nous venons de le faire, l'impuissance de la répression légale à assurer dans tous les cas une protection suffisante au point d'honneur, ce ne peut être que l'énoncé d'une solution négative par laquelle nous ne voulons pas, dans une conclusion assombrie, terminer cette étude. Si le problème législatif est insoluble, dont le but serait d'arriver *toujours* à cette protection du point d'honneur par les voies légales, il n'en est pas de même, croyons-nous, du problème moins absolu, mais plus pratique, dans lequel on chercherait seulement à assurer ce résultat *le plus souvent possible*, c'est-à-dire plus souvent, en tout cas, que les législateurs ne s'efforcent de le faire.

Indépendamment des points particuliers nettement défectueux que nous avons pu relever en leur lieu et place dans notre loi, il nous reste donc à nous demander, d'une façon générale, quels seraient les moyens

possibles ou désirables à employer dans une législation, pour réduire à sa plus stricte expression l'impuissance de la répression légale en notre matière.

Au début de ce chapitre comme à la fin du précédent, nous reconnaissons donc, en l'impuissance de la loi, un *minimum irréductible* contre lequel, dans la Société actuelle — et sans doute aussi dans la Société future — toutes entreprises législatives échoueront, tous projets de réformes demeureront à l'état d'utopies.

Aux situations qui relèvent de cette *faillite* de la Loi humaine, comme à toutes celles qu'y viennent ajouter l'étroitesse et l'insuffisance des textes en vigueur ou de l'application qu'ils reçoivent devant les Tribunaux, le point d'honneur a trouvé un remède, et force nous est de nous intéresser maintenant à celui-ci, puisque notre but est précisément d'en diminuer l'importance et les dangers, en restreignant le nombre des cas où l'impuissance de la justice le rend presque légitime parce qu'il se présente comme la seule solution possible.

II. — Ce remède, c'est le duel et de sa légitimité, en effet, non plus que de son illégalité, tant discutée dans notre Code, nous ne dirons rien parce que, si cette illégalité résulte en fait, avec les accommodements que l'on sait, de la jurisprudence des Parquets et des Tribunaux, sinon des Cours d'assises, cette légitimité, en droit pur, en droit absolu, nous paraît impossible à fonder. Tout semble d'accord pour la nier :

L'histoire nous montre les efforts immenses tentés

par les gouvernements civilisés pour extirper des mœurs ce fléau du duel.

La justice immanente ne peut encourager une solution déterminée par la force ou l'adresse seules, sans souci du bon droit ni de la mesure.

La morale, la religion enfin, réprouvent à juste titre le sentiment d'orgueil, de haine ou de vengeance qui met aux prises, dans un assaut mortel, deux créatures humaines oublieuses de cette parole de l'Évangile : « Qui a frappé par l'épée, périra par l'épée. »

Et pourtant, en présence de cette réprobation générale à laquelle nous nous associons pleinement en principe, nous sommes forcé de reconnaître que le duel, dans l'état actuel de nos mœurs et dans les seuls cas évidemment où il constitue comme le dernier refuge de l'honneur outragé, est un mal trop difficile à éviter pour ceux qu'une véritable grandeur d'âme n'a point élevés au-dessus du préjugé.

Comme d'autres maux, il a, ou semble avoir, ses avantages relatifs qui ne le justifient point, mais atténuent peut-être sa gravité. Et c'est ce que, sous toutes réserves de principes, et par une simple constatation de faits assurément regrettables, nous voudrions expliquer. « Nécessité fait loi », dit la sagesse des nations et ce sont précisément les enseignements de l'histoire, c'est aussi la logique législative, qui font éclater à nos yeux cette nécessité impérieuse devant laquelle Morale et Religion doivent parfois taire leurs justes scrupules, par

respect pour cette entité réconfortante et sublime : l'Honneur, dont le duel est une des manifestations et dont il reste, en dernière analyse, la ressource suprême, *ultimum subsidium*.

III. — Les enseignements de l'Histoire, d'abord, rendent évidente cette nécessité du Duel contre laquelle toutes les précautions, toutes les rigueurs des lois n'ont pu qu'échouer. Il a sévi à toutes les époques, dans les cercles les plus religieux, parmi les hommes de la plus haute moralité, qui le jugeaient parfois indispensable à la conservation de leur repos ou de leur honneur et qui n'ont cessé de faire entendre des protestations autorisées et éloquentes, en faveur de l'offensé auquel la société avait mis l'épée à la main et que la loi frappait sans mesure pour s'en être servi.

Sous Louis XIII déjà, le baron d'Audigné faisait paraître « un assez gros livre intitulé : *Le vrai et naturel usage des duels* », pour en demander le rétablissement.

Les membres du Tribunal du point d'honneur, institué précisément pour arriver à la suppression complète du duel, n'étaient pas exempts de ces préjugés qu'ils avaient charge de combattre et l'on rapporte que l'un d'eux, le Maréchal X..., signataire du Règlement contre les duels, dit un jour à quelque seigneur qui avait reçu un soufflet sans en tirer vengeance : « Allez vous laver, Monsieur ! »

Bien mieux : Louis XIV, « celui-là même, dit M. Dufour, dont les édits sont les plus complets et les plus im-

pitoyables, ne craignit pas d'encourager à la désobéissance par le regard sévère et la disgrâce qu'il réservait au gentilhomme qui n'avait pas su maintenir le point d'honneur, en toute occasion et par toute voie ».

Dans cette attitude du Roi-Soleil qui, personnifiant l'Etat, la Société, parlait tour à tour et souverainement au nom de la Justice et au nom de l'Opinion, il y a bien une manifestation saisissante, une preuve unique de cet antagonisme qui sépare, dans notre matière, la Loi d'avec les mœurs. Et ce conflit qui s'élève dans une même âme, chez ce monarque à la fois législateur absolu et esclave de ces préjugés qu'il entretient et qu'il combat, ce conflit, image individualisée en quelque sorte de la lutte des forces sociales, se termine bien ici comme il doit se terminer toujours, en fait, par le triomphe des mœurs sur les lois. Car celles-ci n'ont d'autres assises fermes et durables que celles-là.

IV. — Plus près de nous, Walsh écrivait : « Dans les questions qui se rattachent aux mœurs, il y a plus de sagesse dans les salons que dans les écoles : les mains qui peuvent tenir une épée sont celles qui tiennent le mieux la plume, lorsqu'il s'agit de cette terrible question du duel et du point d'honneur... Son honneur de gentilhomme lui a dit qu'il ne fallait pas demander à une race d'épée une longanimité, une patience de l'injure qui n'est pas dans son caractère : les Francs reviennent toujours aux armes comme à leur origine. »

Et Jules Janin, dans ce passage bien connu et plein

d'ardente conviction : « Celui-là est perdu, dans ce monde d'hypocrites et de calomniateurs, qui ne saura pas se faire raison, l'épée au poing, des calomnies et surtout des médisances... Je ne voudrais pas vivre 24 heures dans la société telle qu'elle est établie et gouvernée, sans le duel... Le duel prend la justice à l'instant où la loi l'abandonne : seul il punit ce que les lois ne peuvent pas punir : le mépris et l'insulte. Nous ne sommes encore un peu des peuples civilisés aujourd'hui que parce que nous avons conservé le duel. »

Il est vrai que, d'autre part, M. le procureur général Dupin disait : « Le duel, messieurs, c'est l'état sauvage ! » (Réquisitoire. Req. rej., 30 juin 1836 ; Sir., 36.1. 732). Mais cette assertion tombe devant la nature même du duel qui, substituant à la rétorsion immédiate et spontanée un arrangement entre les parties, une *convention*, suppose déjà chez elles, semble-t-il, d'autres états d'âme que chez le sauvage. On arriverait par là à la distinction qu'établissait Muyart de Vouglans (p. 101) entre le *duel* proprement dit et *l'attaque* ou la *rencontre*.

V. — Mais cet état sauvage ne paraît pas près de prendre fin chez nous. En 1840, M. Dufour pouvait écrire, en préconisant une loi sur le duel : « Ses éléments se préparent, sa venue est attendue. Bien formulée, elle conduirait au succès le plus infaillible. » Un demi-siècle s'est écoulé depuis ces prophéties d'antan, dont la confiance optimiste nous laisse rêveurs sur les

destinées des lois attendues, et moins que jamais, on parle d'un texte sur le duel : tout fait même supposer qu'il en sera question bien des fois encore, à intervalles périodiques, avant qu'il n'arrive à terme et, s'il y arrive, s'il peut se maintenir, c'est qu'en France les mœurs se seront modifiées.

Tout récemment, en Allemagne, une de ces levées de boucliers intermittentes s'est produite contre le duel, au Reichstag et à l'occasion du meurtre d'un *civil* par un officier. Mais ce mouvement prenait sa source dans une rivalité de castes, entre bourgeois et militaires, rivalité qui n'aurait pas chez nous sa raison d'être, surtout dans ces questions au sujet desquelles on voit, par de nombreuses espèces, que la science des armes est loin d'être l'apanage de ceux qui en font carrière.

Aujourd'hui comme au temps de M. Dupin et de M. Dufour, nous en sommes toujours, et avec plus de tolérance encore, à la jurisprudence hybride que l'on connaît : monstrueuse en principe, puisqu'elle assimile en tous points l'homme d'honneur à l'assassin, elle est fort douce en pratique, puisque les Parquets ont pris l'habitude de poursuivre exclusivement les duels où il y a eu mort d'homme, que la Cour d'assises est alors compétente et que cette juridiction, devenue gardienne des traditions du Code de Chateaullard, acquitte inmanquablement tout duelliste loyal. C'est donc pour celui-ci, en fait, l'impunité, une impunité soumise à vérification et qui n'est point si mauvaise ni si mal orga-

nisée par la jurisprudence qu'on a bien voulu le dire quelquefois.

VI. — Cette nécessité inéluctable du duel, mille fois prouvée en fait par notre histoire, ressort aussi d'ailleurs, nous l'avons dit, des termes d'une législation logique et judicieuse, consciente de son impuissance, désireuse d'en restreindre les limites, mais tolérant le droit pour les mœurs d'y porter remède selon la formule qu'imposent leurs exigences.

« Il n'est pas étonnant, explique fort bien Bentham (ch. XIV), que les législateurs, craignant de donner trop d'importance à des bagatelles, aient laissé dans un abandon presque universel cette partie de la sûreté. Le mal physique, mesure assez naturelle de l'importance d'un délit, était presque nul, et les suites éloignées ont échappé à l'inexpérience de ceux qui ont fondé les lois. Le duel s'est offert pour combler cette lacune : ce n'est pas ici le lieu d'en rechercher l'origine et d'examiner les variations et les bizarreries apparentes de cet usage : il suffit que le duel existe, que, dans le fait, il s'applique en forme de remède et serve de frein à l'énormité du désordre qui résulterait, sans cela, de la négligence des lois. »

Idées qu'il résume plus loin sous cette forme : « Le duel est le résultat de l'abandon où les lois ont laissé jusqu'à présent l'honneur des citoyens. » Idées qu'expriment aussi, en termes différents, une foule d'auteurs : citons-en quelques-uns :

« Une loi contre le duel, disait M. Barthe en 1829, réclame nécessairement quelques modifications à la loi qui punit l'injure : on ne saurait exiger des hommes, de se vaincre assez eux-mêmes pour pardonner les outrages dont ils ont été l'objet : il faut qu'ils trouvent une satisfaction dans la loi, si la loi leur interdit de se venger eux-mêmes. »

Pour M. Dufour : « La loi doit, avant de punir le duel, lui enlever tout prétexte de le légitimer ou de le rendre excusable. »

Pour M. Victor Raindre (*Revue Foelix*, 1839, p. 510), la répression du duel doit être subordonnée à la promulgation d'une première loi « qui devra, complètement et en toutes circonstances, garantir la vie morale du citoyen de toute atteinte directe ou détournée, de toute parole, de tout geste ou regard outrageux que jusqu'ici les lois n'ont pas su frapper »..... et qu'elles ne peuvent pas frapper toujours, nous l'avons vu.

VII. — Portalis pense, il est vrai, dans son Rapport sur le duel que : « Les privilèges de ce qu'on appelle l'honneur ne sauraient aller jusqu'à permettre aux citoyens de se faire justice de leurs mains..... il n'est pas exact de dire que la Société ne peut commander à ses membres le sacrifice d'un vain point d'honneur et exiger d'eux qu'ils supportent, sans se procurer une satisfaction que la loi leur refuse, la honte prétendue et factice qui serait la suite de leur patience. La Société impose bien d'autres sacrifices ! elle prescrit de souffrir la

misère, la faim, les plus poignants besoins, sans permettre à ceux qui les endurent, d'y pourvoir par la force ou par l'adresse ».

Mais l'argument tiré de cette comparaison est spécieux. La Société s'y trouve alors en lutte avec la Nature et non plus avec elle-même. Elle évite l'illogisme, l'inconséquence, si elle n'évite pas la cruauté. En effet, elle apprend à respecter comme un héros l'honnête homme qui meurt de faim plutôt que de s'approprier le pain d'autrui, tandis qu'elle flétrit ou qu'elle raille l'homme incapable de conserver son point d'honneur intact, fût-ce les armes à la main.

Or, selon les expressions de M. Pinet : « Quoi de plus barbare que d'imprimer l'ignominie légale à celui qui a pensé que le législateur ne l'empêchait pas de fuir l'ignominie que le monde réserve au refus du duel ? » Quoi de plus illogique aussi, nous le répétons, si l'on se pénètre de cette vérité que la loi est l'expression du vœu social, et qu'elle ne peut être que cela ? Illogisme flagrant et désolant, dans cette société inconsequente, privant d'honneur qui n'obéit pas à sa loi traditionnelle et voulant frapper judiciairement qui ne se soumet point à sa loi écrite, alors que ces deux lois sont en contradiction et que les Tribunaux font si peu de chose pour engager à suivre la seconde : flétri ou condamné ! Telle est alors l'alternative qui s'offre à celui dont le malheur a voulu qu'il subit certains outrages : les hommes de cœur préféreront, sans doute, courir la

chance de la condamnation, et la force de la loi répressive qui ne devrait s'appliquer qu'à de vrais coupables s'en trouvera amoindrie d'autant.

VIII. — Sans parler maintenant de l'obligation morale où se trouve, pour ainsi dire, le législateur de *tolérer* en principe une solution que sa propre impuissance, sa faiblesse excusent un peu en l'expliquant, nous croyons, au point de vue utilitaire, pratique, que le duel peut, dans certaines hypothèses, conserver sa raison d'être.

En effet, il est impossible de nier, comme il est impossible de modifier par un texte, l'intransigeance du point d'honneur ; nous pensons même qu'il est préférable qu'elle existe et que, la perfection, la juste mesure restant intangibles en ce monde, mieux vaut, en matière d'honneur et pour le bien même de la société, l'excès dans la susceptibilité que l'excès dans l'indifférence.

Dès lors s'il faut, en fait, au point d'honneur une solution et qu'on lui refuse celle du combat singulier, quelle autre lui offrir ? Une seule dans certaines hypothèses faciles à imaginer la peut remplacer : c'est la rétorsion immédiate, le coup pour coup, le corps à corps répugnant, auxquels on peut adresser toutes les objections qui s'élèvent contre le duel, avec cette différence que l'immoralité, l'injustice, le danger y seront plus apparents encore parce que le vaincu n'aura pas *consenti* à la lutte, que les armes naturelles ou le couteau de poche, sinon le revolver, présentent des inégalités plus grandes encore que le pistolet de combat ou l'épée

et que leurs blessures seront plus fréquentes et parfois plus graves. Outre qu'elle n'offrirait aucune des garanties exigées par le point d'honneur et qu'elle troublerait plus profondément l'ordre public, une telle solution s'adresserait exclusivement, d'autre part, aux bas instincts, aux passions violentes de l'homme, au lieu d'en réprimer l'élan, comme le duel, par un appel — entendu — à la réflexion, à la loyauté, à la courtoisie, au courage. Cet assaut de brutes acharnées serait-il donc l'idéal des adversaires du duel ? Non sans doute, et pourtant, c'est lui qui forcément remplacerait ce dernier, c'est lui que nous verrions se produire chaque jour, si l'on supposait un instant que le duel n'eût jamais été inventé.

« La main sur la conscience, disait Walsh, voudriez-vous affirmer que la Chambre des députés n'eût pas rétabli le pugilat si le duel, maître des cérémonies de la civilisation, n'avait point été là pour la protéger ? » Et la Chambre des députés, ne l'oublions pas, est, en principe, une élite ! où doit régner, au surplus, le ton *parlementaire*.

IX. — Le duel, tel que nous le connaissons, a deux effets que Bentham résume ainsi : « Premier effet : faire cesser en grande partie le mal du délit, c'est-à-dire la honte qui résultait de l'insulte... car la honte n'est pas à recevoir une insulte, mais à s'y soumettre. Deuxième effet : agir en qualité de peine et s'opposer à la reproduction de semblables délits.

A ce dernier point de vue, il est excessivement défec-

tueux sans doute, mais bien préférable encore, nous l'avons vu, à ce qui pourrait seul le remplacer.

Peut-être faut-il penser aussi, comme M. Pinet, qu'un des ressorts de l'utilité du duel consiste en ce que « l'insolence, la pétulance grossière sont des défauts que ne réprime guère la crainte d'un châtement éloigné » et dire, comme cet auteur, que « la survenance immédiate d'un défi sera plus efficace toujours que la perspective des Tribunaux » ? Tout cela paraît bien relatif.

Quoi qu'il en soit, voici, sur cette question du duel, la conclusion de Bentham qui en analyse bien la psychologie... « Le public aurait tort, ou plutôt sa folie serait manifeste si, spectateur d'une insulte, il portait immédiatement un brevet d'infamie contre la partie insultée. Mais voilà ce qu'il ne fait pas. Ce décret d'infamie n'a lieu que dans le cas où l'homme insulté, rebelle aux lois de l'honneur, signe lui-même l'arrêt de sa dégradation virile. Le public a donc raison en général, dans ce système d'honneur : le véritable tort est du côté des lois :

Premier tort : d'avoir laissé subsister, par rapport aux insultes, cette anarchie qui a forcé de recourir à ce bizarre et malheureux moyen.

Deuxième tort : d'avoir voulu s'opposer à l'usage du duel, remède imparfait, mais unique.

Troisième tort : de ne l'avoir combattu que par des moyens disproportionnés et inefficaces. »

Ces conclusions pourraient encore être les nôtres,

tant le droit est resté stationnaire sur ces questions d'honneur qu'il est impuissant toutefois, nous l'avons reconnu, à trancher chaque fois qu'elles se présentent.

X. — En résumé, et pour donner une opinion en droit absolu sur un sujet si délicat, susceptible de tant d'appréciations dont les divergences s'expliquent en général, croyons-nous, par le défaut d'analyse des situations bien différentes qui peuvent engendrer le duel, par le mépris de toute distinction entre ses diverses causes, il résulte des prémisses mêmes de cette discussion, que nous avons entendu restreindre aux seuls duels entraînés par l'impuissance ou l'inutilité de la répression légale, les éléments de justification imparfaite tirés de la nécessité inéluctable d'une telle institution sociale. C'est dire que nous condamnons sans arrière-pensée tous autres duels, tous ceux qui tendent à venger une offense dont la répression par les voies légales eût semblé, dans le monde, possible et suffisante. Mais quant aux premiers, quant à ceux dont les mœurs font un devoir, c'est la société seule qui s'y trouve responsable de la solution donnée à la querelle.

Que penser maintenant, puisque la question se trouve reculée jusque-là, de ces mœurs elles-mêmes ?

Elles nous semblent des plus discutables, sinon même indiscutablement mauvaises dans les affaires d'honneur qui relèvent d'une application dégénérée du duel, lorsque, seules, des questions de savoir-vivre, d'amour-

propre, de rivalités, sont en jeu; des situations par exemple où le roman, le théâtre exigent pour contenter le public, et l'héroïne, qu'un peu de sang soit versé. D'ailleurs ce peut être alors un pur record de bravoure, un sport, quelquefois même un *spectacle*, à peine plus dangereux que tels ou tels autres, dans un monde spécial où se cultive le battement de tierce destiné à désarmer l'adversaire pour mettre fin au combat.

Plus sérieuses, plus excusables nous apparaissent déjà, non sans une révolte dernière de la conscience, ces exigences des mœurs quand l'atrocité de l'injure, une atteinte à l'honneur conjugal par exemple, fait comprendre chez l'offensé le besoin instinctif d'exercer par lui-même sa vengeance, « de confier à son propre bras, selon le mot de M. Worms, le soin de laver silencieusement dans le sang d'une individualité perverse l'injure qui a été faite au sien ». Pur préjugé peut-être, que l'atavisme nous empêche seul de repousser, ce sentiment n'en est que plus profondément humain, digne en fait, par conséquent, d'être pris en considération; c'est toujours l'antique loi du talion, c'est le *Wehrgeld*, où le prix de l'honneur blessé serait le sang du coupable que l'offensé veut verser de sa main, pour que la satisfaction soit complète, pour que la vengeance fasse oublier l'outrage, et pour que cet outrage, aussi, ne soit pas livré à la publicité des Tribunaux.

En troisième lieu enfin, l'obéissance à ces mœurs qui consacrent l'obligation du duel, le droit au duel tout au

moins, nous semble, en toute franchise, procéder d'une pensée respectable, d'un dévouement qui ne sera pas toujours vain lorsque la société offre par là un moyen unique — et puissant en soi — d'imposer à tous le respect de ces choses saintes qui rendent touchante l'idolâtrie et qu'un souffle de médisance suffit parfois à ternir : l'honneur d'une mère, le repos d'un vieillard, la mémoire d'un être cher. Ces intérêts-là, le pouvoir judiciaire, nous l'avons vu, restera impuissant toujours, dans certaines circonstances, à les défendre sans les compromettre davantage et le duel qui les sauve nous apparaît alors comme une forme noble et courageuse de l'altruisme.

XI. — « Et puis, si l'on allait au fond des choses, dit encore Walsh, ne trouverait-on pas qu'après tout le duel est un dernier vestige de cette magistrature personnelle que la magistrature sociale a peu à peu détruite mais qu'elle reconnaît encore quelquefois ? »

Que la société condamne sans réserve l'action de cette magistrature personnelle lorsque celle-ci *se substitue* à l'action des Tribunaux dont le législateur a consacré le monopole de juridiction ! Mais comment la proscrire sans proclamer en même temps l'absence de toute sanction, dans les cas où la magistrature sociale n'a pas su la remplacer, lorsqu'elle comble, utilement parfois, les lacunes ou l'inefficacité de celle-ci ?

En matière d'atteintes à la personnalité physique, toutes les législations proclament le *droit de légitime défense*, lorsqu'il est le seul auquel on puisse recourir. Ne

peut-on arguer, en dépit de la différence qui sépare les deux situations, de quelque considération semblable en matière d'atteintes à la personnalité morale, lorsque l'impunité du coupable, assurée sans cette intervention, menacerait l'honneur dans son existence même ? car c'est bien dans ces termes que se pose la question.

Sans doute, nous l'avons dit, on ne pourra jamais légitimer le Duel aux yeux de la Morale, de la Religion. Mais c'est leur indulgence raisonnée que nous revendiquons pour lui, dans certaines situations qu'il peut seul dénouer aujourd'hui, comme cette indulgence est acquise déjà à tant de plaies incurables de la pauvre humanité.

Ce qui fait ici la noblesse, la grandeur de cette création du point d'honneur : le Duel, c'est qu'il apparaît comme une profession de foi : on porte l'honneur au pinacle en exposant pour lui sa vie, le bien le plus précieux qui renferme tous les autres. Dans l'optique raccourcie d'un idéal séculaire faux, sans doute, au regard de la morale pure, faux certainement à celui de la morale chrétienne, mais dont il nous semble presque impossible, pour l'immense majorité, sinon pour tous, de réussir à se dégager complètement, il nous semble beau, tout au moins, de sacrifier cette vie pour se laver d'une souillure, imméritée peut être mais indélébile, ou de se battre pour rendre l'honneur à ceux qu'on aime et qu'on a charge morale de protéger. C'est là le *sursum corda* qu'il est consolant parfois d'entendre résonner au sein de nos Sociétés positives, comme une des voix de cet Hé-

roïsme qui chante encore, par intermittences, au cœur de l'homme moderne : lyrisme affaibli, qui, certes, n'a plus rien d'aigu et dont il ne serait pas souhaitable, croyons-nous, que les derniers accents fussent toujours étouffés, dans une défaite suprême de l'Idée. « Mourir pour sa Patrie, dit naïvement la chanson, est le sort le plus beau » : dans l'hypothèse du résultat le plus regrettable aussi, et en prenant les termes dans une acception restreinte, mais noble encore, c'est bien un peu mourir pour sa patrie, *pro domo sua* ! que de tomber pour son honneur ou pour l'honneur des siens.

XII. — Rappelons d'ailleurs qu'en dehors des circonstances graves, peu fréquentes, où le duel nous semble demeurer la seule solution possible pour nos mœurs, nous en déplorons l'usage et nous allons maintenant rechercher, en restant dans les généralités que comporte seules notre sujet, les dispositions législatives propres à réduire, dans les limites que nous avons posées, le nombre des *affaires d'honneur*.

Pour obtenir ce résultat, nous croyons à la profonde inefficacité d'une action directe, par la voie répressive, contre le duel. Il ne faut pas professer que celui-ci est un vestige de barbarie à déraciner par tous les moyens, que le point d'honneur sur lequel il repose est une vaine superstition, indigne d'occuper le législateur dans un autre but que celui d'en réprimer les manifestations. Les rigueurs, en effet, sont toujours demeurées parfaitement inutiles en pareille matière et n'ont réussi qu'à exacerber le sentiment qu'elles méconnaissaient.

Il faut dire au contraire, pour arriver à un résultat pratique : Le point d'honneur existe ; il est ancré dans les mœurs ; bon ou mauvais, exagéré sans doute, il est un fait accompli et, pour nous, son exagération même reste préférable à son insensibilité. En tout cas, c'est la Société qui l'a fait ce qu'il est et c'est elle qui impose l'observation de ses règles.

Dès lors, pour être juste, pour être utile, pour être respectée, la loi ne doit point ignorer ces règles. Elle ne peut pas non plus, en raison de leur nature spéciale, les prendre toujours pour base de ses propres dispositions ; mais elle doit chercher à s'en rapprocher aussi souvent que possible, puisqu'elle est impuissante à les faire disparaître, et si quelque chose peut précisément atténuer cette impuissance, peut donner aux lois quelque empire sur les mœurs, c'est bien d'accorder à celles-ci une satisfaction mesurée, raisonnable, pour qu'elles cessent peu à peu d'exiger les solutions extrêmes. Il faut flatter d'abord ces mœurs, il faut en faire état, tout au moins, lorsqu'on veut réussir à les modifier. « Il faudra, dit M. Worms, faire droit aux exigences formulées clairement par la personnalité et l'honneur, si l'on veut voir luire des jours meilleurs. »

XIII. — Le jour, en effet, où le public aurait pris l'habitude de trouver dans les décisions de justice une satisfaction suffisante, une *réparation* des atteintes au point d'honneur, on verrait cette pratique, lorsqu'elle aurait réussi à se fixer, agir heureusement par une double incidence, sur la cause et sur l'effet :

Diminuant ainsi, d'une part, le nombre des insulteurs, retenus plus efficacement dans bien des cas par la crainte d'un châtimement légal, assuré et sévère, que par celle d'un coup d'épée aléatoire ou d'une balle de pistolet plus aléatoire encore; et d'autre part, diminuant aussi et chaque jour davantage, le nombre des offensés qui, l'outrage s'étant produit, renonceraient à la faculté d'obtenir sûrement justice pour courir les chances d'un combat; atteignant enfin par là, dans leur source même, ceux des duels qui présentent le plus de danger et d'injustice parce que le monde en fait, pour ainsi dire, la *carte forcée* à la victime de certains outrages, et que le consentement qu'elle donne alors au combat, obtenu par la pression de l'opinion, ne saurait avoir de valeur morale non plus que de valeur juridique en semblable matière. Lorsque, de gaieté de cœur, les deux adversaires s'entendent pour *aller sur le pré*, on peut en effet se demander jusqu'à quel point semblable convention est plus illicite au regard de chacun des contractants que certains paris ou certaines exhibitions sûrement dangereux pour la vie ou préjudiciables à la santé. C'est lorsque la réparation par les armes n'est choisie qu'à regret, pour obéir au préjugé, qu'elle fait courir vraiment et injustement le plus grand risque à la sécurité privée et à l'ordre public.

Ce préjugé, on finirait sans doute par l'ébranler, par en modifier les exigences en s'efforçant de lui donner satisfaction par les voies légales.

CHAPITRE II

L'OUTRAGE ET LA RÉPRESSION JUDICIAIRE.

I. — Quelle devrait être maintenant, en principe, la nature de cette satisfaction d'ordre légal, possible en la matière ?

Bentham, dans son *Traité de législation civile et pénale*, s'est posé cette question et, tant en qualité de jurisconsulte que de psychologue, il en a fait une étude si complète et si intéressante que nous croyons pouvoir entrer dans quelques détails sur les solutions qu'il y a préconisées. Elles sont accompagnées de considérations si justes encore, pour la plupart, que leur analyse servira utilement de canevas à nos propres observations.

Pour Bentham, la *satisfaction*, c'est-à-dire l'« équivalent donné à la partie lésée pour le dommage qu'elle a souffert », sera *plénière* si, en faisant deux sommes : l'une, du mal souffert, l'autre, du bien accordé, la valeur de la seconde paraît égale à la valeur de la première, en sorte, dit-il, que si l'injure et la réparation pouvaient se renouveler, l'événement parût indifférent à la partie lésée ; sinon la satisfaction sera imparfaite.

Pour juger de sa qualité, il faut supposer un obser-

vateur impartial, sans quoi « la balance entre les mains de la passion, pencherait toujours du côté de l'intérêt : à l'avare on n'aurait jamais donné assez ; au vindicatif, l'humiliation de son adversaire ne paraîtrait jamais assez grande ».

Ceci posé, il existe aux yeux de Bentham quatre catégories de *satisfactions*. La satisfaction peut être : pécuniaire, attestatoire, honoraire ou vindicative.

La *satisfaction pécuniaire*, sous forme de dommages-intérêts, pourra parfois, nous l'avons reconnu, être utilement prononcée. Mais le plus souvent elle demeurera inefficace et difficile, d'ailleurs, à mesurer, parce qu'il n'y a pas en général de perte pécuniaire dans l'atteinte au point d'honneur et que, les tribunaux eussent-ils des éléments d'appréciation, la nature de l'honneur répugne d'ordinaire à cette appréciation même.

Bentham reconnaît sur ce point que, si l'argent est une compensation efficace de bien des maux, il ne sera pas toujours convenable à l'offensé d'en recevoir et qu'« offrir à un homme d'honneur outragé le prix mercenaire d'une insulte, c'est lui faire un nouvel affront ».

Les Anglais d'aujourd'hui, nous l'avons vu, renieraient Bentham dans cette thèse de désintéressement. Mais en France, nous pensons toujours, comme M. Pinet, que : « Le duel n'est aujourd'hui qu'une preuve du mépris de la vie et qu'il sera de plus, dès que l'argent se montrera, une preuve du mépris de l'argent. » Et M. Dufour : « En France, l'application de l'amende et des peines

corporelles donnerait à la réparation un caractère de gravité et de dignité que lui enlèveraient peut-être des écondamnations pécuniaires de cette nature. L'opinion serait prompte à accuser celui qui réclamerait ou obtiendrait du juge des indemnités si exorbitantes, d'avoir escompté son honneur. »

Bentham remarquait d'ailleurs lui-même que, dans notre pays : « le sentiment de l'honneur et le mépris de l'argent descendent dans les rangs inférieurs du peuple beaucoup plus qu'en Angleterre. » Nous écartons donc, en principe, ce genre de satisfaction comme n'étant pas adéquat à la nature du dommage qu'il s'agit de réparer.

II. — En second lieu, la *satisfaction attestatoire* est celle qui, si le mal résulte d'un mensonge, s'accomplit par une attestation légale de la vérité. Il y aura lieu de la prononcer en matière de délits contre la réputation, que Bentham analyse ainsi : diffamation, infirmation, interception ou usurpation de réputation, plus communément : *plagiat*.

Tout ceci est fort juste, ainsi que cette remarque, assez neuve au temps de Bentham, que si, dans la forme de l'attestation, le coupable peut être l'organe de sa propre condamnation pour en augmenter la portée, il faudra lui faire dire : *La Cour a jugé que...* et non pas *Je reconnais que...* car cette intervention de sa propre personnalité pourrait être ridicule ou odieuse, les excuses forcées n'ayant point de valeur. Peut-être aujourd'hui

ferait-on le même reproche à cette simple lecture de l'arrêt par le délinquant.

La *satisfaction honoraire* est, d'une façon générale : « l'opération qui a pour but soit de maintenir, soit de rétablir en faveur d'un individu, une portion d'honneur que le délit dont il a été l'objet lui a fait perdre ou courir le risque de perdre. » Ce peut n'être, en somme, que la synthèse de toutes les autres satisfactions.

Quant à la *satisfaction vindicative*, elle est basée sur cette vérité psychologique, indéniable en pareille matière, nous l'avons vu, que « tout ce qui emporte une peine manifeste pour le délinquant emporte un plaisir de vengeance pour la partie lésée. Or, ajoute Bentham : « ce plaisir est un gain ; il rappelle la parabole de Salomon : c'est le doux qui sort du terrible. »

Ce sentiment de vengeance n'est pas dangereux pour l'ordre public comme la haine injustifiée. Et Bentham pense même qu' « oublier les injures avant leur châtiment, c'est inviter à en commettre », que « ce n'est pas être l'ami, mais l'ennemi de la société. »

Rapprochons encore ces expressions de M. Pinet : « Une répression du duel, sans une répression préalable des injures, sera pour tous l'occasion de s'endurcir aux affronts, de souffrir qu'on leur manque. »

Cette satisfaction vindicative d'ailleurs, pour être juste ne devra pas cesser d'être mesurée. La peine doit rester raisonnable : « C'est à la partie lésée, dit Bentham, d'en tirer le degré de jouissance que sa situation com-

porte et dont sa nature est susceptible. » Nous avons eu l'occasion de constater, sans vouloir le justifier, que c'était là la réparation par excellence qui convenait aux atteintes à l'honneur. Faisons remarquer ici que les condamnations pécuniaires, dont nous avons écarté le principe en parlant de la *satisfaction pécuniaire*, lorsqu'elles se présentent sous forme de dommages-intérêts attribués à la victime de l'outrage, peuvent aussi revêtir le caractère de fortes amendes ou, comme dans l'ancien droit, de secours attribués aux hôpitaux par exemple, et qu'alors elles constituent une véritable *satisfaction vindicative* pour l'offensé qui n'en retire point d'avantage immédiat et matériel.

Bien que souvent, par sa nature, inapplicable ou imparfaite, cette *peine* pourra souvent aussi, croyons-nous, donner lieu à d'utiles applications, dans un monde où les questions d'argent prennent chaque jour plus d'importance et dans des hypothèses où d'autres modes de sanction resteraient peut-être vains.

III. — Enfin, après ces différentes satisfactions, Bentham en envisage une dernière d'une nature spéciale, la *satisfaction substitutive* ou : « à la charge d'un tiers, lorsqu'une personne qui n'a pas commis le délit, se trouve responsable dans sa fortune pour celui qui l'a commis. »

Le point d'honneur va plus loin et impose parfois d'autres responsabilités qu'une responsabilité pécuniaire. La vie mondaine est pleine d'exemples de ces

exigences ; pour en citer un, chacun se rappelle cette scène du *Maître de Forges* où le poursuivant éconduit demande au mari s'il prend la responsabilité de la conduite de sa femme ou s'il veut désavouer les paroles dures qu'elle a prononcées. Chacun, au théâtre, trouve cette provocation naturelle et nul ne s'en étonnerait dans la réalité.

C'est là, certainement, une des questions les plus délicates que soulève le point d'honneur et l'une de celles qui semblent vraiment insolubles par les voies légales, car toute base juridique y fait défaut à la répression.

IV. — Lorsqu'il s'agit maintenant de déterminer le choix d'une espèce de *satisfaction*, il faut, d'après Bentham, considérer trois choses : la facilité de la fournir ; la nature du mal à compenser ; les sentiments qu'on doit supposer à la partie lésée.

L'écueil, nous l'avons vu, sera souvent dans la première de ces conditions, en donnant aux termes un sens large. Il faut tenir compte aussi des difficultés que présente la preuve de l'intention coupable. Bentham pense à ce sujet qu'on peut interroger l'offenseur pour savoir si cette intention existait chez lui ; le nie-t-il : l'offense disparaît ; l'avoue-t-il au contraire, s'en glorifie-t-il peut-être : il sera condamné.

Jousse professait alors que : « Lorsqu'une injure est équivoque , il faut toujours l'interpréter favorablement. »

Cet optimisme serait peut-être le parti le plus sage, mais il répugnera souvent au point d'honneur.

Voët indique un usage qui se rapproche de la solution préconisée par Bentham : lorsque dans un repas et au milieu des fumées du vin quelques paroles injurieuses s'étaient échappées de la bouche d'un des convives, le lendemain, un notaire se présentait chez lui avec des témoins, pour lui demander s'il persistait dans son outrage ; la poursuite était alors subordonnée à sa réponse.

De même encore, dans le Code brésilien, lorsqu'une injure est conçue en termes équivoques ou que la diffamation s'est exercée au moyen de ce que d'Argentré nommait l'*imputation oblique*, l'offensé a le droit de demander des explications en justice ou extrajudiciaires. Celui qui s'y refuse demeure soumis aux peines qui lui seraient applicables si l'imputation était claire et précise.

M. Grellet-Dumazeau (tome I, p. 157 et note 1) parle aussi du serment de l'inculpé, qu'il n'a pas eu l'intention d'offenser son adversaire, serment dans lequel on peut voir une satisfaction suffisante. Sans exagérer l'importance de ce procédé, il pourrait quelquefois, croyons-nous, conduire à d'heureux résultats et satisfaire toutes les parties. Il implique une sorte de rétractation avant la lettre de l'outrage ou plutôt avant la confirmation de cet outrage. Il ouvre la voie facile à ces excuses qui, même déguisées, sont presque toujours la meilleure des réparations en matière d'atteintes au point d'hon-

neur. Nous croyons donc que, sans même aller jusqu'au *serment* solennel, une simple *déclaration*, dans la publicité de l'audience, constituerait souvent une pratique judiciaire heureuse.

V. — Lorsque, passant à l'application de ses théories, Bentham propose ce qu'il nomme les *remèdes aux délits contre l'honneur*, il ne montre pas moins de profondeur et d'ingéniosité.

Il proclame d'abord la nécessité de ces *remèdes*, sans lesquels « les délits contre l'honneur peuvent se répéter à volonté : une carrière illimitée est ouverte à l'insolence ; la personne insultée aujourd'hui peut l'être le lendemain, le surlendemain, tous les jours et à toute heure : chaque nouvel affront en facilite un autre et rend plus probable une succession d'outrages du même genre ». Chacun de ces outrages fût-il léger, leur répétition les rendrait insupportables : *gutta cavat lapidem*.

Pour déterminer la nature des sanctions à appliquer ici, il faut ne pas perdre de vue que : « La réparation n'ayant pas de commune mesure avec l'outrage, son effet est précaire. »

« Pour humilier l'adversaire, dit-il, le procédé le moins douloureux en lui-même est souvent le plus grave par ses conséquences : en faisant plus de mal à son corps, on en ferait moins à son honneur. Pour en faire un objet de mépris il ne faut pas exciter en sa faveur un sentiment de pitié qui produirait de l'antipathie contre son adversaire. »

Voilà qui est profondément humain et profondément juste. La difficulté réside bien ici dans l'obligation d'être assez sévère pour contenter le plaignant et de l'être assez peu, d'autre part, pour ne pas exciter la réprobation, la pitié en faveur du coupable, puisque c'est l'opinion la souveraine maîtresse en cette matière.

Et nous ne croirions pas mauvaise, à ce point de vue, la disposition qui, après avoir édicté une peine très forte contre l'auteur de l'outrage, permettrait à la victime de lui faire grâce, de suspendre ou d'abréger cette peine, comme le mari conserve le droit de pardonner à sa femme adultère.

Cette solution aurait bien pour effet d'élever la personnalité morale de l'offensé au-dessus de celle du coupable ; ce serait bien pour celui-ci une véritable humiliation, dans laquelle ne le soutiendrait pas le sentiment public ; ce serait peut-être aussi, parfois, l'oubli réciproque et désirable de la querelle : l'injure engendrant d'un côté le pardon et de l'autre la reconnaissance ; ce résultat serait d'ailleurs trop beau pour être fréquent.

Il faut en somme, dans cette matière, savoir user quelquefois d'une sévérité de nature particulière, de sanctions *ad hoc* : « Leur recherche qui tient à tout ce qu'il y a de plus délicat dans le cœur humain, presque entièrement négligée par ceux qui font les lois, est la première base de toute bonne législation en matière d'honneur. » Et Bentham énumère alors les divers remèdes qu'il propose aux délits contre l'honneur.

VI. — Ces remèdes sont nombreux et méritent des mentions différentes.

Les uns feraient sourire aujourd'hui ; il en est ainsi de l'agenouillement du coupable devant celui qu'il a offensé, du discours d'humiliation qui lui est prescrit, de la robe emblématique qu'on lui fera revêtir ou bien du masque, emblématique encore, qu'il devra porter : « à tête de couleuvre pour des cas de mauvaise foi, à tête de pie ou de perroquet pour des cas de témérité ».

Bentham lui-même reconnaît la « singularité » de ces solutions et en défend ainsi le principe : « ces satisfactions publiques, converties en spectacles, fourniraient à la partie lésée des plaisirs actuels et des plaisirs de réminiscence qui compenseraient bien la mortification de l'insulté... L'injure étant opérée par un moyen mécanique, il faut qu'il entre un moyen mécanique dans la réparation, autrement elle ne frapperait pas l'imagination de la même manière et serait incomplète ».

D'autres de ces remèdes ne seraient pas davantage admis par nos idées modernes, mais on serait presque tenté de le regretter parce que, dans certaines espèces, ils constitueraient bien la satisfaction désirée par l'offensé : tels sont : le talion, infligé soit par la partie lésée elle-même soit par le bourreau ; le bannissement de certains lieux publics : théâtres, promenades... ; la lecture de la sentence par le condamné lui-même ; enfin, en cas d'insulte à une femme, le port d'une coiffure féminine (nous rentrons ici dans les déguisements chers

à Bentham), ou le talion infligé au coupable, par la main d'une femme aussi.

Mais il est maintenant, en outre, certains de ces modes de sanction indiqués par Bentham qui, même de nos jours, resteraient pratiques et dont on peut souhaiter l'adoption ou l'extension dans nos prétoires modernes :

L'*admonestement* simple, par exemple, ou bien la présence à la *réparation* des témoins de l'outrage ou des personnes dont l'estime importe beaucoup au plaignant, ou bien encore la publicité du jugement « par le choix du lieu, l'affluence des spectateurs, l'affiche, la distribution d'exemplaires... », nous pouvons ajouter : par les insertions.

VII. — Ce n'est point ici le lieu de revenir sur le détail des autres dispositions heureuses qui ont été signalées à leur place au cours de cette étude. Il ne saurait d'ailleurs entrer dans notre pensée de prétendre à donner dans cette conclusion des solutions positives précises, de codifier en quelque sorte la répression idéale des atteintes au point d'honneur.

Nous ne pouvons donc que formuler des *desiderata* d'ensemble en restant sur le terrain des généralités.

A ce point de vue il convient encore de parler du principe proclamé par la loi du 11 mai 1868 (art. 11), connue sous le nom de *Loi Guilloutet* et réprimant toute publication d'un fait quelconque concernant la vie privée (1).

(1) Article 11 de la loi du 11 mai 1868 : « Toute publication dans

Depuis 1827, cette *Loi de justice et d'amour*, comme on l'avait appelée, était restée à l'état de projet. Notre législateur de 1881 l'a abrogée par esprit de libéralisme et par faveur pour la presse.

Nous ne prétendons pas défendre ici ce texte qui n'était point exempt d'inconvénients. Néanmoins l'on peut se demander si quelque disposition analogue n'atténuerait pas déjà, dans une large mesure, l'impuissance de la répression légale, en permettant d'atteindre par un texte qui les prohiberait d'une façon générale, ces mille coups d'épingles qui deviennent insupportables et fort dangereux pour le point d'honneur, quoiqu'il soit impossible d'y qualifier une injure ou une diffamation bien caractérisées. D'ailleurs, n'est-il pas vrai de dire que, par elle-même, cette affectation mise à s'occuper de la vie privée d'une personne ou des membres de sa famille, renferme déjà souvent à son égard une véritable offense, offense voulue par le publicateur.

Pour emprunter les termes de M. Worms, « le législateur doit intervenir pour garantir au citoyen le droit à la tranquillité, en le protégeant contre des attaques souvent injustes et presque toujours malveillantes ».

Et si l'on invoquait encore ici les droits de l'Histoire, nous pourrions répondre avec M. Grellet-Dumazeau : « Que voulez-vous donc révéler à la société qu'elle ait si grand intérêt à connaître ? Des chroniques de bou-

un écrit périodique, relative à un fait de la vie privée, constitue une contravention punie d'une amende de 500 francs. »

doir, des divisions de famille, des revers de fortune, des travers de l'esprit, des difformités cachées? Mais quels enseignements profitables pourraient jaillir de ces accidents futiles ou vulgaires pour la plupart, et accomplis sous la sauvegarde du foyer domestique ? »

C'est bien en touchant méchamment à ce foyer qu'on éveille les susceptibilités les plus faciles et les plus légitimes aussi. Sans doute elles ne sauraient être absolues et nous estimons qu'en particulier elles doivent céder un peu devant les habitudes, devant la conduite de la personne visée qui, d'avance, a dû faire le sacrifice d'une partie de son calme, de son repos, si, d'elle-même, elle est sortie du cadre de la vie privée. Sans parler de l'homme public, le particulier qui s'engage par exemple dans une polémique de presse doit savoir, de par les habitudes de celle-ci, ce à quoi il s'expose : il accepte une sorte de combat où toutes les armes paraîtront bonnes. On s'est blasé d'ailleurs sur les attaques prodiguées dans de telles circonstances et leur origine même en affaiblit la portée. Mais il en est autrement quand l'attitude du plaignant n'a pas provoqué ces révélations, ces indiscretions qui peuvent alors constituer de graves atteintes au point d'honneur, et qu'il serait bon de pouvoir réprimer également comme telles, pour la protection de ce point d'honneur.

VIII. — Une autre mesure, susceptible en bien des cas non plus de remédier directement, mais de suppléer à l'insuffisance de la loi par une autre voie que celle des

armes, serait la création ou l'extension, favorisées par le législateur, des procédés extrajudiciaires qui laissent la voie ouverte aux solutions pacifiques. Sans doute en principe, il en est ainsi déjà de l'intervention des témoins constitués par les adversaires. Mais combien comprennent mal leur rôle ou sont incapables de le bien remplir! « Ce sont les témoins qui tuent », disait Alphonse Karr. Et puis, on s'est habitué à considérer que ce rôle consiste tout d'abord à assister les parties sur le terrain et, très accessoirement, à les concilier si faire se peut.

C'est pourquoi, tout en souhaitant de voir se développer l'influence conciliatrice des témoins, il serait bon, croyons-nous, de généraliser aussi le recours à un arbitrage qui, sans proscrire en principe le duel, préjugé qu'il faut tourner sans l'aborder de face, s'efforcerait de le rendre inutile et n'aurait d'autre préoccupation que celle-là, son rôle devant cesser par l'insuccès de ses tentatives.

Non pas, d'ailleurs, que nous proposons de revenir à la *juridiction du point d'honneur*, aux *tribunaux d'honneur* qui manqueraient d'ailleurs aujourd'hui de ce qui seul eût pu rendre leurs décisions efficaces : le droit à l'arbitraire. M. Du Verger de St-Thomas conclut à leur sujet que « d'après ce, l'on voit que les tribunaux d'honneur en matière de duel ne peuvent avoir qu'une compétence modératrice et jamais répressive ni même préventive ».

Ces paroles nous semblent justes, quoiqu'un peu pes-

simistes, et ce qui fait la faiblesse des juridictions de cette nature, quel que soit le type particulier qu'elles affectent, c'est précisément de posséder une force officielle qui veut s'imposer aux parties au lieu d'être librement acceptée et choisie par elles.

Nous sortirions du cadre de notre sujet en recherchant quelles formes pourraient revêtir les satisfactions extrajudiciaires accordées ainsi pour la protection du point d'honneur. Mais d'une façon générale, nous croyons que le principe de l'arbitrage, quel que soit le nom sous lequel on en désigne les diverses manifestations, est excellent en lui-même et qu'il conviendrait peut-être de lui donner un appui législatif. La répression du duel subordonnée, par exemple, à l'absence de toute tentative préalable et sérieuse d'arbitrage, perdrait beaucoup de la défaveur avec laquelle on l'envisage toujours chez nous lorsqu'on la propose absolue.

IX. — C'est surtout au sujet des affaires d'honneur très fréquentes qui naissent parmi les membres de certaines corporations, belliqueuses par la force des choses ou par celle des prédispositions, que de telles solutions pourraient devenir pratiques.

Cette idée n'est point neuve et l'on pourrait dédier aux journalistes de préférence, à ceux d'une certaine catégorie du moins, ce passage où Dareau propose déjà quelque chose d'approchant : « il serait à désirer peut-être, dit-il, qu'il y eût un tribunal particulier où l'on connaît des injures entre gens de lettres. Si ce tribunal

s'établissait, une loi qui, pour paraître ridicule, n'en serait, ce semble, pas moins sage, serait d'obliger les auteurs qui se sont répandus en invectives contre leurs confrères, d'effacer de leur langue tous les traits injurieux dont ils se seraient rendus coupables. » Combien d'auteurs, depuis Dareau, et si ce procédé original avait été mis en usage, seraient morts, empoisonnés par l'encre d'imprimerie !

En ce qui concerne les rapports des écrivains avec le commun des lecteurs, c'est encore Dareau qui pense fort justement « qu'il n'est pas permis aux littérateurs et beaux-esprits de s'égayer ni d'amuser le public aux dépens de la réputation d'autrui, même dans des pièces dramatiques, ce qui peut avoir lieu lorsque l'auteur, sans nommer précisément la personne, la désigne par son état, ses habillements, ou même par une dénomination anagrammatisée ». Ce sont en effet autant de procédés qui peuvent cacher des atteintes cruelles au point d'honneur et là encore, peut-être, dans les cas où la loi demeure impuissante, un arbitrage éclairé, disposant d'une sorte de blâme moral, de discrédit professionnel, pourrait servir parfois de solution.

Ces idées ont été mises à l'ordre du jour par le Congrès de la Paix qui, dans les assises qu'il tint l'an dernier à Buda-Pesth, s'occupa des moyens propres à prévenir non seulement la guerre de nation à nation, mais encore le combat singulier, et qui émit des vœux favorables au développement de l'arbitrage comme à la solu-

tion la plus pratique pour atteindre ce double but. Sans exagérer l'importance de son action, nous croyons aussi ce développement très désirable pour la protection du point d'honneur.

X. — En résumé, la répression de l'atteinte à l'honneur nous paraît mériter d'être poursuivie par tous les moyens raisonnables. Mais dans ce but, la voie extra-judiciaire, par l'arbitrage lorsqu'il n'est pas absolument amiable, ou surtout par le duel, doit en principe rester purement subsidiaire, car elle ne puise sa raison d'être que dans les lacunes ou dans l'impuissance de la loi : c'est à ces lacunes, à cette impuissance que nous subordonnons sa consécration de fait, c'est parce qu'elle reste seule ouverte, nécessaire, inéluctable, qu'elle devient presque légitime, utile en tous cas à nos yeux — toutes proportions gardées — pour satisfaire l'opinion.

Pour être bonne, la loi doit par conséquent s'efforcer de rendre cette voie subsidiaire aussi étroite que le permet la nature des infractions à réprimer ; c'est dire qu'il faudra à la justice toute sa finesse pour saisir le délit, toute sa rigueur raisonnée pour assurer à la victime une satisfaction suffisante et corrélative à l'essence du dommage qu'elle a subi.

Sans doute, nous n'oublions pas l'écueil indiqué dans ces termes par J.-J. Rousseau : « gardez-vous de confondre le nom sacré de l'honneur avec ce préjugé féroce qui met toutes les vertus à la pointe d'une épée et n'est propre qu'à faire des faux braves ».

Nous pensons encore que, surtout en notre pays, la plaisanterie a des droits imprescriptibles et que la susceptibilité doit céder devant une invective ou même devant une diffamation proférées *per jocum*, « comme si, dit judicieusement M. Chassan, on accuse une dame de larcin en faisant allusion à l'effet de ses charmes ».

Mais il faut, d'autre part, que l'atteinte à l'honneur comporte une sanction ; il faut encore qu'elle soit estimée à son prix dans la mesure de celle-ci.

Sans quoi cette sanction restera vaine et la protection du point d'honneur ne sera pas assurée par les moyens légaux : soit qu'elle fasse totalement défaut, soit qu'elle ne puisse sembler sérieuse, digne d'être recherchée (1).

Pour arriver à cette protection, dans l'état actuel de notre loi, la sévérité de la jurisprudence, nous l'avons dit, serait parfois suffisante, mais trop souvent nous avons trouvé les tribunaux indifférents devant des blessures où l'honneur seul, à l'exclusion du corps ou des biens, était intéressé. Et pourtant l'atteinte à l'honneur, lorsque, dans certaines circonstances particulièrement graves, elle reste dépourvue d'une sanction suffisante,

(1) Dareau en rapporte un exemple frappant qu'il emprunte à Aulu-Gelle (liv. 20, ch. 1) : « Par la loi des XII Tables, il était dit que celui qui donnerait un soufflet à un citoyen, payerait 25 sous. Un certain Nuratin, mauvais sujet, abusa de cette disposition d'une étrange manière : il allait sur la place publique, suivi d'un esclave qui portait un grand nombre de bourses de 25 sous chacune : et il distribuait des soufflets à chaque personne qu'il rencontrait ; après quoi l'esclave offrait au souffleté une bourse. Cette dérision donna lieu à l'abrogation de la loi. » Et pourtant le soufflet n'avait point, à Rome, une signification aussi précise qu'aujourd'hui, chez nous.

a pour nous, dans le monde moral, ceci de commun avec le mal suprême dans le monde physique, avec la mort, que toutes deux emportent en elles le sentiment de l'irréparable.

Nous arrivons en somme à cette conclusion législative qu'en ce qui touche à la qualification de l'outrage, l'arbitraire du juge devrait être presque absolu, pour lui permettre de découvrir l'intention blessante sous les déguisements variés à l'infini, qu'un texte ne peut tous viser expressément. Mais en ce qui touche à l'application de la peine, il serait bon au contraire, croyons-nous, que le législateur en graduât lui-même le quantum selon les circonstances générales intrinsèques ou extrinsèques qui peuvent modifier la portée de l'outrage ; la loi guiderait ainsi son interprète dans le chemin de la sévérité, l'obligerait en quelque sorte à frapper juste et fort, elle ferait l'éducation de la jurisprudence en cette matière.

Et cette sévérité que nous demandons ici n'est que très légitime et très raisonnable.

« Quoi ! dit M. Worms. On pourrait adoucir la peine immense provenant de l'amertume qu'entretient au fond de l'âme un grief pour lequel aucune satisfaction n'a été reçue et on ne s'y emploierait pas ! Y a-t-il cependant quelque chose de plus exaspérant qu'une injure, une injustice dont il n'a pas été tiré vengeance, qui est restée sans réparation !..... Faut-il donc, en fin de compte, que notre honneur subisse des mortifications

comme nous avalons des pilules amères ? Ce serait nous imposer une épreuve au-dessus des forces humaines. »

XI. — Certaines de ces mortifications sont assez graves pour que la société enseigne à l'homme d'honneur qu'il a le droit, souvent le devoir d'en tirer une réparation éclatante, fût-ce de ses propres mains.

Dès lors, s'il renonce à l'exercice de cette *magistrature personnelle*, il fait preuve de respect envers les lois et, pour qu'il y renonce, c'est aux lois qu'il appartient de reconnaître, d'encourager ce respect par une compensation raisonnable de la vengeance abandonnée, par une satisfaction qui paraisse à tous suffisante.

Et si, pour n'être pas dérisoire, cette satisfaction doit exiger une extrême sévérité, il ne faut pas craindre d'en proclamer le principe : « Telle est, dit Bentham dans la phraséologie pompeuse de son époque, telle est la Justice, fille de la Nécessité et mère de la Paix, que les hommes doivent craindre, mais qu'ils ne sauraient haïr et qui aura toujours leurs premiers hommages. »

XII. — Convient-il de penser que ces exigences du point d'honneur, fruits d'un état transitoire entre la Barbarie des premiers âges et le summum toujours poursuivi de la civilisation, finiront par s'atténuer et par disparaître ! M. Worms pense à ce sujet qu'« un jour viendra sans doute où sur le domaine de l'honneur se lèvera comme sur d'autres, le soleil de la justice, mettant en fuite par l'éclat de sa lumière des préjugés invétérés, des mensonges conventionnels, pour donner la

vie et le rayonnement à la doctrine du divin Platon, suivant laquelle l'Idée de justice est la plus haute ou, si l'on veut, la première de toutes les idées ».

N'est-il point aussi permis de supposer qu'au préjugé d'hier, vivace encore, se substituera le préjugé de demain, ou plutôt que le préjugé de tous les âges est éternel autant que la race dont il est né et que, si, dans une évolution ininterrompue, il se modifie profondément, si le progrès en bannit la grossièreté, il ne devient pas, en s'affinant, beaucoup plus heureux ni plus sain en droit pur. Le préjugé tient au fond même de la nature humaine et pour juger humainement, pour légiférer humainement, il faudra toujours sans doute faire état du préjugé.

En tout cas, préjugé si l'on veut, le point d'honneur est cher à notre race et longtemps encore sa voix parlera haut, plus haut même que l'horreur du sang versé, dans le pays où l'on applaudit toujours au mariage de Chimène avec Rodrigue.

XIII. — Convierait-il maintenant de *désirer* cette disparition des exigences du point d'honneur ? de rêver chez tous les hommes une élévation de caractère qui leur permît de s'approprier ces nobles expressions du testament de Coligny : « J'oublierai bien volontiers toutes choses qui toucheront mon particulier, soit d'injure soit d'outrage, pourvu qu'en ce qui touche la gloire de Dieu et le repos public il y puisse avoir sûreté » ?

Ce serait une solution, la solution idéale ; mais pour

qu'elle fût praticable, et désirable aussi, pour ceux auxquels une situation prépondérante alliée à une grande élévation d'esprit ne rendraient pas le mépris de l'injure aussi facile qu'à Coligny, il faudrait commencer par modifier la nature humaine.

« Rien ne serait plus agréable que le commerce de la vie, faisait philosophiquement remarquer Dureau, si les hommes entr'eux sçavoient être sages et tranquilles. » Or, sans penser comme Schopenhauer que : « La vie est une chasse incessante où, tantôt chasseurs et tantôt chassés, les êtres se disputent les lambeaux d'une horrible curée », il est facile néanmoins de constater chaque jour, par la fréquentation du prochain, que les hommes *ne sçavent point encore être sages ni tranquilles*. A quels excès ne se porteraient-ils donc pas contre celui qui renoncerait à faire respecter son point d'honneur, alors que l'autorité de son caractère ou la noblesse de sa vie ne le protégeraient pas d'elles-mêmes parce qu'elles ne s'imposeraient pas à l'encontre de l'outrage.

XIV. — Par une force étrange et soudaine, insurmontable aussi, nous voyons le point d'honneur, dès qu'il entre en jeu, bouleverser les peuples les plus paisibles comme les individus les plus calmes d'ordinaire, et les conduire — tout naturellement semble-t-il — à des extrémités qu'en tous autres cas le bon sens et le souci de la mesure ne leur permettraient même pas d'envisager : comme si, dans cet état d'âme particulier qui suit l'outrage chez celui qui l'a subi, la raison perdait ses droits devant la blessure faite à l'honneur.

Sans doute, quant à leur incidence sur la paix sociale, sur le repos de l'humanité, on peut déplorer en théorie ces exigences du point d'honneur ; on peut regretter, dans cet ordre d'idées, que l'homme civilisé crée ainsi, hors du monde physique, des délits artificiels dont il sera la victime, se forge à lui-même des peines, des douleurs qui viennent s'ajouter encore aux lésions corporelles et aux pertes subies par ses biens.

Mais il est heureux, d'autre part, à un point de vue plus élevé et plus vrai, que le point d'honneur s'impose à nous : « Si l'homme l'emporte sur les autres êtres animés, disait le poète Simonides, c'est parce qu'il est accessible au sentiment de l'honneur. Alors que la nourriture, la boisson, le sommeil et l'amour procurent d'égales jouissances à tous les êtres animés, seul, l'amour de l'honneur (*φιλοτιμια*) n'existe ni chez les animaux privés de raison, ni même chez tous les hommes ; mais ceux-là qu'enflamme la passion de l'honneur et de la gloire, s'élèvent infiniment au-dessus de l'animalité et méritent d'être appelés non plus seulement des êtres humains, mais des hommes. »

Notre point d'honneur, c'est lui qui consacre et qui sanctionne le respect de la parole donnée, le respect du foyer, le respect de soi-même et d'autrui : toutes choses qui ne sont point indifférentes à l'intérêt de chacun, dans le choc des forces sociales.

Au surplus, en fait, ce point d'honneur existe, et, sans encourager les aberrations qui en ont pu compromettre

tre la dignité, il faut chercher à étendre au delà des bornes actuelles la protection que la Loi, organe et produit de la Société, doit à cette autre création de la Société : le point d'honneur. Il faut enfin, dans la répression de l'outrage, que cette Loi parle et qu'elle parle sans faiblesse devant les tribunaux, pour que la Loi d'honneur se taise : c'est à ce prix que le silence de celle-ci nous semble désirable. Notre Code pénal, ainsi que les codes de tous les pays, définit et frappe sévèrement le crime contre la vie humaine, le crime contre la propriété privée ; il existe ainsi dans notre droit, il existe partout des expiations qui apparaissent comme le prix du sang versé, comme le prix du bien volé ; pourquoi donc hésiter sur le principe ou sur la nature de l'expiation qui serait le prix — suffisant au regard des mœurs — de l'honneur outragé ?

Vu :

Le Président de la thèse,
A. LE POITTEVIN.

Vu :

Le Doyen,
E. GARSONNET.

Vu et permis d'imprimer :

Le Vice-Recteur de l'Académie de Paris,
GRÉARD.

TABLE DES MATIÈRES

	Pages
OBJET DE LA THÈSE	4
I. Introduction. — L'honneur et la société.—Le point d'honneur et la loi.	3
II. Historique.	25
CHAPITRE I. — <i>Genèse de la notion de point d'honneur</i> . .	25
CHAPITRE II. — <i>L'ancienne jurisprudence</i>	33
CHAPITRE III. — <i>La juridiction spéciale des Maréchaux de France, juges du point d'honneur.</i>	48
CHAPITRE IV. — <i>Droit intermédiaire et droit moderne</i> . . .	56
III. Législation.	64
CHAPITRE I. — <i>La voie de fait</i>	64
CHAPITRE II. — <i>La menace.</i>	73
CHAPITRE III. — <i>L'expression.</i>	84
§ 1. — Définitions.	84
§ 2. — Diffamation	94
§ 3. — Injure.	105
§ 4. — Intention coupable.	115
§ 5. — Préjudice	122
§ 6. — Publicité.	133
§ 7. — Pénalités et réparations civiles	141
§ 8. — Règles générales de poursuite, de compétence, de prescription et de répression. . .	156
§ 9. — Dénonciation calomnieuse. — Bruits et tapages injurieux	174
CHAPITRE IV. — <i>Règles spéciales à l'injure ou à la diffamation contre l'homme public.</i>	182
CHAPITRE V. — <i>Exceptions légales dans la répression.</i> . . .	202

§ 1. — Provocation.	202
§ 2. — Outrages aux morts.	208
§ 3. — Immunités parlementaire et judiciaire.	222
IV. Conclusions.	244
CHAPITRE I. — <i>Lacunes dans la loi.</i>	244
CHAPITRE II. — <i>Inefficacité de la loi</i>	261
CHAPITRE III. — <i>Impuissance de la loi.</i>	276
V. Législation comparée	293
Preliminaires.	293
Allemagne.	296
Angleterre.	302
Autriche-Hongrie	312
Belgique.	316
Bulgarie.	316
Espagne. — Portugal.	317
Italie	321
Grand-duché de Luxembourg.	324
Monténégro	329
Pays-Bas	329
Russie. — Finlande	331
Serbie	333
Suède. — Norwège. — Danemark.	334
Suisse.	336
Turquie.	339
Observation générale.	340
VI. Discussion. — Remèdes à l'impunité de l'outrage.	343
CHAPITRE I. — <i>L'outrage et le fait du duel</i>	343
CHAPITRE II. — <i>L'outrage et la répression judiciaire</i>	363

Imp. G. Saint-Aubin et Thevenot. — J. Thevenot, successeur, Saint-Dizier (Hte Marne).
